

20796

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

RAPPORT ANNUEL 1997

FILE COPY

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI) EST MEMBRE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE ET PARTAGE L'OBJECTIF FONDAMENTAL DE TOUTES LES INSTITUTIONS APPARTENANT À CELUI-CI : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE LA VIE DANS SES PAYS MEMBRES EN DÉVELOPPEMENT.

À L'HEURE ACTUELLE, LA SFI EST LA PLUS IMPORTANTE SOURCE MULTILATÉRALE DE FINANCEMENT SOUS FORME DE PRÊTS ET DE PRISES DE PARTICIPATION POUR LES PROJETS DU SECTEUR PRIVÉ DANS LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT. ELLE FOURNIT DES CONSEILS ET FINANCE DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EN PARTENARIAT AVEC DES INVESTISSEURS PRIVÉS, ET ELLE CONSEILLE LES GOUVERNEMENTS POUR LES AIDER À CRÉER LES CONDITIONS QUI PERMETTENT DE STIMULER L'ÉPARGNE ET L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUES ET ÉTRANGERS. ELLE S'EFFORCE EN PARTICULIER DE PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN FAVORISANT L'ESSOR DES ENTREPRISES PRODUCTIVES ET LE DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉS FINANCIERS EFFICIENTS DANS SES PAYS MEMBRES. LA SFI NE PARTICIPE À UN INVESTISSEMENT QUE LORSQU'ELLE PEUT APPORTER UNE CONTRIBUTION SPÉCIALE ET QUE SON RÔLE COMPLÈTE CELUI DES OPÉRATEURS DU MARCHÉ. LA SOCIÉTÉ A PAR AILLEURS UN EFFET DE CATALYSEUR : ELLE ENCOURAGE ET MOBILISE LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT EN MONTRANT QUE CES DERNIERS PEUVENT ÊTRE RENTABLES. DEPUIS SA CRÉATION, EN 1956, LA SFI A PRIS DES ENGAGEMENTS D'UN MONTANT SUPÉRIEUR À 21,2 MILLIARDS DE DOLLARS AU TITRE DE FINANCEMENTS POUR SON PROPRE COMPTE, ET ARRANGÉ POUR 15 MILLIARDS DE DOLLARS DE SYNDICATIONS ET GARANTIES DE PRÊTS POUR 1 852 ENTREPRISES DANS 129 PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

LA SFI COORDONNE SES ACTIVITÉS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE — LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BIRD), L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA) ET L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (AMGI) —, MAIS ELLE EST JURIDIQUEMENT ET FINANCIÈREMENT INDÉPENDANTE. ELLE A DES STATUTS, DES ACTIONNAIRES, UNE STRUCTURE FINANCIÈRE, UNE DIRECTION ET DES SERVICES QUI LUI SONT PROPRES. SON CAPITAL EST FOURNI PAR SES 172 PAYS MEMBRES, QUI DÉTERMINENT COLLECTIVEMENT SA POLITIQUE ET SES ACTIVITÉS. GRÂCE AU SOUTIEN ACTIF DE SES ACTIONNAIRES ET À LA SOLIDITÉ DE SON ASSISE FINANCIÈRE, ELLE A PU LEVER LA PLUPART DES FONDS DONT ELLE A BESOIN POUR SES ACTIVITÉS DE PRÊT AU MOYEN DE SES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS NOTÉES AAA SUR LES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 97

Opérations

Nombre de nouveaux projets approuvés	276
Total des financements, y compris syndications et garanties d'émissions	\$ 6,7 milliards
Financements directs de la SFI	\$ 3,3 milliards
Coût total des projets	\$ 17,9 milliards
Portefeuille de prêts et de participations décaissé pour le compte de la SFI au 30 juin	\$ 8,4 milliards

Ressources et revenus

Revenu net	\$ 431,9 millions
Capital libéré	\$ 2,2 milliards
Bénéfices non distribués	\$ 2,5 milliards
Emprunts de l'exercice	\$ 3,3 milliards

TABLE DES MATIÈRES

Lettre au Conseil des Gouverneurs	v	ANNEXES	
Message du Vice-Président exécutif	vi	A Gouverneurs et suppléants	153
1 Nouveaux horizons : Un défi à relever par un effort d'innovation	1	B Administrateurs et suppléants avec indication du nombre de voix dont ils disposent	157
2 Rapport d'activité	8	C Groupe consultatif bancaire	159
RAPPORTS RÉGIONAUX		D Groupe consultatif de la Base de données sur les marchés émergents	160
3 Afrique subsaharienne	22	E Groupe consultatif des affaires	161
4 Asie	40	F Direction	163
5 Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	60	G Adresses	168
6 Europe	74		
7 Amérique latine et Caraïbes	92	GLOSSAIRE, NOTES ET DÉFINITIONS	170
8 Résultats financiers	108	ENCADRÉS	
9 Le portefeuille	114	2-1 Initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI »	11
10 Gestion et organisation	120	2-2 Service-conseil pour l'investissement étranger	14
11 États financiers	126	2-3 Service des projets environnementaux	20
Portefeuille d'investissements	149	3-1 Mozambique : Société d'aluminium Mozal	25
État des engagements cumulés	150	3-2 Zambie : Intermarket Discount House	27
		3-3 Afrique : Assistance technique aux petites et moyennes entreprises	29
		3-4 Gabon : Privatisation de la SEEG — Une première en Afrique	30
		4-1 Pacifique Sud et Mékong : Investir dans les PME	43
		4-2 Projet régional de Gleneagles en Asie : Centres de diagnostic médical	44
		4-3 Chine : De l'arboriculture à la fabrication d'agglomérés	46
		4-4 Mongolie : Fabrication de vêtements en cuir	47
		4-5 Établissements hôteliers au Cambodge et en RDP lao	48
		4-6 Philippines : Privatisation sans précédent dans le secteur de l'eau	51

5-1	Crédit aux microentreprises en Cisjordanie et Gaza	63	6-1	Europe : Financement des projets	75
5-2	Pakistan : La SFI et la crise informatique du 1 ^{er} janvier 2000	65	7-1	Amérique latine et Caraïbes : Financement des projets	93
5-3	Pakistan : Réussite d'Engro Chemical après son rachat par ses salariés	66	8-1	Sources de revenu	109
5-4	Ouzbékistan : Impulsion donnée à l'industrie cotonnière	67	9-1	Portefeuille de la SFI au 30 juin 1997	115
5-5	Mine d'or au Tadjikistan	68		FIGURES	
6-1	Pologne : Participation dans des petites et moyennes entreprises régionales	77	2-1	Projets approuvés par secteur	9
6-2	Sidérurgie tchèque : Améliorer le rendement et l'environnement	78	2-2	Financements approuvés, Ex. 93-97	12
6-3	République tchèque : Électricité privée en Europe centrale	79	2-3	Contribution des bailleurs de fonds au programme d'assistance technique de la SFI	16
6-4	Géorgie : Redressement du fabricant d'eau minérale « Borjomi »	80	3-1	Afrique subsaharienne : Financements approuvés, Ex. 93-97	24
6-5	Moldova : Le Groupe Incon	81	4-1	Asie : Financements approuvés, Ex. 93-97	42
7-1	Guatemala : Une électricité géothermique à faible coût	95	5-1	Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord : Financements approuvés, Ex. 93-97	62
7-2	Mexique : La SFI fournit son appui à la reprise économique	96	6-1	Europe : Financements approuvés, Ex. 93-97	76
7-3	Honduras : Nettoyage des savonneries	98	7-1	Amérique latine et Caraïbes : Financements approuvés, Ex. 93-97	94
7-4	Bésil : Des prêts pour de petits éleveurs de volailles et de porcs	99	8-1	Revenu net, Ex. 93-97	110
7-5	Un mécanisme de prêt pour les Caraïbes	101	9-1	Portefeuille d'engagements, Ex. 93-97	116
	TABLEAUX		9-2	Portefeuille : Engagements par secteur au 30 juin 1997	117
2-1	Les dix derniers exercices	10	10-1	Société financière internationale : Organigramme au 1 ^{er} juillet 1997	125
2-2	Projets approuvés par région	15			
3-1	Afrique subsaharienne : Financement des projets	23			
4-1	Asie : Financement des projets	41			
5-1	Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord : Financement des projets	61			

Le hall principal du nouveau Siège de la SFI, entouré par les drapeaux de tous les pays membres. À droite, vue en contre-plongée de la verrière dominant le hall principal



LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le 1^{er} août 1997

Au Conseil des Gouverneurs,



Conseil d'administration de la Société financière internationale a, conformément aux statuts de la SFI, fait préparer le rapport annuel correspondant à l'exercice qui s'est achevé le 30 juin 1997. M. James D. Wolfensohn, Président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs.

Les Administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, durant l'exercice 97, à développer ses activités de conseil et de financement de projets dans ses pays membres en développement, tout en renforçant son assise financière.

Administrateurs

Jan Piercy
Atsuo Nishihara
Gus O'Donnell
Helmut Schaffer
Marc-Antoine
Autheman
Luc Hubloue
Franco
Passacantando
Enzo Del Bufalo
Leonard Good
Surendra Singh
Ruth Jacoby
Andrei Bugrov
Pieter Stek
Juanita D. Amatong
Jean-Daniel Gerber

Juan Cariaga
Jannes Hutagalung
Joaquim R.
Carvalho
Young-Hoi Lee
Kacim Brachemi
Khalid M. Al-Saad
Li Yong
Khalid H. Alyahya
Ali Bourhane

Suppléants

Michael Marek
Akira Kamitomai
David Stanton
Erika Wagenhöfer
Olivier Bourges
Namik Dagalp
Helena Cordeiro
Inigo Fernandez
de Mesa
Winston Cox
Syed Ahmed
Jorgen Varder
Eugene Miagkov
Mioara Ionescu
Murilo Portugal
Jan Sulmicki
Julio Nogues

Sun Vithespongse
Godfrey Gaoseb
Christopher Y. Legg
Abdul Karim Lodhi
Zhao Xiaoyu
Ibrahim M.
Al-Mofleh
Luc-Abdi Aden

M E S S A G E D U V I C E - P R É S I D E N T E X É C U T I F



L'exercice 97 a été, pour la SFI, une année positive. Il a aussi été pour elle une période d'innovation et de changement. Nous avons approuvé 276 nouveaux projets pour un montant global de 6,7 milliards de dollars, dont 3,4 milliards de dollars mobilisés directement sous forme de syndicats de prêt, de garanties et de placements privés auprès d'autres institutions financières. Notre revenu net a atteint 432 millions de dollars, soit un rendement de 9,7 % sur l'actif net moyen, chiffre bien supérieur à l'objectif fixé. L'ensemble de nos produits, à commencer par notre portefeuille de prêts, a obtenu de bons résultats et contribué ainsi au revenu net réalisé.

Nous opérons aujourd'hui dans un nombre de pays, de régions et de secteurs plus grand que jamais. Nous accordons désormais l'essentiel de notre attention non plus aux pays où notre présence se justifie moins, mais à ceux qui ont davantage besoin de nos services. Dans les pays qui ont un meilleur accès aux capitaux, nos activités visent à présent des secteurs et des régions déterminés dans lesquels nous pouvons faire la différence.

Maximiser l'impact de notre action sur le développement est l'objectif sur lequel nous concentrons nos efforts. Bien que l'investissement étranger privé dans les pays en développement ait augmenté ces dernières années, beaucoup de pays ne bénéficieraient toujours pas de ces apports. Au cours de l'exercice écoulé, nous avons entrepris des premiers projets dans huit pays où nous n'étions pas intervenus jusqu'ici, parmi lesquels l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan, le Cambodge, la Géorgie, l'ex-

République yougoslave de Macédoine et la Mongolie. Nous avons en outre procédé au lancement de l'Initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI ». Ciblée sur 16 pays ou groupes de pays du monde où le niveau d'activité de la SFI a été limité en raison d'un contexte difficile, cette initiative doit nous aider à élaborer de nouveaux modes d'action dans les économies de ce type, et contribuer à élargir d'une manière générale la contribution de la SFI au développement. Le Fonds pour la petite entreprise a été créé à l'appui de cette initiative, pour nous permettre d'effectuer des investissements d'ampleur limitée en suivant des procédures simplifiées. Il en est résulté une solide réserve de nouveaux projets, 16 investissements d'un montant global de 17,6 millions de dollars ayant déjà été approuvés au titre du Fonds pour la petite entreprise durant l'exercice et tout un programme d'activités d'assistance technique mis en route.

Les contextes dans lesquels nous opérons évoluent aujourd'hui plus vite que jamais, ce qui nous oblige à innover constamment. Pour cela, rien ne vaut une connaissance intime des besoins du marché. La SFI a ainsi lancé la première enquête approfondie de son histoire auprès de ses clients, et nous en incorporerons les résultats dans notre plan d'activité dès qu'ils seront disponibles, durant l'exercice à venir. Par ailleurs, nous travaillons en collaboration plus étroite avec la Banque mondiale, tant à Washington que sur le terrain. Cette coopération a favorisé notre orientation stratégique, et nous avons tiré parti d'un programme pilote de stratégies d'aide-pays conjointes à la Banque et à la SFI dans un groupe choisi de pays. Au cours de l'exercice 97, afin de mieux servir nos clients, nous avons progressé dans la mise en place de



JANNIK LINDBAEK,
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
DE LA SFI (À GAUCHE), ET
JAMES D. WOLFENSOHN,
PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA
BANQUE MONDIALE

centres régionaux de la Société à Moscou et à New Delhi, première étape de l'amélioration de notre capacité d'intervention sur le terrain.

En mars 1997, la SFI a emménagé dans son nouveau siège, au 2121 Pennsylvania Avenue. Pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble de ses services est regroupé sous un même toit, et la communication interne ainsi que la qualité du travail journalier se sont nettement améliorées. Cet immeuble bien conçu a été achevé dans les délais prévus et dans les limites du budget. Nous le partageons avec nos collègues de la Banque mondiale qui s'occupent des questions touchant au secteur privé, ce qui facilite la communication au sein du Groupe de la Banque.

Durant cet exercice, nous avons également apporté à nos structures de direction d'importants changements qui marquent l'avènement d'une nouvelle génération de responsables pour la SFI. En janvier 1997, MM. Jemal-ud-din Kassum et Assaad Jabre ont été nommés vice-

présidents, respectivement, pour les investissements, et pour la gestion du portefeuille et les services-conseils. Dans le cadre de cette structure, tous les nouveaux investissements sont regroupés sous l'autorité de M. Kassum, M. Jabre étant pour sa part responsable de la gestion du portefeuille et des activités consultatives. Grâce à ce changement, la stratégie de la Société est plus facile à élaborer et à mettre en oeuvre, et l'accent peut être mis plus aisément sur la gestion de son portefeuille jeune et en pleine expansion. Dans un deuxième temps, la Société a procédé à une importante rotation de ses directeurs de département et de ses chefs de service pour être assurée de tirer parti de la vaste expérience acquise par ses cadres dirigeants, et pour favoriser l'évolution des carrières. À l'heure actuelle, 15 % des postes d'encadrement sont occupés par des femmes, contre 5 % en 1993, et je m'attends à ce que ce chiffre augmente encore dans les mois qui viennent. Alors que nous entamons l'exercice 98, nous devrions être bien placés, grâce à ces changements, pour affronter les défis qui nous attendent.

Stratégie de la SFI pour les exercices 98-00

Le monde qui nous entoure évolue rapidement, permettant à un grand nombre de pays d'accéder plus facilement aux capitaux. Cette évolution positive pour les pays en développement exige de la SFI qu'elle fasse preuve d'une souplesse et d'une capacité d'adaptation accrues, de manière à ce que ses efforts répondent aux divers besoins liés à ce nouvel environnement.

Afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux investisseurs privés dans les pays en développement, la SFI continuera, à nos yeux, de jouer un rôle important par l'apport de services-conseils dans divers domaines : la privatisation et l'assistance post-privatisation, le développement des marchés financiers et l'investissement direct étranger, le montage de projets, et l'appui à la gestion des petites et moyennes entreprises.

Sur le plan des investissements, notre action visera surtout à répondre aux énormes besoins en infrastructure qui existent dans divers secteurs, notamment ceux qui commencent juste à s'ouvrir à l'investissement privé (l'eau et les transports, par exemple). Nous nous emploierons en outre à accroître nos activités de renforcement institutionnel au niveau des marchés financiers, à développer les régimes d'assurance et de pension privés, et à renforcer les marchés hypothécaires. L'agro-industrie, secteur d'une importance croissante dans certains pays, continuera d'occuper une place significative dans nos investissements. Nous comptons en outre agir beaucoup plus au niveau des petites et moyennes entreprises, et accroître nos activités dans les domaines de la microentreprise, de la santé et de l'éducation.

Mais, dans son double rôle d'institution financière et d'organisme de développement, la SFI

ne peut tout faire. En tant qu'institution financière, elle doit investir dans les activités qui déboucheront, dans des délais raisonnables, sur des projets susceptibles d'être financés. En tant qu'organisme de développement, il lui faut concentrer son action sur les domaines dans lesquels elle peut avoir l'impact maximum.

Quelles sont les priorités ?

À l'approche de l'exercice 98, nous nous sommes efforcés de concilier tous ces objectifs en nous fixant l'ordre de priorité suivant.

En *Afrique*, les perspectives nous paraissent meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis des décennies, mais nous voyons peu d'établissements financiers privés qui soient prêts à répondre aux besoins. Les réformes sont bien engagées, et l'on assiste à une reprise de la croissance. En complément des activités traditionnelles que nous menons dans cette région au niveau des marchés financiers, des industries extractives et des petites et moyennes entreprises, nous concentrerons principalement nos efforts sur la privatisation et l'infrastructure, aussi bien par des investissements directs que par des services de conseil.

Nous tournerons en outre nos regards vers ce que nous appelons les « *domaines pionniers* » — les pays et secteurs qui présentent un défi particulier car les besoins y sont les plus grands et le contexte plus difficile. Atteindre ces marchés nécessitera des moyens d'intervention accrus sur le terrain. Certes, la SFI sera toujours assez centralisée, mais j'estime que nous ne pourrions servir comme il convient ces marchés difficiles à partir de Washington : nous devons continuer de nous rapprocher de nos clients.

Nous continuerons, par ailleurs, de renforcer nos *compétences de base* pour rester à l'avant-garde et soutenir nos initiatives dans les secteurs clés.

Nous devons consacrer l'investissement voulu au perfectionnement de nos connaissances spécialisées dans les domaines où nous avons un rôle majeur à jouer, particulièrement l'infrastructure, la privatisation, les marchés financiers et les petites entreprises.

L'environnement demeurera l'une de nos priorités majeures. La direction de la SFI est déterminée à maintenir à cet égard des critères de performance exigeants dans les nouveaux projets, la supervision du portefeuille et la divulgation au public des informations pertinentes. Un élément clé de l'impact de la SFI sur le développement consiste à favoriser l'investissement dans des projets écologiquement et socialement viables. Nous sommes tenus envers nos actionnaires et nos clients de montrer la voie à suivre.

La *gestion du portefeuille* figure aussi en tête de nos priorités. Au cours du prochain exercice, nous prévoyons d'ajouter près de 3,0 milliards de dollars de nouveaux actifs à notre portefeuille, les projets supervisés concernant globalement plus de 1 100 sociétés dans 110 pays. Nous devons consentir l'investissement voulu pour gérer ce portefeuille, car c'est de lui que dépend notre future croissance.

Tout cela représente un programme ambitieux. Un travail considérable a été entrepris, mais il reste encore bien plus à faire. Je suis satisfait de ce que nous avons réalisé durant cet exercice, et de ce que nos nouvelles orientations promettent pour l'avenir. Dans les douze mois qui viennent, nous devrions être bien placés pour obtenir des résultats remarquables grâce aux initiatives prises

durant l'exercice 97. La SFI a la chance de pouvoir compter sur un personnel très dévoué et qualifié, sans lequel nous ne saurions relever les défis de demain.



Jannik Lindbaek
Vice-Président exécutif

« Le message est clair :
il faut faire davantage.
L'impact des capitaux
privés sur le dévelop-
pement ne pourra
s'accroître que si un
volume accru d'investis-
sement touche un
ensemble plus large de
régions et de secteurs ...
La SFI doit se situer le
plus possible à l'avant-
garde, diversifier ses
activités d'une région à
l'autre et au sein même
des pays, et être prête à
modifier rapidement sa
gamme de produits afin
de faire face à
l'extension du rôle des
marchés et à la nature
évolutive du finan-
cement des projets. »



NOUVEAUX HORIZONS : UN DÉFI À RELEVER PAR UN EFFORT D'INNOVATION

Dans le climat financier actuel, on constate des niveaux d'adhésion sans précédent à l'égard de ce qui constitue depuis toujours l'objectif de la SFI : donner aux pays en développement davantage accès aux capitaux privés.

Au total, les apports nets de capitaux privés à long terme aux pays en développement ont atteint le niveau record de 244 milliards de dollars en 1996, ce qui représente une augmentation de 35 % par rapport au chiffre de 1995 et un niveau cinq fois plus élevé qu'en 1990. Deux ans après le choc provoqué par la crise du peso mexicain, non seulement les flux mondiaux d'investissements directs et de portefeuille suivent une progression régulière, mais les possibilités de financement par l'emprunt sont plus grandes que jamais, grâce à la baisse du coût de ces emprunts et à l'allongement des échéances afférentes aussi bien aux obligations des sociétés qu'aux prêts des banques commerciales.

Il y a lieu de se féliciter de cette évolution, mais il y a d'autres aspects de la question à considérer.

Cet énorme afflux de capitaux privés, en effet, se limite en grande partie à une douzaine de pays sur les 110 dans lesquels la SFI intervient à l'heure actuelle. Tous ces pays sauf deux (la Chine et l'Inde) sont des pays à revenu intermédiaire. Aucun d'entre eux n'est situé en Afrique subsaharienne. Beaucoup d'autres ont été doublement déçus, en voyant les niveaux d'aide publique au développement en leur faveur diminuer sans que les investissements privés augmentent pour autant. Dans l'ensemble, la contribution du secteur privé au développement ne couvre pas encore un champ suffisamment large.

Le message est clair : il faut faire davantage. L'impact des capitaux privés sur le dévelop-

pement ne pourra s'accroître que si un volume accru d'investissement touche un ensemble plus large de régions et de secteurs.

Tel est le défi lancé à la SFI et à ses institutions partenaires du Groupe de la Banque mondiale. C'est un défi qui exige d'elle qu'elle renforce son cadre stratégique, ses compétences professionnelles et ses moyens d'intervention. Plus que jamais, la Société a besoin de différencier davantage les modalités et l'intensité de son action en faveur du développement. Dans les pays désormais bien intégrés à l'économie mondiale, la SFI s'efforce de faire preuve d'une sélectivité accrue. Dans ceux qui ne le sont pas encore, elle doit prendre de nouvelles mesures pour catalyser l'investissement privé. Quel que soit le marché considéré, elle doit continuer d'examiner la gamme d'instruments qu'elle peut offrir, renforcer ses partenariats avec les autres organismes multilatéraux et bilatéraux, et assumer un rôle de chef de file en diffusant les connaissances et l'expérience qu'elle possède.

Il n'y a jamais eu de meilleur moment pour relever ce défi. Dans les pays en développement, le nombre de sociétés de premier rang ayant directement accès à un volume substantiel de capitaux internationaux est supérieur à ce que l'on aurait pu imaginer il y a dix ans. Et pourtant :

- Un nombre bien plus grand de petites entreprises ont encore besoin d'aide pour se procurer le financement nécessaire à leur développement, et c'est d'elles que viennent principalement les créations d'emplois.
- Même dans les pays qui ont le plus la faveur des investisseurs, il y a beaucoup de régions qui n'attirent guère l'investissement privé, et l'on constate de grandes disparités au niveau des revenus et des niveaux de vie.
- Même dans les pays disposant d'une bonne cote de crédit, il reste difficile de conclure les transactions susceptibles d'être financées dans des domaines comme l'infrastructure privée, et

il en est de même des opérations dans les autres pays que les marchés jugent risqués.

Les besoins restent énormes.

À horizons nouveaux, techniques nouvelles

De par son rôle essentiel de catalyseur pour l'investissement privé dans les pays en développement, la SFI s'efforce de relever ce défi de plusieurs façons. Elle intervient aujourd'hui dans davantage de pays et de secteurs, et avec plus de produits financiers que jamais. L'exercice 97 a vu beaucoup d'innovations, des avancées dans plusieurs domaines nouveaux qui vont renforcer l'impact de la SFI sur le développement et accroître le rôle du secteur privé dans ses pays membres.

L'amélioration de la situation sur les marchés justifie ces nouvelles approches. Ainsi l'accès accru de certains pays à revenu intermédiaire aux capitaux privés signifie que la SFI y voit son rôle de financement de projets conventionnels diminuer. Dans ces conditions, elle réoriente aujourd'hui ses activités dans ces pays : en Argentine, par exemple, elle introduit de nouveaux types de transactions, dont un

susceptible d'aboutir à la mobilisation de plus de 1 milliard de dollars pour de nouveaux prêts hypothécaires à moyen et long terme. Elle a mis sur pied un mécanisme d'entreposage d'hypothèques titrisées d'une durée de huit ans et d'un montant de 100 millions de dollars, en partie en garantissant les prêts de la First Argentine Mortgage Corporation (« Argie Mae »). Une toute nouvelle structure de projet a été conçue, qui verra la SFI syndiquer jusqu'à 65 millions de dollars de ses engagements de garantie auprès de banques commerciales.

Le contexte actuel exige aussi un effort accru de la SFI pour permettre à un éventail plus grand de pays à faible revenu d'accéder au marché mondial des investissements. Durant l'exercice 97, huit pays supplémentaires ont ainsi vu la Société effectuer ses premiers investissements dans des entreprises locales. Par ailleurs, le Turkménistan et le Cambodge sont devenus ses deux derniers membres en date. L'Afrique subsaharienne est restée au premier rang des priorités de la Société dont l'apport financier a contribué pour une large part à la création de la fonderie d'aluminium Mozal, une usine entièrement nouvelle d'un coût de 1,3 milliard de dollars, représentant le plus gros investissement privé jamais réalisé au Mozambique (encadré 3-1). Selon les projections, les premières années d'exploitation de cette unité devraient se traduire par une augmentation de plus de 7 % par an du PIB de ce pays. Grâce au transfert de technologie, à une planification écologique judicieuse et à la création de 800 emplois permanents, Mozal donnera en outre un coup de fouet au développement industriel de l'un des pays les plus pauvres du monde.

La situation qui prévaut aujourd'hui sur les marchés permet par ailleurs à la SFI d'entreprendre un ensemble plus divers de projets touchant à l'infrastructure et aux marchés des capitaux dans un éventail plus grand de pays que par le passé. Durant l'exercice écoulé, la Société a servi de conseiller principal pour la privatisation des services d'eau et d'assainissement du Grand Manille (encadré 4-6), une opération d'un coût global de 7 milliards de dollars. Les Philippines, qui sont déjà un des pays en développement ayant le mieux réussi à attirer des

BIEN ÉTABLIE DANS LE SECTEUR DE L'INFRA-STRUCTURE, LA SFI COMPLÈTE AUJOURD'HUI CE RÔLE PAR DE NOUVELLES FORMES D'APPUI AUX SECTEURS SOCIAUX. CETTE ANNÉE, ELLE A AINSI FINANCÉ À NAIROBI L'EXTENSION DE LA MAKINI SCHOOL, L'UN DES MEILLEURS ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DU KENYA



investissements privés pour des projets de production d'électricité, ont essayé de faire oeuvre pionnière avec ce projet qui représente l'opération la plus ambitieuse jamais tentée dans le secteur de l'eau à l'échelon mondial. Ses compétences techniques et son rôle unique d'« intermédiaire impartial » ont permis à la SFI de trouver des promoteurs capables de fournir un service d'un bien meilleur niveau dans ce domaine essentiel de l'infrastructure urbaine — et à des prix bien inférieurs à ce qui s'était avéré possible lorsque ce service était assuré par le secteur public.

Au Brésil, la SFI a aidé à financer la privatisation, pour 525,5 millions de dollars, du seul grand axe routier reliant São Paulo à Rio de Janeiro. Mal entretenue durant plus de 40 années de gestion publique, la Rodovia Presidente Dutra était, de toutes les routes du pays, celle qui avait le pire bilan en matière de sécurité, avec plus de 500 accidents mortels signalés durant la seule année 1995. Après que sa gestion eut été transférée à un consortium de grandes entreprises du bâtiment brésiliennes, l'état de cette route s'est amélioré de manière spectaculaire. La participation de la SFI au projet a permis aux promoteurs d'obtenir 70 millions de crédits à long terme auprès de banques commerciales qui auraient sans cela été sceptiques au regard des risques posés par les routes à péage privées en Amérique latine. Cet important succès initial aide à présent les autorités brésiliennes à donner corps à leur projet de privatisation de 6 000 kilomètres de routes principales dans les années qui viennent.

Les nouvelles forces en jeu sur les marchés amènent par ailleurs la SFI à mettre au point des outils financiers novateurs qui contribuent à mener à leur terme les transactions voulues. On a un exemple de cela au Venezuela, où le gisement de nickel Loma de Niquel, d'une capacité de 34 millions de tonnes, était resté inexploité depuis sa découverte en 1941. Aujourd'hui, grâce aux mesures prises par le gouvernement pour encourager activement de nouveaux investissements privés dans le secteur minier, et diversifier ainsi une économie depuis toujours dominée par le pétrole, Loma de Niquel est enfin prêt à entrer



dans sa phase de production. La SFI a contribué à rendre possible l'exploitation de ce riche gisement par un consortium ayant à sa tête la firme Minorco en concevant, pour le remboursement des prêts contractés, un nouvel échéancier souple qui a pour effet d'atténuer le risque majeur posé par ce projet, à savoir l'instabilité des cours mondiaux du nickel. Pour la première fois, elle a accordé un prêt structuré de telle façon qu'il permet aux promoteurs du projet, en fait, d'étaler le risque afférent au cours du nickel sur une période limitée lorsqu'ils s'acquittent de leurs remboursements. Grâce à ce projet, on s'attend à ce que les recettes en devises du Venezuela augmentent de 150 millions de dollars par an.

Marchés financiers : un champ d'action en expansion

La SFI élargit également le champ de ses activités relatives aux marchés financiers afin d'accroître le rôle de l'épargne privée locale en tant que source durable de financement à long terme pour le développement. Un objectif prioritaire évident à cet égard est de susciter le développement de marchés obligataires en monnaies locales, qui représentent un élément clé, mais encore embryonnaire, du secteur financier dans les pays

SIGNE DE L'IMPORTANCE ACCRUE QU'ELLE ATTACHE AU SECTEUR DE LA SANTÉ, LA SFI A AIDÉ À FINANCER À CALCUTTA UN NOUVEL HÔPITAL PRIVÉ D'UN COÛT DE 29 MILLIONS DE DOLLARS. LE DUNCAN GLENEAGLES HOSPITAL, PREMIER PROJET DE SANTÉ À ÊTRE MENÉ EN INDE EN COENTREPRISE AVEC DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ASSOCIE UN GROUPE INDUSTRIEL LOCAL À LA FIRME SINGAPOURIENNE GLENEAGLES, PREMIER OPÉRATEUR D'HÔPITAUX PRIVÉ EN ASIE

en développement. C'est pour cette raison que la SFI a participé, aux côtés de la firme Lazard Frères Asset Management, au lancement d'un portefeuille mondial de titres à revenu fixe en monnaie locale émis par les sociétés emprunteuses de marchés émergents. Destiné aux investisseurs internationaux, cet instrument a pour effet de promouvoir la dette des marchés émergents comme catégorie d'actif à part entière, la dette libellée en monnaie locale en constituant une sous-catégorie, comme les fonds lancés dans le passé avec l'appui de la SFI l'avaient fait, pour une bonne part, dans le cas des valeurs de ces marchés. Au bout du compte, cela se traduit, pour les sociétés des pays en développement, par des possibilités de financement accrues, qui aboutiront d'une manière générale à une répartition plus efficace des capitaux aux fins du développement.

Après avoir joué un rôle important dans l'établissement des marchés des valeurs en Asie et en Amérique latine, la Société a engagé un effort analogue dans d'autres parties du monde. Dans la Fédération de Russie, le développement des activités de ventes et de transactions de Troika Dialog, maison de titres bénéficiant de l'appui de la SFI, a contribué à renforcer le degré de liquidité des marchés locaux des capitaux, facteur essentiel pour le développement économique. La SFI peut également aider les pays à poursuivre ce type d'objectifs par l'assistance technique au même titre que par des investissements. Lors de la visite effectuée par M. Jannik Lindbaek à Hanoi, en octobre 1996, le Gouvernement vietnamien a sollicité l'aide de la SFI pour la mise au point d'un programme de formation à la réglementation des marchés des valeurs à l'intention des fonctionnaires destinés à devenir les futurs cadres et agents de la Commission nationale des valeurs mobilières. Une série de séminaires, qui doit s'étendre sur deux ans, a débuté avec le concours financier du Fonds fiduciaire japonais de portée générale. Elle permettra aux participants vietnamiens de se familiariser avec les principes et notions de réglementation des marchés des valeurs qui ont été mis en oeuvre avec succès aussi bien dans des pays développés tels que l'Australie, les États-Unis, le Royaume-Uni et Singapour que sur des

marchés émergents d'Asie comme la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie et la Thaïlande. Des efforts analogues sont en cours en Afrique, où la SFI dispense des conseils aux autorités réglementaires du Kenya sur la mise en place d'un système de dépôt central, et aide le Malawi à établir des programmes d'incitations pour accroître les transactions au niveau de sa bourse des valeurs, qui est encore à l'état embryonnaire.

Cependant, dans l'ensemble des pays en développement, la libéralisation du secteur financier a révélé des problèmes majeurs quant à l'adéquation des systèmes bancaires locaux sur le plan financier. Face à cela, les gouvernements permettent à présent la privatisation des banques d'État et encouragent désormais la concurrence entre celles-ci et de nouvelles banques privées. La SFI investit aujourd'hui dans plusieurs établissements nouveaux à travers le monde pour aider à maintenir cette tendance encourageante. Au Népal, un certain nombre d'entreprises locales ont formé une opération en association avec Hana Bank, un client de la SFI qui se classe aujourd'hui au sixième rang des organismes de crédit coréens. Nepal Hana Bank renforcera la portée et l'échelle des services financiers offerts au Népal, au-delà du champ traditionnellement couvert par les banques commerciales, en assurant le financement de projets, en accordant des crédits à terme et en jouant un rôle de banque d'affaires. Par ailleurs, la SFI est actionnaire fondateur de Ecobank-Burkina, la première banque commerciale entièrement privée à voir le jour au Burkina Faso depuis la libéralisation de l'économie de ce pays en 1991. Les opérations de ce type contribuent au développement du secteur des banques privées locales, qui est un acteur essentiel dans le processus de développement.

À titre complémentaire du travail effectué auprès des banques commerciales, la SFI a également commencé à entreprendre des activités ciblées sur les institutions de microfinancement. Celles-ci fournissent des services financiers essentiels aux chefs d'entreprise à faible revenu qui, bien qu'ignorés par les grands établissements bancaires, sont capables de monter des affaires contribuant de manière importante à faire reculer



LA SFI A CONTRIBUÉ AU FINANCEMENT D'UN PROGRAMME ESSENTIEL D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ POUR LA RODOVIA PRESIDENTE DUTRA, LE PRINCIPAL AXE ROUTIER DU BRÉSIL, RELIANT SÃO PAULO À RIO DE JANEIRO

la pauvreté. La SFI a récemment commencé à jouer un rôle actif dans ce domaine, en concentrant ses efforts à la fois sur le secteur, limité mais croissant, des organismes de microcrédit à but lucratif et commercialement viables qui ont besoin d'argent frais pour se développer, et sur les organisations non gouvernementales engagées dans le processus consistant à acquérir le statut d'établissements commerciaux. À la suite de sa participation, durant l'exercice précédent, au projet Profund, premier fonds de placement régional pour les institutions de microfinancement d'Amérique latine, une première série d'investissements a vu le jour. Ils concernent notamment des banques commerciales réglementées destinées aux pauvres en Bolivie et en Équateur, un intermédiaire réglementé pour les banques commerciales en Colombie, une caisse d'épargne et de crédit en Bolivie, et une organisation non gouvernementale sur le point de devenir un établissement financier au Pérou. Par ailleurs, avec l'appui de la SFI, une nouvelle institution de microfinancement est en cours de lancement en Bosnie-Herzégovine, se fondant sur l'expérience de la Société en matière de création

d'établissements financiers à but lucratif dotés de la personnalité juridique et sur les objectifs commerciaux voulus pour pouvoir attirer les capitaux privés. Un projet de microfinancement connexe a également été approuvé pour la Cisjordanie et Gaza auquel la SFI collabore avec la Banque mondiale.

Durant l'exercice 97, la SFI a en outre sensiblement accru ses efforts tendant à diversifier les secteurs financiers locaux par un renforcement des activités de financement du logement dans les pays en développement. Au Mexique, par exemple, faire face ne serait-ce qu'à l'accroissement de la population nécessitera, d'après les estimations, la construction de 2,5 millions de logements dans les six années à venir. Mais le secteur financier local, qui est insuffisamment développé, a été pratiquement dans l'incapacité d'accorder de nouveaux prêts hypothécaires depuis la crise du peso de 1995, essentiellement parce que le pays n'a pas encore de véritable marché secondaire pour les hypothèques ou les titres garantis par des créances hypothécaires. Pour aider à remédier à cette situation, la SFI



UNE BAISSÉ DES TARIFS ET UNE AMÉLIORATION DES SERVICES SONT LES EFFETS ATTENDUS DE LA PRIVATISATION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU GRAND MANILLE (11 MILLIONS D'HABITANTS). LA SFI A SERVI DE CONSEILLER AUPRÈS DES AUTORITÉS PHILIPPINES POUR CETTE OPÉRATION, QUI DOIT DRAINER 7 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS PRIVÉS POUR L'AMÉLIORATION DES RÉSEAUX AU COURS DES 25 PROCHAINES ANNÉES

investit 2 millions de dollars dans une nouvelle banque de crédit hypothécaire privée, General Hipotecaria S.A. de C.V. Outre l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires, celle-ci commencera peu à peu à émettre des titres hypothécaires en monnaie locale qui rendront les logements actuels ou nouveaux plus abordables pour les familles à faible revenu.

Des facteurs analogues sont en jeu au Bangladesh, où le secteur financier officiel est peu développé et ne peut faire face qu'à 5 % de la demande considérable de prêts immobiliers. Une nouvelle approche s'impose de toute évidence, et la SFI a donc décidé de faire intervenir la Housing Development Finance Corp. (HDFC), une société de crédit privée basée à Mumbai qu'elle a aidé à lancer en 1978. Disposant aujourd'hui d'un portefeuille de 2 milliards de dollars, HDFC passe pour une des sociétés de crédit hypothécaire les plus florissantes d'Asie du Sud. La SFI et elle participeront, en tant qu'actionnaires fondateurs, au lancement d'une opération en association sans précédent entre l'une des ONG les plus célèbres

du monde en développement, le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC), et l'une des principales compagnies d'assurance du pays, Delta Insurance Group. Dans un premier temps, la Delta BRAC Housing Finance Corp. prévoit d'accorder des prêts hypothécaires à long terme à la catégorie des emprunteurs à revenu intermédiaire. En renforçant le rôle des établissements financiers non bancaires, elle servira de catalyseur pour le processus de développement des marchés financiers dont ce pays, l'un des plus pauvres du monde, a tant besoin.

Financement des secteurs sociaux

La SFI a également un rôle à jouer pour contribuer à renforcer l'apport des entreprises privées dans les secteurs sociaux prioritaires. Dans le domaine des soins de santé, elle entreprend, en coopération avec une firme de Singapour, Gleneagles International, un projet visant à créer une vingtaine de centres de diagnostic privés dans divers pays en développement d'Asie au cours des quatre années à venir, pour un coût total de 60 millions de dollars (encadré 4-2). Ces centres dispenseront des services médicaux et diagnostiques de haute qualité, y compris en matière d'analyses de laboratoire et d'imagerie médicale. Le projet se concentrera dans un premier temps sur l'Indonésie et la Chine, l'idée étant de faciliter l'accès au marché et d'offrir un outil d'investissement souple, susceptible de déboucher sur des investissements plus substantiels, y compris pour des hôpitaux, une fois le marché bien établi. Par ailleurs, la SFI met actuellement sur pied un montage financier de 9 millions de dollars destiné à aider Gleneagles à lancer la première opération en association avec un partenaire étranger dans le secteur de la santé en Inde (un hôpital privé de 270 lits à Calcutta), et contribue pour 1 million de dollars au financement d'un nouveau centre médical de 89 lits dans un secteur de l'agglomération du Cap (Afrique du Sud) où il n'y a pas d'autre grand hôpital à moins de 23 kilomètres.

De nouvelles possibilités s'offrent aussi à la SFI de contribuer à améliorer l'accès à l'éducation. À la suite de l'investissement consacré, durant l'exercice précédent, à un réseau d'écoles privées couvrant tout le territoire du Pakistan, le

Beaconhouse School System, la Société a financé, au cours de l'exercice 97, un projet d'agrandissement de l'un des principaux établissements d'enseignement privé modérément coûteux de Nairobi, la Makini School. La désaffectation de la classe moyenne du Kenya à l'égard de l'enseignement public a fait exploser la demande pour les écoles de ce type, qui comptent aujourd'hui au total 20 000 élèves à Nairobi. Mais comme les banques locales ne sont généralement pas en mesure d'accorder des prêts d'une durée de plus de trois ou quatre ans, rares sont les établissements qui peuvent se permettre de s'agrandir, compte tenu des longues périodes de gestation propres à la plupart des projets d'éducation. La SFI aide à combler ce vide en accordant un prêt à long terme à la Makini School, une école maternelle et primaire bien gérée et rentable, qui établira une section secondaire et créera un nouvel établissement d'enseignement afin de répondre à une forte demande de la part des parents. L'enseignement de qualité résultant de ce projet aura un effet bénéfique sur les possibilités d'emploi des élèves, et servira de modèle pour d'autres opérations du même type ; le projet lui-même créera 126 emplois d'enseignants et d'agents administratifs.

Parallèlement à cet effort d'investissement dans les secteurs sociaux, la SFI trouve aussi de nouveaux moyens d'assurer une collaboration synergique avec le secteur privé dans les domaines prioritaires concernant l'environnement. Une structure consistant à mettre en commun des fonds de capital-risque s'est révélée être un outil efficace pour atteindre ce type d'objectifs, et c'est l'approche que la SFI a suivie dans la région Amérique latine et Caraïbes pour aider à démontrer la viabilité commerciale de branches d'activité favorisant la préservation de la biodiversité, qu'il s'agisse de l'agriculture écologiquement viable, de l'aquaculture et de la gestion forestière, de l'écotourisme ou des produits forestiers non ligneux. La Société a non seulement approuvé un investissement à hauteur de 5 millions de dollars dans un nouvel outil d'investissement basé au Brésil, le Terra Capital Fund, mais a aussi réalisé l'étude de marché initiale et aidé à structurer le projet, à identifier les investissements potentiels, à drainer des

investissements supplémentaires auprès d'autres sources et à réunir, au sein de la société de gestion du fonds, les compétences voulues en matière de gestion de fonds et d'élaboration de projets relatifs à la biodiversité. La même démarche générale a été employée pour créer le premier fonds mondial ayant pour vocation d'investir dans les branches d'activité touchant à l'énergie renouvelable et au rendement énergétique dans les pays en développement. Les investissements effectués par le Fonds pour les énergies renouvelables et pour l'amélioration du rendement énergétique soutiendront des projets commercialement viables susceptibles de servir de solutions de rechange aux projets de production d'électricité faisant appel aux combustibles fossiles, ce qui contribuera à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de changements climatiques. L'un et l'autre fonds bénéficient de subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), mécanisme financier qui apporte son concours à des projets destinés à avoir des effets positifs sur l'environnement mondial. Les activités du FEM à ce titre sont mises en oeuvre par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de la Banque mondiale.

Perspectives d'avenir

Les changements rapides et généralement favorables intervenus sur les marchés internationaux entraînent une évolution du rôle de la SFI à l'approche du nouveau millénaire. Pour favoriser un développement tiré par le secteur privé dans bon nombre de pays membres qui n'ont pas encore pleinement bénéficié de ce schéma de croissance, la SFI doit se situer le plus possible à l'avant-garde, diversifier ses activités d'une région à l'autre et au sein même des pays, et être prête à modifier rapidement sa gamme de produits afin de faire face à l'extension du rôle des marchés et à la nature évolutive du financement des projets. Cette nouvelle approche permettra aux clients et pays qui n'ont pas directement accès par eux-mêmes aux capitaux privés de commencer à réaliser dans leur processus de développement une partie des bénéfices que procure cet accès.

« La SFI a adapté de plus en plus ses activités aux besoins des pays, et a redoublé d'efforts pour atteindre des pays, des marchés et des secteurs nouveaux, dans lesquels les besoins de développement sont les plus grands. »





es événements intervenus durant l'exercice 97 présentent, pour la Société financière internationale (SFI), de nouvelles opportunités ainsi que de nouveaux défis. La physionomie du

financement des marchés émergents évolue. Les apports de capitaux privés ont continué d'augmenter, l'accès aux capitaux s'est généralement amélioré et nombre de marchés émergents ont vu leur cote de crédit souverain augmenter et leur marge correspondante diminuer.

Dans ce contexte, la SFI a adapté de plus en plus ses activités aux besoins des pays, et a redoublé d'efforts pour atteindre des pays, des marchés et des secteurs nouveaux, dans lesquels les besoins de développement sont les plus grands. Cette stratégie de diversification a eu l'effet voulu, la SFI ayant fait oeuvre de pionnier en approuvant ses premiers investissements dans huit pays membres durant l'exercice 97. Elle intervient à présent dans un plus grand nombre de pays et dans un éventail plus large de secteurs, et ses activités ont un impact plus profond sur le développement. Ses services d'assistance technique et de conseil continuent de jouer un rôle de plus en plus important dans son programme d'activité, contribuant ainsi de manière significative au processus de développement.

Le Conseil d'administration a approuvé, en septembre 1996, l'Initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » dans le but de renforcer les activités de celle-ci dans les pays présentant des difficultés particulières (encadré 2-1). Ce programme a pris un bon départ durant l'exercice 97, puisque la SFI est aujourd'hui présente sur le terrain dans 13 pays et régions supplémentaires à travers le monde et qu'elle a approuvé 16 projets d'investissement pour un montant de 17,6 millions de dollars et engagé 34 missions d'assistance technique pour un montant global évalué à 3,3 millions de dollars.

Financement de projets

La SFI a approuvé au total 6,7 milliards de dollars de financements au cours de l'exercice 97, dont 3,4 milliards de dollars mobilisés directement sous forme de syndicats de prêt, de garanties et de placements privés, contre des montants de 8,1 milliards et 4,9 milliards, respectivement, pour l'exercice précédent. Le coût total des projets ainsi approuvés a atteint 17,9 milliards de dollars, et le ratio du financement de la SFI aux coûts globaux a ainsi été de 1 à 2,7.

Les financements approuvés pour le compte de la SFI comprennent des prêts à hauteur de 2,6 milliards, des participations et quasi-participations à concurrence de 673 millions de dollars, et des garanties, swaps et engagements d'aide éventuelle à hauteur de 84 millions de dollars.

Le volume des investissements est resté stable durant l'exercice 97, dépassant de peu celui de l'exercice 96,

Figure 2-1 Projets approuvés par secteur (millions de dollars)

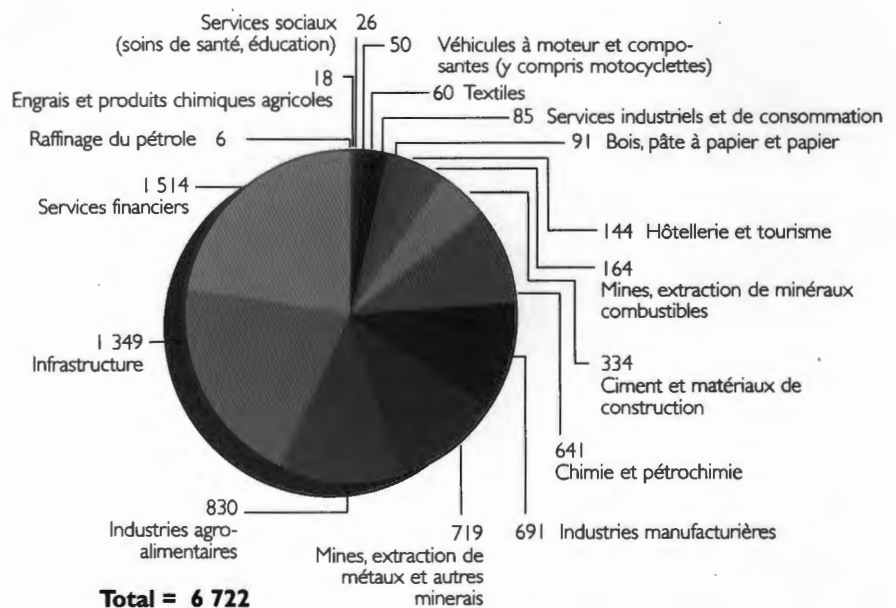


Tableau 2-1 **Les dix derniers exercices** (millions de dollars)

Exercice	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Opérations										
Investissements approuvés										
Nombre de projets	95	92	122	152	167	185	231	213	264	276
Total des financements	1 270	1 710	2 201	2 846	3 226	3 936	4 287	5 467	8 118	6 722
Financements pour le compte de la SFI	1 039	1 292	1 505	1 540	1 773	2 133	2 463	2 877	3 248	3 317
Syndications de prêts et garanties d'émissions	231	418	695	1 306	1 452	1 803	1 824	2 590	4 876	3 405
Coût total des projets	5 010	9 698	9 490	10 683	12 000	17 422	15 839	19 352	19 633	17 945
Portefeuille d'investissements^a										
Nombre d'entreprises	454	468	495	618	703	798	868	939	985	1 046
Portefeuille engagé total	4 270	4 968	5 884	7 008	8 718	10 026	11 512	14 315	16 336	18 992
Détenu pour le compte de la SFI	3 374	4 045	4 752	5 494	6 423	7 132	7 893	9 461	9 844	10 521
Détenu pour le compte de tiers	896	923	1 132	1 514	2 295	2 894	3 619	4 854	6 492	8 471
Ressources et revenus										
Capitalisation										
Emprunts	2 047	2 255	3 580	4 130	5 114	5 565	6 531	7 993	8 956	10 123
Capital libéré	850	948	1 072	1 145	1 251	1 423	1 658	1 875	2 076	2 229
Bénéfices non distribués	438	635	792	957	1 138	1 280	1 538	1 726	2 071	2 503
Bénéfices Revenu net	100,6	196,5	157,0	165,9	180,2	141,7	258,2	188,0	345,8	431,9

a. Les chiffres indiqués pour le montant total du portefeuille engagé et le montant détenu pour le compte de tiers aux 30 juin 1997 et 1996 incluent les prêts par émission de titres — voir la Note E des États financiers.

ce qui reflète l'évolution des priorités de la SFI dans le sens de projets de moindre ampleur dans certains domaines, et de marchés et secteurs plus difficiles qui ne bénéficient pas automatiquement d'apports de capitaux privés.

Répartition géographique. Les 276 projets approuvés durant l'exercice 97 se répartissent entre 84 pays et régions, contre 76 pour l'exercice 96. La SFI a investi dans huit nouveaux pays, dont le Tadjikistan, la Moldova et l'Érythrée. En Afrique, elle a continué de mettre l'accent sur le renforcement de son appui par le biais de ses services d'assistance technique, de ses activités dans le domaine des marchés financiers et de son aide directe aux petites entreprises. Elle a mené à bien, durant l'exercice 97, un projet consistant à aider le Gabon à privatiser son secteur de l'eau et de l'électricité. D'autres importantes activités consultatives dans ce domaine des privatisations ont également apporté une confirmation accrue que l'infrastructure est destinée à bénéficier d'un surcroît d'investissements privés sur le continent africain. En Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les activités opérationnelles de la SFI ont essentiellement consisté à appuyer les efforts entrepris pour libéraliser l'éco-

nomie et favoriser l'émergence d'un secteur privé dynamique. En Asie, son axe opérationnel s'est progressivement déplacé vers les secteurs et marchés nouveaux, et vers les pays qui ont moins accès aux capitaux privés. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la SFI a encore cherché avant tout à encourager le développement par des investissements intérieurs privés dans les institutions financières, les sociétés de second rang et les petites et moyennes entreprises. En Europe, elle a continué de poursuivre son objectif primordial consistant à promouvoir le développement du secteur privé par des investissements écologiquement viables.

Répartition sectorielle. La SFI a investi dans une large gamme de secteurs allant des marchés financiers à l'industrie manufacturière, en passant par l'infrastructure, l'agro-industrie, la pétrochimie et les industries extractives, et cette diversité s'est reflétée dans chaque région. Les investissements dans l'agro-industrie et l'agro-alimentaire ont de nouveau progressé fortement durant l'exercice 97, puisque la SFI a approuvé pour son propre compte plus de 830 millions de dollars répartis dans 49 projets. Les industries extractives ont représenté des investissements de 883 millions de dollars. La SFI a par

Lancée durant l'exercice 97, l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » constitue un programme pilote sur trois ans destiné à promouvoir l'investissement privé dans un nombre choisi de pays dans lesquels le niveau d'activité de la SFI a été limité en raison d'un contexte difficile. Le programme porte au total sur 16 pays et régions.

ailleurs recherché des occasions d'investir dans des projets d'infrastructures sociales comme les soins de santé et l'éducation. En plus du travail entrepris de longue date auprès des petites et moyennes entreprises, la Société a accordé un appui aux institutions de microfinancement.

Marchés financiers

Par des activités diverses d'investissement et de conseil, la SFI a continué à faire oeuvre de pionnier au niveau des marchés financiers des pays en développement. Durant l'exercice 97, elle a concentré ses efforts sur le développement du secteur financier par différents biais :

- l'assistance technique, pour la mise en place de cadres réglementaires appropriés pour les marchés des titres,
- des investissements de participation, pour doter les pays d'institutions financières solides,
- des lignes de crédit, pour appuyer l'offre de financements à plus long terme sur les marchés locaux, particulièrement à l'intention des petites et moyennes entreprises (PME),
- des activités destinées à avoir un effet catalyseur (fonds de participation, garanties d'émission, Base de données sur les marchés émergents (EMDB)), pour attirer des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille vers les marchés émergents.

La Société a de plus en plus coordonné ses activités au niveau des marchés financiers avec les autres efforts entrepris à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale.

Produits novateurs. Afin de lever des fonds pour ses clients, la SFI a continué de tester de nouveaux produits financiers au cours de l'exercice 97. De nouveaux efforts ont été engagés afin de promouvoir des instruments de dette des marchés émergents, de manière analogue au travail entrepris par la Société à partir des années 80 pour amener les investisseurs à s'intéresser aux titres de ces marchés. Durant l'exercice, la SFI a monté et lancé un fonds de dette en monnaie locale destiné à investir principalement dans des émissions d'obligations du secteur privé libellées en monnaies nationales.

Pour renforcer les marchés obligataires locaux, la SFI a lancé des mécanismes de prêt avec option au Kenya ainsi qu'en Cisjordanie et Gaza. Ce nouveau type d'instrument permet aux institutions finan-

- | | | |
|--|---|---|
| 1. Albanie | 6. El Salvador | 12. Mozambique |
| 2. Azerbaïdjan | 7. Éthiopie et Érythrée | 13. Sénégal et Afrique de l'Ouest (Cap-Vert, Mauritanie, Mali, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau) |
| 3. Bosnie-Herzégovine | 8. Ex-République yougoslave de Macédoine | 14. République slovaque |
| 4. Cambodge et République démocratique populaire lao | 9. Guyana et Caraïbes orientales (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie) | 15. Ouzbékistan |
| 5. Afrique centrale (Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo, Tchad) | 10. Kazakhstan | 16. Cisjordanie et Gaza |
| | 11. Mongolie | |

L'élément central de ce programme consiste à renforcer la présence de la SFI sur le terrain, pour permettre à son personnel d'être mieux au fait du contexte local et d'adapter ses programmes en conséquence. La fourniture d'assistance technique aux clients en constitue aussi un élément majeur. La première phase du programme a été mise en oeuvre dans les limites d'une enveloppe budgétaire globale de 18 millions de dollars.

Toujours dans le cadre de cette initiative, la SFI a créé un Fonds pour la petite entreprise doté de 40 millions de dollars sur lesquels 17,6 millions de dollars de prêts et de participations ont été approuvés au titre de 16 projets au cours de l'exercice 97. La priorité accordée à ce programme par la SFI a eu pour corollaire l'inscription à son programme d'activité principal de plusieurs projets au Cambodge et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.

En Afrique subsaharienne, un projet a été approuvé pour le Mozambique (encadré 3-1), et deux autres ont été évalués au Mali. D'autres approbations de projets concernent les Nouvelles brasseries africaines au Sénégal, et dans la région Asie une fabrique de vêtements en cuir en Mongolie (encadré 4-4). Dans la région Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, un projet portant sur la fabrication de meubles a été approuvé pour l'Ouzbékistan, et un autre est à un stade de préparation avancé pour le Kazakhstan. Enfin, un projet en El Salvador et un autre au Guyana ont dépassé le stade de l'évaluation.

Au cours de l'exercice 97, le Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique a apporté son concours à 34 missions d'assistance technique pour un montant total de plus de 3,3 millions de dollars dans 13 des pays de l'Initiative. Conformément aux objectifs visés par celle-ci, les projets en question visaient principalement à développer les PME, un secteur particulièrement important pour ces économies. Un appui a également été fourni pour le renforcement et la privatisation des secteurs bancaires de certains pays. Parmi les autres secteurs à avoir reçu une assistance technique avec l'appui de bailleurs de fonds figurent : le crédit-bail en Éthiopie ; le textile dans l'ex-République yougoslave de Macédoine ; et l'assurance en Cisjordanie et Gaza.

cières d'utiliser leurs engagements à court terme pour financer des prêts à moyen ou à long terme assortis d'une couverture complète.

Par ailleurs, la SFI a participé à l'établissement de nouveaux mécanismes et institutions de micro-

nancement dans plusieurs pays membres. En Bosnie-Herzégovine, elle a aidé à mettre en place une nouvelle banque ayant pour mission de fournir un appui aux microentreprises sur une base commerciale. Dans le même ordre d'idée, elle a lancé en Cisjordanie et Gaza une initiative visant à établir un mécanisme de microfinancement par le biais des banques commerciales en place. Dans l'un et l'autre cas, le renforcement des capacités de financement pour les petites entreprises sera un élément capital à l'appui du redressement des régions concernées.

Base de données sur les marchés émergents.

Depuis les années 70, la SFI fournit aux marchés financiers internationaux des informations et statistiques fiables et détaillées sur les marchés boursiers des pays en développement. À l'aide d'un échantillon de valeurs de chaque marché, l'EMDB calcule des indices de performance qui servent de référence valable à l'échelon international en éliminant les variations qui rendent difficile la comparaison des indices établis à l'échelon national. Parmi les indices établis par la SFI, la série des Indices d'investibilité (IFCI) est désormais reconnue comme un étalon majeur de performance des marchés émergents pour les investisseurs institutionnels et les gérants de fonds de placement internationaux.

Servant d'indices de base pour plusieurs fonds de placement passifs, ils sont suivis pour un volume d'actifs dont la valeur est estimée à 7,5 milliards de dollars.

Au cours de l'exercice 97, l'EMDB s'est essentiellement attachée à étendre le champ couvert par la base de données et l'indice de la SFI sur les titres à de nouveaux pays, et celui du service d'informations de la Société aux produits à revenu fixe. Au niveau des titres, le nombre de pays couverts par l'indice de la SFI est passé de 27 à 45 dans le courant de l'exercice. En février 1997, l'Égypte, le Maroc et la Russie ont été ajoutés à la série d'indices quotidiens, ce qui constituait le premier ajout de ce type à une grande série d'indices sur les titres. En mai 1997, la SFI a ajouté Israël aux pays couverts sur une base quotidienne, et annoncé son intention de lancer un nouvel indice régional pour le Moyen-Orient dans la seconde moitié de 1997.

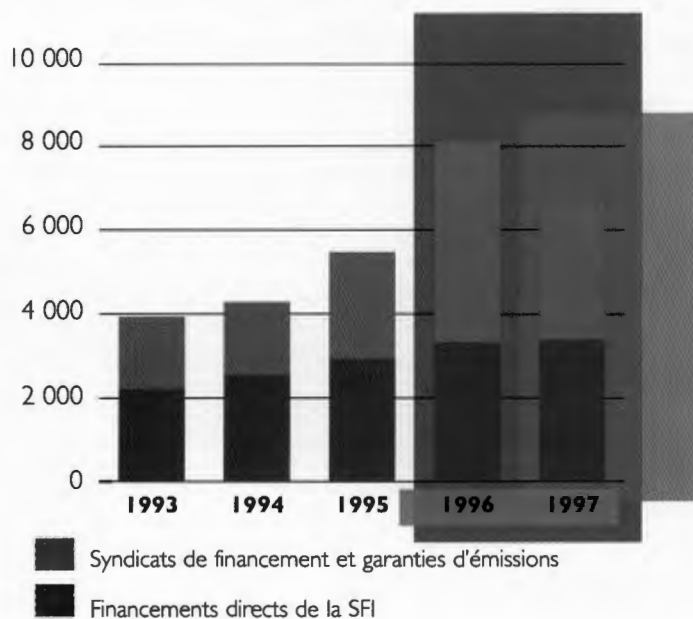
Par ailleurs, et fait plus important peut-être, la SFI a créé à la fin de 1996 une nouvelle catégorie d'indices relative aux *marchés pionniers*, qui sont, dans bien des cas, plus récents, plus petits et moins connus que les marchés boursiers émergents au sens traditionnel. En fournissant aux investisseurs internationaux des informations de cet ordre, la SFI encourage le développement de ces marchés et favorise leur accès aux marchés financiers mondiaux. Ceux inclus dans la série en 1996 étaient situés, pour la plupart, en Afrique subsaharienne et en Europe de l'Est, et beaucoup d'entre eux ont vu leur volume de transactions et leur ouverture sur l'extérieur augmenter sensiblement depuis.

Au cours de l'exercice, l'EMDB a lancé un grand projet de création d'indices sur la dette des entreprises des marchés émergents. Axé sur six pays d'Asie de l'Est, ce projet est mis en oeuvre avec le concours financier du Fonds fiduciaire japonais de portée générale et en coopération avec divers organismes et consultants japonais.

Infrastructure

Dans le rôle qu'elle joue en vue d'ouvrir le secteur de l'infrastructure aux entreprises privées, la SFI continue d'innover en matière de financements et de services-conseils.

Figure 2-2 **Financements approuvés, Ex. 93-97** (millions de dollars)



Durant l'exercice 97, elle a approuvé, en chiffres bruts, 1,4 milliard d'investissements à l'appui de projets représentant un volume global de 4,0 milliards de dollars. Sa stratégie dans ce secteur a consisté à atteindre de nouveaux pays, développer de nouveaux produits et travailler avec de nouveaux clients. Cette nouvelle approche, délaissant les grands projets au profit d'investissements de moindre ampleur dans de nouvelles branches d'activité, a coïncidé avec une augmentation de plus en plus marquée des apports internationaux de capitaux privés pour des projets d'infrastructure privés dans les pays émergents. En 1996, quelque 20 milliards de dollars ont été mobilisés au moyen de prêts commerciaux, d'obligations et d'émissions d'actions, soit un chiffre près de six fois supérieur à ce qu'il était cinq ans plus tôt. Cela témoigne de la progression rapide du mouvement de privatisation et d'investissement privé dans le domaine de l'infrastructure depuis le début des années 90 dans les pays en développement.

Tous les grands sous-secteurs de l'infrastructure ont à présent fait l'objet d'approbations d'investissements de la SFI. Les projets de services de transport figurant dans son portefeuille couvrent le fret maritime, les pipelines et les chemins de fer. Ceux relatifs à l'infrastructure des transports concernent les ports, les aéroports et les routes à péage. Dans le domaine des services d'utilité publique, la SFI a accepté de financer des projets relatifs à l'alimentation en eau et aux eaux usées, aux télécommunications (lignes téléphoniques principales et téléphone cellulaire), à la distribution de gaz naturel, ainsi qu'à la production et au transport d'électricité.

La production d'électricité est le sous-secteur dans lequel la SFI investit le plus. Au cours de l'exercice 97, son Conseil d'administration a approuvé 14 investissements dans le secteur de l'électricité, la part de ces investissements pour le propre compte de la Société atteignant au total 241,3 millions de dollars. La SFI a aidé à organiser des montages financiers pour la mise en place de capacités nouvelles de production de l'ordre de 640 MW dans cinq pays, dont le Brésil, la République tchèque, le Mexique et le Sénégal, pays dans lesquels il s'agissait de ses premiers projets de production d'électricité. Au Brésil, les promoteurs du projet Guilman-Amorin ont obtenu une concession de 30 ans pour la construction et l'exploitation d'une usine hydroélec-



DEUX HOMMES PARÉS DE COSTUMES TRADITIONNELS LORS D'UNE FÊTE LOCALE EN MONGOLIE, L'UN DES PAYS CIBLÉS PAR L'INITIATIVE POUR L'ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'ACTION DE LA SFI

trique de 140 MW. La SFI a par ailleurs contribué au financement du projet de production combinée de chaleur et d'électricité à Kladno (République tchèque) ; cette opération permettra de réduire les émissions toxiques grâce à la modernisation des installations (encadré 6-3). La Société a en outre accepté d'aider à financer le développement de Asian Electronics Limited, une société qui aide, en Inde, les compagnies d'électricité et les gros consommateurs à améliorer leur rendement énergétique. Dans le secteur des transports, la SFI a aidé à financer au Brésil la rénovation de la route Presidente Dutra, qui relie les deux plus grandes villes du pays. Elle a en outre fortement accru sa présence dans le domaine des ports céréaliers en approuvant 52 millions de dollars de financements pour trois nouveaux terminaux durant l'exercice 97 — un en Argentine et deux au Mexique. En Argentine, Terminal 6, un client de longue date de la SFI, renforcera ses capacités pour tirer parti de l'essor des cultures d'exportation auquel on assiste depuis la privatisation du système de transports intérieurs, avec la baisse des coûts de transport qui en a résulté pour les exploitants.

Les télécommunications sont restées un domaine d'intervention essentiel de la SFI, particulièrement dans les pays qui ont un accès limité aux capitaux étrangers. Parmi les investissements approuvés au cours de l'exercice 97 dans ce secteur figurent des projets : de fourniture de services de transmission de données à bon marché en Tanzanie ; de financement de l'un des deux premiers réseaux nationaux de téléphonie mobile en Roumanie ; et d'extension du champ d'action d'un prestataire de services longue distance aux Philippines.

La SFI a aussi fait un effort accru de coordination avec les autres institutions du Groupe de la Banque

Pour répondre aux sollicitations pressantes des pays membres en développement soucieux d'attirer des investissements directs étrangers, la SFI a créé en 1986 le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS). Géré à présent de manière conjointe par la SFI et la BIRD, le FIAS fournit des conseils exclusivement à la demande des gouvernements clients de la Société, et en dehors de toute opération de prêt, de crédit ou d'investissement du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour objectif primordial d'aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement à long terme en tirant le meilleur parti possible des investissements étrangers non seulement sous forme de capital, mais aussi de technologie et de compétences de gestion. Le FIAS conseille les pouvoirs publics sur les politiques, la législation, les règlements, les programmes et les procédures à mettre en oeuvre pour créer un climat propice à l'investissement et accroître les apports d'investissements directs étrangers (IDE) productifs. Il aide aussi les pays à se doter d'institutions efficaces pour faciliter le dialogue avec les investisseurs et promouvoir l'investissement. Dans un souci d'économies et afin de mieux servir ses clients de la région Asie et Pacifique, le FIAS a ouvert une mission à Sydney (Australie) au cours de l'exercice 95 .

Depuis sa création, le FIAS a mené à bien 231 opérations de conseil dans 100 pays de taille et de niveau de revenu très différents. Près de la moitié de ses activités ont concerné des pays à faible revenu de diverses régions, y compris la plupart de ceux visés par l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI ». C'est en Afrique et en Asie, dans 30 et 23 pays respectivement, que le FIAS a mis en oeuvre ses programmes les plus ambitieux. Il est également intervenu dans 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, 15 pays de la région Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et 15 pays en transition d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique. Outre la fourniture de conseils à des pays donnés, le FIAS organise des conférences internationales pour mieux faire connaître les problèmes touchant aux politiques en matière d'IDE.

Les activités menées par le FIAS durant l'exercice 97 ont été supervisées par un comité tripartite présidé par le vice-président exécutif de la SFI et comprenant le vice-président Finances et Développement du secteur privé de la BIRD et le vice-président Gestion du portefeuille et Services-conseils de la SFI. Cette dernière a financé le quart environ du budget du FIAS, et la BIRD, la moitié environ de ce montant. Environ 40 % du budget provenait des contributions au fonds fiduciaire du FIAS émanant de divers pays (Belgique, Canada, Espagne, Finlande, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse), ainsi que des contributions pour des projets donnés provenant d'organismes multilatéraux et bilatéraux comme le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Agence des États-Unis pour le développement international, et de pays donateurs comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les 20 % restants ont été couverts par les remboursements des pays clients.

mondiale dans le domaine de l'infrastructure durant l'exercice 97. En Afrique australe et en Amérique centrale, elle a fait équipe avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) pour rechercher des moyens de soutenir les échanges en matière d'électricité. Elle a en outre participé à un groupe de travail mis en place par le Groupe de la Banque pour tenter d'améliorer ses initiatives en vue d'accroître les apports de capitaux institutionnels pour le financement des projets d'infrastructure.

Assistance technique et services-conseils

Les services d'assistance technique et de conseil ont continué de faire l'objet d'une forte demande tout au long de l'exercice 97, et leur fourniture sous des formes très diverses a constitué un élément fondamental de la stratégie opérationnelle de la SFI. Au cours des cinq dernières années, celle-ci a élargi son champ d'action, qui englobe à présent : une assistance technique au niveau des marchés financiers ; des services-conseils dans le domaine de l'infrastructure ; des activités touchant à la privatisation et à la restructuration d'entreprises ; des services de promotion et de développement des investissements ; des services consultatifs dans le cadre d'investissements et de projets donnés ; et les activités du Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), mécanisme qu'elle gère conjointement avec la BIRD (encadré 2-2). Tous ces services reposent sur de solides bases pratiques qui sont le fruit de l'expérience opérationnelle de la SFI.

Marchés financiers. Au 30 juin 1997, la SFI avait 57 projets en cours d'exécution dans le domaine des marchés financiers au niveau de 41 pays ou régions. Les projets entrepris en cours d'exercice ont essentiellement consisté à développer les marchés des titres, à doter les pays des cadres juridiques et réglementaires voulus, à y établir le crédit-bail en tant que secteur d'activité, et à renforcer leurs institutions bancaires.

Au niveau des marchés des titres, par exemple, la SFI a : fourni des services de formation à la réglementation des marchés au Viet Nam ; aidé à établir le cadre voulu pour une agence de notation ainsi qu'un mécanisme de dépôt central au Kenya ; et perfectionné la structure de société pour l'établissement d'un fonds régional de participation à la Barbade.

En matière de crédit-bail, ses activités ont notamment consisté à fournir une aide-conseil pour l'élaboration de recommandations en ce qui concerne la législation requise au Kazakhstan, au Kenya, en Chine et en Mongolie.

Dans le secteur bancaire, la SFI a lancé, au cours de l'exercice 97, huit projets de services-conseils concernant, pour certains, plus d'une institution financière. Elle a ainsi, en Chine, organisé un programme de formation aux techniques des

banques commerciales à l'intention du personnel de certains établissements bancaires, et, en Éthiopie, dispensé à la Bank of Abyssinia des conseils sur la conduite de ses opérations.

Pour ce qui est des services-conseils de la SFI auprès des gouvernements, ils ont porté sur : la mise en place d'une structure législative pour les activités de titrisation en Colombie, au Maroc, au Liban et au Pakistan ; et le renforcement du cadre réglementaire applicable aux activités d'une maison de réescompte en Zambie.

Service-conseil pour l'investissement étranger.

Géré conjointement par la SFI et la Banque mondiale, le FIAS conseille les gouvernements des pays membres sur les politiques, les lois et règlements, les dispositifs institutionnels et les stratégies de promotion des investissements qui peuvent les aider à attirer un volume d'investissement direct étranger (IDE) plus soutenu et de meilleure qualité (encadré 2-2).

Au cours de l'exercice 97, le FIAS a mené à bien 31 nouveaux projets de services consultatifs dans 27 pays. Il a continué de travailler à la réalisation de projets d'un plus grand degré de complexité dans divers domaines : mobilisation d'IDE à l'appui de projets d'infrastructure ; développement des effets d'entraînement en amont ; obstacles administratifs à l'investissement ; et stratégies de promotion. Il a en

outre organisé et participé à diverses conférences internationales sur les politiques relatives à l'investissement étranger, dont une table ronde sur la promotion des sorties d'IDE et ses implications pour la région Asie-Pacifique et les pays d'Asie, et une réunion sur la question de savoir si l'établissement d'une stratégie de promotion unifiée est faisable et souhaitable pour les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). En prenant appui sur les résultats de deux tables rondes organisées précédemment en Europe de l'Est et en Afrique sur le thème des mesures propres à promouvoir les apports d'IDE dans le domaine de l'infrastructure, le FIAS a publié deux études spéciales sur des questions de politique générale correspondantes. Les services de conseil, séminaires et activités de recherche du FIAS sont décrits plus en détail dans les rapports régionaux.

Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

Financé par des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, le Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique (TATF) appuie les opérations de la SFI et ses activités de développement, et constitue une ressource à caractère unique aussi bien pour la Société que pour les entrepreneurs privés des pays en développement (figure 2.3). Il a été lancé en 1988, et est le fruit d'une alliance stratégique avec la communauté des bailleurs de fonds au service d'objectifs communs.

Tableau 2-2 Projets approuvés par région

Région	E x . 9 7			E x . 9 6		
	Nombre	Total des financements ^a (millions de dollars)	Financements directs de la SFI	Nombre	Total des financements ^a (millions de dollars)	Financements directs de la SFI
Afrique subsaharienne	72	384	284	71	190	174
Asie	54	1 620	790	53	2 773	888
Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord	43	610	387	38	910	517
Europe	46	1 111	563	38	617	405
Amérique latine et Caraïbes	57	2 762	1 188	63	3 628	1 257
Ensemble du monde	4	235	105	1	1	1
Total	276	6 722	3 317	264	8 118	3 242

a. Le total se réfère au total des financements approuvés par la SFI pour son propre compte, des syndications de prêts et des garanties d'émissions.

Figure 2-3 Contribution des bailleurs de fonds au programme d'assistance technique de la SFI

Pays

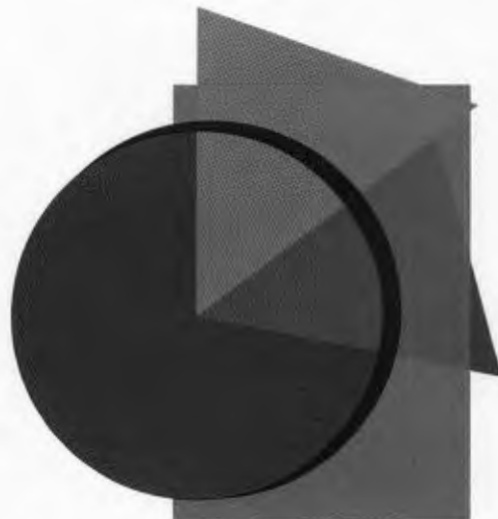
Allemagne
 Australie
 Autriche
 Belgique
 Canada
 Danemark
 Espagne
 États-Unis
 Finlande
 France
 Inde
 Irlande
 Israël
 Italie
 Japon
 Luxembourg
 Mexique
 Norvège
 Nouvelle Zélande
 Pays-Bas
 Pologne
 Portugal
 Royaume Uni
 Suède
 Suisse




Institutions

Banque africaine de développement
 Banque de développement des Caraïbes
 Banque européenne pour la reconstruction et le développement
 Union européenne
 Conseil de coopération industrielle pour les services de développement
 Banque interaméricaine de développement
 Programme des Nations Unies pour le développement

Groupe de la Banque mondiale

Banque mondiale
 Société financière internationale
 Agence multilatérale de garantie des investissements
 Autres sources
 Commissions



	Groupe de la Banque mondiale	\$ 56,1 millions
	Institutions	\$ 50,4 millions
	Pays	\$ 269,0 millions



MOSAÏQUE DÉCORANT LA FABRIQUE D'EAU MINÉRALE BORJOMI, CLIENT DE LA SFI, EN GÉORGIE

Quatre grands types de services d'assistance technique sont fournis dans le cadre de ce programme : des études de faisabilité et de pré-faisabilité ; des études pour l'identification de projets ; des programmes visant à renforcer le cadre nécessaire au développement du secteur privé ; et des activités de renforcement des capacités pour les entreprises privées et les responsables gouvernementaux. Les initiatives prises dans le cadre des différents projets d'assistance visent à encourager l'essor d'un secteur d'activité donné par des améliorations au niveau du marché et sur les plans juridique et réglementaire. Ainsi, l'étude consacrée durant l'exercice 97 au cadre juridique applicable aux assurances en Jordanie a été organisée de façon à déboucher sur un projet de plan d'action pour l'ensemble de ce secteur.

Au 30 juin 1997, le montant cumulé des apports des bailleurs de fonds au titre du TATF était de l'ordre de 60 millions de dollars. Depuis le lancement de ce programme en 1988, les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 400 projets d'assistance technique représentant un financement global de 46 millions de dollars (figure 2-3).

Mobilisation de ressources : Syndications

La mobilisation de ressources additionnelles sur les marchés privés est depuis longtemps un élément essentiel de la stratégie opérationnelle de la SFI. Divers instruments sont utilisés pour cela, tels que les garanties et les fonds de participation, mais le programme de prêts syndiqués de la SFI s'est régulièrement avéré être une importante source de financement. Ce programme de participation aux prêts, plus connu sous le nom de programme de prêts B, est pour la Société le principal moyen direct de mobilisation de fonds auprès de tierces parties. Dans ce contexte, la SFI est le prêteur en titre, et accorde en quelque sorte sa « tutelle » aux institutions financières participant au prêt. Elle a ainsi réussi à obtenir des fonds pour beaucoup d'emprunteurs qui, sans cela, n'auraient pas eu accès, pour leurs projets, à des financements à long terme à des conditions raisonnables sur les marchés financiers internationaux.

Son aptitude à mobiliser des fonds pour les sociétés des marchés émergents est également renforcée du fait que, dans beaucoup de pays exportateurs de capitaux, les autorités de contrôle bancaire exemptent les participations aux prêts de la SFI des règles relatives au provisionnement du risque-pays.

Témoignant d'un meilleur accès aux marchés financiers internationaux pour les emprunteurs, d'un contexte économique de plus en plus favorable dans un certain nombre de marchés émergents et d'une réorientation de la Société vers des projets de plus petite taille, le volume des prêts syndiqués approuvés par le Conseil d'administration de la SFI a diminué durant l'exercice 97. Au total, un montant de 3,4 milliards de dollars a été approuvé pour 98 projets, contre un chiffre record de 4,8 milliards de dollars pour 94 projets lors de l'exercice précédent. Cependant, les syndications approuvées par le Conseil ont excédé les prêts approuvés pour le compte de la SFI dans une proportion de 1,34 à 1,0. Au total, 122 institutions financières de 28 pays ont participé au programme de prêts syndiqués de la SFI, et le nombre des apports individuels a été de 433. Les principales opérations ont concerné des projets dans le domaine de l'infrastructure et les secteurs des produits chimiques et de la pétrochimie.

Depuis plus d'une dizaine d'années, les principaux partenaires de la SFI sont les grandes institutions financières européennes, en particulier celles d'Allemagne, de France et des Pays-Bas. Celles-ci conserveront probablement une place très importante dans un avenir prévisible, mais la Société continue d'élargir la base des institutions participantes pour tenir compte de la demande dont ses services de syndication de prêts continuent de faire l'objet. La part des institutions financières européennes dans les prêts syndiqués signés a été de 60 % pour l'exercice 97, contre 62 % l'année précédente. Celle des prêteurs d'Amérique du Nord est passée de 16 % à 17 %, tandis que la part des prêteurs asiatiques restait à 20 %. Au total, 35 établissements ont participé pour la première fois aux syndications de la SFI durant l'exercice 97, y compris de nouveaux partenaires d'Europe et d'Asie.

**ACCORDS DE SYNDICATIONS
DE PRÊTS SIGNÉS AU COURS
DE L'EXERCICE 97**

ABB Export Bank	Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne	Landesbank Schleswig-Holstein International SA
ABN AMRO Bank N.V.	Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank Nederland)	Lloyds Bank Plc
ANZ Banking Group	Crédit Agricole Indosuez	Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd., The
Arab American Bank	Crédit Commercial de France SA	MLD Leasing (Panama) S.A.
Asian Banking Corporation	Crédit Industriel et Commercial	Marubeni Leasing (Cayman) Ltd.
Asian Finance and Investment Corporation Ltd (AFIC)	Crédit Lyonnais	Maybank International (L) Ltd.
BHF-Bank AG	Crédit National	Mediocredito Centrale S.p.A
Bacob Ireland Plc	Credit Suisse	Merita Bank Ltd.
Baden-Württembergische Aktiengesellschaft	Creditanstalt-Bankverein	Mitsubishi Trust and Banking Corporation, The
Banco Atlántico SA	Credito Italiano SpA	Mitsui Trust & Banking Company, Limited, The
Banco Central Hispano	DG Bank	Morgan Guaranty Trust Company of New York
Banco de Galicia y Buenos Aires	Daedong Bank Ltd.	NatWest Markets
Banco Exterior de España SA	Daegu Bank, Ltd., The	Nationale Investeringsbank Asia Ltd. (De)
Banco Luso Español, SA	Dai-Ichi Kangyo Bank, Limited, The	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V. (FMO)
Bank Austria AG	Deutsche Bank AG	Nomura Bank International plc
Bank Bruxelles Lambert	Den norske Bank ASA	Norddeutsche Landesbank Girozentrale
Bank of America NT&SA	Development Bank of Singapore Limited	Orix Corporation
Bank of Montreal	DongNam Bank	PT Bank Ekspor Impor Indonesia (Persero)
Bank of Scotland	Dresdner Bank AG	Raiffeisen Zentralbank Österreich AG
Bank of Tokyo-Mitsubishi, Ltd., The	Espirito Santo Bank of Florida	Royal Bank of Scotland Plc, The
Banque Belgoilaise S.A.	First National Bank of Chicago, The	Sakura Bank, Limited, The
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	Frankfurter Sparkasse	Sanwa Bank, Limited, The
Banque Française du Commerce Extérieur	Fuji Bank, Limited, The	SEOULBANK
Banque Nationale de Paris	Generale Bank	Société Générale
Banque Paribas	GiroCredit Bank AG der Sparkassen	Socimer International Bank Limited
Banque Sudameris	Gulf International Bank B.S.C.	State Bank of India
Banque Worms SA	Goldman Sachs Credit Partners L.P.	Sumitomo Trust & Banking Company, Limited, The
Barclays Bank PLC	Hanil Bank	Swiss Bank Corporation
Bayerische Hypotheken-und Wechsel-Bank AG	ING Group NV	Taipei Business Bank
Bayerische Landesbank Girozentrale	Industrial Bank of Japan Limited, The	Toronto-Dominion Bank, The
Bayerische Vereinsbank AG	Industrial Bank of Korea	Toyo Trust and Banking Company, Limited, The
Berliner Bank AG	Instituto de Crédito Oficial	Union Bank of Switzerland
Boram Bank	International Commercial Bank of China	Westdeutsche Landesbank Girozentrale
CBA Asia Limited	KDLC Lease & Finance Limited	Zürcher Kantonalbank
Caja de Madrid	Kangwon Bank	
Canadian Imperial Bank of Commerce	Keppel Bank of Singapore Limited	
Chang Hwa Commercial Bank Ltd.	Korea Exchange Bank	
Chase Manhattan Bank NA, The	Korea Long Term Credit Bank	
Cho Hung Bank	Korea Merchant Banking Corporation	
Christiania Bank og Kreditkasse ASA	Korean French Banking Corporation (Sogeko)	
Citibank, NA	Kredietbank NV	
Comerica Bank	Kumho Merchant Bank	
Commerzbank AG	Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale	
	Landesbank Sachsen Girozentrale	

La SFI collabore également avec des institutions financières non bancaires dans le cadre de son programme de prêts B. La participation de grandes compagnies d'assurances, de sociétés de crédit-bail et d'institutions financières spécialisées devient plus fréquente. La possibilité qu'ont ces investisseurs de prêter sur 12 à 15 ans est particulièrement intéressante pour les projets d'infrastructure qui nécessitent un volume important de financements à long terme. Le programme de syndications de la SFI a été particulièrement bien reçu par les services nord-américains responsables de la réglementation des assurances. Au cours des deux derniers exercices, 21 compagnies d'assurances se sont engagées à participer à cinq prêts syndiqués pour un total de 580 millions de dollars.

Depuis son lancement, il y a un peu plus de 30 ans, le programme de syndications de la SFI a obtenu la participation de quelque 380 institutions financières pour près de 14 milliards de dollars. Le portefeuille de prêts administré par la Société pour le compte de participants dépassait 8,5 milliards de dollars à la clôture de l'exercice 97.

Garantie et placement de titres

La SFI a poursuivi, durant l'exercice 97, ses efforts destinés à aider les entreprises privées des pays en développement à prendre pied sur les marchés financiers internationaux, en intervenant dans le montage de deux fonds et d'une émission de titres.

Elle a structuré et placé l'Egypt Trust, un fonds de placement fermé offshore de 75 millions de dollars qui investit principalement dans les titres cotés à la Bourse du Caire. Elle a aussi structuré le Lazard Frères Emerging Markets Local Currency Debt Trust, un fonds de placement ouvert qui investit dans les titres obligataires à court terme et en monnaie locale de sociétés des marchés émergents. En outre, elle est intervenue comme co-chef de file de l'émission d'un bon à taux flottant de 10 milliards de yen pour Phatra Thanakit Public Company, une des principales institutions financières thaïlandaises.

Au sein de la SFI, le nouveau Groupe de mobilisation des ressources est chargé des syndications, des garanties et des placements de titres internationaux, et aide les entreprises de pays en développement à prendre pied sur les marchés financiers interna-

tionaux. Les fonctions de l'ancienne Division des valeurs mobilières internationales du Département des marchés financiers ont été regroupées à son niveau.

Services de gestion des risques

Dans les années 90, beaucoup de pays à marchés émergents se sont engagés dans des programmes de déréglementation et de libéralisation de leur économie. À mesure que les régimes de taux de change et de taux d'intérêt administrés cédaient la place à des mécanismes de marché, ces pays ont connu une situation sensiblement plus volatile au niveau de l'un et l'autre système. À la différence des marchés émergents, les pays développés disposent depuis longtemps de mécanismes de gestion des risques pour permettre à leurs entreprises et institutions financières de décomposer les risques associés à l'instabilité des taux de change et des taux d'intérêt, et de les neutraliser.

Pour donner à ses clients des marchés émergents accès à ces types de mécanismes, la SFI a établi en 1990 un programme de gestion des risques. En servant de relais pour leurs crédits, elle les a aidés à se couvrir contre les risques de change et de taux d'intérêt, ainsi que contre ceux liés aux prix des produits de base, permettant ainsi à ces sociétés de mieux soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

Au cours des sept dernières années, le Conseil de la SFI a approuvé 64 opérations de couverture qui représentent un engagement de 406,3 millions de dollars en faveur de clients de 24 pays différents. Les transactions exécutées pour le compte des clients couvrent un montant notionnel de l'ordre de 1,5 milliard de dollars. (Le montant potentiel des engagements résultant de ces transactions est très inférieur au montant notionnel couvert, et son estimation implique le recours aux techniques d'évaluation d'option en vigueur sur le marché.)

Durant l'exercice 97, sept opérations de couverture ont été approuvées pour des sociétés et des banques principalement situées en Europe de l'Est (République tchèque et Turquie) et en Asie (Sri Lanka et Inde). Les opérations approuvées à Sri Lanka, en République tchèque ainsi qu'au Sénégal constituaient les premiers projets de ce type entrepris par la SFI dans ces pays. Sur le plan

Créé en 1996 au sein de la Division environnement du Département des services techniques et de l'environnement, le Service des projets environnementaux est chargé :

- de mettre en oeuvre les activités de la SFI en rapport avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds multilatéral pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal (MFMP), et
- de jouer un rôle catalyseur en vue d'identifier, de mettre au point et d'organiser des projets environnementaux pour le compte de la SFI.

Le FEM accorde des subventions et des aides concessionnelles pour compenser partiellement les surcoûts de projets destinés à répondre aux préoccupations environnementales internationales dans quatre domaines : atténuation des changements climatiques, préservation de la diversité biologique, lutte contre la pollution des eaux internationales, et élimination progressive des substances destructrices de l'ozone (SDO). Le MFMP accorde également des dons à certains pays pour financer des projets d'élimination graduelle des SDO. La SFI a mis au point des solutions originales pour l'utilisation des fonds provenant du FEM et du MFMP dans des projets à l'échelon du secteur privé.

Dans le cadre des efforts accrus qu'elle a entrepris durant l'exercice 97 pour jouer un rôle de catalyseur dans ce domaine, la SFI a lancé, en collaboration avec le FEM ou le MFMP : le Fonds pour les énergies renouvelables et pour l'amélioration du rendement énergétique, capitalisé à hauteur de 210 millions de dollars et destiné à financer des projets au niveau de réseaux et hors-réseaux ; le Terra Capital Fund, doté de 20 à 25 millions de dollars et axé sur les techniques de foresterie et d'agriculture écologiquement viables, les produits forestiers non ligneux et les projets d'écotourisme en Amérique latine ; et le programme de cofinancement Hungary Energy Efficiency, destiné à fournir des garanties de crédit à des intermédiaires financiers à l'appui de financements dans le domaine du rendement énergétique. Elle a également lancé une série de projets visant à éliminer graduellement l'utilisation de SDO par les fabricants de réfrigérateurs ménagers et commerciaux du Zimbabwe.

Dans ce rôle de catalyseur, le Service des projets environnementaux concentre son action sur les projets dans lesquels la SFI peut apporter une valeur ajoutée par ses compétences techniques et son travail de structuration financière, de manière à surmonter les obstacles présents sur les marchés, à réduire des coûts de transaction élevés et à atténuer les risques qui dissuadent autrement les sociétés concernées de chercher à entreprendre des investissements valables sur le plan environnemental. Les efforts de ce service sont ciblés sur un certain nombre de domaines donnés : rendement énergétique, énergies renouvelables, technologies énergétiques avancées, techniques automobiles non polluantes, et agriculture et foresterie écologiquement viables.

sectoriel, un nombre croissant d'opérations de gestion des risques ont été approuvées dans le domaine de l'électricité, compte tenu du besoin évident de couverture des risques de change et de taux d'intérêt dans ce secteur.

Les produits de gestion des risques proposés par la SFI ne sont utilisables par les clients qu'à des fins de

couverture. La Société n'assume aucun risque de marché sur ces transactions, qu'il s'agisse de la réalisation d'une opération de compensation proprement dite ou de la conclusion d'un accord de partage des risques avec les milieux bancaires internationaux. Le volume d'engagements correspondant à ces opérations fait l'objet d'un suivi régulier, conformément aux usages en vigueur sur le marché, et il représentait, au 30 juin 1997, 4,8 % environ de l'ensemble des engagements de la SFI au titre de produits dérivés.

Groupe d'évaluation des opérations

Le Groupe d'évaluation des opérations (OEG) étudie de façon sélective les programmes, les investissements, les services-conseils et les politiques et procédures de la SFI pour juger des résultats obtenus et déterminer si les objectifs ont été atteints et si les opérations ont eu l'impact souhaité au plan du développement. Il formule aussi des recommandations à l'intention de la direction de la SFI, et diffuse les enseignements tirés de ses travaux pour aider celle-ci à améliorer ses performances.

L'exercice 97 a été une année charnière pour l'OEG, dont les effectifs ont été portés de 5 à 12 employés pour faire face à l'expansion de son programme d'activité. Ce service a mené à bien la refonte du système d'évaluation interne de la SFI sur la base de l'examen, par ses services opérationnels, d'un échantillon aléatoire de projets parvenus à maturité. Le nouveau système a été conçu comme élément de base de l'évaluation du degré de réalisation des objectifs visés par la Société et des projets qu'elle entreprend, de leur impact sur le développement et des enseignements à en tirer. En s'appuyant sur les données ainsi obtenues, l'OEG mènera à bien son premier *Examen annuel des résultats de l'évaluation*. Durant l'exercice, il a par ailleurs achevé des études spéciales consacrées aux études de marché de la SFI et aux projets ayant récemment posé problème, dans le but d'en tirer des informations en retour à l'intention du personnel de la Société. Des progrès ont en outre été faits pour l'établissement d'une base de données en ligne spécialisée qui doit permettre au personnel d'accéder facilement aux enseignements tirés du processus d'évaluation interne de la SFI et des études de l'OEG.

ENSEMBLE DU MONDE

PROJETS APPROUVÉS DURANT L'EXERCICE 97

(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ENSEMBLE DU MONDE								
Emerging Markets Local Currency Debt Fund	Créer un fonds chargé d'investir, en monnaie locale, dans des titres obligataires de sociétés des marchés émergents		10,0				10,0	50,0
Cooperative Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (Rabobank)	Fournir des prêts à moyen et long terme à des PME agro-industrielles	50,0				50,0	100,0	100,0
Renewable Energy and Efficiency Fund	Lancer un fonds destiné à financer des projets au niveau de réseaux et hors-réseaux dans les domaines de l'énergie et du rendement énergétique	20,0	15,0			80,0	115,0	210,0
TCW Emerging Markets Fixed-Income Fund	Créer un fonds chargé d'investir dans un portefeuille globalement diversifié de titres obligataires de sociétés des marchés émergents libellés en devises fortes ; fonds destiné à être structuré sous forme d'obligations gagées			10,0			10,0	250,0

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SERVICES-CONSEILS DURANT L'EXERCICE 97

Pays	Domaine	Description
ENSEMBLE DU MONDE	Protection de l'environnement	Réaliser des études de marché et de faisabilité pour un éventuel mécanisme d'octroi de financements non concessionnels pour l'élimination des substances destructrices de l'ozone. Si l'étude initiale confirme qu'un tel mécanisme répond à un besoin, la phase suivante consistera à identifier les modalités de financement, le flux de transactions probable, le volume de la réserve centrale à établir grâce aux apports des bailleurs de fonds, les possibilités de compléter ces apports par des financements commerciaux, et les risques de conflit avec les opérations et politiques des mécanismes et fonds existants (TATF)
	Éducation	Analyser les perspectives d'investissement pour les écoles et universités privées de pays en développement, évaluer la nature des investissements déjà réalisés à ce niveau et fournir des informations pour permettre au Groupe de la Banque mondiale d'aider les pays à élaborer des politiques pour l'enseignement privé (TATF)
	Protection de l'environnement	Promouvoir la prise en compte de l'environnement et l'adoption de pratiques appropriées en la matière dans les activités de crédit des institutions financières par la mise en place d'un programme de formation sur les questions d'environnement (TATF)
	Développement des microentreprises	Accorder des fonds pour permettre à des responsables africains de participer à une grande réunion sur les microentreprises qui doit être organisée à Washington (TATF)
	Développement institutionnel	Engager deux personnes : la première pour analyser les valeurs à revenu fixe en vue de fournir une base à l'indice des obligations des marchés émergents ; et la seconde pour renforcer la stratégie et les activités d'aide-pays en cours au niveau de la SFI ainsi que les fonctions de planification et de suivi des opérations de la Société

Membres régionaux
de la SFI

**Afrique
subsaharienne**

Afrique du Sud •
Angola • Bénin •
Botswana • Burkina
Faso • Burundi •
Cameroun • Cap-Vert •
Comores • Congo,
République démocra-
tique du • Congo,
République du • Côte
d'Ivoire • Djibouti •
Érythrée (nouveau
membre) • Éthiopie* •
Gabon • Gambie •
Ghana • Guinée •
Guinée-Bissau • Guinée
équatoriale • Kenya •
Lesotho • Libéria •
Madagascar • Malawi •
Mali • Maurice •
Mauritanie •
Mozambique* •
Namibie • Niger •
Nigéria • Ouganda •
République centrafricaine
• Rwanda • Sénégal* •
Seychelles • Sierra
Leone • Somalie •
Soudan • Swaziland •
Tanzanie • Togo •
Zambie • Zimbabwe



* Durant l'exercice 97, la SFI a ouvert des missions régionales dans ces trois pays, de sorte qu'elle compte à présent 11 missions en Afrique

Les nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont fait d'énormes progrès depuis que le mouvement de réformes économiques a été lancé dans la région. Le paysage économique de l'Afrique s'est sensiblement modifié par rapport à ce qu'il était il y a quelques années. La plupart des pays du continent ont engagé des réformes fondées sur les mécanismes du marché dans le but de libérer les énergies du secteur privé. Il n'en est pas moins indispensable de maintenir les programmes de réforme et, pour les pays, de tenter d'éliminer les contraintes essentielles que constituent notamment les goulets d'étranglement affectant l'infrastructure, le manque de compétences et la faiblesse des institutions. Malgré ces obstacles, le redressement amorcé il y a deux ans se confirme. La région a encore fait des progrès en 1996, et consolidé les résultats obtenus en 1995. Selon les premières estimations établies, le PIB aurait augmenté de plus de 5,2 % en 1996, soit le meilleur chiffre réalisé depuis plus de dix ans, contre 3,7 % en 1995, 1,9 % en 1994 et 0,9 % en 1993. C'est la deuxième fois depuis 1989 que le PIB par habitant augmente et, fait plus intéressant, la croissance est plus généralisée puisqu'elle dépasse 3 % dans près de 30 pays et 5 % dans 20 autres. Les exportations ont progressé de 6,3 % en 1996. La stabilité des prix des produits de base, l'application de politiques économiques plus rationnelles, les conditions climatiques favorables et l'amélioration continue de la situation dans la zone CFA à la suite de la dévaluation de la monnaie sont autant de facteurs qui ont favorisé cette croissance.

D'après les estimations, les apports nets de ressources à l'Afrique ont atteint 26,1 milliards de dollars en 1996, contre 23,2 milliards de dollars en 1995, les flux privés augmentant à eux seuls de 70 % pour passer de 6,9 milliards de dollars en 1995 à 11,7 milliards de dollars en

1996. Ces apports privés ont surtout concerné l'Afrique du Sud et quelques projets relatifs aux ressources naturelles. Pour la première fois, les flux nets de crédits à long terme en faveur du secteur privé ont dépassé ceux destinés aux administrations et entreprises publiques, le secteur privé recevant 5,6 milliards de dollars, contre 2 milliards de dollars pour le secteur public. Concentrés dans les industries extractives, les apports nets d'investissements directs étrangers dans la région ont atteint 2,6 milliards de dollars en 1996, contre 2,2 milliards de dollars l'année précédente. Par comparaison, la moyenne sur cinq ans de ces apports s'est établie à 1,7 milliard de dollars pour la période 1990-95 et à 1,4 milliard de dollars pour 1985-89. Mais à la différence de la plupart des autres régions, dans lesquelles les investissements sous forme de prises de participation ont augmenté en 1996, l'Afrique a vu ses apports de ce type tomber de 4,9 mil-

Tableau 3-1 Afrique subsaharienne : Financement des projets
(millions de dollars)

	Ex. 97	Ex. 96
Financements approuvés pour le compte de la SFI	284	175
Prêts et swaps	201	136
Participations et quasi-participations	83	39
Mobilisation directe	100	15
Syndications de prêts ^a	100	15
Garanties d'émission	—	—
Total des financements approuvés	384	190
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	751	886
Prêts	564	714
Participations	187	172
Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers (participations à des prêts)	262	275
Total du portefeuille d'engagements	1 013	1 161

a. Y compris les garanties et prêts conditionnels.

liards de dollars en 1995 à 3,6 milliards de dollars en 1996, en grande partie du fait des sorties de fonds qui ont suivi la dépréciation du rand sud-africain. Elle reste toutefois dans une situation favorable par rapport à celle d'avant 1991, caractérisée par des apports de portefeuille nuls.

Quoique lent, le redressement des pays africains n'en est pas moins réel, sous l'effet d'exportations et d'investissements en hausse. Les résultats des trois dernières années et l'amélioration continue des politiques autorisent un optimisme prudent. Ce redressement devrait se poursuivre dans un contexte caractérisé par un ralentissement de l'inflation et un accroissement modéré des exportations et de l'investissement.

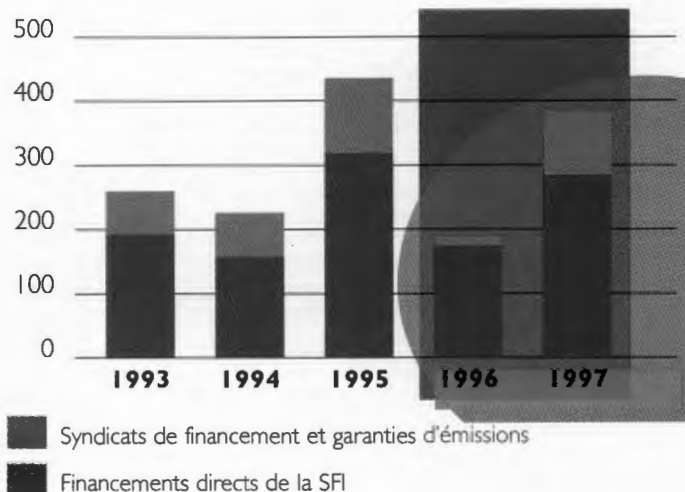
Les pays de la zone CFA ont obtenu de bons résultats à la suite de la dévaluation de leur monnaie et du redressement des prix des produits de base. Après une croissance positive en 1994 (+1,5 %), ils ont enregistré une vive accélération de la croissance en 1995 (+5,1 %) et 1996 (+5 %). L'inflation s'est ralentie et les exportations ont augmenté. Bref, la confiance dans ces pays s'est rétablie, et leurs perspectives sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis dix ans. Celles du Nigéria restent assombries par les incertitudes politiques liées à la situation intérieure du pays. Sur le front économique, les

progrès de l'an dernier se sont poursuivis. La croissance a progressé, avec un taux estimé à plus de 3,1 % en 1996. Alors que les réserves de change augmentaient sensiblement, l'inflation a diminué de moitié et les taux d'intérêt ont baissé. Au Ghana, la situation reste mitigée. La croissance s'est accélérée (5 % en 1996), mais les données macroéconomiques restent fragiles, avec une inflation qui est encore de 30 %, chiffre néanmoins bien inférieur au taux de 60 % enregistré en 1995. Cela dit, l'économie relativement libérale du Ghana, avec des taux d'intérêt et de change déterminés par le marché, est restée attirante pour les investisseurs privés. Les élections de l'an dernier se sont déroulées sans problèmes et leur issue pacifique a conforté la stabilité du pays.

Les pays d'Afrique de l'Est ont, eux aussi, continué d'afficher de bons résultats. L'Ouganda a maintenu un profil de croissance très soutenu, avec un PIB en progression de 9,8 % en 1996, après les 11,2 % enregistrés en 1995. Cette forte expansion a été alimentée par l'essor de l'agriculture, par le secteur de la construction et par les investissements. Le Kenya a quant à lui réussi à faire mieux que ses 4,4 % de croissance de 1995, avec un taux de 5 % en 1996. En Tanzanie, dans un contexte économique qui est resté fragile, l'économie a néanmoins progressé de 4,5 % en 1996, contre 4 % en 1995.

Dans les pays d'Afrique australe, les résultats ont été inégaux. Le PIB de l'Afrique du Sud n'a augmenté que de 3 % en 1996, soit un léger recul par rapport aux 3,4 % enregistrés en 1995 et un point de moins que le chiffre établi dans les prévisions. Les investissements de portefeuille ont fortement chuté en 1996, et la monnaie s'est dépréciée de 25 %. L'inflation et les taux d'intérêt ont augmenté, ce qui a entraîné un ralentissement de l'activité. Le manque de stabilité économique a continué de peser sur les performances du Zimbabwe. Après avoir fait une poussée jusqu'à 14 % du PIB en 1995, le déficit budgétaire global avoisinait les 12 % en 1996. La croissance a cependant repris, avec un taux positif de 8 % après la baisse de 1,8 % enregistrée en 1995, essentiellement grâce au redressement de l'agriculture à la suite de la sécheresse. La forte

Figure 3-1 **Afrique subsaharienne : Financements approuvés, Ex. 93-97** (millions de dollars)



Encadré 3-1 Mozambique : Société d'aluminium Mozal

Sortant tout juste d'une guerre civile qui a duré 17 ans, le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres et les plus endettés du monde. Son PIB par habitant est de 80 dollars, son taux de chômage dépasse 45 % et son endettement extérieur représente 3,7 fois son PIB. Sa reconstruction aura beaucoup à gagner de la réussite du projet Mozal, consistant à créer en bordure du port de Maputo une toute nouvelle fonderie d'aluminium d'une capacité annuelle de 245 000 tonnes et d'un coût global de 1,36 milliard de dollars.

Ce projet donnera un gros élan à l'économie du pays. Les projections chiffrent à 157 millions de dollars la contribution annuelle de Mozal au PIB. Durant ses premières années d'exploitation, l'usine permettra au PIB de progresser de plus de 7 % par an, et aux exportations de tripler par rapport à leur niveau de 1996.

LA FONDERIE MOZAL EN PROJET AU MOZAMBIQUE SERA LA RÉPLIQUE À ÉCHELLE RÉDUITE DE MOITIÉ DE CETTE USINE D'ALUMINIUM SUD-AFRICAINE EXPLOITÉE PAR GENCOR, PROMOTEUR DU PROJET



Parmi les avantages du projet figurent aussi la création d'emplois, le développement de l'infrastructure, le renforcement de l'intégration régionale, de nets effets de démonstration, le transfert de technologie et de savoir-faire, et un processus d'industrialisation à la fois responsable et viable du point de vue écologique et social. Le projet doit créer plus de 5 000 emplois pendant la phase de travaux, et 800 emplois à plein temps une fois l'usine en service. Il a plusieurs promoteurs : Gencor, une société minière sud-africaine par l'intermédiaire de sa filiale, Alusaf Ltd., et Industrial Development Corp. of South Africa.

La SFI a joué un rôle clé dans l'évaluation du projet. Elle a réalisé une analyse détaillée de ses avantages économiques et de son impact sur l'environnement et le développement. Elle fournira jusqu' à 120 millions de dollars sous forme d'un prêt à long terme et d'une quasi-participation pour son propre compte, ce qui constitue à ce jour le plus gros investissement jamais effectué pour son propre compte dans quelque pays que ce soit. Sa participation est jugée d'une importance capitale pour l'effort de reconstruction de l'après-guerre et le rétablissement de la confiance d'autres institutions peu enclines à investir au Mozambique. Dans son rôle d'intermédiaire impartial, elle donnera aux autorités du pays et aux institutions financières l'assurance que les questions d'ordre financier, technique, commercial et juridique et celles touchant au développement et à l'environnement seront traitées de manière objective et juste.

De par ses dimensions, Mozal donnera un coup de fouet au développement de l'infrastructure nécessitée par ce projet et par d'autres, des améliorations et des investissements nouveaux devant être réalisés à divers niveaux : routes, électricité, port, télécommunications, alimentation en eau, réseaux d'égouts et de drainage. L'étude d'impact sur l'environnement a joué un rôle majeur dans le choix du site, permettant à Alusaf de limiter au maximum la réinstallation de résidents locaux et l'impact des émissions de l'usine dans l'atmosphère.



FABRICATION DE MOBILIER SCOLAIRE À AFRICRAFT, SOCIÉTÉ SUD-AFRICAINE BÉNÉFICIAIRE DE L'APPUI DU FONDS POUR L'ENTREPRISE EN AFRIQUE

expansion de la masse monétaire nécessitée par le financement du déficit a poussé l'inflation et le taux de change à la hausse, ce qui a eu un effet d'éviction sur l'investissement privé.

Au Mozambique, la poursuite des programmes de libéralisation et de privatisation a entraîné une sensible amélioration du climat de l'investissement. L'année 1996 a en outre été marquée par un net renforcement de la stabilité macroéconomique. L'inflation a été ramenée à 17 %, au lieu de 40 % en 1995, et les taux d'intérêt ont également baissé. L'investissement étranger et les apports d'aide étrangère ont contribué à la croissance du PIB (5,7 % en 1996). En Zambie, l'économie semble sortie de la profonde récession des deux dernières années, durant lesquelles la sécheresse, la politique de resserrement du crédit et l'effondrement de la production minière avaient entraîné une baisse du PIB, respectivement, de 1,6 % en 1994 et de 3,1 % en 1995. Avec la reprise enregistrée en 1996, le PIB a augmenté de plus de 5 %.

Stratégie d'investissement pour la région

La SFI a continué de porter une attention particulière à l'Afrique subsaharienne en raison de ses immenses besoins de développement. Durant l'exercice 97, elle a approuvé pour 284,49 millions de dollars de financements pour son propre compte et 100 millions de dollars de syndications au titre de 72 projets dans 24 pays de cette région, contre des montants de 174 millions de dollars pour son propre compte et de 16 millions de dollars de syndications pour 71 projets dans 20 pays au cours de l'exercice 96 (figure 3-1). Un quart des investissements approuvés par la Société concernait des pays d'Afrique, une proportion supérieure à toute autre région. Comme les petites et moyennes entreprises (PME) prédominent dans cette région, les investissements de la SFI ont porté sur peu de grands projets : 70 % des projets approuvés durant l'exercice 97 pour l'Afrique ont concerné des PME. Les petits projets sont certes plus coûteux à traiter et relativement prenant, mais les petites entreprises sont, en Afrique, la composante du secteur privé qui connaît l'essor le plus rapide, et elles contribuent fortement aux créations d'emploi. Les investissements de la SFI dans la région ont progressé, passant d'environ 14 millions de dollars en moyenne annuelle dans les années 70 à 75 millions de dollars dans les années 80, pour s'établir à 221 millions de dollars actuellement.

Durant l'exercice 97, la SFI a approuvé un financement pour son propre compte de 120 millions de dollars pour le projet Mozambique Aluminum (Mozal), le plus gros investissement net (hors syndications) actuellement dans le portefeuille établi. D'un coût global de 1,36 milliard de dollars, Mozal devrait avoir un énorme impact sur le développement de l'économie du Mozambique (encadré 3-1). Au 30 juin 1997, le portefeuille engagé de la Société comprenait des prêts et des investissements en faveur de 255 entreprises dans 32 pays, contre 224 entreprises dans 30 pays en 1996 (tableau 3-1).

Afin de promouvoir le développement du secteur privé en Afrique, la SFI s'est fixé plusieurs priorités en matière d'investissement :

- assurer le développement des petites et moyennes entreprises,
- renforcer les marchés financiers,

- relancer les industries extractives,
- améliorer la productivité des industries existantes, et
- développer l'infrastructure matérielle.

Son domaine d'activité majeur, et celui sur lequel repose sa stratégie en Afrique, consiste à fournir un financement et une assistance technique aux PME. Cette approche comprend deux axes :

- le développement institutionnel du secteur financier par des activités d'intermédiation sous forme de lignes de crédit, de crédit-bail et de fonds de capital-risque, et
- un vaste programme d'aide financière directe et d'assistance technique.

Durant l'exercice 97, le Fonds pour l'entreprise en Afrique a accordé un financement pour 44 projets dans divers secteurs. En outre, sept autres projets, représentant un montant total de 6,69 millions de dollars, consacrés à des PME au Mali, au Sénégal, au Mozambique et en Érythrée ont été approuvés par le Fonds pour la petite entreprise dans le cadre de l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI », ce qui porte à 51 le nombre total de projets de PME pour l'exercice.

Les marchés financiers viennent au deuxième rang des priorités de la SFI en Afrique, après les PME. Il est capital que ce continent se dote d'institutions financières capables de mobiliser l'épargne et d'alimenter les investissements par ce biais. Ses systèmes financiers sont peu développés et, en particulier, les besoins de capitaux spéculatifs et de financements à long terme ne sont pas satisfaits. La Société a continué d'axer ses investissements sur le renforcement des institutions et l'apport de ressources en devises à terme par le biais de lignes de crédit et l'introduction de nouveaux produits. Dans ce contexte, elle a approuvé, durant l'exercice 97, sept projets dans six pays, pour un montant total de 42,7 millions de dollars. Les investissements ainsi approuvés concernaient notamment : la création de la première maison de réescompte en Zambie (encadré 3-2) ; la fourniture du premier mécanisme de prêt avec option au Kenya ; et la création d'une banque commerciale au Burkina Faso. La Société a par ailleurs ouvert des lignes

de crédit en faveur de deux institutions financières privées en Mauritanie et en Zambie pour leur permettre d'accorder des prêts à des entreprises à vocation exportatrice.

Les industries extractives sont un secteur clé en Afrique, en raison des investissements étrangers qu'elles peuvent attirer. L'essentiel des apports d'investissement direct étranger dans la région leur est consacré. Il importe de promouvoir l'investissement dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines, car cela peut engendrer une augmentation rapide et substantielle des exportations et des recettes budgétaires. Malgré son niveau de production actuel, l'Afrique subsaharienne est généralement considérée comme sous-explorée par rapport aux autres régions. Beaucoup de pays africains dans lesquels l'exploitation des ressources naturelles faisait jadis l'objet de monopoles publics ouvrent à présent ce secteur aux investisseurs privés, ce qui s'est traduit par un essor des activités de prospection et desancements de projets. Durant l'exercice 97, la SFI a approuvé trois investissements dans les industries extractives pour un montant total de 35 millions de dollars : l'un porte sur l'expansion d'une mine d'or au Mali, et les deux autres concernent le secteur du pétrole et du gaz au Cameroun et en Côte d'Ivoire.

Encadré 3-2 Zambie : Intermarket Discount House

Intermarket Discount House of Zambia Limited, première maison de réescompte créée en Zambie, a bénéficié durant l'exercice 97 d'une prise de participation de la SFI de 500 000 dollars, ce qui représente 20 % de son capital. L'appui de la Société à cet établissement aura pour effet de renforcer le secteur financier, dont la Zambie a tant besoin pour promouvoir une croissance durable, tirée par le secteur privé.

Cette maison de réescompte jouera un rôle crucial pour le développement du marché monétaire zambien, notamment : en maintenant un degré suffisant de liquidité dans le système bancaire par des transferts en espèces entre banques excédentaires et banques déficitaires ; en accordant de manière durable des financements à court terme ; en permettant aux autorités de mettre en oeuvre une politique monétaire favorable au marché par sa fonction de guichet et de source d'information sur le marché monétaire ; en créant des marchés pour divers types de titres à court terme. La participation de la SFI à son capital lui donnera la crédibilité voulue pour pouvoir poursuivre son développement au plan régional.

Malgré ses énormes besoins d'infrastructures et les fortes contraintes auxquelles sont soumis ses budgets publics, le continent africain accuse encore du retard sur les autres régions en matière de privatisation, mais cette situation a commencé à s'améliorer. Au cours de l'exercice 97, les services consultatifs de la Société ont joué un rôle actif dans deux grandes opérations, qui ont eu l'une et l'autre un net impact sur le développement des pays et secteurs d'activité concernés. La SFI a aidé un certain nombre de pays à monter des opérations privées pour répondre aux besoins nationaux dans les secteurs des télécommunications, de l'eau, de l'électricité et des transports. Au Gabon, elle a aidé les autorités à conduire la première privatisation des services d'eau et d'électricité jamais réalisée en Afrique. En Ouganda, elle fournit également des conseils pour la privatisation de la compagnie nationale des télécommunications.

Programmes visant les petites entreprises

Il est vital de fournir aux petites et moyennes entreprises les financements et l'assistance technique dont elles ont besoin, car elles représentent l'essentiel des activités du secteur privé dans la région. Les PME africaines sont l'un des principaux facteurs de création d'emplois et d'expansion économique, et la SFI leur a apporté une aide directe lorsque les possibilités de financement offertes par le marché étaient insuffisantes.

En 1986, la Banque africaine de développement (BAfD), la SFI et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont créé le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) pour répondre aux besoins d'un nombre croissant d'entrepreneurs africains désireux d'obtenir aide et conseils pour lancer ou élargir et moderniser leur entreprise (encadré 3-3). Ce Service les aide à concevoir des plans d'activité, à rechercher des partenaires techniques et financiers locaux ou étrangers, à obtenir des financements sous forme de prêts et de participations et à négocier des conditions financières équitables. En règle générale, l'APDF appuie des projets dont le coût se situe entre 250 000 dollars et 7 millions de dollars, mais il s'intéresse aussi à des projets de

moindre envergure qui peuvent avoir un impact économique important dans le pays d'accueil.

L'APDF fonctionne en tant que projet du PNUD ; la SFI est l'agent d'exécution chargé de le gérer et la BAfD en assure la promotion au plan régional. Il est financé par ces organismes et par les gouvernements de 15 pays industriels, dont certains apportent également une assistance technique en nature. Le Service a des missions régionales à Abidjan, Harare et Nairobi, et des missions locales à Accra, Douala et Johannesburg. Il a entamé son troisième cycle opérationnel, qui couvre la période allant de juillet 1995 à juin 2000.

Le Fonds pour l'entreprise en Afrique (FEA), issu d'un programme pilote approuvé en 1988, fournit une assistance aux PME au moyen de concours financiers allant de 100 000 dollars à 1,5 million de dollars dans le cadre de projets d'un coût compris entre 250 000 dollars et 5 millions de dollars. Il s'agit d'un dispositif de terrain, qui traite les dossiers d'investissement sous la supervision des représentants régionaux et des représentants résidents de la SFI. Depuis que sa prolongation et son élargissement ont été approuvés, en 1995, le FEA a envoyé sur le terrain du personnel supplémentaire en provenance du siège pour mieux répondre aux besoins de ses clients. Durant l'exercice 97, il a financé 44 investissements, soit un montant total de 27,69 millions de dollars, ce qui porte à 226 le nombre de projets approuvés depuis sa création, pour un coût total de 138,82 millions de dollars. Sept autres projets concernant des PME et représentant un financement global de la SFI de 6,7 millions de dollars ont été approuvés au titre du Fonds pour la petite entreprise. Les secteurs visés par les financements de ce type sont notamment l'agriculture, le secteur manufacturier, l'industrie textile, le tourisme, les télécommunications, les écoles, la santé, les transports et l'industrie automobile. Pour son premier projet en Érythrée, la SFI a accepté de financer une usine de montage automobile. D'autres projets ont montré que les pays acceptent de plus en plus que les entreprises privées fournissent des biens et services qui étaient jusqu'ici du ressort exclusif du secteur public, dans des domaines comme l'infra-

structure, la santé et l'éducation. Parmi les opérations ainsi approuvées figuraient un service de téléphone public au Nigéria, une école maternelle et primaire au Kenya, une fabrique de solutions intraveineuses au Mozambique et une usine de transformation de mangues pour l'exportation à Madagascar.

En 1995, la SFI et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont créé le Service d'appui à l'entreprise en Afrique (ESSA). Celui-ci fournit aux entreprises, une fois qu'elles ont obtenu les financements voulus, une assistance technique dans les domaines essentiellement de la production, de la commercialisation, des systèmes informatiques de gestion (SIG) et de l'administration. Il a commencé ses activités à titre pilote au Ghana en février 1996 et, au moment d'entamer sa deuxième année de fonctionnement, comptait une liste fournie de clients. Le concept de l'ESSA a été bien accueilli par les PME. Ses clients participent aux cours de formation et prennent en charge une part croissante des coûts de ses services. Surtout, ils font état de progrès dans la conduite de leurs activités. L'ESSA a travaillé avec 14 entreprises en 1996, et il prévoit d'aider entre 10 et 15 clients par an dans les années à venir. La SFI et l'APDF ont orienté vers lui plus de la moitié de leurs clients actuels pour une formation « post-financement ». L'ESSA assure la conception et la mise en place de SIG, la formation aux techniques de gestion et des services d'assistance technique personnalisés. Avec ce nouveau service, la SFI dispose à présent de programmes qui lui permettent de répondre aux besoins des PME à chaque étape de leur développement : l'APDF pour le préfinancement, le FEA pour le financement et l'ESSA pour la phase post-financement.

Assistance technique et services-conseils

À l'appui de ses objectifs opérationnels stratégiques, la SFI fournit également des services d'assistance technique et de conseil afin d'améliorer le climat économique pour l'investissement privé ou de soutenir des secteurs ou entreprises spécifiques. Outre l'assistance technique aux PME mentionnée plus haut, elle s'attache tout particulièrement à promouvoir les marchés financiers, l'investissement étranger, les services de

Au cours de l'année civile 1996, le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF) a mené à bien 39 projets dans 16 pays, y compris les travaux préliminaires relatifs à deux projets pour le Lesotho et à un projet pour le Tchad. Les investissements se sont élevés à 44,8 millions de dollars au total, dont 23,6 millions de dollars financés par des prêts et des participations que l'APDF a contribué à mobiliser. Ces projets devraient créer 3 263 emplois et générer un chiffre d'affaires à l'exportation de 36 millions de dollars par an.

Depuis sa création, en 1986, l'APDF a apporté son concours à 281 projets dans 33 pays. Selon les estimations, ces projets représentent des investissements d'un montant global de 405,7 millions de dollars, sur lequel l'APDF a aidé à obtenir 256 millions de dollars sous forme de prêts et de prises de participation. Ils devraient créer ou préserver 22 000 emplois et générer des recettes d'exportation annuelles de 174 millions de dollars.

L'un de ces projets est consacré aux producteurs de piments de Rukungiri, en Ouganda. Il porte sur la production et la transformation de piment et de gingembre séché pour l'exportation. Le produit des ventes servira à couvrir les frais de scolarité primaire d'enfants orphelins. Le projet aura pour personnel les personnes qui ont la garde de ces enfants et les membres de leur famille. Les producteurs recevront des semences, des intrants après-récolte et une assistance technique.

Au Lesotho, l'APDF a aidé dix médecins locaux de la Lesotho National Development Corporation et un partenaire étranger à construire et exploiter à Maseru un ensemble hospitalier privé d'une capacité de 31 lits, comprenant un hôpital général et une maternité. Le projet emploiera 75 personnes.

gestion et la formation, la privatisation et la fourniture d'équipements d'infrastructure par le secteur privé, et à guider l'action des pouvoirs publics en faveur du secteur privé.

Comme les années précédentes, l'exercice 97 a vu les services d'assistance technique de la SFI pour le développement des marchés financiers en Afrique continuer de faire l'objet d'une forte demande. Durant l'exercice écoulé, l'action de la Société dans ce domaine a surtout porté sur le développement des marchés des valeurs et l'établissement des cadres juridiques et réglementaires appropriés pour les institutions financières spécialisées telles que les sociétés de crédit-bail et les maisons de réescompte. Pour le développement des marchés des valeurs, la SFI a donné une orientation stratégique au processus actuel visant à mettre en place une bourse des valeurs régionale en concevant un cadre juridique pour le marché des valeurs de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Au Kenya, elle a aidé la bourse de Nairobi et la Capital Market Authority à mettre en place un système

En février 1996, le Gouvernement gabonais a engagé la SFI comme conseiller principal pour la privatisation de ses services d'eau et d'électricité. À l'heure actuelle, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) est le concessionnaire exclusif chargé de la production, du transport et de la distribution dans les deux domaines pour l'ensemble du pays. Elle alimente en électricité et en eau, respectivement, 40 % et 66 % de la population, pour l'essentiel en milieu urbain : moins de la moitié des zones rurales ont accès à l'eau et à l'électricité.

Durant la phase préparatoire, la SFI a réalisé une étude technique et stratégique des deux secteurs, examiné le cadre juridique actuel et proposé un plan de restructuration financière. La phase d'exécution a consisté à identifier des investisseurs valables, à superviser le processus d'appel d'offres, à rédiger et négocier un nouvel accord de concession et à aider à mener la transaction à son terme.

En mars 1997, assisté de la SFI en sa qualité de conseiller financier, le Gouvernement gabonais a attribué le contrat à une société française, la Compagnie générale des eaux, associée à une firme irlandaise, Electricity Supply Board International, leur offre ayant été jugée la meilleure (elle prévoyait notamment une réduction de 18 % des tarifs en vigueur).

Ce projet marque les premiers pas du Gabon en matière de privatisation, et représente la première opération concernant les services d'eau et d'électricité dans laquelle l'opérateur privé s'engage totalement à assurer les investissements futurs. Sa réussite devrait ouvrir la voie à la privatisation d'une compagnie de chemins de fer et de la société nationale du téléphone.

Pour la région, il s'agit du premier accord de concession à part entière pour un service d'utilité publique. Les équipements d'infrastructure resteront propriété de l'État, mais l'opérateur privé assume toutes les responsabilités financières. Dans sa version préliminaire, le programme d'entretien et de développement prévoit des investissements globaux de plus de 600 millions de dollars sur les 20 années que couvre la concession. L'opérateur est tenu d'améliorer et de développer les services d'eau et d'électricité sur tout le territoire, faute de quoi il s'exposera à des pénalités.

Cette privatisation donnera lieu à la première grande émission en souscription publique sur le marché primaire gabonais, destinée pour 5 % des parts aux employés de la société et pour 44 % au public. Cette émission sera organisée et gérée par un consortium de banques locales, et l'on s'attend à ce qu'elle serve d'opération pilote pour l'établissement d'une bourse des valeurs.

de dépôt central afin d'améliorer les transactions sur le marché et l'efficacité des règlements.

Toujours au Kenya, la SFI a aidé à élaborer un cadre juridique et réglementaire pour une agence de notation. De même, au Zimbabwe, elle a poursuivi son assistance pour un projet du même ordre. Au Malawi, la SFI et Stockbrokers Malawi Limited ont continué de fournir des conseils pour l'élaboration d'un système d'incitations en vue d'accroître les transactions sur le marché boursier local. L'Éthiopie et le Kenya ont obtenu d'elle des conseils pour l'établissement d'un cadre juridique et réglementaire applicable au crédit-bail. De même, la SFI a aidé les autorités zambiennes à renforcer les dispositions régissant les activités des maisons de réescompte.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), qui est géré conjointement par la SFI et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), a abordé des domaines d'activité plus spécialisés durant l'exercice 97. Pour stimuler les efforts de réforme et faire en sorte qu'une suite soit donnée plus rapidement à ses conseils passés, il a mis au point un programme pluriannuel à l'intention des pays qui se sont montrés désireux et capables d'aller au-delà des réformes initiales de politique économique. L'élimination des obstacles administratifs à l'investissement a fait l'objet de l'assistance fournie par le Service en Ouganda. Les études réalisées à cette occasion ont décrit dans le détail les procédures auxquelles sont assujettis les investisseurs pour réaliser une opération. Au Zimbabwe, le Service a mené à bien ses activités visant à rendre l'environnement de politique économique plus propice aux investissements privés dans le domaine de l'infrastructure. Au Mali, il a fourni des conseils pour l'amélioration des capacités de l'organisme de promotion des investissements. En Namibie, le travail d'élaboration du régime d'incitations pour l'investissement s'est poursuivi, à la suite de l'étude réalisée à ce sujet l'an dernier. Plusieurs pays à un stade de développement moins avancé ont demandé la réalisation d'une étude diagnostique générale de l'environnement et du cadre juridique qui prévalent pour l'investissement sur leur territoire. En Sierra Leone, le FIAS a passé en revue la législation relative aux investissements, et en Éthiopie, un nouveau client pour le

FIAS, celui-ci a procédé à une évaluation du processus d'agrément des investissements et du climat général de l'investissement.

Différentes entreprises ont reçu une assistance de la SFI par le biais de la Société de services de gestion pour l'Afrique (Amsco). C'est pour aider les entreprises à devenir plus compétitives sur les marchés internationaux et remédier aux pénuries de cadres compétents et expérimentés dans la région que la SFI a créé l'Amsco en 1989, conjointement avec la BAfD et le PNUD. L'Amsco détache auprès de ses clients, pour de courtes périodes, des cadres expérimentés qui ont pour tâche d'aider à gérer les entreprises et de former le personnel et les cadres locaux. Les institutions de développement international, y compris la SFI, détiennent 70 % de son capital, les 30 % restants étant détenus par l'ICDS, holding regroupant plus de 50 sociétés internationales privées. Deux fonds ont été constitués et sont financés par des dons provenant de la BAfD, du PNUD et des gouvernements de 11 pays industriels. L'un finance des prêts aux sociétés qui sont liées à l'Amsco par des contrats de services de gestion mais qui n'ont pas les devises nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes à ces contrats. L'autre sert à financer en partie la formation du personnel et des cadres locaux.

L'Amsco a signé des contrats de formation en gestion avec 22 sociétés pendant l'année civile 1996, notamment en Namibie et à Madagascar où il s'agissait de ses tout premiers contrats. Au 1^{er} avril, des contrats étaient en cours d'exécution avec 51 entreprises, et 67 cadres supérieurs avaient été détachés auprès de ces entreprises. Depuis sa création, l'Amsco est intervenue dans 19 pays. Les nouveaux projets pour 1996 ont porté sur la fourniture de conseils à des promoteurs de zones franches industrielles, une compagnie d'aviation commerciale privée, des compagnies de transport maritime et de transit

de marchandises, une société d'ingénierie et des entreprises textiles. Dans le portefeuille de l'Amsco figurent en outre des établissements financiers, des hôtels, des concessionnaires automobiles, des sociétés de service, des entreprises manufacturières et des sociétés agro-industrielles.

La SFI a par ailleurs fourni des conseils à l'appui du processus de privatisation en Afrique. La privatisation de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a donné lieu à un appel d'offres international (encadré 3-4). Comme dans le cas de Kenya Airways lors de l'exercice 96, des parts de la SEEG doivent être mises en vente avant la fin de l'année 1997 auprès du public et des employés de la compagnie afin d'élargir le capital social de celle-ci et de renforcer les marchés financiers locaux.

L'Ouganda a de son côté sollicité l'avis de la SFI pour la privatisation de son Office des postes et télécommunications (UPTC), principal prestataire de services dans ce secteur d'activité. Avec l'un des plus faibles taux de pénétration des services téléphoniques au monde (0,25 ligne pour 100 habitants en juillet 1995, et une demande insatisfaite de 80 000 abonnés potentiels), ce pays a absolument besoin d'améliorer l'accès au téléphone et la qualité du service. Le projet consiste à restructurer le secteur, notamment en établissant un cadre réglementaire et en favorisant la concurrence grâce à la création d'un deuxième opérateur de réseau. Il prévoit en outre la restructuration de l'UPTC, dont les services postaux doivent être séparés des activités de télécommunications qui doivent elles-mêmes être privatisées. La licence d'exploitation du deuxième opérateur de réseau doit en outre être attribuée vers la fin de 1997. Le Swaziland, le Malawi, Madagascar, le Botswana et le Sénégal ont aussi approché la SFI pour d'éventuels services consultatifs de sa part en ce qui concerne la privatisation de leurs infrastructures.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
**PROJETS APPROUVÉS DURANT
L'EXERCICE 97**
(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
AFRIQUE DU SUD								
Africraft	Renforcer les activités d'un fabricant de meubles scolaires (FEA)			0,12			0,12	0,4
Dunkot Proprietary Ltd.	Acheter, agrandir et réhabiliter une roseraie (FEA)	0,24	0,09				0,33	0,9
Ecoblend Gauteng	Créer une usine de matériaux de construction (FEA)		0,14	0,97			1,11	2,8
Eerste River Medical Centre	Construire et exploiter un centre médical (FEA)		0,89				0,89	5,0
Midrand Days Inn (FEA)	Créer un hôtel de 114 chambres à Midrand		0,44	1,07			1,51	4,2
ANGOLA								
Nova Cimangola S.A.R.L.	Réhabiliter et moderniser une cimenterie	5,80	0,78				6,58	18,0
BÉNIN								
Agrical (FEA)	Réhabiliter une plantation de noix de cajou				0,34		0,34	1,2
BOTSWANA								
Northern Textile Mills Botswana Pty Ltd.	Moderniser et agrandir une fabrique de serviettes de toilette (FEA)	0,88					0,88	3,2
BURKINA FASO								
Ecobank-Burkina Faso	Créer une banque commerciale privée		0,26				0,26	3,0
CAMEROUN								
Pecten Cameroon Co.	Prolonger la durée de vie des gisements pétrolifères des concessions offshore de Lokele et Rio del Ray en augmentant le volume total des réserves exploitables	20,00				75,00	95,00	115,0
CÔTE D'IVOIRE								
Block CI-11 Hydrocarbon Development	Achever la mise en valeur d'un gisement de pétrole et de gaz offshore		5,00				5,00	5,0
Société Hôtelière de la Lagune	Privatiser un hôtel d'Abidjan et rénover 150 chambres	2,68	0,54				3,22	9,1

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
CÔTE D'IVOIRE, suite								
Tropical Rubber Côte d'Ivoire	Réhabiliter des plantations d'hévéas et acquérir une nouvelle usine de transformation	3,43					3,43	12,2
ÉRYTHRÉE								
Tesinma	Construire une usine d'assemblage de véhicules commerciaux (Fonds pour la petite entreprise)	0,73	0,22				0,95	1,9
GAMBIE								
Kerr Kande Farm II	Moderniser le plus grand élevage de volailles du pays pour porter sa production annuelle à 5 millions d'oeufs (FEA)				0,22		0,22	0,5
GHANA								
Professional Technical Services Ltd.	Assurer la fabrication de joints homocinétiques pour voitures, grâce à du matériel remis à neuf (FEA)			0,31			0,31	0,7
Rafi Aluminum Co. Ltd.	Acheter une rectifieuse informatisée pour renforcer les activités d'un fabricant de produits d'aluminium (FEA)	0,30					0,30	0,6
Signals and Controllers Ltd.	Élargir les activités d'une firme électronique au domaine de la vente et du service après-vente de systèmes de gardiennage électronique (FEA)	0,21					0,21	0,5
KENYA								
Ceres Estates Ltd., Subukia Tea Co. Ltd.	Réhabiliter une plantation de thé et de café pour en améliorer les rendements (FEA)	0,93					0,93	3,7
CFC Bank Ltd.	Mettre en place un mécanisme de prêt avec option pour permettre à une banque commerciale d'accorder des prêts à terme en devises aux entreprises à vocation exportatrice				10,00		10,00	10,0
Deras Ltd.	Acheter du matériel de finition du cuir pour permettre à l'entreprise concernée d'exporter (FEA)	1,00					1,00	3,9
Makini School Ltd.	Agrandir une école maternelle et primaire (FEA)	0,55					0,55	1,8
Redhill Flowers Kenya Ltd.	Créer une roseraie destinée à produire pour les marchés européens (FEA)	0,34					0,34	1,3
MADAGASCAR								
Grands Hôtels de Madagascar	Ouvrir un hôtel trois étoiles de 43 chambres à Antananarivo (FEA)	1,11					1,11	2,8

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
MADAGASCAR, suite								
Jus de Boina	Établir une usine de transformation de mangues et de tomates axée sur les marchés d'exportation (FEA)	0,96					0,96	2,4
MALAWI								
Maravi Flowers Ltd.	Créer une exploitation horticole de 6,5 ha (FEA)	0,60					0,60	1,5
MALI								
BEN & Co. International Trading S.A.	Créer une chaîne de stations-service	5,15					5,15	18,4
Grand Hotel II	Construire un hôtel de 80 chambres à Bamako (Fonds pour la petite entreprise)	1,72					1,72	5,7
Pharmacosma S.A.	Créer une fabrique de crèmes pour le visage destinée à servir le marché local (Fonds pour la petite entreprise)			0,19			0,19	0,5
Société des Mines de Syama S.A.	Doter un programme d'investissement destiné à porter la capacité annuelle de cette usine de traitement de minerais d'or à 270 000 onces	10,00				25,00	35,00	63,8
Timbuktu Trading and Transport	Acheter huit camions pour le transport de produits pétroliers de Côte d'Ivoire au Mali (Fonds pour la petite entreprise)				0,19		0,19	0,5
MAURITANIE								
Banque Mauritanienne pour le Commerce International	Aider une banque commerciale à accroître ses activités de prêts en devises pour les entreprises privées et de crédit commercial	14,00					14,00	14,0
Compagnie de Distribution des Produits Alimentaires	Renforcer le premier producteur avicole du pays (FEA)			0,47			0,47	1,6
Société pour le Traitement et l'Exportation du Poisson	Créer une usine de transformation destinée à traiter les prises des pêcheurs artisanaux et commerciaux locaux (FEA)	0,73					0,73	1,8
MOZAMBIQUE								
Afristem (Mozambique) Lda.	Développer les activités d'un fabricant de solutions intraveineuses (FEA)	0,57					0,57	1,4
Agrimo Companhia Agro-Pecuaria de Moçambique, Lda.	Construction d'une égreneuse à coton destinée à desservir les petits producteurs	2,00					2,00	8,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
MOZAMBIQUE, suite								
Companhia de Pescas da Zambezia, Lda.	Renforcer l'activité de pêche offshore et construire une usine de transformation sur le littoral (Fonds pour la petite entreprise)	1,00					1,00	2,7
Complexo Turistico Oasis de Xai-Xai, Lda.	Développer une petite station touristique (Fonds pour la petite entreprise)	0,73					0,73	1,8
Mozambique Aluminum (Mozal)	Construire une fonderie d'aluminium (ce projet représente le plus gros montage financier de la SFI à ce jour)	55,00		65,00			120,00	1365,0
NAMIBIE								
Life Company of Namibia	Créer la première compagnie d'assurance-vie locale		1,00				1,00	4,5
NIGÉRIA								
Andchristie Co. Ltd., (maintenant : Teli-point Nigeria, Ltd.)	Établir un réseau de 150 téléphones publics à carte à Lagos (FEA)	0,18					0,18	0,4
E. Ekesons Brothers Nigeria Ltd.	Acheter 10 autocars de luxe destinés au transport intérieur (FEA)	0,39					0,39	1,2
The Moorhouse Co.	Rénover un hôtel de 42 chambres à Lagos (FEA)	1,35					1,35	5,0
Peggy Chemicals Industries Ltd,	Renforcer les activités d'une fabrique de peinture (FEA)	0,79					0,79	1,9
Radmed Diagnostic Center Ltd.	Construire un centre de diagnostic médical (FEA)	0,29					0,29	0,7
UGANDA								
Afritours and Travel Ltd., Sambiya River Lodge	Doter un parc national d'un centre de séjour comprenant 33 villas (FEA)	0,37					0,37	2,5
Conrad Plaza	Construire un immeuble à usage de bureaux de sept étages (FEA)	1,50					1,50	5,0
Kiwa II Industries Ltd.	Élargir les activités d'un fabricant de matériaux de construction pour y inclure la fabrication de dalles de ciment (FEA)	0,25					0,25	0,5
Metro Hotel Ltd.	Aménager et exploiter un hôtel de catégorie économique de 62 chambres (FEA)	0,42					0,42	1,6

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
SÉNÉGAL								
GTI Dakar 50 MW BOOT Project	Construire et exploiter, au Cap des Biches, une centrale de 50 MW susceptible de servir de modèle pour le développement d'un secteur privé de l'électricité en Afrique	13,09	1,50		2,34		16,93	62,0
Nouvelles Brasseries Africaines	Renforcer les activités d'une entreprise d'embouteillage et de distribution de boissons (Fonds pour la petite entreprise)	1,91					1,91	5,2
Société d'Exploitation des Ressources Thonières	Accroître l'investissement de participation de la SFI dans un projet consacré au secteur de la pêche (FEA)		0,05				0,05	0,8
SEYCHELLES								
Sunset Beach Hotel	Agrandir et améliorer un centre touristique trois étoiles pour le faire passer dans la catégorie cinq étoiles (FEA)	0,75					0,75	2,0
TANZANIE								
Aquva Ginners Tanzania Ltd.	Créer une usine d'égrenage du coton (FEA)	1,50					1,50	5,0
Horticultural Farms & Exports	Porter de 1 à 6 ha la superficie d'une exploitation de roses en serre (FEA)	0,80					0,80	1,8
Pallsons Consumer Industries Ltd.	Assurer la production d'huile et de tourteaux comestibles par broyage de graines de tournesol (FEA)	0,55					0,55	1,8
Sunflag (Tanzania) Ltd.	Rationaliser et accroître les activités textiles à Arusha	4,00					4,00	12,5
Tanzania Data Network	Construire et exploiter un réseau public de communication de données destiné à assurer un service intérieur et international	2,25	0,51				2,76	10,0
Tourism Promotion Services (Zanzibar), Ltd.	Souscrire à une émission de droits pour le développement des installations balnéaires de Stone Town		0,03				0,03	0,2
ZAMBIE								
Cheetah Zambia, Ltd.	Renforcer les services de vulgarisation pour la production de paprika (FEA)	0,52					0,52	1,3
Finance Bank Zambia Ltd.	Aider une banque commerciale à fournir des financements à moyen terme en devises aux entreprises à vocation exportatrice	5,00					5,00	5,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ZAMBIE, suite								
Intermarket Discount House Zambia Ltd.	Créer la première maison de réescompte du pays		0,50				0,50	2,5
J Y Estates	Créer une roseraie de 5 hectares (FEA)	0,89					0,89	2,2
Pamodzi Pulp Mills Ltd.	Construire et exploiter une usine intégrée de pâte à papier et de papier destinée à fabriquer de la pâte thermo-mécanique à partir de bois rond et de chutes de sciage d'origine locale, et à la transformer en papier	4,00	1,60				5,60	24,5
Pentire Investments Ltd./Chisamba Lodge	Construire un hôtel pavillonnaire de 20 chambres et 40 lits, équipé de structures d'accueil et d'un centre de conférence (FEA)	0,67					0,67	1,7
Safari International (Zambia) Ltd.	Aménager un hôtel et club de loisirs de 67 chambres dans la banlieue de Lusaka	2,00	0,75				2,75	8,7
Zambia Coffee Company Ltd.	Réhabiliter une plantation de café récemment privatisée (FEA)	1,30					1,30	3,5
ZIMBABWE								
Agflora Private Ltd.	Porter la superficie d'une roseraie de 0,6 à 1,5 ha (FEA)	0,24					0,24	0,5
Isfar Private Ltd.	Renforcer les capacités de fabrication de duvets et édredons (FEA)	0,10					0,10	0,4
Kubi Cosmetic (Pvt.) Ltd.	Moderniser une entreprise de produits de beauté (FEA)	0,60					0,60	1,5
Lowveld Leather (Private) Ltd.	Acquérir et moderniser une tannerie (FEA)	0,30	0,20				0,50	1,5
Sunfresh Ltd.	Établir une unité de conditionnement de légumes frais et congelés destinés à l'exportation (FEA)	0,23					0,23	0,6
UDC Ltd.	Accorder une garantie pour aider une société financière à placer une émission d'obligations à long terme auprès des investisseurs institutionnels locaux				11,90		11,90	12,0

FEA Fonds pour l'entreprise en Afrique

Le Fonds pour la petite entreprise fait partie de l'Initiative pour l'élargissement du champ d'action de la SFI

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
SERVICES - CONSEILS DURANT
L'EXERCICE 97**

Pays	Domaine	Description
AFRIQUE DU SUD	Préparation de projet	Évaluer les facteurs techniques, économiques et de marché mis en jeu pour la création d'une imprimerie, et fournir des conseils techniques pour les fonctions de pré-press, d'impression et de gestion de l'imprimerie (TATF)
	Préparation de projet	Réaliser une étude de faisabilité pour la création d'un fonds de capital-risque ayant pour but d'aider les groupes jusqu'ici défavorisés à accéder à la direction et la propriété d'entreprises établies en fournissant un appui financier et une assistance technique en matière de constitution et de gestion d'entreprises (TATF)
	Agro-industries	Réaliser une étude de faisabilité sur les aspects économiques et techniques mis en jeu par la création d'une raffinerie de sucre à Makatini Flats (Province de Kwazulu-Natal), sur le plan notamment des disponibilités de canne à sucre et de la demande de sucre (TATF)
CÔTE D'IVOIRE	Préparation de projet	Examiner les termes de référence du consultant pour les questions de trafic en ce qui concerne deux études de marchés successives, le projet de concession et la viabilité du financement du projet
ÉRYTHRÉE	Promotion des investissements	Financer une étude sur le secteur privé principalement destinée à en évaluer les opportunités et les contraintes, ainsi que des séminaires pour d'éventuels investisseurs et partenaires commerciaux à Rome, Padoue et Milan
ÉTHIOPIE	Crédit-bail	Évaluer le cadre réglementaire et de marché susceptible d'être nécessaire à la création de la première société de crédit-bail du pays
	IDE	Évaluer le climat de l'investissement ainsi que le processus d'approbation des IDE (FIAS)
	Institutions financières	Conseiller la Bank of Abyssinia sur des questions essentielles affectant ses opérations, notamment le climat des activités bancaires dans le pays, les aspects relatifs à sa structure interne et ce qui a trait aux systèmes informatiques de gestion (TATF)
	Crédit-bail	Réaliser une étude de faisabilité pour la création d'une société de crédit-bail pour biens d'équipement, consistant à évaluer la demande potentielle, à définir le cadre juridique, réglementaire et budgétaire voulu, à faire des recommandations d'ordre opérationnel et gestionnel et à établir des projections financières pro forma (TATF)
GABON	Infrastructure/ privatisation	Aider les autorités à lancer un appel d'offres auprès d'investisseurs présélectionnés pour la privatisation des services d'eau et d'électricité, et à négocier ensuite les aspects techniques et financiers de l'accord de concession avec le soumissionnaire retenu (TATF)
KENYA	Crédit-bail	Aider les pouvoirs publics à établir un cadre juridique et réglementaire pour les activités de crédit-bail
	Marchés financiers	Aider la bourse des valeurs à créer un système de dépôt central
	Marchés financiers	Aider les autorités à établir un cadre juridique et réglementaire pour les organismes de notation
	Privatisation	Évaluer le climat du marché, les problèmes de gestion, les questions d'exploitation, de technologie et d'environnement, les besoins en capitaux et les procédures de passation des marchés pour la privatisation partielle de la Société nationale des postes et des télécommunications (TATF)
LESOTHO	IDE	Procéder à un examen détaillé des facteurs administratifs faisant obstacle à l'investissement privé et de l'actuelle législation en matière d'investissement (FIAS)

Pays	Domaine	Description
MALAWI	Marchés financiers	Aider les pouvoirs publics, en coopération avec Malawi Stockbrokers Limited, à mettre au point un régime d'incitations en vue d'accroître les transactions sur le marché boursier
MALI	IDE	Aider au développement des capacités de l'organisme national de promotion des investissements (FIAS)
MOZAMBIQUE	Préparation de projet	Procéder à l'évaluation d'un projet de fonderie d'aluminium, les résultats de cette étude devant servir au promoteur du projet pour lever des fonds
NAMIBIE	IDE	Recommander des stratégies en vue d'améliorer le cadre d'incitations pour les investissements dans le pays (FIAS)
OUGANDA	IDE	Procéder à un examen détaillé des facteurs administratifs faisant obstacle à l'investissement privé (FIAS)
SIERRA LEONE	IDE	Examiner la législation relative à l'investissement étranger (FIAS)
SWAZILAND	IDE	Passer en revue la législation relative à l'investissement (FIAS)
	Privatisation	Aider à restructurer et privatiser la Société nationale des postes et des télécommunications par un appui technique consistant, outre l'élaboration d'une politique nationale des télécommunications, à passer en revue le réseau et à en estimer la valeur (TATF)
TANZANIE	Infrastructure	Évaluer les options techniques ainsi que les éléments financiers et de marché actuellement en jeu pour la création d'un réseau national de communication de données (TATF)
ZAMBIE	Marchés financiers	Aider les autorités à renforcer le cadre réglementaire applicable aux activités des maisons de réescompte
ZIMBABWE	Marchés financiers	Aider les autorités à établir un cadre juridique et réglementaire pour les organismes de notation
	IDE	Achever le travail entrepris pour améliorer le cadre de politique générale applicable aux investissements privés dans le domaine de l'infrastructure (FIAS)
RÉGION	Marchés financiers	Continuer d'aider les responsables des banques centrales de la région à élaborer un cadre juridique, réglementaire et institutionnel pour le futur marché des valeurs régional
	Marchés financiers	Établir un plan détaillé de la structure financière, opérationnelle et organisationnelle de la future bourse des valeurs régionale (TATF)

FIAS *Service-conseil pour l'investissement étranger*

IDE *Investissement direct étranger*

TATF *Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique*

Membres régionaux
de la SFI

Asie

Bangladesh •

Cambodge • Chine •

Corée, République de

• Fidji • Inde •

Indonésie • Îles

Marshall • Îles

Salomon • Kiribati •

Malaisie • Maldives •

Micronésie, États

fédérés de •

Mongolie • Myanmar

• Népal • Papouasie-

Nouvelle-Guinée •

Philippines •

République démocra-

tique populaire lao •

Samoa-Occidental •

Sri Lanka • Thaïlande

• Tonga • Vanuatu •

Viet Nam





LE miracle économique de l'Asie a perdu un peu de son éclat durant l'exercice 97. La forte impulsion donnée par les exportations s'est ralentie, et un certain nombre de pays ont connu, dans le secteur

financier, des problèmes liés à des engagements de prêts excessifs pour des projets immobiliers en milieu urbain. La croissance économique n'en est pas moins restée vigoureuse, avec une moyenne de 7,3 % pour l'ensemble de la région durant l'année civile 1996, la demande intérieure de biens d'équipement et de consommation ayant continué d'augmenter. Les économies en transition de la Chine et du Viet Nam ont connu, en 1996, l'expansion la plus rapide, avec des taux de croissance de 9,7 % et 9,0 %, respectivement. La Malaisie et l'Indonésie viennent ensuite, avec des taux de croissance de 8,2 % et 7,8 %, respectivement. Les pays d'Asie du Sud sont parvenus à maintenir leur rythme d'expansion en affichant une croissance annuelle supérieure à 6 %. Certaines îles du Pacifique Sud ont également trouvé une nouvelle vigueur, même si la plupart peinent à remettre leur économie sur le chemin de la croissance.

Les autorités budgétaires et monétaires d'Asie ont en majorité continué à faire preuve de prudence, cherchant à tout prix à juguler l'inflation même si cela revenait à sacrifier une partie de la croissance économique. Le taux d'inflation moyen de la région est resté en dessous de 8 %. Les responsables des deux principales économies, la Chine et l'Inde, ont gardé la maîtrise de l'inflation en resserrant la masse monétaire et le contrôle des prix sur certains produits essentiels. La Chine est ainsi parvenue à ramener son taux d'inflation de 14,8 à 6,1 % et l'Inde, de 10,3 à 8,5 %. En revanche, les hausses de prix continuent à être un problème pour la Mongolie (50 %), le Myanmar (25 %) et les économies en transition de la région indochinoise (entre 10 et 15 %).

Dans l'ensemble de la région, les responsables se sont attachés à maintenir l'économie sur la voie d'une croissance stable. Compte tenu des progrès accomplis jusqu'ici, le recul de l'inflation a de bonnes chances de se poursuivre dans la majorité des pays.

Le ralentissement de la progression des exportations de la région (de près de 20 % à moins de 7 %) s'explique à la fois par la légère appréciation de la plupart des monnaies, le ralentissement conjoncturel du secteur électronique et la croissance modérée de la demande en provenance des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le dynamisme de la demande intérieure de biens de consommation et d'équipement a cependant entraîné une augmentation rapide des importations dans plusieurs pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Le déficit de leur balance courante

Tableau 4-1 Asie : Financement des projets (millions de dollars)

	Ex. 97	Ex. 96
Financements approuvés pour le compte de la SFI	790	888
Prêts et swaps	620	737
Participations et quasi-participations	170	151
Mobilisation directe	830	1 885
Syndications de prêts	817	1 875
Garanties d'émission	13	10
Total des financements approuvés	1 620	2 773
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 891	2 489
Prêts	2 284	1 907
Participations	607	582
Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers (participations à des prêts)	3 257	2 517
Total du portefeuille d'engagements	6 148	5 006

s'est par conséquent creusé, suscitant certaines inquiétudes chez les bailleurs de fonds et les investisseurs étrangers. Cela dit, les perspectives de réformes restent solides chez les membres initiaux de l'ANASE — Thaïlande, Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie et Brunéi Darussalam. Non seulement ces pays se sont attachés à abaisser leurs barrières commerciales et à éliminer les facteurs faisant obstacle à l'investissement, mais ils ont aussi convenu d'établir entre eux un mécanisme formel de coopération financière. Conçu avant tout comme un mécanisme de sécurité pour éviter une crise financière du type de la crise mexicaine, ce cadre devrait ultérieurement servir de base à un marché monétaire commun.

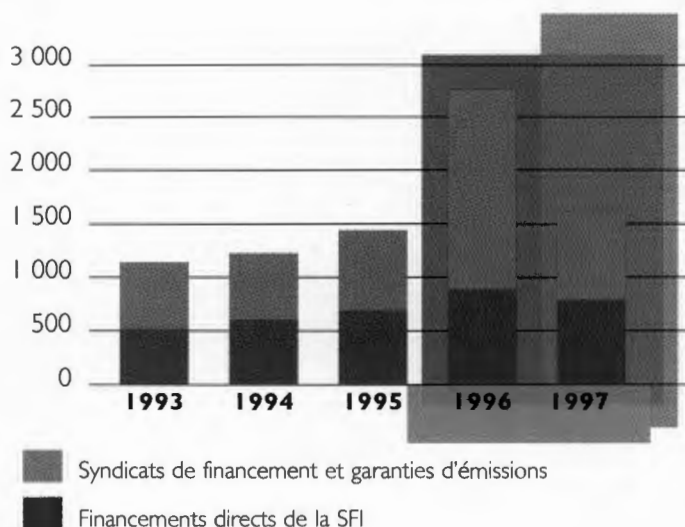
Le processus de privatisation a continué de progresser lentement et de façon irrégulière, les responsables de la plupart des pays n'étant pas convaincus de ce que les avantages économiques et les gains d'efficacité à en attendre compenseraient l'impact négatif de licenciements massifs au plan social. Dans le domaine général des investissements étrangers, la souplesse accrue des règles et règlements a contribué au maintien d'apports relativement importants de capitaux et

à la croissance des investissements intrarégionaux. Si l'intérêt des investisseurs étrangers reste soutenu, les chances de voir se réaliser beaucoup de projets d'investissements seront fonction non seulement d'une forte croissance intérieure et d'un contexte favorable sur les marchés mondiaux, mais aussi de l'amélioration du cadre institutionnel, pour ce qui concerne notamment la protection des droits de propriété, la création d'organismes de réglementation chargés de superviser ce qui était jusque-là des services publics en situation de monopole, la mise en place d'un régime d'imposition et d'incitations stable et transparent, et la libéralisation des prix et du commerce.

Les économies de l'Asie du Sud ont conçu des cadres juridiques pour réglementer les droits de propriété des entreprises et des particuliers, mais leur application reste malaisée. Qui plus est, la mise en place des dispositifs nécessaires aux privatisations a été très lente dans cette partie de la région. En Chine et dans les autres économies en transition de la région indochinoise, malgré les progrès enregistrés dans le développement du secteur privé, les entreprises d'État occupent encore une place importante et s'efforcent d'attirer des investissements étrangers à des conditions qui ont rendu les milieux d'affaires étrangers plus hésitants en 1996-97 que les années précédentes.

La demande de meilleurs services d'infrastructure reste importante dans la région, et nécessite non seulement un volume accru de capitaux privés locaux, mais aussi l'apport de techniques et de capitaux étrangers. S'ils veulent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en matière de production et de transport d'électricité, de raccordements téléphoniques et d'aménagements portuaires, les responsables nationaux devront créer les cadres institutionnels et juridiques voulus pour pouvoir attirer des capitaux. Les pays d'Asie qui ont les premiers recherché les capitaux étrangers privés sont aujourd'hui bien placés pour progresser plus vigoureusement, en utilisant les données d'expérience et les enseignements acquis pour conclure de nouvelles opérations.

Figure 4-1 **Asie : Financements approuvés, Ex. 93-97**
(millions de dollars)



Stratégie d'investissement pour la région

Alors que les nouveaux pays industriels d'Asie font face aux difficultés posées par la gestion d'une économie parvenue à maturité, un ralentissement de la croissance n'est pas à prendre comme un signe de faiblesse. La pause actuelle donne aux plus performants l'occasion de reprendre leur souffle et de corriger certains facteurs de tension économique, tels que les profonds déficits des transactions courantes, les pénuries de main-d'oeuvre qualifiée, les conflits sociaux résultant de l'inégalité croissante des revenus, ou l'insuffisance des infrastructures. Le ralentissement de la croissance économique s'est produit presque exclusivement dans les économies les plus avancées de la région. Leurs voisins moins riches ont enregistré une progression du revenu, en valeur aussi bien absolue que relative.

La stratégie actuellement suivie par la SFI dans la région consiste avant tout à appuyer des projets et institutions qui contribuent à faire face aux problèmes cités plus haut. Elle s'articule autour des principaux objectifs suivants :

- renforcer la concurrence et améliorer la qualité des biens et des services en soutenant les entreprises qui ont le potentiel de briller sur les marchés mondiaux, l'accent étant particulièrement mis sur les exportations,
- promouvoir des projets dans les petites économies émergentes d'Asie, ainsi que dans les régions moins avancées des grandes économies, et renforcer leurs cadres institutionnel et juridique au moyen de l'assistance technique,
- intensifier le rôle de la SFI en faveur du financement privé des secteurs de la santé et de l'éducation, en mettant particulièrement l'accent sur les programmes de formation qui fournissent les compétences requises sur des marchés du travail de plus en plus élaborés,
- soutenir les tentatives faites par les gouvernements pour accélérer la participation du secteur privé aux projets d'infrastructure, et concentrer l'action dans les secteurs d'activité et les économies dotés de cadres réglementaires viables,
- favoriser l'expansion et la modernisation des structures agro-industrielles, en appuyant les

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont le principal moteur de la croissance et de la revitalisation des petites économies où, la plupart du temps, les grandes entreprises privées ne sont pas commercialement viables. C'est pourquoi la SFI s'efforce de favoriser l'expansion des PME en mettant en place des services spécialement adaptés à leurs besoins. Au cours de l'exercice 97, elle a créé un service de ce type en Indochine et approuvé le projet d'extension d'un autre service dans les îles du Pacifique, l'objectif étant, dans les deux cas, d'aider les chefs d'entreprise à préparer des plans d'exploitation, à identifier des partenaires potentiels et à obtenir des financements.

Le Fonds d'investissement pour les îles du Pacifique (PIIF) effectue des investissements compris entre 100 000 et 500 000 dollars dans des entreprises privées au moyen de divers instruments allant d'actions préférentielles en monnaie nationale remboursables au gré de la société à des prêts subordonnés libellés en dollars. Le PIIF fournit une assise financière solide aux projets viables, aidant ainsi les entreprises qui disposent de fonds propres limités et d'un accès restreint aux crédits commerciaux. Il complète les activités de conseil du Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF), un service de préparation de projets financé par divers bailleurs de fonds et basé à Sydney (Australie). Pour mieux servir cette région, une mission résidente du SPPF a été établie en février 1997 à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Durant l'exercice 97, le PIIF a effectué trois investissements : en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa-Occidental et le troisième aux Fidji.

Au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam, le Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong (MPDF) aide les PME à préparer et financer des plans d'exploitation. Il s'attache à renforcer les institutions locales qui s'occupent des PME en organisant des activités de formation à l'intention des consultants et chargés de prêts locaux, tirant le meilleur parti des ressources dont il dispose en travaillant en étroite collaboration avec des organismes professionnels, d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale et des organisations non gouvernementales. Des missions ont été établies à Hanoi et Hô Chi Minh-Ville durant l'exercice 97.

La SFI assure la gestion du MPDF et a contribué pour 4 millions de dollars à sa dotation de 25 millions de dollars sur cinq ans ; plusieurs grands donateurs bilatéraux en financeront le solde. La SFI fournira en outre 5 millions de dollars à titre de capital de démarrage par le biais de la ligne de financement du Mékong pour aider à mobiliser des capitaux en faveur des PME, et elle complétera les activités d'assistance technique du MPDF pour renforcer les entreprises privées locales.

- firmes qui lancent des projets visant à produire pour l'exportation ou à remplacer efficacement des produits d'importation,
- renforcer les institutions financières de base et les marchés financiers émergents des pays d'Asie en développement,
- appuyer le développement de marchés des titres participatifs et obligataires locaux plus perfectionnés au niveau des économies dotées de systèmes financiers complets et bien établis.

Dans le domaine très divers des industries de biens intermédiaires, un objectif majeur pour la SFI est de guider le développement des entreprises

Encadré 4-2 **Projet régional de Gleneagles en Asie : Centres de diagnostic médical**

Durant l'exercice 97, la SFI a approuvé un projet visant à créer, dans les quatre années à venir, une vingtaine de centres privés de diagnostic médical dans divers pays en développement d'Asie, pour un coût total de 60 millions de dollars. Ces centres fourniront les services médicaux et diagnostiques de haute qualité dont ont tant besoin les pays concernés, notamment en matière d'analyses de laboratoire et d'imagerie médicale. Une holding singapourienne contrôlée par Gleneagles et la SFI réalisera les investissements voulus dans chaque établissement, en coentreprise avec des partenaires locaux.

Gleneagles, promoteur de l'opération et premier groupe hospitalier de Singapour, a déjà mené à bien la création de son premier centre de diagnostic en Indonésie. Le projet se concentre à présent sur la Chine, où la holding fera équipe avec des investisseurs régionaux chinois bien implantés localement.

Ce projet est une occasion rare d'effectuer dans plusieurs pays une série de petits investissements dans un secteur social à haute priorité. Il permettra en outre de prendre pied à peu de frais sur le marché local, et offrira un outil d'investissement souple, susceptible de déboucher sur des investissements plus substantiels, y compris pour des hôpitaux, une fois le marché bien établi.

Un certain nombre de prolongements à ce projet sont prévus, tels que la création de centres de diagnostic à faible coût dans des zones urbaines et rurales à faible revenu. Le projet permettra d'exposer les médecins et le personnel médical des pays concernés aux techniques modernes de diagnostic et aux méthodes de gestion professionnelles, et de démontrer l'importance de diagnostics et de traitements médicaux de haute qualité.

asiatiques qui ont un potentiel de croissance alors qu'elles passent du statut d'affaires familiales ou sous le contrôle d'une personne à celui de sociétés par actions gérées par des professionnels. Ceci vaut aussi bien pour les économies qui ont toujours fonctionné selon les lois du marché que pour celles dirigées de manière centralisée. Au niveau de celles-ci, la SFI a pour tâche supplémentaire d'appuyer la réforme et la privatisation des entreprises publiques. La SFI participe actuellement à plusieurs coentreprises internationales faisant intervenir des partenaires solides, qui apportent des moyens technologiques modernes et des compétences en matière de marketing international.

Afin de répondre comme il convient aux exigences des clients de moindre envergure dans la région, la SFI a compris qu'il lui faut peut-être, pour améliorer la réserve de projets viables dans ces économies, commencer par aider à la préparation de projet, et investir ensuite, de manière sélective, dans les entreprises prometteuses. C'est dans cet esprit qu'ont été créés, en 1990, le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF) et, en 1996, un organisme analogue pour les économies de la région du Mékong (encadré 4-1). Tout en étudiant cette dernière initiative dans le contexte des îles orientales de l'Indonésie et méridionales des Philippines, la SFI s'est aussi attachée, d'une manière de plus en plus active, à rechercher des possibilités d'investissements viables dans l'intérieur de la Chine et à diversifier ses activités en Inde. Elle prévoit de colla-

borer avec la Banque mondiale pour certaines de ces opérations.

Le Groupe de la Banque fournit depuis longtemps un appui aux secteurs de la santé et de l'éducation en Asie. N'étant plus du domaine exclusif de l'investissement public, les soins médicaux et l'éducation attirent de plus en plus des intérêts privés. La SFI participe actuellement à un certain nombre de projets d'hôpitaux et de dispensaires en Asie du Sud-Est, et a également des projets en préparation en Asie de l'Est et du Sud (encadré 4-2). L'évolution est la même dans le secteur de l'éducation. Les risques et bénéfices qui attendent les investisseurs privés dans ces deux domaines ne sont pas encore parfaitement connus, et c'est pourquoi la SFI a fait réaliser des études à ce sujet.

Dans la quasi-totalité des pays d'Asie, la participation du secteur privé aux services d'infrastructure est désormais une chose qui va de soi. Bien qu'il existe une énorme demande potentielle d'investissements dans l'électricité, les transports et les télécommunications en Chine et en Inde, le rôle du secteur privé y a été limité par un certain nombre de facteurs. À mesure que la situation s'améliorera dans ces pays, la SFI investira nettement plus que lors de l'exercice 97. Des projets de plus grande envergure aux Philippines et en Indonésie feront l'objet d'une attention accrue, de même que ceux concernant des pays plus petits, notamment dans la région du Mékong. Des capitaux privés sont disponibles là où les règles sont bien établies et le risque

politique acceptable, et il appartient donc à la SFI de rechercher les domaines d'infrastructure à soutenir en particulier. L'appui en question pourra prendre des formes diverses allant de la fourniture de conseils en matière de privatisation à la mobilisation de différents partenaires pour le financement de projets à long terme.

La croissance des revenus et l'urbanisation engendrent d'importantes mutations de la demande dans l'ensemble de la région. La modification des habitudes alimentaires chez un nombre croissant de consommateurs rend les produits à base de blé, la viande et les produits laitiers de plus en plus populaires. Cette situation contraint les économies à augmenter leur production locale de fourrage, de viande et de produits laitiers, à accroître l'efficacité de leurs entreprises agro-industrielles et à améliorer leurs infrastructures pour abaisser les coûts d'accès aux marchés mondiaux des céréales et des protéines. Dans ces conditions, l'Asie du Sud et de l'Est se révèle être un terrain propice aux investissements de la SFI dans l'agro-industrie. L'afflux massif de capitaux étrangers privés dans les pays les plus avancés limitera certainement le rôle que peut y jouer la SFI, mais des possibilités continueront à se présenter à elle dans la plupart des économies en transition.

Le degré inégal de développement des marchés financiers en Asie exige, de la part de la SFI, le recours à des stratégies variées pour améliorer l'intermédiation financière. Dans les pays dotés d'un secteur bancaire et de marchés des valeurs plus développés (Inde, Indonésie, Thaïlande, Malaisie et Philippines, par exemple), la SFI s'attache à répondre à la demande accrue de financements à plus long terme pour faire face aux besoins d'infrastructure, à améliorer l'intégration aux marchés internationaux et à fournir une assistance technique pour la mise en place de nouveaux instruments financiers. En Chine et au Viet Nam, elle prévoit de travailler avec les pouvoirs publics et de recourir à l'assistance technique pour favoriser le renforcement des établissements bancaires, des organismes de crédit-bail et des maisons de titres. Dans les pays dotés de systèmes financiers rudimentaires, la SFI peut contribuer à la refonte des structures institu-



tionnelles. Au rang des projets envisageables figure le développement d'institutions dans les domaines des banques commerciales, du crédit-bail, des titres, du financement du logement et des assurances.

Programmes-pays

Durant l'exercice 97, la Société a approuvé, pour la région Asie, 790 millions de dollars d'investissements pour son propre compte et 830 millions de dollars de syndicats et de garanties d'émissions au titre de 50 projets dans 12 pays, et de quatre projets régionaux (figure 4-1). Lors de l'exercice précédent, elle avait approuvé 50 projets dans 12 pays, et trois projets régionaux. Au 30 juin 1997, le portefeuille de la SFI dans cette région comprenait 2,9 milliards de dollars d'engagements pour son propre compte dans 237 sociétés de 18 pays, contre 213 sociétés de 19 pays un an auparavant (tableau 4-1). Le montant de ses engagements bruts en Asie, y compris les apports de tous les autres participants

INSPECTEUR VIETNAMIEN
AU TRAVAIL SUR LE PORT
DE BARIA SERECE, DONT
LA SFI A FINANCÉ L'AMÉ-
NAGEMENT DANS LA
ZONE INDUSTRIELLE DE
PHU MY, AU SUD DE HÔ
CHI MINH-VILLE

Encadré 4-3 Chine : De l'arboriculture à la fabrication d'agglomérés

La société Plantation Timber Products Holdings Ltd. (PTPH) a lancé la seconde phase de son programme d'établissement de plusieurs usines modernes de fabrication de panneaux de fibres de bois moyenne densité (panneaux MDF) dans l'intérieur de la Chine. Ce projet entièrement nouveau, d'un coût de 57 millions de dollars, permettra la fabrication et la vente de 110 000 mètres cubes de panneaux MDF par an. L'objectif est d'approvisionner en panneaux MDF de haute qualité les secteurs du bâtiment et de l'ameublement, qui sont en plein essor en Chine, d'offrir un débouché commercial aux plantations arboricoles développées sur des bases viables depuis dix ans avec l'appui de la Banque mondiale et des autorités chinoises, d'en établir de nouvelles, et d'assurer le transfert de techniques de gestion et de commercialisation internationales à l'intérieur de la Chine. Le dernier projet en date, PTP-Hubei Ltd., est basé à Shishou, dans la province de Hubei, une région de l'intérieur dont le développement économique accuse du retard par rapport aux provinces côtières.

Le projet créera des emplois et contribuera à améliorer le bien-être de centaines de milliers d'exploitants, pour lesquels la plantation d'arbres deviendra une importante source de revenus. En termes d'emplois directs, il concerne plus de 300 employés, qui recevront en outre une formation.

PTPH s'est lancée dans la fabrication de panneaux MDF en 1994. L'année suivante, la SFI a accepté d'investir dans PTP-Leshan Ltd., le premier projet de fabrication de la firme PTPH en Chine. L'investissement de la SFI dans PTP-Hubei pour l'exercice 97 a pris la forme d'un prêt A et d'un prêt B de 38 millions de dollars au total. La Société a également approuvé un investissement supplémentaire (prêt et participation) de 5,7 millions de dollars pour PTP-Leshan et les autres activités de PTPH.

Cette dernière a défini une stratégie globale de gestion environnementale pour l'ensemble de ses installations et encouragé l'application de techniques écologiquement viables dans ses plantations. Des mesures y sont prises pour minimiser les déchets, contrôler la pollution atmosphérique et les fumées résultant de la transformation du bois, traiter les eaux usées avant leur rejet et contrôler les performances environnementales des installations

à ses prêts B syndiqués, s'élevait à 6,1 milliards de dollars à cette même date.

En Chine, les principaux indicateurs macroéconomiques ont continué à s'améliorer après l'atterrissage en douceur réussi au cours de l'exercice précédent. Son PIB réel a progressé de 9,7 %, tandis que l'inflation tombait à 6,1 %. Ses échanges avec l'extérieur n'ont progressé que de 3,2 %, du fait d'une baisse de la demande intérieure, d'un ralentissement sur les marchés d'exportation et d'une réduction des incitations fiscales. Sa balance commerciale est restée vigoureuse, avec un excédent de 12,3 milliards de dollars. Ses entrées de capitaux étrangers ont augmenté de 14,2 %, poursuivant ainsi la tendance soutenue de ces dernières années, et l'utilisation d'investissements directs étrangers s'est chiffrée à 42,3 milliards de dollars pour 1996. Malgré ses bons résultats sur le plan macroéconomique, la Chine doit encore relever d'importants défis d'ordre structurel, particulièrement en ce qui concerne la réforme des entre-

prises publiques, la libéralisation du secteur financier et la répartition du revenu, domaine dans lequel il convient de corriger l'écart important existant entre citadins et ruraux et entre les provinces côtières et celles de l'intérieur.

Les priorités de la SFI en Chine restent les suivantes : développer les financements avec droit de recours limité ; encourager les branches d'activité capables d'affronter la concurrence internationale en attirant des promoteurs étrangers compétents, particulièrement dans les provinces intérieures ; aider à restructurer les entreprises d'État ; soutenir le développement des secteurs non étatiques de l'économie nationale ; et promouvoir l'essor des marchés financiers. À l'appui du développement des régions intérieures, la SFI a approuvé le financement d'un projet de 57 millions de dollars portant sur la fabrication de panneaux de fibres de bois moyenne densité (panneaux MDF) à Shishou, dans la province de Hubei (encadré 4-3). Durant l'exercice 97, la SFI a également approuvé une ligne de crédit de

30 millions de dollars en faveur d'une société de financement privée, ce qui représente pour elle une percée importante sur les marchés des capitaux en Chine. Au total, elle a approuvé pour ce pays neuf projets, représentant un investissement net de 133,6 millions de dollars. Les principaux secteurs visés sont restés l'industrie manufacturière et l'agro-industrie.

Dans le contexte de l'Initiative pour l'élargissement de son champ d'action, la Société a approuvé son premier projet en Mongolie, et elle a en préparation pour ce pays plusieurs autres projets destinés à renforcer les activités dans lesquelles il présente un avantage compétitif (encadré 4-4). Bien que confrontées au double problème d'une inflation élevée et d'une faible croissance, les autorités nouvellement élues ont pris plusieurs initiatives d'ordre législatif qui feront passer ce pays d'un système centralisé à une économie de marché dans les années qui viennent.

En Asie du Sud, les économies du sous-continent indien ont fait preuve d'une solidité remarquable dans un contexte politique difficile. Le Bangladesh et l'Inde ont tous deux changé de gouvernement, tandis que Sri Lanka continuait à être en proie à la guerre civile. Le fort taux de croissance enregistré par l'Inde, 6,8 % selon les estimations, est particulièrement surprenant au regard des politiques de resserrement du crédit imposées à la fin de 1995 pour combattre l'inflation. L'année a été exceptionnelle pour l'agriculture comme pour un certain nombre de secteurs industriels, notamment ceux des biens de consommation durables et d'équipement. Au Bangladesh, l'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale, au milieu de 1996, a permis à l'économie de bénéficier d'un répit dans le climat politique troublé. Des projets d'investissement longtemps reportés ont été relancés. Mais avec la réduction de l'aide étrangère, les importations ont dû être limitées, ce qui a ramené la croissance intérieure à moins de 5 %. Sri Lanka a connu des contraintes analogues au niveau de sa balance extérieure, ce qui a également donné un coup de frein à la croissance. De plus, l'ampleur des dépenses publiques a maintenu le déficit budgétaire et l'inflation à des niveaux élevés.

En Inde, la SFI a fourni un appui à l'industrie manufacturière et approuvé de grands projets dans les domaines de l'acier et de la fibre de verre durant la première moitié de l'exercice 97. En infrastructure, la SFI a approuvé un projet destiné à promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie en contribuant à l'établissement d'une société de service dans ce domaine. Elle a par ailleurs lancé son premier projet hospitalier en Inde. Dans le secteur financier, la Société a soutenu les efforts entrepris par plusieurs sociétés de crédit-bail pour diversifier leurs activités en finançant des équipements et matériels touchant à l'infrastructure. Au Bangladesh, elle a décidé d'investir dans un

Encadré 4-4 Mongolie : Fabrication de vêtements en cuir

Le premier investissement de la SFI en Mongolie — et l'un des tout premiers projets privés réalisés dans ce pays avec l'appui d'un organisme multilatéral — va permettre à G&M Industrial Co. Ltd., la plus grande tannerie privée du pays, d'étendre ses activités. Dans un pays où le nomadisme pastoral constitue le mode de vie d'un tiers de la population, ce projet s'appuie sur le secteur dans lequel la Mongolie jouit d'un net avantage comparatif : l'élevage.

Coentreprise germano-mongole, G&M prévoit de construire, pour un coût de 3,5 millions de dollars, une usine d'assemblage de vêtements en cuir d'une capacité de production de 80 000 vêtements par an. La SFI a accordé un prêt de 1,45 million de dollars et pris une participation de 300 000 dollars. G&M utilisera les cuirs d'ovins et de caprins de qualité supérieure tannés sur place, une main-d'oeuvre qualifiée et l'appui de techniciens allemands spécialisés en tannerie, couture et marketing. Les produits finis seront d'abord vendus sur le marché intérieur chinois et les marchés d'exportation régionaux, plus particulièrement ceux de Sibérie, de Russie et de Mongolie intérieure (Chine). Les exportations vers les marchés européens seront développées ultérieurement.

Le projet va dans le sens des objectifs de l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » consistant à fournir un appui financier et technique à des petites entreprises privées. Il procure en outre une valeur ajoutée au secteur de l'élevage de Mongolie et permet à celle-ci d'introduire ses produits sur les marchés internationaux.

On s'attend à ce que ce projet ait un fort effet de démonstration et ouvre la voie à d'autres investissements analogues dans le pays. Outre l'octroi d'un prêt à long terme, type de financement non disponible auprès des milieux financiers locaux ou des créanciers étrangers, la SFI a pris part à la mise au point du projet. Elle a aussi aidé les organismes gouvernementaux à se familiariser avec les mécanismes et les règles de financement par l'emprunt sur les marchés internationaux.

Le redressement des pays du Mékong, au sortir d'une période de conflits armés et de ravages, a réveillé l'intérêt des touristes dans cette région. Avec l'aide de la SFI, un nouvel hôtel de 150 chambres va être construit à Siem Reap (Cambodge), près du site du patrimoine mondial que constitue Angkor Vat. Premier établissement international de catégorie moyenne à y ouvrir ses portes, cet hôtel permettra de faire face à l'augmentation attendue du nombre de visiteurs.

L'hôtel Angkor Novotel sera le premier investissement de la SFI au Cambodge, démontrant ainsi la détermination de celle-ci à financer des projets offrant un avantage compétitif intrinsèque mais confrontés à un contexte difficile et incertain. La SFI a contribué de manière importante à minimiser l'impact de ce projet sur l'environnement en collaborant étroitement avec le promoteur pour choisir un emplacement hors de la zone archéologique protégée.

En RDP lao, la SFI prévoit d'accorder un prêt de l'ordre de 1 million de dollars à la société d'investissement étrangère Belmont Hotel Investments Ltd. pour la rénovation d'un hôtel des années 30, le Settha Palace, à Vientiane. Le réaménagement de cet hôtel de 43 chambres coïncide avec une augmentation du flux de visiteurs dans la capitale laotienne. Le propriétaire de Belmont, un Laotien vivant à l'étranger, a loué l'immeuble à l'État. On espère que le travail préparatoire effectué durant l'exercice 97 débouchera sur le premier investissement de la SFI en RDP lao, ce qui représentera pour elle un accès initial à une économie en transition qui est en train de s'ouvrir à l'investissement privé.

projet privé d'exploration et de mise en valeur des ressources en gaz, à Jalalabad, le tout premier projet de ce type entrepris dans le pays. Elle a en outre participé à la mise en place d'une société de crédit immobilier regroupant des intérêts indiens et bangladais. À Sri Lanka et au Népal, bien que les possibilités d'investissement soient restées limitées, la SFI a néanmoins pu établir un lien intrarégional en s'associant à un investissement pakistano-sri-lankais dans le secteur de l'emballage et en acceptant d'accorder un financement à long terme à une coentreprise népal-coréenne portant sur la création d'une banque commerciale au Népal. Elle a intensifié son effort de recherche de projets de moindre envergure en Asie du Sud. À titre d'exemple, elle a fourni un appui à une coentreprise sri-lankaise et japonaise spécialisée dans les opérations d'affacturage à l'exportation.

Le ralentissement des échanges internationaux dans la région a eu un impact différent sur les économies de l'Asie du Sud-Est, les exportations ayant joué un rôle particulièrement déterminant dans leur développement. En Thaïlande, la conjugaison de divers problèmes dans le secteur financier a entraîné un ralentissement global de l'activité, alors qu'en Indonésie, la vigueur persis-

tante des investissements étrangers et locaux a permis une poursuite de la croissance. Aux Philippines, dix années de réformes structurelles ont amélioré les perspectives de croissance soutenue, laquelle a atteint 5 % en 1996. L'accroissement des déficits commerciaux et le manque de recettes budgétaires ordinaires restent certes des sujets de préoccupation pour ce pays, mais le pragmatisme de sa gestion macroéconomique lui a valu de continuer à attirer un volume accru d'investissements étrangers et intérieurs. On s'attend en outre à ce que la main-d'œuvre qualifiée et les organismes de formation expérimentés dont disposent les Philippines contribuent de façon cruciale au maintien d'une croissance soutenue de la production intérieure et des exportations.

Fidèle à son objectif consistant à soutenir des entreprises en passe de devenir concurrentielles à l'échelle internationale, la SFI a réalisé de nombreux investissements en Indonésie, en Thaïlande et aux Philippines dans les domaines les plus divers : transformation d'aluminium, fabrication de produits pétrochimiques et de savon, et banques commerciales. En Indonésie, elle a fourni 158 millions de dollars pour des projets d'un coût global supérieur à 607 millions de dollars. En Thaïlande, elle a introduit un intermédiaire thaïlandais auprès d'institutions financières étrangères privées. Aux Philippines, son programme a porté sur des approbations de financements dans le transport maritime, la pétrochimie et les télécommunications. Sa contribution nette est ainsi passée à 111 millions de dollars, pour des projets d'un coût global de près de 665,1 millions de dollars.

Face aux problèmes que pose à ses yeux la répartition des revenus dans la région et à la nécessité de décentraliser son action hors des grands centres urbains des pays de l'ANASE, la SFI étudie actuellement la possibilité de créer un service de promotion des investissements pour les îles périphériques d'Indonésie et des Philippines. Cette initiative particulière prendrait pour modèle le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (SPPF), qui a fourni une assistance technique à des petites et moyennes entreprises (PME) pour



des projets d'un coût compris entre 250 000 dollars et 5 millions de dollars. Durant l'exercice 97, la SFI a autorisé l'octroi de 6 millions de dollars supplémentaires au Fonds d'investissement pour les îles du Pacifique (PIIF), instrument participatif qui appuie activement certains projets préparés par le SPPF. Les principales réalisations de ce fonds et le lancement du Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong (MPDF) sont décrits dans l'encadré 4-1.

Les petites économies en transition de l'Asie du Sud-Est — le Viet Nam, le Cambodge et la RDP lao — ont connu une forte croissance économique en 1996, mais elles ont continué d'enregistrer une inflation à deux chiffres, avec un taux moyen de 12 %. En outre, le déficit de la balance courante du Viet Nam s'est creusé, pour atteindre le chiffre sans précédent de 12 % du PIB, l'industrialisation rapide du pays ayant nécessité des importations accrues de biens d'équipement.

Dans la RDP lao et au Cambodge voisins, cependant, les importations ont progressé à un rythme légèrement moins élevé et les déficits courants n'ont pas dépassé 5 % du PIB. La SFI a continué à participer activement au développement de l'économie vietnamienne, et accepté de financer des projets dans les secteurs du bâtiment, de l'agro-industrie et du tourisme. Elle a notamment apporté son appui à la toute première entreprise conjointe à capitaux 100 % privés dans ce pays. Dans le contexte de l'initiative pour « l'élargissement de son champ d'action », la Société a prêté une attention particulière à la RDP lao, au Cambodge et à la Mongolie. Elle a approuvé son premier investissement au Cambodge, un projet d'appui au développement du tourisme à Siem Reap (encadré 4-5).

Assistance technique et services-conseils

Dans le cadre de ses activités de conseil, la SFI s'est essentiellement attachée à aider plusieurs

À DJAKARTA, DIX ANNÉES DE DÉRÈGLEMENTATION ONT FAVORISÉ UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DONT TÉMOIGNE CETTE VUE PANORAMIQUE D'UNE MÉTROPOLE JEUNE ET DYNAMIQUE

économies de la région à améliorer leur système financier, leur cadre juridique, leur régime d'incitations à l'investissement et leurs programmes de privatisation. Ses services de conseils financiers aux entreprises ont contribué à la privatisation des services d'eau et d'assainissement du Grand Manille, projet qui constitue, à certains égards, la plus grande opération de ce type menée au monde (encadré 4-6). En Inde, la SFI a entrepris deux projets consultatifs. Le premier concernait une opération d'alimentation en eau financée par des intérêts privés à Cochin, dans l'État méridional de Kerala, et consistant à fournir de l'eau à un groupe d'utilisateurs industriels à des conditions commerciales et un gros volume d'eau non traitée au service local des eaux à un coût nominal. En mars 1997, les pouvoirs publics ont accepté la stratégie d'exécution du projet que la SFI leur avait soumise. Le second projet consistait à réaliser des études de marché et de trafic pour deux sites pilotes devant faire l'objet d'un programme d'aménagement par des intérêts privés dans l'État occidental de Gujarat, où les conditions difficiles du milieu marin se traduisent par des coûts de développement très élevés.

Dans le secteur des marchés financiers, la SFI a renforcé son appui institutionnel aux économies en transition. En Chine, elle a mené à bien le programme d'assistance technique consistant à améliorer la réglementation en matière de crédit-bail et le projet de loi sur les valeurs mobilières. À la suite du travail entrepris en 1996 auprès de la Shanghai City United Bank, elle prépare à présent une seconde phase pour ce projet, axée sur les opérations internationales, l'analyse des risques de crédit et certains autres domaines d'analyse propres aux banques commerciales. Un programme analogue a été lancé cette année auprès de la Beijing City United Bank. En Thaïlande, la SFI a aidé au développement du marché obligataire local en participant à l'élaboration du cadre juridique et réglementaire applicable aux opérations de titrisation.

Le Viet Nam, soucieux de s'intégrer plus pleinement à l'économie mondiale, prend actuellement des mesures pour développer ses

marchés des valeurs et permettre ainsi à ses entreprises de disposer de sources de financement. Sous les auspices du Fonds fiduciaire japonais de portée générale et du Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique, la SFI et la Commission nationale des valeurs mobilières du Viet Nam ont mis sur pied plusieurs programmes de formation à la réglementation des marchés des valeurs à Hanoi et Hô Chi Minh-Ville. Cette formation porte sur les principes et les notions qui ont été appliqués avec succès dans d'autres pays par les autorités compétentes en la matière. La plupart des participants à ces stages sont appelés à devenir les futurs cadres et agents de la Commission nationale des valeurs mobilières.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), géré conjointement par la SFI et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), a poursuivi son approche diversifiée consistant à répondre à la multiplicité des besoins présentés par les différents pays. La Chine a fait appel à ses services pour ce qui concerne le traitement des succursales de firmes étrangères opérant sur son territoire, et a également reçu un appui pour l'amélioration de son système de données en matière d'investissements directs étrangers.

En Mongolie, le gouvernement nouvellement élu a demandé au FIAS de passer en revue son régime d'incitations aux investissements étrangers et ses institutions compétentes en la matière. Plusieurs pays insulaires du Pacifique ont obtenu le concours du Service pour l'élaboration de législations mieux adaptées à leur superficie limitée et à leurs possibilités d'investissement réduites. Aux Philippines, le FIAS a aidé les autorités à apporter au cadre juridique et réglementaire les améliorations voulues pour pouvoir attirer de façon durable des investissements directs étrangers dans le domaine de l'infrastructure. Au Népal, il a réalisé une étude sur le régime des incitations aux investissements.

Outre ses activités de services-conseils à l'échelon des pays, le FIAS a organisé, en fin d'année, sa traditionnelle table ronde régionale.

Encadré 4-6 Philippines : Privatisation sans précédent dans le secteur de l'eau

En janvier 1997, la ville de Manille a fait un grand pas en vue d'éviter une crise potentielle lorsque, conseillée par le Département des services de gestion financière aux entreprises de la SFI, elle a ouvert les propositions de quatre soumissionnaires dans le cadre d'un appel d'offres international pour la privatisation de sa compagnie d'eau et d'assainissement, MWSS (Metropolitan Waterworks and Sewerage System). Il s'agissait de la plus grande opération de ce type jamais menée en Asie et, à certains égards, au monde.

MWSS, l'entreprise publique chargée de fournir les services d'eau et d'assainissement aux 11 millions d'habitants de Manille, avait invité des groupes privés spécialisés à soumissionner pour deux contrats de concession de 25 ans portant, respectivement, sur les secteurs Ouest et Est de la ville. À l'heure actuelle, 67 % seulement des habitants de Manille sont approvisionnés en eau, et moins de 10 % des logements sont raccordés au réseau d'égouts. En outre, la majorité de l'eau produite n'est jamais facturée, pour diverses raisons (fuites, comptage inadéquat, vols). Dans le cadre de l'appel d'offres, quatre groupes de soumissionnaires présélectionnés, comprenant chacun une société philippine de premier plan et une compagnie des eaux étrangère, ont présenté des offres pour chacune des deux zones de concession. Les deux consortiums retenus, Benpres Corp. (Philippines) et Lyonnaise des Eaux (France) pour la partie Ouest, et Ayala Corp. (Philippines) et International Water (Royaume-Uni et États-Unis) pour la partie Est, ont présenté des offres assorties de tarifs représentant en moyenne 42 % des tarifs actuels.

Une fois en place en août 1997, les deux nouveaux concessionnaires seront entièrement chargés de l'exploitation des réseaux d'eau et d'assainissement et des investissements correspondants. MWSS assumera alors le rôle d'organisme de réglementation, chargé de contrôler et de faire appliquer les accords de concession.

Aux termes de ces contrats, les opérateurs privés doivent fournir des services d'eau conformes aux normes internationales (en termes d'accès et de pression) d'ici trois ans, permettre à tous les habitants de Manille d'y avoir accès d'ici dix ans, et assurer une large couverture des besoins en matière d'assainissement à la conclusion de la période de concession de 25 ans. On estime à 7 milliards de dollars le coût de ces améliorations pour toute la durée du projet.

C'est en 1995 que le Président philippin a lancé le processus de privatisation. Après avoir été désignée comme conseiller principal pour l'opération en novembre 1995, la SFI a fourni une aide à MWSS pour tous les aspects de la phase préparatoire, et organisé ensuite l'appel d'offres. L'ensemble du processus, de la désignation de la SFI à l'attribution des concessions, n'a duré que 14 mois. Par la suite, MWSS a engagé la SFI à titre de conseiller financier pour un autre contrat, de type construction-exploitation-transfert, portant sur la fourniture de 300 millions de litres par jour d'eau traitée dans la zone desservie, volume qui vient s'ajouter aux quantités d'eau non traitée déjà fournies aux concessionnaires.

Réunissant plus d'une cinquantaine de hauts fonctionnaires et hommes d'affaires de premier plan, cette table ronde a porté sur le rôle joué par les pouvoirs publics en Asie pour encourager

les sorties d'investissements directs étrangers. Les participants ont discuté des implications qu'ont ces sorties, ainsi que des tendances et de l'évolution auxquelles ils s'attendent à cet égard.

A S I E
**PROJETS APPROUVÉS DURANT
L'EXERCICE 97**
(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
BANGLADESH								
Bangladesh Leasing Co.	Créer une société de crédit-bail	3,50	0,45	0,00	0,00	3,50	7,45	10,5
Delta Brac Housing Corp.	Créer une société de crédit immobilier	2,50	0,69				3,19	13,0
Jalalabad Gas	Évaluer et développer le gisement de gaz naturel de Jalalabad dans le cadre d'une coentreprise individuelle		15,00				15,00	80,0
Scancem Cement	Assurer l'importation, l'emballage et la distribution de ciment	11,00	1,25				12,25	35,0
Sena Hotel Developments Ltd.	Construire et exploiter un hôtel de classe internationale de 205 chambres à Dhaka	6,00					6,00	20,1
CAMBODGE								
SLP Investments Ltd.	Construire et exploiter un hôtel de 150 chambres à Siem Reap	5,25				2,25	7,50	15,0
CHINE								
Beijing Chinafarge Cement Ltd.	Construire une fabrique de ciment de qualité supérieure	12,80				20,00	32,80	75,5
Der Kwei Industrial (Shanghai) Co. Ltd., DKI (Shenzhen) Co. Ltd., & DK Overseas Investment (HK) Ltd.	Renforcer les capacités de production de conteneurs en plastique pour produits de beauté dans les régions de Shanghai et de Shenzhen	25,00	5,00			71,00	101,00	178,0
Hangzhou Dongfeng Nissan Diesel Motor Co. Ltd.	Construire et exploiter une fabrique de châssis pour poids lourds et autocars	20,20				27,00	47,20	86,6
Liaocheng Jiaming Industry and Commerce Co. Ltd.	Rénover et agrandir un élevage intégré de volailles exploité en coentreprise à Liaocheng (Province de Shandong)	18,00				18,00	36,00	63,0
Ningbo Taihang Agricultural Products Co. Ltd.	Construire et exploiter une champignonnière équipée de 250 serres pour la culture de shiitake destinés à l'exportation vers le Japon		2,00				2,00	14,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
CHINE, suite								
Orient Finance Co.	Apporter un financement aux fins de rétrocession à des PME, première opération menée par la SFI avec une entreprise privée chinoise	10,00				20,00	30,00	30,0
Plantation Timber Products Holdings Ltd., PTP-Hubei Ltd., PTP-Leshan Ltd.	Créer plusieurs fabriques de panneaux de fibre de bois moyenne densité dans l'intérieur du pays	17,20	1,50			25,00	43,70	88,6
Shanghai Malayan Flour & Food Co. Ltd.	Privatiser, moderniser et agrandir une minoterie	14,00				14,00	28,00	28,0
Suzhou Huasu Plastics Co., Ltd.	Apporter des fonds supplémentaires pour la construction d'une usine de PVC d'une capacité de 100 000 tonnes par an	7,90				6,40	14,30	93,4
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE								
Hana Bank	Souscrire à une émission de droits à titre d'appui à une société dans laquelle la SFI avait investi pour la première fois aux alentours de 1971		0,65				0,65	64,0
INDE								
Asian Electronics Ltd., Eurolight Electricals Private Ltd., & Steuerung Anlage Private Ltd.	Créer une société de services dans le domaine énergétique destinée à offrir des prestations en matière de gestion de la charge et d'économies d'énergie aux offices d'électricité des États et aux grandes sociétés industrielles	16,00	5,60				21,60	86,0
CEAT Financial Services Ltd.	Fournir une ligne de crédit aux fins de rétrocession de prêts aux PME pour la location et l'achat d'équipement	20,00					20,00	20,0
Duncan Gleneagles Hospitals Ltd.	Construire et exploiter un hôpital privé polyvalent de 270 lits à Calcutta	7,00	1,00				8,00	29,3
GVK Industries Ltd.	Mettre en place un mécanisme de gestion des risques pour assurer une couverture contre les risques de taux d'intérêt				2,50		2,50	2,5
Ispat Industries Ltd.	Accroître la production d'acier laminé à chaud par l'introduction de la technologie du four à arc	15,00	6,00			25,00	46,00	630,0
ITC Classic Finance	Fournir une ligne de crédit aux fins de rétrocession de prêts aux PME pour la location et l'achat d'équipement	20,00		10,00			30,00	30,0
Nicco-Uco Financial Services, Ltd.	Renforcer les activités de crédit-bail pour les PME et les projets d'infrastructure	5,00	0,13			5,00	10,13	11,3

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
INDE, suite								
Owens Corning (India) Ltd.	Créer à Taloja (Maharashtra) une usine de fibre de verre de classe internationale et à vocation exportatrice	25,00					25,00	102,2
SREI International Finance Ltd.	Fournir une ligne de crédit pour le financement d'opérations de crédit-bail ou de prêt au titre de petits et moyens projets d'infrastructure	15,00	3,00				18,00	18,0
Twentieth Century Finance Corp. Ltd.	Fournir une ligne de crédit aux fins de rétrocession de prêts aux PME pour la location et l'achat d'équipement	15,00					15,00	15,0
Walden Nikko Holding Co. & Walden-Nikko India Ventures Co.	Créer une société de gestion de fonds et un fonds d'investissement aux fins d'apports de capitaux initiaux à des sociétés locales performantes dans le domaine de la haute technologie		6,08				6,08	60,6
WIPRO Finance Ltd.	Fournir une ligne de crédit aux fins de rétrocession de prêts aux PME pour la location et l'achat d'équipement	10,00					10,00	10,0
INDONÉSIE								
P.T. Ades Alfindo Putrasetia	Agrandir et moderniser des installations de production d'eaux minérales et de boissons	24,00	7,00			46,00	77,00	97,4
P.T. Alumindo Light Metal Industry	Moderniser et renforcer la capacité de production de tôles et feuilles d'aluminium roulées à chaud et à froid	15,00				20,00	35,00	97,4
P.T. Bank NISP	Apporter un financement aux fins de rétrocession à des PME	10,00					10,00	10,0
P.T. Berlian Laju Tanker	Financer l'achat de 10 petits transporteurs de produits pétroliers destinés à naviguer sous pavillon indonésien	22,00	20,00			68,00	110,00	120,0
P.T. Kalimantan Sanggar Pusaka & Subsidiaries	Accroître la production d'huile de palme et de caoutchouc en investissant dans les plantations et les installations de traitement et de stockage portuaire	20,00	15,00			15,00	50,00	161,5
P.T. Sayap Mas Utama and P.T. Wings Surya	Améliorer et accroître la production de savons et détergents à Djakarta et Surabaya	25,00				55,00	80,00	120,8
MONGOLIE								
G&M Industrial Co. Ltd.	Agrandir une tannerie et l'aménager pour en faire une fabrique de vêtements en cuir pour le marché intérieur (Fonds pour la petite entreprise)	1,45	0,30				1,75	3,5

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
NÉPAL								
Nepal Hana Bank Ltd.	Créer une banque multiservices avec un partenaire technique coréen		1,32				1,32	8,8
PHILIPPINES								
Bataan Polyethylene Corp.	Construire une usine de polyéthylène souple de classe internationale et d'une capacité annuelle de 250 000 tonnes	30,00		10,00		163,00	203,00	343,0
Far East Bank and Trust Co.	Accorder un prêt à terme aux fins de rétrocession pour des projets d'infrastructure	25,00				50,00	75,00	75,0
A. Magsaysay Inc.	Accroître la flotte marchande de cette société par l'acquisition de quatre transporteurs de GPL	8,00	3,00			26,50	37,50	43,5
Philippine Telegraph and Telephone Corp.	Élargir le réseau téléphonique de la société	30,0	5,00			30,00	65,00	203,6
SRI LANKA								
Asia Power (Private) Ltd.	Mettre en place un mécanisme de gestion des risques pour assurer une couverture contre les risques de taux d'intérêt et de change				2,00		2,00	2,0
Lanka Orix Factors Ltd.	Fournir un appui à une société d'affacturage	1,50	0,26				1,76	1,8
Packages Lanka (Private) Ltd.	Fournir un appui à une coentreprise pakistano-sri-lankaise pour la création d'une fabrique de produits d'emballage souples		1,13				1,13	9,3
THAÏLANDE								
Phatra Thanakit Public Co. Ltd.	Appuyer la mise au point, la garantie et le placement d'une émission obligataire de 10 milliards d'euro-yen	13,04				13,04	26,09	90,9
VIET NAM								
KIA-Huy Hoang Ceramic Tile Co.	Créer une fabrique de carrelages en céramique d'une capacité annuelle de 2,2 millions de mètres carrés	6,20	0,62	0,80		6,20	13,82	20,6
Nghe An Tate & Lyle Ltd.	Fournir un appui à une coentreprise pour la mise en place et l'exploitation d'une raffinerie de sucre	20,00				30,00	50,00	85,0
Nghi Son Cement Corp.	Mettre en place et exploiter une cimenterie et un terminal de distribution d'une capacité annuelle de 2,1 millions de tonnes	30,00				26,50	56,50	373,0
SEM Hotel Pointe des Blagueurs	Construire et exploiter à Hô Chi Minh-Ville un hôtel de 390 chambres comprenant également 30 appartements bénéficiant des mêmes services	13,00		4,50		30,00	47,50	81,5

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
VIET NAM, suite								
Vinafood-GCR Flour Mill Co. Ltd.	Construire et exploiter une minoterie dans le sud du pays	10,50				13,50	24,00	41,0
RÉGION								
Asia Mezzanine Infrastructure Fund	Deuxième investissement dans un fonds destiné à réaliser des investissements mezzanine dans des projets d'infrastructure		10,06				10,06	401,0
Gleneagles International Diagnostic Services	Créer 20 centres privés de diagnostic médical dans l'ensemble de l'Asie de l'Est	10,00	6,00				16,00	60,0
Global Guarantee Assurance	Fournir un appui à la première société globale d'assurance/garantie des emprunts obligataires pour les marchés émergents		15,00	7,50			22,50	180,0
Kula Fund	Investir dans un fonds de capital-risque pour le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique		3,60				3,60	18,0

*Le Fonds pour la petite entreprise fait partie de l'Initiative pour l'élargissement du champ d'action de la SFI
PME Petites et moyennes entreprises*

**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
SERVICES-CONSEILS DURANT
L'EXERCICE 97**

Pays	Domaine	Description
BANGLADESH	Préparation de projet	Réaliser une étude de marché pour un hôtel, en passant en revue notamment les facteurs économiques, environnementaux et de marché pour déterminer les taux d'occupation annuels moyens ainsi que les niveaux estimatifs de recettes, de coûts et d'excédent brut d'exploitation (TATF)
CAMBODGE	IDE	Aider à mettre au point un système de suivi des incitations destinées aux investisseurs étrangers (FIAS)
	Institutions financières	Rassembler les informations préliminaires nécessaires à l'audit et à l'estimation de la valeur de la Banque du commerce extérieur, à la demande de la Banque nationale du Cambodge
	Institutions financières	Réaliser un audit indépendant et une estimation de la valeur de la Banque nationale du Cambodge, dans le cadre des mesures préparatoires à sa privatisation (TATF)
CHINE	IDE	Passer en revue les sources de données, définitions et classifications actuelles en matière d'IDE, et formuler des recommandations en vue de renforcer le système de statistiques dans ce domaine (FIAS)
	IDE	Aider à préparer de nouvelles réglementations sur le traitement des succursales de sociétés étrangères (FIAS)
	Marchés financiers	Réaliser pour la Commission nationale des valeurs mobilières une étude sur les réglementations applicables dans son domaine
	Privatisation	Évaluer les incidences socio-économiques de la restructuration des entreprises d'État, et concevoir des solutions à long terme aux problèmes soulevés par les suppressions d'emplois et les prestations de services sociaux (TATF)
	Préparation de projet	Dresser un bilan d'une société de produits en cuir, aider à élaborer un plan de renforcement de ses activités et réaliser un audit environnemental de base de ses opérations actuelles (TATF)
	Développement industriel	Réaliser une analyse du marché du ciment, afin d'améliorer le volume et la transparence des données disponibles en la matière pour les autorités, les investisseurs et les fournisseurs de matériel (TATF)
	Institutions financières	Dispenser aux cadres moyens et supérieurs des institutions financières une formation sur les normes, contrôles et pratiques en vigueur au plan international dans le domaine bancaire, et aider à identifier d'éventuelles possibilités de jumelages avec des institutions internationales de renom (TATF)
	Crédit-bail	Élaborer un cadre réglementaire et des textes de loi, et fournir une aide-conseil complémentaire aux autorités en vue d'améliorer les règles gouvernant les activités de crédit-bail (TATF)
ÎLES SALOMON	IDE	Passer en revue la législation sur l'investissement (FIAS)
INDE	Infrastructure privée	Entreprendre deux missions de services-conseils pour deux opérations portuaires pilotes à Dahej et Hazira (Gujarat), afin : d'une part, de mettre au point un contrat de construction-propriété-exploitation-transfert ; et, d'autre part, de réaliser des études de marché et de trafic, une coordination devant en outre être assurée au niveau des consultants dans les domaines techniques, juridiques et environnementaux engagés par le Gujarat Maritime Board (TATF)

Pays	Domaine	Description
INDE, suite	Infrastructure privée	Fournir des conseils aux dirigeants de l'État de Kerala au sujet des premiers contrats de construction-propriété-transfert et de construction-propriété-exploitation-transfert conclus dans le pays pour un projet d'alimentation en eau ; dans un deuxième temps, coordonner le processus de passation des marchés, et fournir un appui dans le cadre des négociations ainsi que des conseils sur divers autres aspects de l'opération (TATF)
	Infrastructure/ privatisation	Organiser l'atelier sur les ports en Inde dans le cadre du projet Martrans (TATF)
KIRIBATI	IDE	Réaliser une étude diagnostique du climat de l'investissement (FIAS)
MICRONÉSIE	IDE	Aider à la mise en oeuvre des recommandations sur les modifications à apporter au cadre juridique pour attirer les apports d'IDE (FIAS)
MONGOLIE	IDE	Établir un rapport et organiser une table ronde pour examiner les possibilités de promotion des investissements, les politiques correspondantes et autres implications (FIAS)
	IDE	Aider à réviser la loi sur l'investissement (FIAS)
	Crédit-bail	À la demande du ministère des Finances, évaluer et aider à renforcer le cadre législatif et réglementaire des activités de crédit-bail (TATF)
	Tourisme	Fournir, à l'intention des entreprises privées, du secteur bancaire et des organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées, une formation à la mise en oeuvre de projets pour le développement de l'industrie touristique (TATF)
	Ressources naturelles	Aider l'office du pétrole à entreprendre un audit des coûts antérieurs dans ce secteur et à utiliser le nouveau système de contrôle des prix du pétrole et du gaz (TATF)
NÉPAL	IDE	Passer en revue le régime des incitations et le cadre juridique de l'investissement étranger (FIAS)
PHILIPPINES	IDE	Évaluer les implications, pour les orientations de politique générale, d'un effort de promotion des apports d'IDE dans le domaine de l'infrastructure (FIAS)
	Développement des microentreprises	Procéder à une évaluation pour la mise en oeuvre d'un programme de microfinancement (TATF)
	Infrastructure/ privatisation	Fournir des conseils pour la privatisation des services d'eau et d'assainissement du Grand Manille
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Institutions financières	Passer en revue le secteur bancaire, et notamment les opérations de la Joint Development Bank
VIET NAM	Tourisme	Aider les autorités à élaborer un plan directeur pour le tourisme dans la province de Khanh Hoa (TATF)
	Institutions financières	Dispenser aux cadres moyens et supérieurs d'établissements bancaires une formation sur les pratiques en vigueur au plan international dans leur secteur d'activité, et aider à la mise en place de départements de financement des entreprises qui soient à même de fournir tous les services voulus aux sociétés privées locales, en particulier aux PME (TATF)

Pays	Domaine	Description	
VIET NAM, suite	Marchés financiers	Élaborer et mettre en oeuvre, à l'intention de responsables et cadres vietnamiens, un programme de formation sur la façon d'établir, d'exploiter et de réglementer un marché des valeurs efficace (TATF)	
	Institutions financières	Aider à concevoir un cadre réglementaire approprié pour la mise en place et l'exploitation de sociétés financières spécialisées (TATF)	
	Institutions financières	Aider à réviser la législation nationale sur les valeurs mobilières et les titres hypothécaires, l'objectif étant de permettre à des investisseurs non résidents de garantir leurs prêts par le biais d'hypothèques et d'autres moyens (TATF)	
	IDE	Réaliser une étude sur l'industrie textile vietnamienne afin d'identifier les possibilités qui s'offrent aux investisseurs locaux et étrangers privés (TATF)	
	Formation du corps infirmier	Évaluer les besoins de formation du personnel de santé et établir un programme de formation viable et autonome à l'hôpital international de Hanoi	
Région	Domaine	Description	
RÉGION ASIE	Institutions financières	Identifier et évaluer les options envisageables pour les institutions de financement du logement et celles qui opèrent sur le marché secondaire en Asie (TATF)	
	VIET NAM, CAMBODGE, RDP LAO	Services de consultants	Fournir à des entités du secteur privé des services de consultation d'ordre général sur les questions financières, de gestion et de commercialisation, en engageant des consultants extérieurs pour des missions d'assez court terme (TATF)
	INDONÉSIE ET PHILIPPINES	Développement des îles périphériques	Réaliser une étude de faisabilité et préparer un plan d'activité devant servir de base aux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et à la direction de la SFI pour décider de financer ou non une initiative d'appui aux PME du secteur privé dans les îles orientales de l'Indonésie et dans la région de Mindanao aux Philippines (TATF)
ÎLES DU PACIFIQUE SUD	Pêcheries	Identifier un spécialiste des pêcheries pour le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud, l'objectif étant de faire un travail d'analyse et de formuler des recommandations pour la conception de marchés régionaux dans ce secteur (TATF)	

FIAS Service-conseil pour l'investissement étranger

IDE Investissement direct étranger

PME Petites et moyennes entreprises

TATF Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

Membres régionaux
de la SFI

**Asie centrale,
Moyen-Orient et
Afrique du Nord**

Afghanistan • Algérie

• Arabie saoudite •

Bahreïn • Égypte,

République arabe d'

• Émirats arabes unis

• Iran, République

islamique d' • Iraq •

Jordanie • Kazakhstan

• Koweït • Liban •

Libye • Maroc • Oman

• Ouzbékistan •

Pakistan • République

arabe syrienne •

République kirghize •

Tadjikistan • Tunisie •

Turkménistan •

Yémen, République du



5

RAPPORT RÉGIONAL
ASIE CENTRALE, MOYEN-ORIENT
ET AFRIQUE DU NORD

En 1996, la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans lesquels la SFI est intervenue ont enregistré une croissance appréciable de leur PIB, les pays exportateurs de pétrole continuant à bénéficier de la hausse des prix du pétrole. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie se sont remis de la sécheresse de 1995 et l'année a été exceptionnelle pour l'agriculture. L'Égypte et la Jordanie ont commencé à récolter les fruits de leur politique économique plus rigoureuse et ont vu leur PIB augmenter de 4 à 5 % en 1996. Les progrès réalisés par l'Égypte lui ont valu de recevoir une cotation pour les investissements éventuels et les flux de portefeuille ont atteint 600 millions de dollars au cours du second semestre de 1996, ce qui a accru la confiance des milieux financiers dans les perspectives de ce pays. Le tourisme en Égypte et en Jordanie a bénéficié, pendant la majeure partie de 1996, de la poursuite du processus de paix. La reprise a continué à un rythme soutenu au Liban qui a enregistré, selon les estimations, une augmentation de 5 % de son PIB et où les opérations de reconstruction se sont poursuivies. En Cisjordanie et Gaza, le PIB s'est légèrement contracté en 1996, car le développement économique a été entravé par la fermeture des frontières, la hausse du coût des transports due au renforcement de la sécurité aux frontières et la lenteur de la reprise des investissements.

En Afrique du Nord, le Maroc et la Tunisie ont enregistré une nette reprise de l'activité économique. Ces deux pays ont, avec l'Égypte, attiré la majeure partie des investissements directs étrangers réalisés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, tandis que l'accroissement des investissements de portefeuille observé en 1996 s'explique presque entièrement par les programmes de privatisation engagés au Maroc et en Égypte. La croissance s'est accélérée en Algérie, sous

l'effet de la hausse des prix du pétrole et de l'amélioration des résultats macroéconomiques.

Au Pakistan, le PIB réel a progressé de près de 3,1 % dans le courant de l'année civile 1996, mais des événements politiques sont venus saper la confiance du public durant le second semestre. Après novembre, le Gouvernement provisoire a pris des mesures pour renouer le dialogue avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, rétablir et maintenir la stabilité macroéconomique, renforcer le système bancaire et accélérer les privatisations. Au lendemain de son élection, le nouveau Premier ministre a confirmé qu'il était déterminé à appuyer les efforts de réforme et a annoncé un train de mesures d'une portée considérable, dont se sont félicités tant les milieux d'affaires que les institutions financières internationales.

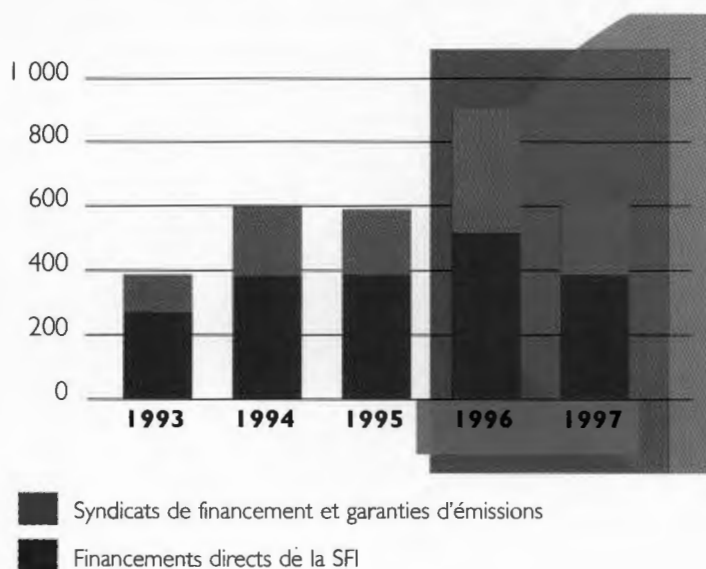
Les résultats économiques des pays d'Asie centrale ont été très divers en 1996. La République

**Tableau 5-1 Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord :
Financement des projets (millions de dollars)**

	Ex. 97	Ex. 96
Financements approuvés pour le compte de la SFI	387	517
Prêts et swaps	316	389
Participations et quasi-participations	71	128
Mobilisation directe	223	394
Syndications de prêts	193	381
Garanties d'émission	30	13
Total des financements approuvés	610	910
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 247	1 170
Prêts	1 003	943
Participations	244	227
Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers (participations à des prêts)	598	443
Total du portefeuille d'engagements	1 845	1 613

kirghize a enregistré l'un des plus forts taux de croissance des pays issus de l'ex-Union soviétique. La production s'est stabilisée au Kazakhstan et en Ouzbékistan aux alentours de 1,5 %, mais a continué de diminuer au Turkménistan et au Tadjikistan, déchiré par les conflits. Des mesures macroéconomiques rigoureuses ont permis au Kazakhstan, à la République kirghize et au Tadjikistan de maîtriser leur inflation. Le Kazakhstan et la République kirghize ont tenu le cap de leurs réformes de marché, et le Kazakhstan a procédé à la privatisation de grandes entreprises minières, manufacturières et de services publics. Fort de ces bons résultats, ce pays a réussi à mobiliser 200 millions de dollars dans le cadre de sa première émission obligataire internationale. Après des débuts prometteurs, le programme des réformes engagées en Ouzbékistan a connu quelques dérapages. Au Tadjikistan et au Turkménistan, où l'inflation est restée élevée et où le rythme des réformes s'est ralenti, les pouvoirs publics ont décidé de jouer un rôle plus actif dans le processus de réforme économique. Le Turkménistan est devenu membre de la SFI au cours de l'exercice 97.

Figure 5-1 **Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord : Financements approuvés, Ex. 93-97** (millions de dollars)



Stratégie d'investissement pour la région

Trois facteurs fondamentaux ont continué à guider la SFI dans sa stratégie d'investissement en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Premièrement, la forte croissance démographique enregistrée au Moyen-Orient fait pression sur les ressources et aggrave le problème déjà sérieux du chômage. Deuxièmement, cette même croissance, exacerbée par l'exode rural, met à rude épreuve les infrastructures urbaines, et compromet les normes sanitaires et les conditions de vie dans les grandes villes. Troisièmement, et c'est là un fait positif, on peut observer une nette évolution en direction d'une économie de marché dans la plupart des pays de la région. Ces facteurs confortent la stratégie de la SFI qui consiste à continuer d'investir dans les infrastructures requises pour faciliter le développement du secteur privé, à fournir son appui aux industries manufacturières créatrices d'emplois qui sont source de valeur ajoutée, et à mettre en place les marchés financiers nécessaires pour attirer et canaliser les investissements étrangers et locaux.

La stratégie de la SFI dans cette région repose sur les cinq principes prioritaires suivants :

- stimuler le développement de systèmes financiers diversifiés et compétitifs,
- appuyer l'expansion des petites et moyennes entreprises, et contribuer ainsi à la création d'emplois,
- investir dans des entreprises relevant des grands secteurs des industries manufacturières, de la mise en valeur des ressources naturelles et des services, qui mettent à profit l'avantage comparatif que possèdent les pays de la région,
- développer les infrastructures physiques nécessaires pour appuyer et encourager la croissance économique,
- renforcer le cadre des activités du secteur privé par le biais d'une assistance technique dans les domaines de la réglementation, de la privatisation et de l'agriculture.

Au-delà de ces principes généraux, la SFI établit une distinction, dans le cadre de la stratégie qu'elle poursuit pour influencer sur le développement, entre les pays qui sont membres de longue date de la Société et les nouveaux venus. Dans les pays membres de longue date, elle favorise le développement économique en

appuyant des projets accordant une large place au renforcement des institutions, par exemple en développant l'intermédiation financière ou les marchés de capitaux, mais aussi en continuant à investir dans les secteurs clés des activités manufacturières et des services, en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources et, dans le cadre de son rôle de catalyseur, en réalisant des « premières » novatrices telles que la création d'instruments financiers islamiques ou la mise en place de programmes de prêts aux microentreprises et de gros contrats de crédit-bail. Dans les économies dont l'adhésion est plus récente, comme les républiques d'Asie centrale, la Cisjordanie et Gaza, la SFI s'attache essentiellement à développer les petites et moyennes entreprises (PME), dans le cadre de ses opérations normales mais aussi au travers de l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI », à encourager l'investissement dans les secteurs des industries manufacturières et de l'énergie, et à renforcer le secteur financier.

L'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord forment une région où les terres et les ressources en eau font cruellement défaut, où l'autonomie alimentaire reste limitée et où les politiques et les dépenses publiques favorisent les zones urbaines. Le développement rural demeure néanmoins une priorité pour la région, car une grande partie de la population vit encore dans les campagnes et l'exode rural exerce de sérieuses pressions économiques et sociales sur les zones urbanisées. La privatisation et la réorganisation continuent d'être les grandes priorités dans le secteur des agro-industries des pays de la région. La stratégie adoptée par la SFI pour le secteur agricole privilégie les projets qui économisent les rares ressources disponibles et en accroissent la rentabilité, comme les exportations de produits horticoles prisés ; ceux qui renforcent la compétitivité des sociétés de transformation et de commercialisation agricoles ; et ceux qui favorisent le transfert des technologies et font appel à la collaboration régionale pour améliorer la commercialisation. Les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale posent une série de problèmes distincts, qui tiennent à la transition d'un système de planification centralisée à une économie de marché et aussi à la détérioration du climat économique pour les agro-industries.

Encadré 5-1 Crédit aux microentreprises en Cisjordanie et Gaza

Ce projet permettra aux microentreprises de Cisjordanie et Gaza d'avoir accès à une source durable de crédit et d'appui technique. Il a pour but d'encourager les banques commerciales à mettre au point des programmes de prêts à l'intention des microentreprises, avec l'espoir que, ce faisant, les banques prendront conscience du potentiel commercial de ce secteur et poursuivront leurs activités en ce domaine, pour devenir une source viable de crédit pour les microentreprises. Ce projet, mis sur pied grâce à des financements de la SFI et de sources privées et à un prêt de la Banque mondiale, devrait créer 4 000 emplois et contribuer à en préserver 3 000 à 4 000 autres en Cisjordanie et Gaza. Les microentreprises jouent un rôle très utile, car elles constituent une source stable de revenus et d'emplois pour les couches pauvres de la population active.

Plus de 95 % des entreprises situées en Cisjordanie et Gaza emploient moins de cinq personnes et n'ont accès ni aux fonds de roulement ni aux capitaux qui leur permettraient d'entreprendre d'autres activités ou de s'agrandir. Lorsque l'on considère les méthodes les plus performantes employées dans d'autres pays, on observe que les banques peuvent, en utilisant des techniques de prêt appropriées, constituer des portefeuilles rentables et durables de prêts aux microentreprises.

Ce projet à trois volets permettra de former les employés de banque aux procédures qui contribuent à limiter les risques et les coûts, de fournir une assistance technique pour aider les chefs de microentreprises à développer leurs activités et enfin de cofinancer un groupe de banques commerciales. Le montage financier, qui pourra atteindre 20 millions de dollars, est le fait de la SFI (40 %), de la Banque mondiale (20 %) et des banques locales participantes (40 %), c'est-à-dire Arab Bank, Jordan National Bank et Commercial Bank of Palestine. Le projet comporte des mécanismes d'incitation internes destinés à encourager la participation des banques locales.

Programmes-pays

Durant l'exercice 97, la SFI a approuvé 387 millions de dollars pour son propre compte et 223 millions de dollars de syndicats et de garanties d'émissions au titre de 41 projets situés dans 9 pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et en Cisjordanie et Gaza ainsi que 2 projets de portée régionale contre 910 millions de dollars au total pour 36 projets dans 9 pays et 2 projets régionaux au cours de l'exercice 96 (figure 5.1). À la fin juin 1997, le portefeuille engagé de la SFI comprenait des prêts et des investissements en faveur de 123 entreprises dans 13 pays de la région, contre 114 entreprises de 12 pays pour l'exercice précédent (tableau 5.1).

« DÉFENSE DE FUMER ! » : TEL EST L'AVERTISSEMENT QU'ON PEUT LIRE EN RUSSE DANS UNE STATION-SERVICE D'OUBÉKISTAN, L'UN DES PAYS CIBLÉS PAR L'INITIATIVE POUR L'ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'ACTION DE LA SFI



Le développement économique devrait se poursuivre au Moyen-Orient. Au cours de l'exercice passé, l'amélioration du climat politique a contribué à une recrudescence du tourisme en Égypte et en Jordanie. S'agissant de la région dans son ensemble, les actions prioritaires en matière de développement consisteront à réhabiliter les infrastructures, ouvrir plus largement ce secteur aux investisseurs privés et améliorer la capacité et l'infrastructure des marchés financiers.

Face à l'intensification de l'activité économique en Égypte, la SFI procède cette année à sept investissements en faveur des secteurs financier, touristique et industriel. Elle a participé à l'organisation et au placement auprès d'investisseurs institutionnels étrangers de l'un des premiers fonds de participation internationaux en Égypte, qui a stimulé, au niveau de l'offre, le programme de privatisation des institutions financières. La Société a également approuvé des investisse-

ments dans un grand projet de développement touristique situé dans la zone balnéaire en plein essor de la mer Rouge, ainsi que quatre investissements dans le secteur industriel et un investissement dans le secteur pétrochimique. En Jordanie, où la poursuite de strictes mesures macroéconomiques et structurelles ouvre la voie au développement du secteur privé, la SFI a concentré son activité sur les phosphates, le secteur industriel, les infrastructures et le tourisme. Durant l'exercice en question, elle a procédé à deux investissements, l'un dans le secteur manufacturier et l'autre dans celui du tourisme, dans un hôtel qui contribuera à développer le tourisme sur la côte jordanienne de la mer Morte.

Au Liban, les efforts de reconstruction ont continué à influencer sur les investissements de la SFI, qui restent axés sur les PME. Durant l'exercice 97, la Société a effectué six investissements dans ce pays, notamment en ouvrant une

série de lignes de crédit pour financer le logement et fournir un appui aux PME, réhabiliter et développer une exploitation avicole, et accroître la capacité du secteur de la téléphonie cellulaire. En Cisjordanie et Gaza, la SFI a un rôle crucial à jouer, qui consiste à appuyer les PME et à catalyser les investissements étrangers, en particulier par le biais de ses prêts. Durant l'exercice 97, la Société a accepté d'investir dans des industries créatrices d'emplois et le tourisme ainsi que dans le secteur financier, notamment pour assurer le financement de microcrédits (encadré 5-1). L'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » contribuera de manière tout aussi décisive à permettre à la Société d'atteindre les très petites entreprises qui occupent une place dominante dans l'économie de la Cisjordanie et Gaza.

En Afrique du Nord, où le Maroc et la Tunisie ont poursuivi des programmes économiques qui ont favorisé l'apport d'investissements étrangers, la SFI a continué à concentrer son activité sur le secteur financier, les infrastructures et les projets industriels, en particulier de postprivatisation. Au Maroc, à qui elle avait fourni une assistance technique portant sur la législation en matière de titrisation, la Société a contribué à certaines opérations spécifiques. En Algérie, elle a renforcé ses efforts de promotion pour favoriser l'investissement privé dans divers secteurs, afin de profiter de la conjoncture macroéconomique favorable et du vif soutien accordé par les pouvoirs publics au développement du secteur privé.

La SFI a effectué neuf investissements au Pakistan, malgré le climat d'incertitude économique et politique qui a régné pendant une partie de l'exercice et a retardé les investissements de la Société dans le pays. Le taux de croissance et la structure démographiques ont également exercé des pressions sur le marché du travail, et la SFI a continué à se concentrer sur des activités sources de valeur ajoutée afin de créer des emplois et diversifier la gamme des exportations du Pakistan, notamment en approuvant un investissement dans une société de services informatiques (encadré 5-2). Les autres investissements approuvés par la SFI durant l'exercice 97 concernaient une usine d'engrais (encadré 5-3) et une

Encadré 5-2 Pakistan : La SFI et la crise informatique du 1^{er} janvier 2000

Systems (Private) Limited, la plus ancienne société de logiciel du Pakistan, a mis au point un progiciel pour résoudre la fameuse « crise de l'an 2000 », le problème de date de l'année 2000 qui pourrait entraîner le dysfonctionnement des ordinateurs et des programmes informatiques au début du siècle prochain. La société Systems propose en outre des outils informatiques aux entreprises qui souhaitent allonger le champ numérique et alphabétique des numéros d'identité de leurs clients ou convertir des bases de données faisant intervenir différentes monnaies européennes en une monnaie unique européenne. Un autre produit conçu par Systems est capable de reconnaître les caractères arabes, persans et ourdou. Grâce à ces produits et aux efforts qu'elle consacre à la recherche-développement pour mettre au point de nouveaux logiciels, la société Systems est maintenant prête à vendre sa production sur les marchés d'exportation.

Le financement de la SFI permettra à Systems de commercialiser ses produits à l'échelle internationale et d'honorer ses contrats de services au Pakistan et à l'étranger. La SFI a accepté de financer un plan d'expansion qui nécessite l'acquisition de matériel informatique, de logiciels et d'infrastructures de soutien, notamment de lignes de communication, et de locaux. Ce financement permettra également à la société de recruter et de former 200 programmeurs pour l'aider à honorer ses nouveaux contrats. Il s'agit là d'un projet novateur pour la SFI, non seulement parce que c'est la première fois qu'elle intervient dans le secteur des logiciels, mais aussi parce qu'elle emploiera une nouvelle méthode d'apport de capital-risque en acquérant des droits sur une partie du chiffre d'affaires de Systems pendant une période déterminée.

La SFI est consciente du potentiel de croissance du secteur informatique au Pakistan ; le pays possède en effet des systèmes modernes de communication, a une main-d'oeuvre qui, pour la plupart, parle anglais, poursuit un programme d'initiation à l'informatique et offre des incitations économiques au développement du secteur informatique.

cimenterie et ont revêtu la forme de lignes de crédit ouvertes pour financer les PME, qui génèrent l'essentiel des activités économiques dans la région.

La production ayant amorcé une reprise en Asie centrale, la SFI a commencé à répondre à ce qui sera probablement une forte demande pour ses services maintenant que le secteur financier et les infrastructures deviennent des domaines prioritaires importants du développement régional. Malgré les nombreuses possibilités d'investissement qu'offre le Kazakhstan et les progrès impressionnants qu'il a accomplis au plan des réformes, l'essentiel des capitaux privés est allé

aux secteurs exploitant les ressources naturelles. Bien que la SFI ait un rôle à jouer dans ce domaine, elle concentrera également son action dans des secteurs industriels tels que l'industrie agro-alimentaire et le secteur manufacturier à valeur ajoutée, qui ne bénéficieront probablement pas d'apports massifs de capitaux étrangers mais qui auront des effets positifs sur l'économie nationale. Durant l'exercice 97, la SFI a continué d'opérer sur les marchés des capitaux en ouvrant des lignes de crédit à une banque commerciale et en finançant un investissement dans la première société de crédit-bail

appartenant à des intérêts internationaux. L'Ouzbékistan, qui est lui aussi riche en ressources naturelles, s'est montré plus réservé dans ses réformes économiques. La SFI a eu une action catalytique dans ce pays, en contribuant à la réalisation de réformes sectorielles par le biais de ses investissements, de son assistance technique et de son concours au renforcement des institutions. Ses investissements dans l'agro-industrie et les textiles, qui représentent près du tiers de la production industrielle, seront importants (encadré 5-4). Ces deux pays sont couverts par l'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » qui permet à la Société de mieux venir en aide aux PME.

Encadré 5-3 **Pakistan : Réussite d'Engro Chemical après son rachat par ses salariés**

La société Engro Chemical Pakistan Limited est un modèle de réussite au Pakistan. Engro, qui bénéficie d'un appui de la SFI depuis 1991 et qui était à l'époque une entreprise intégrée de production d'ammoniac et d'urée appartenant pour l'essentiel à des intérêts étrangers, est devenue une société de premier plan détenue et exploitée par des Pakistanais. Tout a commencé en mai 1991, lorsque Engro a été la première entreprise rachetée par ses salariés au Pakistan. La même année, elle a décidé de considérablement développer ses activités en achetant d'occasion des usines d'ammoniac, aux États-Unis, et d'urée, au Royaume-Uni, pour les réimplanter au Pakistan.

Grâce à cette expansion et à celles qui l'ont suivie, Engro produit maintenant plus de 750 000 tonnes d'urée par an pour le marché intérieur, soit près du triple de sa capacité initiale. Sa part du marché, qui a presque doublé, atteint 23 %. Engro continue d'améliorer son rendement énergétique et sa performance environnementale, et a accru de 100 000 tonnes sa capacité annuelle de production d'urée en réaménageant et en modernisant ses installations.

Soucieuse tout à la fois d'assurer la poursuite de sa croissance et de diversifier ses activités, Engro participe à deux projets dans le cadre de coentreprises avec des partenaires internationaux expérimentés. Elle s'est en effet associée à la société néerlandaise Royal Pakhoed pour construire le premier terminal pakistanais d'importation de produits chimiques liquides en vrac à Port Qasim, projet d'infrastructure qui revêt une importance vitale pour la poursuite du développement d'une industrie chimique nationale. Par ailleurs Engro est en train de former une coentreprise avec les sociétés nippones Mitsubishi Corporation et Asahi Glass pour bâtir la première usine pakistanaise de chlorure de polyvinyl (PVC) de dimension internationale en vue de pouvoir faire face à la croissance de la demande locale de PVC sous ses diverses formes.

Durant l'exercice considéré, la SFI a investi pour la première fois au Tadjikistan dans le cadre de la première phase du projet de modernisation et de mise en valeur du gisement aurifère de Jilau (encadré 5-5). Le rôle de la SFI dans les autres économies en transition se dessine plus lentement, mais ses interventions devraient principalement viser les infrastructures, l'agriculture, le secteur manufacturier à valeur ajoutée, la mise en valeur des ressources naturelles et le secteur financier.

Assistance technique et services-conseils

Parallèlement à ses opérations d'investissement dans la région, la SFI a fourni des conseils sur l'action à mener dans divers secteurs, ainsi que des services d'assistance technique et de formation dans les domaines des marchés financiers, de l'investissement étranger en général, de la privatisation, des services de gestion et de la formation.

Elle a continué de consacrer une grande partie de son assistance technique au secteur financier. Au Liban, la Société a fourni des conseils aux pouvoirs publics aux fins du développement du marché primaire du crédit hypothécaire, notamment en ce qui concerne la normalisation des contrats de prêt et l'élimination des obstacles fiscaux. Elle a réalisé, avec le Fonds monétaire arabe (FMA), une étude sur les systèmes de compensation et de règlement au Moyen-Orient, dont les conclusions ont été discutées avec les responsables des places boursières arabes lors du

séminaire organisé par le FMA en avril 1997. Au Pakistan, la Société a entrepris une étude des obstacles au développement de la titrisation. En Asie centrale, elle a fait établir un projet de loi sur les activités de crédit-bail au Kazakhstan et a jeté les bases d'une stratégie visant à développer les financements hypothécaires en République kirghize.

Au Pakistan, la SFI a fourni une assistance technique se rapportant au système scolaire et à un projet de gaz naturel comprimé. En Jordanie, elle a réalisé une étude de faisabilité pour une entreprise locale de confection de vêtements et a mené une étude de faisabilité technique et financière pour aider une cimenterie du pays à améliorer ses dispositifs antipollution et réparer les dégâts causés.

La SFI a continué à appuyer le processus de modernisation du secteur agro-industriel, qui est l'un des grands employeurs de la région mais qui a encore beaucoup à faire pour accroître son efficacité. Durant l'exercice 97, le gouvernement jordanien et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ont demandé à la SFI d'apporter son concours à l'organisation de la composante secteur privé d'une proposition de projet agricole, visant spécifiquement l'horticulture irriguée dans la vallée du Jourdain. La Société a contribué à l'élaboration du plan d'activité de la coentreprise et a servi d'intermédiaire impartial entre les parties, tandis que la BIRD et la SFI ont collaboré à faciliter la réalisation du projet. L'utilisation de fonds fiduciaires israéliens pour financer les services d'assistance technique montre bien l'importance du caractère régional de ce projet qui fait appel au savoir-faire reconnu d'Israël en matière d'horticulture de premier choix et d'irrigation.

La SFI a continué de fournir des conseils au Gouvernement du Pakistan dans le cadre de la vente d'une participation stratégique dans la Faisalabad Area Electricity Board. Celle-ci est la première compagnie régionale de distribution d'électricité du pays sélectionnée pour faire l'objet d'une privatisation, opération qui devrait servir de modèle à la prise de participations du secteur privé dans sept autres compagnies du

L'agriculture est la clef de voûte de l'économie ouzbèke : elle représente à elle seule un tiers du PIB, contribue pour 60 % environ aux recettes d'exportation, qui proviennent essentiellement du coton, et elle emploie directement quelque 44 % de la population active. La base industrielle du pays s'articule principalement sur la transformation des produits agricoles et la fabrication d'équipements connexes, tels que des tracteurs, des récolteuses de coton et du matériel pour l'industrie textile.

L'Ouzbékistan connaît une grave pénurie de machines agricoles, et la plupart de celles dont il dispose sont obsolètes. Qui plus est, les exploitants agricoles n'ont guère sinon aucun accès aux crédits à long terme dont ils auraient besoin pour acheter du matériel moderne. Dans ces conditions, la production agricole baisse depuis deux ans et les pertes au moment de la récolte sont substantielles.

Le projet de la SFI, porté par le UzCase Group et dont le coût s'élève à 70,5 millions de dollars, comporte plusieurs volets et vise à répondre de manière novatrice aux besoins de ce secteur clé de l'économie. Le premier volet porte sur la fabrication de cueilleuses et d'égreneuses commerciales adaptées aux conditions locales, afin d'améliorer la productivité et l'efficacité de la récolte ; le deuxième vise la mise en place des services nécessaires à la bonne maintenance du matériel ; et le troisième concerne une opération de crédit-bail devant offrir aux cultivateurs un nouveau mécanisme de financement pour l'acquisition de matériel et de machines. Le projet améliorera considérablement la productivité et l'efficacité de la récolte, introduira de nouvelles techniques et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle institution de financement.

même type. La SFI a formulé diverses options pour le cadre réglementaire et sectoriel. Les objectifs sociaux ont été pris en compte et des structures permettant de procéder à des transactions viables au plan commercial ont été présentées au gouvernement.

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) a poursuivi ses travaux sur les questions de fond en vue d'améliorer le cadre général de l'investissement direct étranger (IDE). Les services du FIAS ont été très sollicités en Asie centrale durant l'exercice. La République kirghize et l'Ouzbékistan ont tous deux demandé à bénéficier de son assistance pour effectuer un examen diagnostique du cadre de l'IDE, plus particulièrement axé sur les obstacles administratifs et juridiques et sur l'organisation d'un bureau de promotion de l'IDE. En Cisjordanie et Gaza, le FIAS a continué de travailler à la mise en place des bases du cadre réglementaire et institutionnel nécessaires aux activités du secteur privé. Au Yémen, le FIAS a achevé son étude diagnostique du cadre des investissements et a réalisé une enquête auprès des investisseurs en vue d'identifier les principaux obstacles à l'investissement direct étranger.

Encadré 5-5 Mine d'or au Tadjikistan

Pendant plus de 30 ans, des mineurs ont déployé d'énormes efforts pour accroître la quantité d'or qu'ils extrayaient de la mine d'or à ciel ouvert de Jilau, située dans les steppes arides du Nord-Ouest du Tadjikistan. Grâce, en partie, au premier investissement approuvé par la SFI au Tadjikistan, l'une des républiques les plus pauvres d'Asie centrale, des investisseurs ont pu introduire de nouvelles techniques et méthodes de gestion qui devraient permettre de presque quadrupler, d'ici à 1998, la production d'or annuelle de la mine.



FORAGE EXPLORATOIRE
SUR LE SITE DE LA MINE
D'OR DE JILAU, AU
TADJIKISTAN

La SFI a accepté de réaliser des investissements d'un montant total de 9,6 millions de dollars, sous forme de participations en capital ou quasi-participations, pour contribuer au financement du coût, évalué à 50 millions de dollars, de la première phase d'un projet destiné à relancer et accroître la production d'or à la mine de Jilau. Comme, pendant près de trente ans, des techniques d'exploitation inadaptées avaient été utilisées et que de très faibles quantités d'or étaient récupérées, la mine avait été fermée. Les nouveaux investisseurs ont lancé un programme de modernisation qui vise, au cours de la première phase du projet, à transformer les installations de traitement en installations classiques d'adsorption au charbon actif. Certains indices laissent déjà à penser que l'investissement est rentable : la production a été, au total, de 32 971 onces d'or en 1996, et devrait atteindre 120 000 onces en 1998. Les phases d'expansion ultérieures, évaluées au cours de l'exercice 97, pourraient même permettre de dépasser ce chiffre.

Ce projet constitue la plus grande coentreprise menée dans le pays avec des partenaires étrangers et sera l'une des principales sources de recettes en devises et de recettes publiques. Un certain nombre de petites entreprises sont tributaires de la mine et le succès de l'investissement contribuera à préserver la viabilité d'une petite communauté locale où les autres possibilités d'emploi sont rares. La société du projet, Zeravshan Gold Company (ZGC), est une coentreprise réunissant l'État tadjik et Commonwealth and British Minerals, filiale à part entière du groupe Nelson Gold Corp., qui est coté à la Bourse de Toronto.

Le programme de modernisation comporte des mesures visant à résoudre les problèmes environnementaux actuels et ceux qui pourraient résulter de l'expansion des activités. Les concentrations de cyanure actuellement présentes dans les résidus seront sensiblement réduites et tomberont à un niveau bien inférieur au plafond établi pour la protection de la faune. L'installation de confinement des résidus a été réaménagée afin de réduire les infiltrations et préserver la qualité de la nappe phréatique.

Grâce à l'expérience qu'elle a acquise dans divers projets d'extraction d'or en Asie centrale, la SFI a contribué à la mise en place d'un cadre juridique et commercial qui protégera équitablement les intérêts des investisseurs étrangers et tadjiks. La négociation du projet, à laquelle la SFI a activement participé, a été, pour les pouvoirs publics, une occasion précieuse de travailler avec le secteur privé et a contribué à établir un cadre commercial pour la poursuite du développement des opérations minières par le secteur privé. ZGC a indemnisé la ferme collective voisine de Kalinin de la perte de 25 hectares de pâturage qu'elle destine au stockage sur roche et a contribué à l'amélioration de l'hôpital, des écoles, de l'approvisionnement en eau de la municipalité et du réseau routier local.

ASIE CENTRALE, MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD
**PROJETS APPROUVES DURANT
L'EXERCICE 97**
(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
CISJORDANIE ET GAZA								
Arab Bank	Fournir des financements aux microentreprises de Cisjordanie et Gaza. Un second projet est destiné à mettre en place une facilité de prêt à long terme au logement et un mécanisme de gestion des risques	30,00		3,00	2,00		35,00	40,0
Arab Concrete Products Co. Ltd.	Accroître la production et la capacité de livraison d'un producteur de béton prémélangé de Naplouse (Fonds pour la petite entreprise)	0,80					0,80	2,6
Arab Hotels Co. Ltd.	Établir un hôtel de première classe à Ramallah	6,00	0,50			4,50	11,00	25,0
Commercial Bank of Palestine	Mettre en place un mécanisme permettant de fournir des financements aux microentreprises avec une assistance technique aux banques et microentreprises concernées, ainsi qu'un financement aux banques participant à ces opérations			1,50			1,50	4,0
Jordan National Bank	Mettre en place un mécanisme permettant de fournir des financements aux microentreprises de Cisjordanie et Gaza, et fournir une assistance technique aux banques et microentreprises concernées, ainsi qu'un financement aux banques participant à ces opérations			3,00			3,00	8,0
Nabahin Industry and Trading Co.	Accroître la capacité d'une usine de rechapage de pneus en Cisjordanie (Fonds pour la petite entreprise)	0,65					0,65	1,7
Palestine Industrial Estate Development and Management Co. (PIECO)	Établir un parc industriel à Gaza pouvant servir de site à plusieurs projets industriels	8,00	1,00			7,00	16,00	39,0
ÉGYPTE, RÉPUBLIQUE ARABE D'								
Alexandria Carbon Black Co., S.A.E.	Agrandir la première usine égyptienne de production de noir de carbone, approvisionner les fabricants de pneus et autres entreprises de caoutchouc	5,00	1,50				6,50	41,2
Alexandria National Iron & Steel Co. S.A.E.	Fournir des conseils à un producteur de fer à béton en vue d'une émission de titres de participation et garantir cette émission				30,00		30,00	75,0
Egypt Trust Investment Fund, The	Établir un fonds de placement fermé de 75 millions de dollars investissant principalement dans des valeurs de sociétés égyptiennes cotées en bourse		5,00				5,00	74,0
Egyptian Cement Co.	Construire et exploiter une cimenterie ayant une capacité annuelle de 2,8 millions de tonnes	35,00					35,00	334,0
Messer Gases Dikheila Co.	Mettre en place un centre de gaz industriels équipé d'une usine de séparation d'oxygène, d'azote, et d'argon	4,00	1,50				5,50	24,9
Orascom Projects and Touristic Development S.A.E.	Agrandir la station touristique intégrée d'El Gouna, sur la côte de la mer Rouge	20,00	5,00				25,00	57,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ÉGYPTE, RÉPUBLIQUE ARABE D', suite								
Unipak-Nile	Installer une usine de fabrication de boîtes en carton ondulé ayant une capacité de 30 000 tonnes par an, et établir un mécanisme de gestion des risques d'intérêt	5,00			0,15	5,00	10,15	17,9
JORDANIE								
Business Tourism Co.	Construire et exploiter une station touristique sur la côte nord-est de la mer Morte	4,00	1,00				5,00	25,1
El-Zay	Élargir et diversifier la gamme des produits pour inclure les manteaux, blousons et articles pour homme similaires, et restructurer le bilan de la société	5,00					5,00	10,0
KAZAKHSTAN								
ABN AMRO Registrars	Constituer la première société d'enregistrement de titres au Kazakhstan (Fonds pour la petite entreprise)		0,02				0,02	0,1
Central Asia Leasing	Constituer la première société de crédit-bail du Kazakhstan	5,00	0,32			5,00	10,32	23,0
Kazkommerts-bank	Élargir l'assise financière de la banque et assurer le financement de projets	10,00				20,00	30,00	30,0
Kosmis	Achever la construction d'une usine de transformation/conditionnement de produits laitiers et de jus de fruits pouvant produire 12 000 tonnes par an de boissons (Fonds pour la petite entreprise)	1,00					1,00	3,6
LIBAN								
Agricultural Development Co., SARL	Remettre en état une société avicole touchée par la guerre civile et la transformer en un centre de production intégré moderne de volailles de chair, d'une capacité annuelle de 9 600 tonnes	5,00					5,00	20,0
Bank of Beirut S.A.L.	Ouvrir une ligne de crédit à long terme dont les montants seront rétrocédés aux PME locales et aux familles à revenu intermédiaire pour leur permettre d'acheter un logement	12,50				7,50	20,00	20,0
Banque Beyrouth pour le Commerce S.A.L.	Ouvrir des lignes de crédit à long terme à quatre banques commerciales privées dont les montants seront rétrocédés aux PME locales et aux familles à revenu intermédiaire pour leur permettre d'acheter un logement	10,00				7,50	17,50	17,5
Banque Saradar S.A.L.	Ouvrir une ligne de crédit à long terme dont les montants seront rétrocédés aux PME locales et aux familles à revenu intermédiaire pour leur permettre d'acheter un logement	10,00				7,50	17,50	17,5
FTML Service Cellulaire Liban	Étendre le réseau de téléphonie cellulaire et en améliorer la qualité	20,00		10,00		45,00	75,00	190,0
Transorient Bank S.A.L.	Ouvrir une ligne de crédit à long terme dont les montants seront rétrocédés aux PME locales et aux familles à revenu intermédiaire pour leur permettre d'acheter un logement	12,50				7,50	20,00	20,0
OUZBÉKISTAN								
Core Pharm Sanont Uzbekistan	Construire une usine produisant des fluides intraveineux et des médicaments génériques	3,35	0,50			3,35	7,20	12,2
Fayz Furniture Production Co.	Moderniser le matériel existant et acheter une nouvelle usine et les machines nécessaires pour fabriquer des meubles (Fonds pour la petite entreprise)	1,90	0,50				2,40	4,8

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
OUZBÉKISTAN, suite								
UzCase Agroleasing	Créer la première société de crédit-bail agricole d'Asie centrale	5,00	1,00			5,00	11,00	17,5
Uzcasemash	Construire une usine de montage pour produire des cueilleuses sur deux rangs et des égréneuses de coton Case	6,80	2,60			4,00	13,40	28,4
UzCase Service	Ouvrir des ateliers de dépannage de machines agricoles	6,40	1,60			5,00	13,00	24,6
PAKISTAN								
Askari Commercial Bank	Ouvrir une ligne de crédit à des banques commerciales privées pour développer les opérations et financer des prêts à moyen et long terme à des PME	17,00					17,00	17,0
Crescent Greenwood Limited	Procéder à une émission de droits pour accroître le capital d'un producteur de denim		2,00				2,00	10,0
Engro Chemical Pakistan Limited (ECPL)	Moderniser et agrandir une usine intégrée d'engrais-urée, améliorer son rendement énergétique et sa performance environnementale	9,00				9,00	18,00	59,0
Faysal Bank Ltd.	Ouvrir une ligne de crédit à une banque privée pour développer les opérations et financer des prêts à des PME	17,00					17,00	17,0
Maple Leaf Cement Co.	Fournir un appui aux opérations d'une cimenterie par le biais d'une émission de droits en vue d'accroître son capital		0,51				0,51	10,0
PEPCEM	Construire et exploiter une nouvelle cimenterie utilisant un procédé de traitement par voie sèche	20,00	3,00	2,00		50,00	75,00	203,8
Prime Commercial Bank	Ouvrir une ligne de crédit à long terme à une banque privée pour développer les opérations et financer des prêts à moyen et long terme à des PME	8,00					8,00	8,0
Systems (Private) Limited	Financer une société de logiciel qui offre des services de création et d'installation de logiciels, d'intégration de systèmes et de reconfiguration d'applications		0,04	2,50			2,54	4,5
Union Bank	Ouvrir une ligne de crédit à long terme dont les montants seront rétrocédés aux PME locales et aux familles à revenu intermédiaire pour leur permettre d'acheter un logement	8,00					8,00	8,0
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE								
Demirbank Kyrgyz International Bank	Augmenter le capital de la première banque commerciale en participation du pays		0,15				0,15	0,2
TADJIKISTAN								
Nelson Gold Corporation Limited and Zeravshan Gold Co.	Moderniser et agrandir la mine d'or de Jilau, dans le Nord-ouest du Tadjikistan		1,20	6,30	2,05		9,55	127,0
TUNISIE								
Aminex PLC	Mettre en valeur le gisement de pétrole et de gaz d'El Biban		3,05				3,05	7,2
RÉGION								
AIG Central Asia Fund	Constituer un fonds de placement fermé régional pour effectuer des prises de participations directes dans des sociétés privatisées et des coentreprises opérant en Asie centrale		5,20				5,20	100,0
First ANZ International Modaraba Ltd. (FAIM)	Constitution de la première société de crédit-bail islamique cotée effectuant des opérations sur les marchés émergents		5,00				5,00	50,0

PME Petites et moyennes entreprises

ASIE CENTRALE, MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD
**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
SERVICES-CONSEILS DURANT
L'EXERCICE 97**

Pays	Domaine	Description
CISJORDANIE ET GAZA	Fiscalité	Assurer une fonction de conseil auprès de l'Autorité palestinienne en ce qui concerne les effets des projets de réglementations fiscales sur les activités du secteur privé
	IDE	Aider les autorités à établir un cadre réglementaire et institutionnel de base pour les activités du secteur privé (FIAS)
	Assurances	Aider à formuler des projets de textes de lois et des réglementations pour servir de cadre au développement d'un marché national de l'assurance (TATF)
ÉGYPTE	Préparation de projet	Réaliser une évaluation financière et technique d'une usine sidérurgique intégrée et organiser le financement du programme d'investissement de la société
JORDANIE	Préparation de projet	Réaliser une évaluation financière et technique des opérations d'une cimenterie et des possibilités de modernisation de son matériel
	Préparation de projet	Évaluer les opérations et les plans d'expansion d'une entreprise manufacturière (TATF)
	Assurances	Effectuer deux missions de conseil aux fins de formulation de projets de textes de lois et d'un cadre réglementaire en vue du développement du marché de l'assurance en Jordanie (TATF)
	Marchés financiers	Contribuer à la mise en place d'un mécanisme de financement du logement et d'un marché hypothécaire secondaire
	Agro-industrie	Préparer un plan d'entreprise en vue de l'établissement d'une société privée de services agricoles, constituée de grandes agro-industries jordaniennes et israéliennes (TATF)
	Développement industriel	Préparer une étude de faisabilité en vue d'agrandir une usine de confection, diversifier sa ligne de produits, accroître la productivité de sa main-d'oeuvre et l'efficacité de ses opérations, et développer ses circuits de commercialisation et de distribution (TATF)
	KAZAKHSTAN	Marchés financiers
Agro-industrie		Étudier les marchés d'exportation de fleurs coupées (TATF)
Crédit-bail		Préparer des projets de textes de lois sur le crédit-bail et la fiscalité et mettre en oeuvre la législation adoptée
LIBAN	Marchés financiers	Examiner le projet de textes de lois sur la titrisation
MAROC	Marchés financiers	Fournir une aide à la préparation d'un projet de textes de lois sur la titrisation
OUZBÉKISTAN	IDE	Réaliser une étude diagnostique du climat de l'investissement direct étranger (FIAS)
	Développement industriel	Aider le gouvernement à formuler une stratégie nationale pour le secteur automobile, et notamment évaluer la capacité de production actuelle et les débouchés potentiels, analyser des scénarios de développement dans des pays se trouvant dans une situation similaire, identifier les opportunités et les obstacles à la croissance du secteur, et fournir un cadre général à la politique industrielle et commerciale (TATF)

Pays	Domaine	Description
OUZBÉKISTAN, <i>suite</i>	Services de conseil	Réaliser une étude de faisabilité de la mise en place de services de conseil pour les activités axées sur le secteur privé, et notamment le transfert de compétences et de qualifications techniques aux consultants locaux (TATF)
	Foresterie	Identifier les projets forestiers liés au peuplier, en particulier dans la vallée de Fergana (TATF)
PAKISTAN	Marchés financiers	Examiner le cadre juridique et réglementaire des opérations de titrisation réalisées dans le pays
	Marchés financiers	Assurer une fonction de conseil auprès du ministère des Finances et de l'Autorité responsable du droit des sociétés dans le domaine du développement des marchés financiers
	Marchés financiers	Examiner la réglementation régissant les instruments de financement des sociétés
	Marchés financiers	Préparer un rapport de synthèse sur le cadre juridique et réglementaire des opérations de titrisation dans le pays, en partenariat avec Global and New Product Development
	Économies d'énergie	Étudier le marché et les questions ayant trait à la faisabilité de la conversion des véhicules consommant peu d'essence en véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé (TATF)
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE	IDE	Réévaluer la situation pour déterminer si le climat est propice aux investissements directs étrangers, en mettant l'accent sur les obstacles administratifs et juridiques, et sur les options relatives à la structure d'une institution de promotion des investissements (FIAS)
YÉMEN	IDE	Effectuer une étude diagnostique du climat de l'investissement et entreprendre une enquête auprès des investisseurs pour identifier les principaux obstacles à l'investissement direct étranger (FIAS)
RÉGION	Marchés financiers	Examiner les systèmes de compensation et de règlement dans six pays en vue d'identifier les domaines qui peuvent faire l'objet d'améliorations

FIAS *Service-conseil pour l'investissement étranger*

IDE *Investissement direct étranger*

TATF *Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique*

Membres régionaux
de la SFI
Europe

- Albanie • Arménie •
- Azerbaïdjan • Bélarus
- Bosnie-Herzégovine
- Bulgarie • Chypre •
- Croatie • Estonie •
- Fédération de Russie
- Géorgie • Hongrie
- Lettonie • Lituanie
- Ex-République
yougoslave de
- Macédoine • Moldova
- Pologne • Portugal
- République slovaque
- République tchèque
- Roumanie • Slovénie
- Turquie • Ukraine

REPRODUCTION AUTORISÉE,
BORCELIK CELIK SANAYII
TICARET A.S., ISTANBUL
(TURQUIE)



6 RAPPORT RÉGIONAL EUROPE



produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté dans 16 des 21 pays en transition d'Europe centrale et orientale en 1996, mais il a diminué en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Moldova, dans

la Fédération de Russie et en Ukraine. Alors qu'on s'attendait à une reprise de la croissance en Russie, le PIB y a en fait continué à décroître. Avec la cinquième année consécutive de croissance positive, la Pologne a été le premier pays dont le PIB ait dépassé le niveau le plus élevé qu'il avait enregistré avant la transition.

L'inflation a connu une évolution à la baisse dans les pays de la région, hormis la Bulgarie, où elle a atteint 310 %. En Russie, elle est tombée de 131 % en 1995 à 22 % en 1996. Sur le front de la privatisation des grandes entreprises, les progrès réalisés à travers l'Europe centrale et orientale restent inégaux. Moins de 20 grandes entreprises d'État sur 100 ont été privatisées en Arménie, en Albanie et en Bulgarie. En revanche, l'Estonie, la République tchèque et la Hongrie ont privatisé, respectivement, 93 %, 87 % et 82 % de leurs grandes entreprises publiques. La Russie et la Pologne ont quant à elles privatisé, respectivement, 71 % et 55 % de leurs grandes entreprises.

Pour ce qui est des entreprises de taille moindre, leur privatisation s'est faite plus rapidement. En République tchèque, en Estonie, en Hongrie et en République slovaque, elles ont toutes été privatisées, contre 80 % en Russie.

Dans les pays en transition, la part du secteur privé dans le PIB a augmenté avec la progression des privatisations, le nombre des entreprises nouvelles s'est accru et les industries lourdes restées sous la tutelle de l'État ont continué à comprimer leurs effectifs. En 1996, cette part oscillait entre 75 % en République tchèque, 60 % en Russie et 15 % seulement au Bélarus.

Elle était de 25 % en Azerbaïdjan, 40 % en Ukraine et 50 % en Arménie et en Géorgie.

Motivées par l'objectif d'une entrée rapide dans l'Union européenne, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne s'efforcent d'optimiser la croissance tout en gardant la maîtrise de l'inflation et des soldes extérieurs. Parmi leurs priorités figurent la réforme de la sécurité sociale, la poursuite du développement du secteur financier et l'effort continu de modernisation de l'infrastructure. En République tchèque, la couronne a été sous le feu des spéculateurs fin mai 1997, les marchés craignant que le profond déficit courant enregistré en 1996 ne se répète une deuxième année consécutive et que la situation à ce niveau s'avère instable, ce qui a contraint les autorités à éliminer la bande de fluctuation du taux de change et à dévaluer une première fois la monnaie de 10 % par rapport à sa parité initiale. On s'attend pour 1997 à une croissance située entre 0 et 2 %, les impératifs de

Tableau 6-1 Europe : Financement des projets (millions de dollars)

	Ex. 97	Ex. 96
Financements approuvés pour le compte de la SFI	563	405
Prêts et swaps	451	333
Participations et quasi-participations	112	72
Mobilisation directe	548	212
Syndications de prêts	548	205
Garanties d'émission	—	7
Total des financements approuvés	1 111	617
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 416	1 411
Prêts	1 080	1 065
Participations	336	346
Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers (participations à des prêts)	438	279
Total du portefeuille d'engagements	1 854	1 690

stabilisation de la monnaie et de rétablissement de la balance courante nécessitant l'application de politiques restrictives au plan macroéconomique et au niveau des salaires. En Russie, les droits de propriété, l'administration des entreprises et la concurrence font encore problème, en dépit du rythme rapide des privatisations. Une modernisation du code des impôts et du système de comptabilité s'impose d'urgence. Pour leur part, la Bulgarie et la Roumanie sont à un tournant, un consensus politique croissant se manifestant en faveur des réformes.

La Turquie a terminé l'année 1996 avec un déficit budgétaire égal à 9,5 % de son PIB. La croissance du PIB réel a été supérieure aux prévisions, avec un taux de 7 %, et l'inflation, à 80 %, légèrement inférieure aux projections de milieu d'année. Les taux d'intérêt sont restés élevés et volatiles. Pour les dirigeants, il s'agissait désormais de redresser durablement les finances publiques et de s'attaquer à des problèmes structurels fondamentaux comme la réforme de la sécurité sociale et de la fiscalité.

Le secteur privé de ce pays fait preuve de dynamisme et d'une bonne capacité d'adaptation, mais il a été handicapé par l'inflation forte et fluctuante de ces dix dernières années, qui a mis

un frein à l'investissement et au potentiel de croissance. Le gouvernement turc a provisoirement réduit les tensions financières à l'aide de diverses mesures, et il semble que les privatisations puissent s'accélérer, mais aucun signal n'a été clairement donné quant à l'adoption d'un programme de réformes à moyen terme susceptible de stabiliser les anticipations inflationnistes du secteur privé.

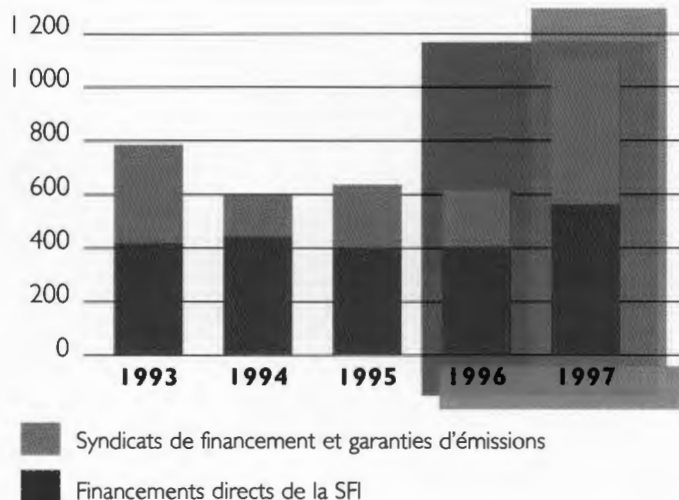
Stratégie d'investissement pour la région et programmes-pays

En Europe, la SFI a continué d'oeuvrer dans le sens de son objectif essentiel de promotion du secteur privé par des investissements écologiquement viables et des programmes d'assistance technique. Ses priorités consistent à :

- aider à mettre en place des systèmes financiers modernes,
- favoriser l'investissement dans le domaine de l'infrastructure,
- promouvoir le développement du secteur privé dans les petits et les nouveaux pays membres, où le climat est moins propice à l'investissement,
- mettre l'accent sur un effort d'investissement continu en Russie,
- fournir un appui aux sociétés d'Europe centrale contrôlées par des capitaux locaux et aux petites entreprises de l'ensemble de la région,
- fournir une assistance technique pour les privatisations et le développement des marchés financiers,
- financer des coentreprises et créer des modèles en vue d'attirer l'investissement étranger,
- poursuivre en Turquie l'effort d'investissement en faveur des sociétés à vocation exportatrice et des entreprises viables de second rang.

À la fin de l'exercice 97, le portefeuille d'engagements de la SFI en Europe comprenait des investissements dans 142 entreprises de 18 pays contre 142 entreprises de 16 pays durant l'exercice précédent (tableau 6-1). Au cours de l'exercice, la Société a approuvé pour 563 millions de dollars de financements pour son propre compte et 548 millions de dollars de syndicats au titre de 45 projets dans 15 pays et d'un projet de portée régionale, contre des montants de

Figure 6-1 **Europe : Financements approuvés, Ex. 93-97**
(millions de dollars)



405 millions de dollars pour son propre compte et de 212 millions de dollars de syndications et de garanties pour 36 projets dans 13 pays et deux projets de portée régionale un an auparavant (figure 6-1).

L'existence de systèmes financiers solides étant capitale pour ce qui est de mobiliser l'épargne et de la répercuter de manière efficace vers le secteur privé, la SFI accorde un rang de priorité élevé au développement des marchés financiers dans les économies en transition. Comme les économies en transition ont tendance à offrir un choix limité d'instruments pour l'épargne, les banques jouent un rôle important dans le secteur financier de ces pays, et c'est pourquoi la SFI appuie fortement la création de banques en coentreprise, ainsi que les banques de second rang, les banques régionales et les privatisations de banques. Elle continue en outre de promouvoir le renforcement des institutions dans des domaines tels que le crédit-bail, l'assurance, les fonds communs de placement et autres aspects plus spécialisés de l'infrastructure des marchés financiers.

En Bosnie-Herzégovine, les capitaux sont restés limités alors qu'ils sont essentiels au redressement économique, et c'est ce qui a amené la SFI à prendre l'initiative de parrainer un nouveau fonds de capital-risque, le *Horizonte Bosnia and Herzegovina Enterprise Fund*. Ce fonds, qui représente le premier projet de la SFI dans ce pays, fournira au secteur privé naissant les capitaux propres dont il a tant besoin. La SFI a par ailleurs approuvé un investissement de 610 000 dollars dans la *Bosnia Microcredit Bank*, qui se spécialisera dans l'octroi de crédits aux petites entreprises et aux microentreprises.

En Pologne, la SFI a accepté d'investir 15 millions de dollars dans *Amerbank* pour lui permettre de rétrocéder des crédits aux petites et moyennes entreprises (PME) et, éventuellement, de mettre en place des services d'opérations bancaires automatisées. De plus, afin d'établir un modèle propre à encourager la création d'autres fonds régionaux, elle a pris une participation de 5 millions de dollars dans le *Central Poland Fund*. Celui-ci sera spécialisé dans le financement

Encadré 6-1 Pologne : Participations dans des petites et moyennes entreprises régionales

En août 1996, le Parlement polonais a voté la Loi sur l'exploitation commerciale et la privatisation des entreprises publiques, qui confie aux municipalités la charge de privatiser les petites et moyennes entreprises (PME). Le *Central Poland Fund* a pour objet de répondre aux besoins de fonds propres des PME encore contrôlées par l'État ou déjà privatisées.

Ce fonds s'efforce de fournir des investissements de participation directs aux PME soit privées, soit publiques relevant du programme de privatisation des voïvodies (provinces) du centre de la Pologne. Variante des Fonds nationaux d'investissement qui opèrent à l'échelon national, le *Central Poland Fund* servira de modèle pour encourager la création d'autres fonds régionaux destinés à apporter assistance technique et capitaux aux PME. Il favorisera la privatisation d'entreprises régionales prometteuses et exposera ce secteur à la dynamique du marché sous forme d'injections de capitaux et d'une meilleure administration des entreprises.

En tant qu'investisseur principal dans ce fonds, la SFI fournira des fonds propres à hauteur de 5 millions de dollars pour le projet, la capitalisation initiale envisagée étant de 30 à 50 millions de dollars. Le fonds sera géré par une société de gestion constituée par le *Lodz Management Group*, un gérant de fonds local doté d'une importante expérience au plan régional, et aura en outre pour conseiller l'*Investment Management Group* du *Crédit suisse*.

des PME existantes, ainsi que de celles contrôlées par les provinces du Centre de la Pologne (voïvodies) au fur et à mesure de leur privatisation (encadré 6-1).

En Turquie, la SFI a continué d'appuyer le développement des activités de crédit-bail. Durant l'exercice 97, elle a accordé dans ce secteur 37 millions de dollars de prêts à cinq sociétés de taille moyenne appartenant ou affiliées à des banques : *Demir Leasing*, *Finans Leasing*, *Toprak Leasing*, *Yapi Kredi Leasing* et *Rant Leasing*. Outre le fait d'atténuer ainsi les contraintes de financement à moyen terme pour ces sociétés et leur clients, la SFI a pris une part importante à leur renforcement institutionnel en négociant avec elles l'adoption de règles prudentielles sur le plan financier et opérationnel. Par le biais de son programme de prêts syndiqués, la Société a par ailleurs aidé certaines banques turques à avoir accès, sur les marchés financiers internationaux, à des prêts d'une durée supérieure à ce qu'elles auraient pu obtenir autrement.

Témoignant de son engagement accru envers la Russie et les pays voisins, la SFI a décidé de renforcer sa représentation à Moscou pour en faire un centre régional placé sous l'autorité d'un directeur et servant de base à son nouveau Département Europe II. Cette structure est nécessaire à l'entretien des alliances avec ses partenaires régionaux potentiels, à l'évaluation de projets complexes et au renforcement futur de sa réserve croissante d'investissements dans la région.

Encadré 6-2 Sidérurgie tchèque : Améliorer le rendement et l'environnement

Le programme d'investissement prévu pour Nova Hut, première entreprise sidérurgique en République tchèque, est le couronnement d'un effort de collaboration de plus de deux ans mené par une équipe nombreuse de la SFI. Cette équipe a travaillé de concert avec l'entreprise, les responsables tchèques et des banques locales et internationales pour concevoir un projet susceptible de servir de modèle pour la privatisation et la restructuration d'autres sociétés de grande envergure ou d'une importance stratégique dans les économies en transition. La SFI a aidé Nova Hut à mettre au point un vaste programme de modernisation en vue de ramener sa capacité annuelle de production d'acier de 4 millions à 3 millions de tonnes, de la réorienter de manière à répondre à la demande du marché, d'en améliorer le rendement et d'en garantir la compétitivité future. Ce programme prévoit 650 millions de dollars de nouveaux investissements, dont un prêt de 75 millions de dollars de la SFI et un prêt B syndiqué de 175 millions de dollars.

L'entreprise Nova Hut est située dans la région d'Ostrava, où la sidérurgie est une source majeure d'emplois et de prospérité. Mais les émissions de poussières de ses fours à coke constituent une menace pour la santé des habitants, et c'est pourquoi le programme de modernisation comprend des mesures d'assainissement d'un montant de 86 millions de dollars destinées à réduire les émissions dans l'air par la mise en place de matériel anti-pollution, la construction d'une usine de traitement biologique des eaux usées et l'amélioration du système d'épuration de l'usine. Ces dispositions amélioreront de manière spectaculaire la qualité de l'air à Ostrava et permettront à Nova Hut de respecter enfin les normes fixées par le Gouvernement tchèque et l'Union européenne, ainsi que les directives de la Banque mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

Divers aspects de la préparation du projet ont bénéficié de l'appui de fonds fiduciaires des Pays-Bas, de la Suisse et des États-Unis, et des fonds fiduciaires japonais doivent soutenir la prochaine phase d'étude consacrée à la structure interne de Nova Hut.

Afin d'améliorer en Russie le climat de confiance pour l'investissement direct étranger, la SFI a apporté son appui à des opérations en association qui doivent aboutir à la mobilisation de financements supplémentaires. Elle a ainsi approuvé un prêt A de 35 millions de dollars, un prêt B de 10 millions de dollars et un investissement de participation de 5 millions de dollars dans International Bottlers, L.L.C., opération montée conjointement par Leucadia National Corporation et PepsiCo pour développer un réseau de distribution.

Le transfert de technologie, qui constitue une retombée bénéfique importante de l'investissement pour les économies en transition, a constitué une autre priorité de la SFI. Celle-ci a approuvé un prêt A de 25 millions de dollars, un prêt B de 15 millions de dollars et un investissement de participation de 5,5 millions de dollars dans la firme suédoise PLM pour financer la construction d'une usine de fabrication de canettes de boisson en aluminium à deux chaînes de montage en Russie. Le projet entraînera d'importants transferts de technologie et de savoir-faire en matière d'exploitation grâce à la fourniture de matériel de fabrication perfectionné, à l'apport de services spécialisés en ingénierie et à l'organisation de programmes de formation.

La SFI avait également fait de la mise en valeur des vastes ressources naturelles de la Russie un élément de sa stratégie. Elle a ainsi approuvé un investissement destiné à financer en partie une opération conjointe de production de pétrole dans la République des Komis, ainsi qu'un financement pour la mise en valeur de la mine d'or de Pokrovski, dans l'oblast de l'Amour, dans l'extrême Est de la Russie. Ce dernier projet, qui doit déboucher sur une production annuelle allant jusqu'à 100 000 onces d'or, fera en grande partie appel à des entreprises russes et aura un effet positif sur l'emploi dans une région durement frappée par le chômage.

Le Sud-Est de l'Europe a bénéficié d'autres investissements de la SFI durant l'exercice 97. C'est une région dans laquelle la Société peut jouer un rôle catalyseur pour l'investissement, avoir un

impact sensible sur le développement et fournir le type de financement à moyen et long terme dont les entreprises ont tant besoin mais auquel elles n'ont généralement pas accès. Elle a accordé des prêts : en Bulgarie, pour la construction de l'hôtel Hilton de Sofia, y compris 9,5 millions de dollars de prêts syndiqués ; dans l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERY de Macédoine), pour l'agrandissement et le réaménagement du Grand Hôtel et le renforcement de la production de Nikol-fert (produits sidérurgiques) ; et, en Croatie, pour aider Koromacno Cement à accroître sa production.

Dans toute la région, la SFI a appuyé des investissements entre économies en transition. C'est ainsi qu'elle a approuvé un investissement de participation de 2 millions de dollars et un prêt de 2 millions de dollars également pour Dunapack Rambox Prodimpex, L.L.C., une fabrique de cartons ondulés de Roumanie créée par l'entreprise hongroise Dunapack Paper and Packaging. Toujours en Roumanie, elle a approuvé un prêt A de 12 millions de dollars et un prêt B de 8 millions de dollars pour Efes Brewery, une filiale du conglomérat turc Anadolu ; il s'agit de sa première syndication en Roumanie. En Azerbaïdjan, elle a approuvé un prêt de 3,5 millions de dollars et un investissement de participation de 2,3 millions de dollars pour Baku Coca-Cola Bottlers, Ltd., une opération montée conjointement par une société turque, Efes Investments, et une compagnie commerciale azerbaïdjanaise, Ilchin Limited.

Sur les 16 pays et régions couverts par l'Initiative visant à élargir le champ d'action de la SFI, cinq étaient situés en Europe : l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la République slovaque. Un contexte intérieur difficile a jusqu'ici limité les activités de la Société dans ces pays. Grâce au Fonds pour la petite entreprise, qui accorde des financements compris entre 100 000 dollars et 2,5 millions de dollars dans le cadre de l'initiative, la SFI a pu apporter un appui aux petites entreprises de ces pays. Pour les économies en transition, c'est très probablement ce type de société qui alimentera la croissance. Dans l'ex-République yougoslave de

Encadré 6-3 République tchèque : Électricité privée en Europe centrale

La SFI a accepté de financer un projet d'aménagement d'une centrale électrique privée qui constitue le premier projet presque entièrement nouveau de ce type à être entrepris dans un pays en transition sans financement garanti par l'État. Le projet de production d'électricité d'ECK comprend des mesures d'assainissement de l'environnement et d'extension de la centrale de production combinée de cette compagnie, située dans la ville de Kladno, à 30 kilomètres à l'ouest de Prague. L'actuelle centrale alimente en eau chaude cette localité (70 000 habitants) et en électricité (pour l'essentiel prélevée sur le réseau) le complexe industriel de Poldi Steel.

Comme d'autres centrales analogues en République tchèque, ECK est passible du paiement d'amendes en 1999 pour n'avoir pas respecté les nouvelles normes fixées par la législation tchèque sur la pureté de l'air, et pourrait être contrainte de fermer ses portes d'ici là si elle ne parvient pas à réduire considérablement ses émissions. Compte tenu du niveau actuel de ses ventes d'énergie thermique et de sa production électrique (21 MW), elle ne pourra pas recouvrer les coûts des mesures d'assainissement environnemental sans augmenter de façon radicale ses tarifs. Mais une solution économiquement viable consiste pour elle à renforcer sa capacité électrique, tout en restant responsable du chauffage de la ville. Sa capacité sera portée à 343 MW environ grâce à une nouvelle unité comprenant deux générateurs de vapeur au charbon en lit fluidisé circulant.

Le projet coûtera 401 millions de dollars. L'investissement de la SFI est constitué d'un prêt pour son propre compte à hauteur de 45 millions de dollars, d'un prêt subordonné convertible de 15 millions de dollars et d'une syndication de 65 millions de dollars en deutsche mark et en dollars. Les prêts privilégiés de la Société, y compris les prêts B, ont une échéance de près de 16 ans.

Les objectifs fixés par la République tchèque et la Banque mondiale sont respectés par ce projet, qui démontre qu'il est possible de réduire la pollution des réseaux de chauffage locaux et des centrales électriques situées en ville. L'opération contribuera en outre au développement d'un marché concurrentiel de l'électricité en République tchèque grâce à un système de production mixte efficient, et entraînera une réduction des tarifs d'électricité au niveau du réseau de distribution local. Enfin, sachant que la moitié de la dette privilégiée est fournie par un consortium de banques tchèques en couronnes et pour une durée supérieure aux échéances jusqu'alors disponibles, le projet devrait stimuler les marchés financiers intérieurs. Ce facteur, ajouté au travail juridique qu'implique la mise en place d'une structure contractuelle et de garantie adéquate, devrait avoir un effet d'entraînement pour le financement de futurs projets d'infrastructure privés.

Encadré 6-4 Géorgie : Redressement du fabricant d'eau minérale « Borjomi »

La République de Géorgie est réputée, dans l'ensemble de l'ex-Union soviétique, pour son eau minérale produite dans la vallée de Borjomi, l'une de ses ressources naturelles renouvelables les plus précieuses. Dans les années 80, les ventes annuelles de Borjomi représentaient plus de 300 millions de bouteilles d'un demi-litre, mais après la dissolution de l'Union soviétique, entre 1992 et 1995, les troubles civils ont entraîné l'arrêt des usines d'embouteillage de Borjomi, comme de la plupart des autres entreprises manufacturières de Géorgie. En 1995, l'eau minérale de Borjomi a réapparu sur les marchés de Russie et de Géorgie, en grande partie grâce aux efforts de la Georgian Glass and Mineral Water Company (CGMW), qui fabrique des bouteilles en verre et qui produit et distribue cette eau minérale.

Durant l'exercice 97, la SFI a approuvé un investissement en faveur de CGMW, son premier investissement en Géorgie, pour aider à moderniser, recapitaliser et développer les activités de l'entreprise par la fourniture de nouveau matériel, de fonds de roulement, de systèmes de distribution et de savoir-faire pour deux usines d'embouteillage et une fabrique de bouteilles en verre. Un programme d'investissement de 10 millions de dollars, dont un investissement de participation de la SFI de 2,9 millions de dollars, permettra à CGMW d'accroître sa production et d'apporter d'importantes améliorations à la qualité de ses produits et de l'environnement. Les exportations de son eau minérale devraient en outre procurer à la Géorgie une source toute trouvée de recettes en devises fortes.

En analysant la viabilité de l'entreprise et la solidité de la marque Borjomi, et en travaillant en étroite coopération avec les promoteurs du projet pour définir un plan de restructuration financière et technique, la SFI a contribué à faire de ce projet un modèle pour le secteur privé émergent du pays. L'évaluation de ses aspects commerciaux, comptables, juridiques et environnementaux a bénéficié de l'appui de fonds fiduciaires du Royaume-Uni et des Pays-Bas.



AVIS AUX IMITATEURS ! AFIN DE PROTÉGER SA MARQUE, LA FABRIQUE D'EAU MINÉRALE BORJOMI A LANCÉ UNE CAMPAGNE D'AFFICHAGE POUR MONTRER À QUOI SE RECONNAISSENT SES BOUTEILLES (ÉTIQUETTE EN INCRUSTATION) ; CES EMPLOYÉES SEMBLENT RAVIES DE PRENDRE PART AU REDRESSEMENT DE L'ENTREPRISE



Macédoine, la SFI a approuvé, au titre du Fonds pour la petite entreprise, un prêt de 610 000 dollars pour le développement de Masinomont, une petite fabrique de verre, et un autre de 1,5 million de dollars en faveur de Tetek, une société textile.

En Bosnie-Herzégovine, la stratégie suivie par la SFI a mis particulièrement l'accent sur la restructuration et la privatisation de l'industrie du bois. D'une importance capitale pour la reconstruction du pays, ce secteur peut aussi créer de nombreux emplois. La Société prévoit d'apporter, par le biais du Fonds pour la petite entreprise, un financement à d'autres entreprises de transformation du bois.

En République tchèque, en Hongrie et en Pologne, où les prêts commerciaux sont plus aisément disponibles, la SFI a recentré son action sur la réalisation de projets complexes mettant en jeu des sociétés contrôlées par des intérêts locaux ainsi que de projets d'infrastructure modèles, tout en poursuivant le développement institutionnel du secteur financier. En République tchèque, elle a aidé Nova Hut, première entreprise sidérurgique du pays, à lancer un vaste programme de restructuration prévoyant 650 millions de dollars de nouveaux investissements (encadré 6-2). Elle a aussi accepté de financer, à Kladno, toujours en République tchèque, l'aménagement d'une centrale électrique privée, le premier projet presque entièrement nouveau de ce type à être entrepris dans un pays en transition sans financement garanti par l'État (encadré 6-3). Par ailleurs, elle a accordé un financement pour une toute nouvelle coentreprise, Norgips Opole. Fruit d'une association entre une société anonyme polonaise, Opole Power Plant, et un fabricant norvégien de plaques de plâtre, Norgips, cette entreprise produira des plaques en gypse pour le marché polonais et pour l'exportation. La Société a en outre approuvé ses premiers investissements : en Géorgie, dans la Georgian Glass and Mineral Water Company afin d'aider à moderniser et agrandir ses installations d'embouteillage de l'eau minérale « Borjomi » (encadré 6-4) ; et en Moldova, dans le Groupe Incon, dans le cadre d'un des premiers

Encadré 6-5 Moldova : Le Groupe Incon

Surnommée le « jardin potager de l'ex-Union soviétique », la Moldova jouit d'un avantage comparatif majeur dans le secteur agricole grâce à la qualité de son climat et de ses sols, ainsi qu'au savoir-faire de ses exploitants. L'agriculture représente 43 % de son PIB et emploie un tiers de sa population active.

Dans le cadre de son premier projet en Moldova, la SFI a réalisé un investissement constitué d'un prêt de 12 millions de deutsche mark (7,7 millions de dollars) et d'une prise de participation de 2 millions de dollars dans le Groupe Incon, un groupe agro-industriel qui est né du regroupement de diverses usines de transformation axées sur la production et qui représente désormais une entreprise à vocation commerciale compétitive à l'échelon international. Les fonds apportés par la SFI renforceront sa position de producteur de premier plan de concentré de jus de pomme et de fruits et légumes transformés de qualité supérieure auprès des consommateurs.

Grâce à ces ressources, Incon investira dans des unités de transformation et rétrocédera 5 millions de dollars aux producteurs de pommes pour la rénovation de leurs vergers. Ce programme fournira aux exploitants les fonds dont ils ont tant besoin en attendant que le secteur financier puisse mettre en place un système de crédit rural efficace.

Il s'agit d'un des premiers gros investissements étrangers sous forme de prêts et de participations qui soient réalisés en Moldova sans garantie de l'État. On s'attend donc à ce que ce projet joue un rôle catalyseur majeur en vue d'attirer des investissements directs étrangers en Moldova, et en particulier dans le secteur agricole.

gros investissements étrangers sous forme de prêts et de participations réalisés dans ce pays sans garantie de l'État (encadré 6-5).

En Turquie, la stratégie d'investissement de la SFI a visé à fournir à des entreprises solvables le type de financement à long terme auquel elles n'ont guère accès, pour des projets axés sur l'exportation. La Société a diversifié sa clientèle de manière à servir, outre les entreprises de premier ordre, des sociétés de second rang contrôlées par des intérêts locaux. Elle a aussi fourni un appui aux investissements d'entreprises turques dans les pays en transition voisins.

Toujours en Turquie, la SFI a approuvé un investissement de 25 millions de dollars dans Assan, un producteur d'aluminium, pour l'aider à moderniser ses techniques de fabrication et à accroître

sa capacité de production. Elle a en outre approuvé un investissement de participation de 4,6 millions de dollars et un prêt de 10 millions de dollars en faveur de Borcelik, une aciérie indépendante spécialisée dans le laminage à froid.

Parmi les pays d'Europe centrale, nombreux sont ceux qui mettent actuellement en place des politiques agricoles destinées à faciliter leur intégration à l'Union européenne, reléguant ainsi au second plan l'effort tendant à rendre plus efficace leur secteur agricole. Ces pays n'en ont pas moins un bon potentiel de production, et c'est pourquoi la SFI prévoit de continuer à : mener sélectivement des actions de promotion en matière de privatisation et de restructuration pour améliorer la compétitivité de ce secteur ; réaliser des investissements propres à rationaliser les processus de commercialisation et de transformation par une coordination verticale de la chaîne alimentaire ; et entreprendre des investissements entièrement nouveaux pour donner une valeur ajoutée à la production non commercialisable et faciliter l'accès aux marchés internationaux.

Dans beaucoup de pays, la faiblesse des composantes de l'environnement des affaires (aspects financiers, commercialisation, échanges, paiements) a eu un effet dévastateur sur les activités agricoles d'ordre commercial. Beaucoup d'anciennes fermes d'État ou collectives ont accumulé de grosses pertes du fait de ne pouvoir vendre leurs produits de faible qualité qu'à des prix fortement subventionnés. D'un pays à l'autre, de profondes disparités ont subsisté sur le plan du degré d'évolution des politiques pour passer d'une économie dirigée à une économie de marché, du point de vue des types d'exploitations (de la grande unité collective à la petite ferme pratiquant une agriculture de subsistance) et quant à l'évolution dans le temps des régimes d'imposition et de subventionnement de sous-secteurs agro-industriels donnés.

Les républiques anciennement soviétiques soulèvent une série de questions différentes en ce qui concerne le passage d'une économie dirigée à une économie de marché et la désagrégation du contexte économique de l'activité agroindus-

trielle. Privatisation et restructuration sont les deux mots d'ordre. La stratégie de la SFI dans la région met l'accent sur les projets qui permettent d'économiser des ressources limitées et d'en améliorer la rentabilité (ceux consacrés aux exportations de produits horticoles à valeur élevée, par exemple), qui renforcent la compétitivité des entreprises de transformation et de commercialisation des produits agricoles, et qui favorisent les transferts de technologie tout en améliorant les activités de commercialisation grâce à un effort de collaboration au plan régional. Bien qu'elle ait été très active en Russie, en Pologne et en Turquie, la SFI renforce actuellement sa présence dans les pays du sud de l'Europe.

Assistance technique et services-conseils

L'exercice 97 a été une période de transition pour les services de conseils financiers aux entreprises en Europe. La Pologne, la République tchèque et un certain nombre d'autres pays ont mené à bien leurs grandes privatisations en ayant fortement recours aux services consultatifs de la SFI.

La présence de celle-ci dans la région reste forte. La SFI a ainsi aidé First Brno Engineering Works (PBS), une société en majorité contrôlée par l'État tchèque, à céder sa participation de 33 % dans la coentreprise ABB-PBS à son partenaire, ABB Asea Brown Boveri, à un prix sensiblement supérieur à sa valeur d'origine, ce qui témoigne des bons résultats obtenus par cette entreprise conjointe dans un contexte sectoriel difficile. La Société avait servi de conseiller à PBS pour la création de ABB-PBS, qui a repris en 1993 les activités de fabrication de fournitures pour centrales électriques, de chaudières et turbines de PBS. En Turquie, la SFI a fourni des conseils à Etibank, une entreprise spécialisée dans l'extraction et le traitement des minéraux, lors des négociations ayant abouti à la création d'une coentreprise avec le Groupe turc privé Garipoglu pour la construction et l'exploitation d'une unité de production de peroxyde d'hydrogène dans le complexe industriel de Bandirma appartenant à Etibank. Cette dernière, qui est le plus gros consommateur de peroxyde d'hydrogène de Turquie, s'engagera contractuellement à écouler un quart de la production et à faire d'autres



FOURS EN EXPLOI-
TATION À LA FABRIQUE
D'ALUMINIUM EN
FEUILLES ET EN
ROULEAUX ASSAN
DEMIR VE SAC SANAYII
A.S., À ISTANBUL
(TURQUIE), DONT LA
SFI A ACCEPTÉ DE
FINANCER L'EXPANSION

apports en nature, en échange de 28 % du capital de la coentreprise.

Durant l'exercice 97, la SFI a aidé Inkom Capital, banque d'investissement filiale de Inkom Bank, à trouver un partenaire étranger pour Samara Metallurgical Company, le plus grand producteur russe de produits semi-finis en aluminium. Inkom Bank détient 52 % du capital de Samara. Avec cette participation, Inkom Bank espère remédier aux graves problèmes que la firme a connus sur le plan financier et commercial depuis le désengagement de l'État du secteur industriel.

Au Bélarus, en Russie et en Ukraine, la SFI a continué de fournir une assistance technique pour les privatisations avec l'appoint financier du Know-How Fund du Royaume-Uni, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et des gouvernements canadien et japonais. En Ukraine, le programme de privati-

sation des terres a pris de l'ampleur avec la cession au secteur privé de 14 fermes supplémentaires dans l'oblast de Donetsk en cours d'année. En Russie, la SFI a poursuivi son programme d'assistance aux autorités pour la réorganisation des fermes collectives et la privatisation des terres agricoles. Un premier pas a d'ores et déjà été fait en vue de cette privatisation dans le cadre du modèle de réorganisation des exploitations agricoles mis au point par les spécialistes de la SFI et approuvé par les autorités fédérales. Plus de 150 000 paysans russes ont acquis des terres en copropriété, 1,3 million d'hectares de terres agricoles ont été privatisés et 1 400 nouvelles exploitations privées ont été formées.

À ce jour, la SFI a aidé un certain nombre de municipalités, 25 en Ukraine et 11 au Bélarus, à privatiser, respectivement, 11 643 et 1 109 petites entreprises. De plus, ses projets de postprivatisation dans l'un et l'autre pays prêtent assistance aux PME récemment privatisées ou créées dans

dix oblasts, au moyen de centres d'affaires qui dispensent des services de formation, de conseil et d'information. Des spécialistes fournissent en outre aux dirigeants de ces pays des conseils sur les mesures à prendre pour réduire les obstacles réglementaires au développement des PME.

Le programme d'assistance technique de la SFI en Ukraine vise essentiellement à accroître le nombre d'entreprises prêtes à être privatisées, à stimuler la demande d'actions de sociétés et à fournir aux dirigeants du pays des conseils sur les dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière. Jusqu'ici, la Société a aidé à lancer la privatisation de 500 entreprises dans l'oblast de Kharkiv et de 300 autres dans celui de Jitomir.

Le Programme de formation des entreprises, achevé durant l'exercice 97 dans la région de Nijni-Novgorod, a permis de former plus de 500 dirigeants d'entreprise aux techniques de planification des activités. Les participants à ce programme ont indiqué avoir reçu plus de 100 millions de dollars d'investissements sur la base des plans d'activité qu'ils avaient établis dans le cadre de leur formation.

Par ailleurs, la SFI a continué à dispenser des conseils pour le développement des marchés des

titres en Russie, que ce soit au niveau des opérateurs pour les questions de compensation et de règlement ou auprès de la Commission fédérale russe des opérations de bourse et des marchés financiers dans le cadre d'un prêt d'assistance technique de la Banque mondiale. Parmi les autres projets de la SFI en Russie a figuré une opération pilote de production avicole pour Suned, l'un des principaux importateurs russes de volailles.

Le programme du Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), géré conjointement par la SFI et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), a reflété la diversité des progrès réalisés par les différents pays de la région dans le passage à l'économie de marché. Durant l'exercice 97, il a passé en revue le climat général des affaires et des investissements, en se concentrant sur les lois, les règlements, les procédures d'enregistrement et les mesures de promotion des investissements en Estonie et dans l'oblast de Novgorod, en Russie. Il a également examiné un nouveau projet de loi sur l'investissement direct étranger en Géorgie, et a aidé à élaborer des plans pour la structuration de l'organisme chargé de promouvoir les investissements. En Croatie, il a aidé l'Agence de promotion des investissements à se doter d'un mandat, d'une structure interne et d'un programme d'activité.

EUROPE
**PROJETS APPROUVÉS DURANT
L'EXERCICE 97**
(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ALBANIE EuroMerchant Albanian Fund	Investir dans les PME au moyen d'un fonds de placement fermé		1,50				1,50	10,0
AZERBAÏDJAN Baku Coca-Cola Bottlers Ltd.	Créer à Baku une toute nouvelle usine d'embouteillage Coca-Cola d'une capacité annuelle de 60 millions de litres ; premier investissement de la SFI dans le pays	3,50	2,30				5,80	26,5
BOSNIE-HERZÉGOVINE Bosnia Microcredit Bank, The	Créer une institution spécialisée dans le financement des microentreprises		0,61				0,61	7,6
Horizonte Bosnia and Herzegovina Enterprise Fund	Créer un fonds de capital-risque ; premier investissement de la SFI dans le pays depuis son indépendance		2,00				2,00	15,0
Sarajevska Pivara, d.d.	Diversifier les activités d'une brasserie par la production de boissons gazeuses non alcoolisées et l'introduction de nouveaux types d'emballage	5,10				3,01	8,11	12,1
BULGARIE Sofia Hilton	Construire un hôtel de première catégorie (256 chambres) à Sofia	10,80		2,00		9,50	22,30	46,7
CROATIE T.C. Koromacno d.d.	Moderniser et réhabiliter une cimenterie pour la rendre conforme aux normes environnementales européennes	11,58					11,58	27,2
ESTONIE Eesti Uhispank	Accorder un prêt à moyen terme pour rétrocession à des PME dans l'agro-alimentaire, l'industrie du bois et du papier, le commerce de détail et de gros	6,56					6,56	6,6
Estonian Industrial Leasing Ltd.	Appuyer les activités d'une société de crédit-bail en souscrivant à une émission de droits		0,22				0,22	1,4
Oy Rudus AB	Appuyer les activités d'une holding qui investit dans le secteur des matériaux de construction par l'exercice des droits préférentiels de souscription à une émission de titres		1,48				1,48	7,4
FÉDÉRATION DE RUSSIE Aminex Plc	Accroître la production du champ pétrolifère de Kirtayel	17,00	3,05				20,05	85,2
Depsona, Z.A.O.	Établir et exploiter une usine de production de jus de pomme et de carotte et de concentré de jus de pomme					5,20	5,20	5,2

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
FÉDÉRATION DE RUSSIE, suite								
Information Technology Partners International	Participer au projet de création d'un fonds de 100 millions de dollars destiné à fournir des financements directs en fonds propres aux PME du secteur russe des technologies de l'information, y compris les télécommunications sans fil, les opérations bancaires automatisées et les services de logiciel		15,00				15,00	100,0
International Bottlers, LLC	Établir et exploiter deux usines d'embouteillage Pepsi-Cola, à Samara et Yekaterinburg, et mettre en place un réseau d'entrepôts et de distribution dans les grandes villes du Centre et de l'Est de la Russie	35,00	5,00			10,00	50,00	242,1
Nikitas Brokerage Ltd./Troika Dialog Investment Co.	Mettre en place un mécanisme de crédit renouvelable sur cinq ans et un instrument de prêt subordonné convertible, également sur cinq ans, à l'intention d'une société de courtage	7,00	0,01	2,99			10,00	10,0
PLM Beverage Can Manufacturing Co. and PLM Eastern Holdings AB	Établir et exploiter la première usine de canettes de boisson en aluminium, avec du matériel fourni par la holding suédoise offshore de l'entreprise	25,00	5,50			15,00	45,50	148,4
Russian Joint Stock Co. Pokrovskiy Mine (PM) and Zoloto Mining Ltd. (ZML)	Dans le cadre d'un projet de mise en valeur et d'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert dans la région extrême orientale de la Russie, pour la production de 85 000 onces en moyenne par an, effectuer une prise de participation dans ZML, la société mère britannique, et accorder des prêts à PM	12,00	4,00		4,00	32,30	52,30	77,6
GÉORGIE								
Georgian Glass & Mineral Water Company N.V.	Soutenir la fabrication de bouteilles en verre, ainsi que la production et la distribution de l'eau minérale Borjomi en Russie et dans les autres pays de l'ex-Union soviétique		1,70	1,20			2,90	10,0
HONGRIE								
ERU Hungaria Kft.	Moderniser une fromagerie et porter sa capacité annuelle de 1 800 à 4 300 tonnes	2,50				2,00	4,50	7,4
MACÉDOINE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE								
Makedonija Turist A.D.	Rénover le Grand Hôtel pour en faire le premier hôtel de classe internationale du pays	5,00					5,00	10,0
Masinomont	Agrandir et améliorer une entreprise de production de machines pour l'industrie du verre (Fonds pour la petite entreprise)	0,61			0,20		0,81	1,7
Nikol-Fert	Agrandir une entreprise privée de produits sidérurgiques destinés au secteur du bâtiment	3,80					3,80	9,6
Teteks A.D.	Améliorer les moyens techniques et le rendement d'une société textile à Tetovo, et diversifier sa ligne de produits pour renforcer ses exportations (Fonds pour la petite entreprise)	1,50					1,50	3,8

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
MOLDOVA								
Incon JSC, Cupchin JSC, Ungheni JSC, and Floresti JSC	Moderniser et agrandir trois entreprises de transformation de fruits et légumes récemment privatisées, accroître la production de concentré de jus de pomme, et améliorer la qualité et l'emballage des produits	7,69	2,00				9,69	22,6
POLOGNE								
Amerbank-Credit Line	Apporter un financement aux fins de rétrocession aux PME locales pour en appuyer le développement	8,00		7,00			15,00	15,0
Central Poland Fund	Créer un fonds régional destiné à investir dans les PME et autres entreprises privées prometteuses dans la région de Lodz		5,00				5,00	30,0
Gaspol S.A.	Appuyer la poursuite des travaux de construction d'un terminal de gaz de pétrole liquéfié en participant à une émission de droits		0,98				0,98	10,0
Intercell Spolka Zo.o.	Appuyer le développement de l'unique producteur privé polonais de papier d'emballage écru en participant à une émission de droits		0,71				0,71	3,9
International Bank in Poland (IBP)	Accorder un prêt subordonné à une banque commerciale en vue de financer la croissance et d'améliorer la compétitivité de l'économie			4,00		8,00	12,00	12,0
Norgips Opole Sp. Zo.o.	Créer une toute nouvelle fabrique de plaques de gypse d'une capacité annuelle de 40 millions de m ² pour le marché intérieur et l'exportation	12,92				24,31	37,22	52,0
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE								
Energy Center Kladno Generating s.r.o. (ECKG)	Renforcer les capacités d'une usine de cogénération pour porter sa production nette de 21 à 343 MW, et améliorer ses installations sur le plan environnemental et technique	45,00		15,00	10,00	65,00	135,00	401,0
Nova Hut, A.S.	Restructurer, moderniser et privatiser une aciérie intégrée d'une capacité annuelle de 4 millions de tonnes d'acier brut, la première grande société tchèque à être privatisée sans l'appui d'un partenaire stratégique	75,00				175,00	250,00	650,0
ROUMANIE								
Mobil Rom S.A.	Établir et exploiter le premier réseau national de téléphonie mobile	40,00		10,00		120,00	170,00	290,0
Rambox	Consolider et étendre dans le pays les activités de Dunapack, fabricant hongrois de papier et d'emballage	2,00	2,00				4,00	12,0
Romanian Efes Brewery SA	Établir et exploiter en coentreprise une brasserie d'une capacité annuelle de 75 millions de litres	12,00	5,00			8,00	25,00	70,0
TURQUIE								
Assan Demir ve Sac Sanayii A.S.	Agrandir et moderniser les lignes de production d'aluminium, y compris celles de feuilles et de bobines	9,85		5,00		10,00	24,85	68,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
TURQUIE, suite								
Borcelik Celik Sanayii Ticaret A.S.	Fournir un appui financier pour répondre aux besoins de fonds de roulement à long terme d'une aciérie spécialisée dans le laminage à froid	10,00	4,56		1,00		15,56	42,5
Demir Finansal Kiralama A.S.	Accorder un financement à moyen terme à une société de crédit-bail pour gros équipements (avions, navires, etc.)	10,00					10,00	10,0
Finans Finansal Kiralama A.S.	Accorder un financement à moyen terme à une société de crédit-bail visant le créneau des moyennes entreprises	6,00					6,00	6,0
Korfezbank A.S.	Fournir à une banque commerciale un financement à moyen terme pour rétrocession à des entreprises de divers secteurs (textiles, industrie manufacturière, agro-industrie)	15,00				35,00	50,00	50,0
Oyak Bank, A.S.	Accorder un financement à terme à une petite banque turque bien pourvue en fonds propres, pour lui permettre de rétrocéder des prêts aux sociétés clientes et d'accorder des prêts hypothécaires à ses clients individuels	15,00				25,00	40,00	40,0
Rant Finansal Kiralama A.S.	Fournir un financement à terme à une société de crédit-bail contrôlée par la principale société de négoce turque, pour l'apport de matériel de production à des entreprises privées, et en particulier des PME	4,85					4,85	5,0
Toprak Finansal Kiralama A.S.	Accorder à une société de crédit-bail un financement à moyen terme pour lui permettre d'acheter du matériel de production aux fins de leasing à des PME	8,00					8,00	8,0
Yapi Kredi Finansal Kiralama A.S.	Fournir à une société de crédit bail un financement à moyen terme pour lui permettre de servir le créneau inférieur du marché (matériels d'un coût moyen de 30 000 à 50 000 dollars)	8,00					8,00	8,0
RÉGION								
Leaseholding B.V.	Mettre en place une holding régionale chargée de créer et de gérer un réseau de sociétés de crédit-bail pour la location de matériel dans l'ensemble de l'Europe de l'Est et de la CEI			2,00			2,00	12,0

CEI Communauté des États indépendants

PME Petites et moyennes entreprises

Le Fonds pour la petite entreprise fait partie de l'Initiative pour l'élargissement du champ d'action de la SFI

EUROPE
**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
 SERVICES-CONSEILS DURANT
 L'EXERCICE 97**

Pays	Domaine	Description
BÉLARUS	Petites privatisations	Continuer d'aider à la mise en oeuvre des programmes de petites privatisations dans 11 villes et fournir des conseils de politique générale aux autorités du pays
	Postprivatisation	Aider les PME récemment privatisées ou créées par la mise en place de centres d'affaires chargés de dispenser des services de formation, de conseil et d'information
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Préparation de projet	Procéder à l'évaluation d'une entreprise de construction électrique présente sur les marchés internationaux, en mettant l'accent sur les facteurs économiques et commerciaux essentiels au redressement de ses activités (TATF)
	Préparation de projet	Examiner la situation d'un conglomérat d'entreprises publiques de transformation du bois, notamment en passant en revue les secteurs de la foresterie et du bois, et en réalisant une étude préliminaire sur les marchés des produits ligneux. Dans une phase ultérieure du programme d'assistance, fournir des évaluations détaillées des unités les plus prometteuses présentes sur le marché, en vue de l'établissement éventuel d'une ligne de crédit pour le secteur (TATF)
	Institutions financières	Aider à la création de la première institution de microcrédit commercial du pays, destinée à accorder de très petits crédits non gagés (essentiellement des fonds de roulement assortis de faibles échéances) au secteur privé (TATF)
	Préparation de projet	Réaliser l'audit financier d'une brasserie en prévision d'une proposition d'investissement au juste prix pour la SFI (TATF)
CROATIE	Développement des microentreprises	Fournir une assistance aux PME en matière de préparation de projets, notamment sous forme de conseils pour l'établissement de plans d'activité et dans les domaines de la gestion, du marketing, etc. (TATF)
	IDE	Aider à définir le mandat, la structure interne et le programme de travail de l'agence nationale de promotion des investissements (FIAS/TATF)
	Préparation de projet	Réaliser l'étude de pré-faisabilité en vue de la création d'une unité moderne de transformation de la viande (TATF)
ESTONIE	Crédit-bail	Aider à la création d'une société de crédit-bail pour biens d'équipement. Évaluer le cadre réglementaire, juridique et budgétaire. Établir des prévisions financières et formuler des recommandations pour les procédures d'exploitation et de gestion
	IDE	Procéder à une étude diagnostique du climat de l'investissement (FIAS)
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Marchés financiers	Continuer d'aider les autorités à développer le marché des titres
	Postprivatisation	Organiser des séminaires sur les techniques de planification des activités à l'intention des dirigeants de grandes entreprises privatisées de la région de Nijni-Novgorod
	Privatisation	Fournir une aide pour la privatisation d'entreprises agricoles dans les régions de Moscou, Nijni-Novgorod, Rostov, Orel, Volgograd, Kirov, Krasnodar, Tula, Voronej et Samara, et assurer une formation à l'échelon fédéral ainsi qu'au niveau des régions et des exploitations
	IDE	Évaluer le climat de l'investissement dans l'oblast de Novgorod (FIAS)
	Marchés financiers	Fournir une aide-conseil pour la structuration et la mise en place du Regent Undervalued Assets Russia Fund
	Préparation de projet	Aider une banque d'État à restructurer le principal fabricant national de produits semi-finis en aluminium et à attirer un partenaire étranger pour cette entreprise

Pays	Domaine	Description
FÉDÉRATION DE RUSSIE, suite	Préparation de projet	Aider à concevoir un projet pilote de production avicole pour l'un des principaux importateurs de volailles du pays
	Privatisation	Aider à privatiser les entreprises publiques qui détiennent le monopole de la production d'électricité en fournissant des compétences spécialisées, en coordonnant l'appui des organismes donateurs et en déterminant les besoins de conseils techniques particuliers (TATF)
	Infrastructure	Aider la direction d'une centrale électrique à préparer un projet impliquant notamment : la négociation d'accords pour l'achat d'électricité et les droits d'exploitation de gisements de gaz, la mise au point d'accords de transport de l'électricité, l'obtention de droits fonciers et d'exonérations fiscales temporaires de la part des municipalités, ainsi que la formulation des demandes de propositions pour la construction d'une centrale et l'élaboration d'un modèle financier (TATF)
GÉORGIE	IDE	Organiser un atelier de deux jours à Washington en vue d'examiner le projet de loi sur l'investissement direct étranger (FIAS). Fournir une formation aux responsables du Centre géorgien pour les investissements (TATF). Fournir des conseils pour la structure, la conception et la stratégie de l'agence de promotion des investissements (FIAS/TATF)
	Préparation de projet	Entreprendre deux missions de services-conseils auprès de l'entreprise d'eau minérale Borjomi pour : d'une part, en évaluer les cadres juridique et comptable, en mettant l'accent sur les apports étrangers de capitaux et de prêts et les restrictions susceptibles d'empêcher ce projet privé d'assurer les exportations d'eau minérale dans des conditions compétitives ; d'autre part, réaliser une étude de faisabilité du projet, couvrant notamment les débouchés et les modes de transport envisageables pour l'exportation vers la Russie et les autres marchés
HONGRIE	Préparation de projet	Réaliser une étude stratégique approfondie et une évaluation des possibilités commerciales du secteur des jus et fruits en boîte à l'intention d'un groupe d'entreprises privatisées désireuses de se restructurer, en mettant l'accent sur les questions stratégiques de marketing, de gestion, d'organisation et d'exploitation, les systèmes informatiques de gestion, les projections financières et les valeurs à prendre en compte (TATF)
LITUANIE	Préparation de projet	Procéder à l'évaluation environnementale des activités antérieures et actuelles de l'usine de tubes cathodiques Ekranas, sur la base des normes environnementales locales de la SFI et de la BIRD
MACÉDOINE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE	Promotion des investissements	Passer en revue et analyser le système juridique, avant d'entreprendre des activités préparatoires et de conseil touchant aux apports d'IDE dans le pays (TATF)
	Préparation de projet	Entreprendre l'audit des états financiers de 1996 d'une fabrique de machines pour l'industrie du verre, fournir une opinion raisonnable sur cet audit et ces états et, dans la mesure du possible, vérifier les stocks (TATF)
	Préparation de projet	Entreprendre l'audit des états financiers de 1996 d'une entreprise sidérurgique, fournir une opinion raisonnable sur cet audit et ces états et, dans la mesure du possible, vérifier les stocks (TATF)
	Préparation de projet	Procéder à un audit environnemental de pré-investissement et à une évaluation des systèmes informatiques de gestion d'un fabricant de tissus et tricots, et, dans un deuxième temps, entreprendre un audit financier de pré-investissement et une étude de marché, et fournir des conseils sur la stratégie à suivre par cette entreprise (TATF)
	Préparation de projet	Entreprendre un audit financier de pré-investissement d'une entreprise d'hôtellerie et de restauration ayant en cours un projet d'expansion et de réhabilitation, après en avoir passé en revue le processus de privatisation et la structure juridique (TATF)
	Préparation de projet	Entreprendre une évaluation opérationnelle et environnementale de pré-investissement pour une fabrique de ciment et de matériaux de construction (TATF)
	MOLDOVA	Préparation de projet

Pays	Domaine	Description
MOLDOVA, suite	Agro-industries	Entreprendre deux missions de services-conseils pour une entreprise de transformation et de commercialisation de fruits et légumes afin : d'une part, d'examiner le cadre juridique et réglementaire mis en place dans le pays pour favoriser l'investissement privé, de former le conseil juridique local aux techniques mises en jeu dans le processus de diligence raisonnable, et d'élaborer les pièces devant servir à l'investissement envisagé avec une entreprise agro-alimentaire récemment privatisée ; d'autre part, d'aider au lancement d'un système d'information et de contrôle de gestion. Ce projet doit servir de modèle pour d'autres éventuels projets d'investissement privé dans le pays (TATF)
POLOGNE	Développement institutionnel	Accorder au Service de conseil pour les entreprises polonaises une subvention ponctuelle à caractère exceptionnel au titre d'activités d'appui gestionnel pour l'aider à passer du statut actuel de service-conseil parrainé par la SFI à celui d'organisme constitué et géré de manière indépendante (TATF)
	Préparation de projet	Réaliser une étude de marché ainsi qu'une étude technique et financière pour le projet de création d'une fabrique moderne de produits laitiers frais (TATF)
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Privatisation	Prêter appui pour la vente des parts encore détenues par l'État dans une entreprise de matériel pour centrales électriques à la firme associée dans cette coentreprise
	Privatisation	Évaluer les structures internes, de gestion et de direction d'un complexe sidérurgique dans le cadre de sa privatisation (TATF)
TURQUIE	Préparation de projet	Aider une société minière d'État à constituer une coentreprise associant une usine de production de peroxyde d'hydrogène avec un promoteur privé local
	Privatisation	Aider une société minière d'État à mettre au point un accord avec des promoteurs privés pour l'exploitation d'un gisement de minerai de fer par l'établissement d'une mine et la construction d'une usine de traitement du carbonate de sodium
	Préparation de projet	Réaliser une étude de faisabilité et une étude de marché pour une coentreprise portant sur la production de tissus pour chemises de haute qualité, notamment en identifiant les tendances des marchés de l'Union européenne et en établissant des projections sur l'offre et la demande (TATF)
UKRAINE	Petites privatisations	Continuer d'apporter une aide à la privatisation de petites entreprises et à l'achèvement de programmes de construction à l'échelon national
	Privatisation	Élargir le programme de privatisation des terres en y incluant 15 fermes supplémentaires dans la province de Donetsk
	Postprivatisation	Aider les PME récemment privatisées ou créées par la mise en place de centres d'affaires chargés de dispenser des services de formation, de conseil et d'information, et fournir aux autorités nationales des conseils en matière de réglementation
	Privatisation	Aider à la privatisation de moyennes et grandes entreprises dans les oblasts de Kharkov, Jitomir et Sumi, et dans la République autonome de Crimée
	Crédit-bail	Réaliser une étude de faisabilité pour le lancement d'une opération de crédit-bail en coentreprise, notamment en passant en revue la situation politique et économique de l'Ukraine, en dressant un bilan du secteur agricole et en évaluant le cadre juridique, réglementaire et budgétaire applicable à la mise en place de sociétés de crédit-bail (TATF)
	Privatisation	Continuer de promouvoir le programme de privatisation de masse dans trois régions en fournissant un appui aux centres consultatifs locaux de chaque région et au centre national de Kiev (TATF)
RÉGION ALBANIE ET SLOVAQUIE	Préparation de projet	Identifier, en Albanie et en République slovaque, des entreprises privées présentant un potentiel de croissance correspondant aux objectifs de l'Initiative pour l'élargissement du champ d'action de la SFI, afin de les aider à pouvoir prétendre aux concours financiers de la SFI et d'autres institutions (TATF)

FIAS Service-conseil pour l'investissement étranger

IDE Investissement direct étranger

TATF Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

Membres régionaux
de la SFI

**Amérique latine
et Caraïbes**

- Antigua-et-Barbuda •
- Argentine • Bahamas •
- Barbade • Belize •
- Bolivie • Brésil • Chili
- Colombie • Costa
- Rica • Dominique •
- El Salvador • Équateur
- Grenade •
- Guatemala • Guyana •
- Haïti • Honduras •
- Jamaïque • Mexique •
- Nicaragua • Panama •
- Paraguay • Pérou •
- République domini-
caine • Saint-Kitts-et-
Névis • Sainte-Lucie •
- Trinité-et-Tobago •
- Uruguay • Venezuela

LA FIRME ARGENTINE
NAHUELSAT, UN CLIENT
DE LA SFI, A LANCÉ EN 1997
UN SATELLITE DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS



7 RAPPORT RÉGIONAL AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



conjoncture internationale a été favorable aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes en 1996 et au début de 1997. La faiblesse de l'inflation (2 % à peu près en 1996) dans les grands pays

industriels a permis aux banques centrales de maintenir leurs taux d'intérêt à un niveau relativement bas, ce qui a non seulement stimulé la croissance économique des pays industriels, mais aussi favorisé les exportations des pays d'Amérique latine et les entrées de capitaux dans ces pays. D'après les estimations, les apports nets de capitaux privés à la région ont atteint 74 milliards de dollars en 1996, contre 53 milliards de dollars en 1995. Les progrès réalisés au plan de la stabilisation, l'intensification des réformes économiques et l'ampleur du volume des liquidités internationales ont facilité le redressement progressif de l'économie après la crise du peso, et la cote de crédit de la région s'est améliorée.

Selon les estimations, le PIB des pays d'Amérique latine a augmenté de 3,6 % en 1996, contre 0,8 % en 1995. Cette progression est en grande partie attribuable à la reprise économique de l'Argentine et du Mexique à l'issue de la récession. En Argentine, le PIB a augmenté de 4,4 % en 1996 après avoir baissé de 4,6 % en 1995. Au Mexique, il a progressé de 5,1 %, alors qu'il s'était contracté de 6,2 % en 1995, tandis qu'en Bolivie, le taux de croissance a légèrement augmenté pour atteindre 3,9 %. La croissance s'est, en revanche, ralentie dans la plupart des autres pays de la région. Au Brésil, le PIB a augmenté de 2,9 % du fait de la reprise de l'activité économique à l'issue de la récession qui a sévi au milieu de 1995. On a également observé un tassement de la croissance en Colombie (3,0 %), dû au resserrement de la politique monétaire par un gouvernement soucieux de réduire les pressions inflationnistes. La croissance reste soutenue au Chili (7,1 %), mais est

néanmoins en retrait par rapport à 1995 (8,5 %). L'activité économique s'est aussi ralentie au Pérou, dont le taux de croissance est tombé de 6,9 % en 1995 à 2,8 % en 1996 par suite de la décision des autorités de durcir la politique monétaire et budgétaire pour maîtriser un déficit du compte courant de plus en plus important. Au Venezuela, le PIB a diminué de 1,6 % car les mesures prises pour réduire le déficit budgétaire ont entraîné une contraction de l'économie. Le taux de croissance de l'Équateur s'est établi aux alentours de 2,0 %. En Amérique centrale, les taux de croissance économique s'inscrivent dans une fourchette allant de 0,9 % au Costa Rica à 4,8 % au Nicaragua en passant par 1,8 % pour le Panama, 3 % en El Salvador et au Guatemala et 3,4 % au Honduras. On observe des variations similaires dans les grands pays des Caraïbes, puisque le taux de croissance s'est établi, en 1996, à 0,5 % en Jamaïque, à 2,8 % à la Trinité-et-Tobago et à 7,3 % en République dominicaine.

Tableau 7-1 Amérique latine et Caraïbes : Financement des projets (millions de dollars)

	Ex. 97	Ex. 96
Financements approuvés pour le compte de la SFI	1 188	1 257
Prêts et swaps	984	1 021
Participations et quasi-participations	204	236
Mobilisation directe	1 574	2 371
Syndications de prêts	1 574	2 371
Garanties d'émission	—	—
Total des financements approuvés	2 762	3 628
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	4 046	3 758
Prêts	2 841	3 048
Participations	770	709
Portefeuille d'engagements détenu pour des tiers (participations à des prêts)	3 868	2 879
Total du portefeuille d'engagements	7 914	6 637

L'inflation a continué de ralentir dans la région, pour tomber d'en moyenne 30 % en 1995 à 23 % en 1996. Les déficits budgétaires moyens ont été ramenés de 4 % en 1995 à 3 % en 1996 bien que la situation diffère très fortement d'un pays à l'autre, le Venezuela dégagant un excédent budgétaire de 7 % tandis que le Brésil affichait un déficit de 6 %. Les exportations ont poursuivi leur rapide progression en 1996, avec un taux de croissance de près de 13 %, pour atteindre 225 milliards de dollars. Les importations ont augmenté pratiquement du même montant pour s'établir à 217 milliards de dollars.

Les perspectives de développement de la région dépendent de l'essor du secteur privé, dont les pays considérés sont de plus en plus tributaires s'ils veulent générer une croissance suffisante pour rester compétitifs sur les marchés mondiaux, créer des emplois et accroître le revenu par habitant. La croissance économique de la région reste entravée par un certain nombre de facteurs, et notamment le sous-développement des infrastructures et des secteurs financiers. La faiblesse des taux d'épargne intérieure dans les divers pays de la région et, partant, la rareté des capitaux qui peuvent servir à financer les investissements continuent de poser des problèmes. En Amérique latine, d'après les estimations, l'épargne intérieure est passée de 1 à 19 % du PIB en 1996,

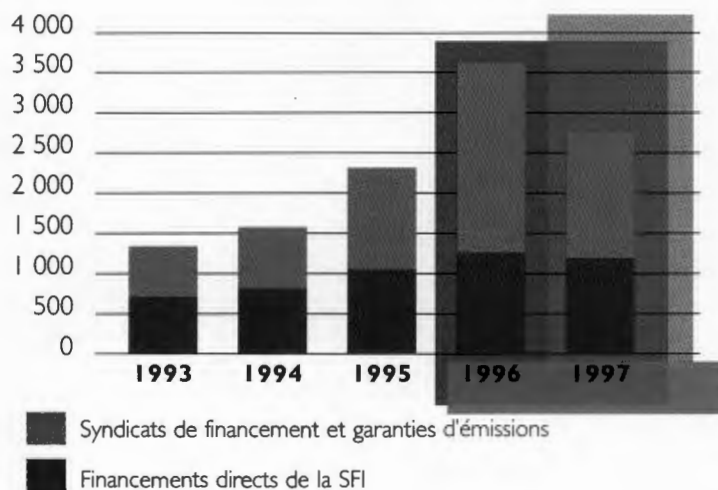
mais reste bien inférieure aux niveaux observés en Asie de l'Est. Les apports de capitaux privés internationaux ont fortement augmenté grâce à la résolution de la crise mexicaine et à la poursuite des réformes structurelles dans la plupart des pays de la région. Les flux nets, qui représentaient 4,6 % du PIB de la région en 1996, jouent un rôle de plus en plus important dans le financement des économies.

Stratégie d'investissement pour la région

La SFI continue de soutenir très activement les projets du secteur privé respectueux de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, bien que son rôle évolue en ce domaine. Les grandes facilités d'accès aux marchés financiers des clients traditionnels de la Société permettent à cette dernière d'apporter son soutien à un éventail plus large que jamais d'entreprises privées. La SFI se fonde sur les stratégies qu'elle a établies pour la région et ses pays en coordonnant ses efforts avec la Banque mondiale et en mettant l'accent sur l'évolution des apports de capitaux privés, pour mieux cibler ses ressources et maximiser l'impact de son action sur le développement. Pour permettre l'essor du secteur privé, il est crucial de donner la plus haute priorité à certaines actions : maintenir la stabilité macro-économique, poursuivre et approfondir le processus de réforme en cours ; élargir la base de la croissance et assurer une répartition plus équilibrée de ses fruits ; remettre en état les infrastructures régionales délabrées et développer les équipements ; et organiser les secteurs financiers et les marchés des capitaux nationaux pour qu'ils soient mieux en mesure de financer les investissements. La stratégie de la SFI dans la région est donc centrée sur les domaines suivants :

- **Infrastructure privée.** Les déficiences des équipements d'infrastructure sont l'un des principaux obstacles au développement des pays de la région. Parce qu'ils ne disposent que de ressources publiques limitées et qu'il leur faut faire face aux besoins urgents des secteurs sociaux, les gouvernements de la région se tournent de plus en plus vers le secteur privé pour remédier à l'insuffisance des infrastructures, et offrent ainsi à ce dernier des opportunités prometteuses. Toutefois, les risques sont toujours jugés élevés et, s'agissant de projets

Figure 7-1 **Amérique latine et Caraïbes : Financements approuvés, Ex. 93-97** (millions de dollars)



complexes, il est difficile de les mener à bonne fin. La SFI collabore étroitement avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en vue d'aider les pays de la région à définir les grandes lignes de la participation des entreprises privées dans le secteur de l'infrastructure. Lorsqu'un cadre réglementaire approprié est mis en place, la SFI structure et appuie des « transactions modèles » dans divers sous-secteurs, lesquelles, par leurs effets de démonstration, génèrent de nouveaux investissements privés.

- **Marchés financiers nationaux.** Comme l'infrastructure, le développement des marchés financiers est prioritaire dans tous les pays de la région. La Société continue d'accorder une place particulière au renforcement des institutions, notamment en ce qui concerne : les banques commerciales, l'objectif étant de conforter leur assise financière en leur fournissant des éléments de fonds propres des catégories 1 et 2 ; les marchés des titres, afin d'élargir et de densifier ces marchés en soutenant la demande, via les investisseurs institutionnels du pays, et l'offre, via la mise en place de mécanismes de garanties d'émissions, le capital-risque et les instruments de participation au capital, tout en favorisant le développement de l'infrastructure des marchés financiers, notamment par la création d'agences de notation et d'agences de renseignements commerciaux et la réalisation d'études sur les marchés des titres ; les marchés obligataires, dans le but d'accroître les liquidités pour les titres de qualité de teneur plus longue par la création de mécanismes de garanties d'émissions et la titrisation des actifs ; et enfin l'épargne contractuelle, afin de stimuler l'épargne intérieure via les fonds de pension, des mesures tendant à élargir le rôle de l'assurance-vie et la gestion professionnelle des actifs. La SFI fournit aussi une aide aux petites et moyennes entreprises (PME), y compris les microentreprises, en procédant à des opérations de financement des activités de gros par le biais d'intermédiaires financiers.
- **Entreprises moyennes de second rang.** Comme les sociétés de premier rang de la région ont de plus en plus facilement accès aux capitaux internationaux, la SFI réoriente son action

Encadré 7-1 Guatemala : Une électricité géothermique à faible coût

Le potentiel géothermique du gisement de Zunil au Guatemala est connu depuis le début des années 70. En 1993, la compagnie nationale d'électricité, Instituto nacional de Electrificación (INDE), a signé avec un promoteur privé un marché de fourniture d'électricité pour une période de 25 ans, qui doit donner lieu à la construction d'une centrale électrique sur le site de Zunil, à 7 kilomètres au sud de Quetzaltenango, la deuxième ville du Guatemala. Dans ce pays qui souffre de pénuries d'énergie faute de capacités de production suffisantes, qui est fortement tributaire des installations hydroélectriques et dont le parc de centrales thermiques est vieux et inefficace, le projet permettra d'exploiter un combustible local et renouvelable pour accroître la production d'électricité à moindre coût.

La centrale géothermique de 24 MW sera construite dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert par Orzunil, société à responsabilité limitée constituée conformément à la législation guatémaltèque et liée à Ormat Industries Ltd., qui est, elle-même, une société israélienne spécialisée dans la vente de matériel électrique et la promotion de projets. Pour couvrir ses besoins de financement qui se chiffrent à 66,7 millions de dollars, des souscriptions seront prises par la SFI, Scudder Latin American Fund, Ormat, la Commonwealth Development Corporation et un groupe d'investisseurs locaux. La SFI accordera un prêt A de 14,4 millions de dollars pour son propre compte et un prêt B de 12,8 millions de dollars, et elle prendra une participation à hauteur de 2,2 millions de dollars.

Le plan de gestion environnementale de la centrale traite des problèmes fondamentaux, à savoir l'indemnisation pour les terrains, la lutte contre l'érosion des sols pendant les travaux de construction et la réinjection du fluide géothermal. L'équipement de production d'énergie utilise un dispositif en circuit fermé pour canaliser la vapeur et la saumure et les réinjecter dans la formation géothermique de manière à régénérer la source d'énergie sans mise en décharge. Un système de détection de sulfure d'hydrogène sera installé, bien que les tests montrent que les risques liés à ce gaz nocif sont faibles. Les occupants des terrains nécessaires à la réalisation du projet seront indemnisés sur la base des cultures en place au moment de l'achat.

pour fournir son appui à des entreprises de second rang qui ne bénéficient pas encore de cet accès. La Société s'attachera à répertorier les entreprises viables susceptibles de développer leur activités ; il s'agira souvent d'entreprises dont la culture pourra se transformer sous l'effet de l'intervention de la SFI qui les encouragera aussi à adopter les pratiques les plus performantes et de saines méthodes de gestion, à appliquer des normes comptables plus rigoureuses, et à confier les activités de gestion à des spécialistes.

Encadré 7-2 Mexique : La SFI fournit son appui à la reprise économique

La restructuration financière du secteur des entreprises, et des PME en particulier, est essentielle à la poursuite du redressement économique du Mexique au sortir de la récession où l'a plongé la crise du peso. Conformément à la stratégie d'assistance au Mexique arrêtée par le Groupe de la Banque mondiale pour la période 1997-99, les interventions de la SFI dans le secteur des marchés financiers visent à appuyer une restructuration financière globale des PME et à renforcer la position de différents établissements bancaires. À cet effet, la SFI a mis en place un mécanisme doté de 110 millions de dollars au profit d'un groupe financier mexicain de taille moyenne, le Grupo Financiero BBV-Probursa, S.A. de C.V. (BBV-Probursa). Ce mécanisme comprend une ligne de crédit de 80 millions de dollars pour les restructurations et un prêt subordonné échangeable de 30 millions de dollars. Cet investissement, qui a contribué à l'assainissement de la situation de la banque BBV-Mexico, S.A., offre un exemple de restructuration modèle d'une banque mexicaine à laquelle participe une entité étrangère.

La ligne de crédit pour les restructurations a été accordée à BBV-Mexico, une filiale bancaire de BBV-Probursa. Elle permettra de financer des crédits à moyen et long termes aux entreprises qui ne disposent actuellement d'aucune autre source de financement pour restructurer leur bilan et leurs opérations. Un montant de 10 millions de dollars au moins sera rétrocédé à des entreprises de l'Oaxaca et du Chiapas afin de promouvoir l'expansion du secteur privé dans ces États moins développés. Dans le cadre du mécanisme qu'elle a mis en place, la Société a nommé un chargé d'investissement senior basé au Mexique, qui doit travailler en étroite coopération avec BBV-Mexico à l'identification, la restructuration et l'approbation des prêts financés au moyen de la ligne de crédit pour les restructurations.

Le prêt subordonné échangeable a également permis d'accroître la capitalisation de BBV-Mexico par une injection d'éléments de fonds propres de la catégorie 2. Il complète les apports de plus de 350 millions de dollars que l'actionnaire majoritaire espagnol, Banco Bilbao Vizcaya S.A. (BBV), a injectés dans BBV-Mexico depuis la dévaluation du peso.

- **Diversification régionale.** Comme les apports de capitaux internationaux sont eux aussi concentrés dans les principaux centres industriels des pays les plus grands, la SFI recentre également ses activités au profit des économies de moins grande envergure de la région et des zones les moins développées du Mexique, du Brésil et de l'Argentine.

Pendant l'exercice 97, la SFI a approuvé pour 1,2 milliard de dollars de financements pour son propre compte et 1,6 milliard de dollars de syndi-

cations au titre de 54 projets dans 21 pays et de trois projets régionaux (figure 7-1), contre des montants de 1,25 milliard de dollars pour son propre compte et 2,4 milliards de dollars de syndications pour 61 projets dans 14 pays et deux projets régionaux durant l'exercice 96. Au 30 juin 1997, le portefeuille engagé par la Société dans la région était de 4 milliards de dollars et comprenait des prêts et des investissements en faveur de 276 entreprises de 21 pays, contre un portefeuille engagé de 3,8 milliards de dollars dans 282 entreprises de 21 pays pour l'exercice précédent (tableau 7-1). Les investissements approuvés pour le compte de la SFI durant l'exercice 97 se sont élevés à 401,5 millions de dollars au Brésil, à 219 millions de dollars au Mexique, et à 228,1 millions de dollars en Argentine. Les pays andins, à savoir la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, ont reçu 173,6 millions de dollars, les pays d'Amérique centrale 125,6 millions de dollars, et les Caraïbes 73 millions de dollars.

Les investissements approuvés pour des projets d'infrastructure du secteur privé incluent un projet de station électrocalogène pour un complexe pétrochimique au Mexique, un projet portuaire en Argentine, ainsi qu'une centrale hydroélectrique, un réseau de téléphonie fixe et cellulaire et une route à péage au Brésil. Au Guatemala, la Société a aidé à financer un projet géothermique (encadré 7-1). Elle a par ailleurs investi dans un fonds de placement privé régional pour fournir un appui à des producteurs d'électricité indépendants en Amérique latine.

La SFI a favorisé le développement des marchés financiers nationaux dans divers pays et pour divers produits. Parmi les investissements visant à renforcer les institutions, citons deux fonds de placement privés, une société de gestion financière dans l'État du Chiapas au Mexique, un mécanisme de garanties d'émissions au Brésil et une société de crédit-bail en Colombie. Dans le domaine du financement du logement, la SFI a accepté d'apporter son concours à trois opérations d'avant-garde : le premier mécanisme d'entreposage d'hypothèques titrisées jamais créé sur un marché émergent (en Argentine), une institution de crédit hypothécaire de second rang

afin de développer les titres garantis par des hypothèques au Mexique, et une ligne de crédit pour les prêts hypothécaires au Panama. La Société a également continué de fournir son appui au redressement économique du Mexique en apportant son concours financier à des opérations globales de restructuration de la dette et des portefeuilles des PME, et au renforcement des banques (encadré 7-2). Le financement global au profit des PME a été fourni par l'intermédiaire d'un programme novateur de papier commercial des États-Unis au Pérou, un mécanisme de prêt sur plusieurs pays dans les Caraïbes et deux banques commerciales en Argentine.

Parmi les investissements approuvés par la SFI, citons également la fourniture directe d'un concours financier à des entreprises de second rang dans divers secteurs d'activité et pays de la région : une cimenterie en El Salvador, une entreprise d'exportation de fleurs coupées en Équateur, un fabricant de blocs moteurs au Mexique et un fabricant de savon au Honduras (encadré 7-3).

Le processus de diversification régionale s'amplifie du fait de l'intensification des activités des petites économies et des régions les moins développées des pays de plus grande importance. Dans ce domaine, la SFI poursuit ses activités en collaboration avec la BIRD dans la partie méridionale du Mexique, la partie septentrionale de l'Argentine et le Nord-Est du Brésil. Les investissements approuvés dans ces régions incluent un fonds de placement privé dans l'État du Chiapas, au Mexique, la fourniture d'un appui financier à des projets dans la branche des fruits et des graines oléagineuses, et une ligne de crédit dans le Nord de l'Argentine, ainsi que des financements en faveur du commerce de détail, du textile, de la pétrochimie et de la diversification de la production vivrière au Nord-Est du Brésil. L'initiative pour « l'élargissement du champ d'action de la SFI » (encadré 2-1) a été mise en œuvre en El Salvador, au Guyana et dans les pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, notamment Antigua-et-Barbuda, la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie, dans le cadre du premier projet approuvé en avril 1997.



Programmes-pays

L'Argentine est sortie de la récession où l'avait plongée la crise du peso : grâce au fort accroissement de sa production agricole et à la rapide progression des exportations, le taux de croissance réel du pays a atteint 4,4 % et l'inflation a été pratiquement nulle en 1996. Le secteur privé continue de réagir positivement au nouvel environnement économique, et la confiance du public s'est renforcée. Les firmes nationales et internationales investissent massivement dans les sociétés privatisées, et le secteur des entreprises a engagé un important processus de restructuration. Les résultats sont toutefois inégaux d'un secteur à l'autre. Les grandes compagnies sont plus rapides à opérer les restructurations indispensables pour accroître leur compétitivité, tandis que les progrès sont plus lents dans les autres sociétés. Le

EXTRACTION DE
CALCAIRE POUR LA
PRODUCTION DE CIMENT
À CEMENTO DE EL
SALVADOR, DONT LA SFI A
ACCEPTÉ DE FINANCER
L'EXPANSION

taux de chômage reste élevé (17 % environ), ce qui tient dans une certaine mesure aux rigidités du marché du travail.

Pendant les exercices 95 et 96, la SFI a été une importante source de financement pour le secteur privé argentin, et elle a permis de combler le déficit creusé par « l'effet tequila ». Les investissements de l'exercice 96, syndicats comprises, ont atteint 1,5 milliard de dollars. La plus grande partie de ces fonds a servi à financer des opérations de privatisation et des projets de concession dans le secteur de l'infrastructure. Étant donné le retour des capitaux privés et les plus grandes facilités de financement dont bénéficient les grandes entreprises et de nombreux projets d'infrastructure, les concours de la SFI leur sont devenus moins nécessaires ; la Société s'intéresse

donc maintenant à des entreprises et des projets de plus petite taille, ce qui explique la forte réduction du volume de ses investissements. Au cours de l'exercice 97, ceux-ci ont principalement visé le secteur de l'agro-industrie pour porter sur des projets de transformation de la viande, de broyage de graines oléagineuses, et de production laitière. Les marchés financiers ont accordé une large place aux innovations, en particulier dans le domaine de la titrisation des hypothèques. La Société s'est également attachée à promouvoir le développement des provinces en accordant deux lignes de crédit, la première pour financer les activités de prêt au Tucuman et dans les provinces du Nord, et la seconde pour renforcer l'organisation d'une banque de Cordoba. Ces deux opérations se sont inscrites dans le prolongement de l'initiative de Tucuman, programme d'action mené conjointement par la Banque mondiale et la SFI pour accélérer la réforme du secteur public et stimuler la croissance du secteur privé dans la partie nord de l'Argentine. La Société continue d'apporter son assistance à un mécanisme d'élaboration des projets pour Tucuman, qui est lui aussi un produit de l'initiative.

Encadré 7-3 Honduras : Nettoyage des savonneries

Cressida, l'un des principaux fabricants de produits de consommation du Honduras, est aussi le plus grand producteur de savon, de détergents et de produits à base de tomates de l'Amérique latine. Grâce à l'appui financier de la SFI, cette firme a entrepris de moderniser ses installations, d'accroître ses capacités de production de savon et de détergents, d'agrandir ses installations de transformation de produits alimentaires et de diversifier ses activités en produisant des huiles comestibles. Pour faire face à l'augmentation de la demande, Cressida modernisera les usines situées à San Pedro Sula et dans la région de Comayagua au Honduras, ainsi que celles qui se trouvent en El Salvador.

Ce projet de 84 millions de dollars comporte trois volets. Premièrement, Cressida construira une nouvelle unité de production et fermera sa vieille usine de savon et de détergents, qui pollue l'environnement. Le futur complexe industriel comprendra de nouvelles unités de production de savon et de détergents, une installation de sulphonation, une usine d'ester méthylique dotée d'unités de récupération du glycérol et du méthanol, ainsi qu'une fabrique d'huile comestible. Le deuxième volet couvre l'agrandissement et la modernisation de l'usine de savon et de détergents de Cressida à San Salvador, tandis que le troisième permettra d'accroître et de moderniser les capacités de production des unités de produits alimentaires, de boissons et de produits de restauration rapide au Honduras.

Ces divers aménagements, que la SFI a accepté de financer, visent à porter la capacité annuelle de production de savon et de détergents de Cressida à 139 000 tonnes, et celle des produits alimentaires à 39 000 tonnes.

Au Brésil, le Plan Real continue d'enregistrer de remarquables succès sur le front de l'inflation. Grâce à ces progrès et à un environnement extérieur favorable, le pays a obtenu de très bons résultats dans les domaines économique et social. Pratiquement atone jusqu'à la fin de 1992, la croissance a été de 4 %, en moyenne, pendant la période 1993-96, et l'inflation a été ramenée de 2 668 % en 1994 à 10 % environ en 1996. Ce freinage spectaculaire de l'inflation a éliminé la taxe d'inflation, les salaires réels ont augmenté et le niveau des revenus des pauvres a pu s'améliorer. Ces divers accomplissements permettent aussi d'approfondir les réformes structurelles, qui sont d'une importance cruciale. Une certaine impulsion semble sur le point d'être donnée aux opérations de privatisation, du fait en particulier de la cession de Companhia do Vale do Rio Doce (CVRD) qui s'est réalisée dans de bonnes conditions en mai 1997. Étant donné la transformation de l'économie brésilienne, qui s'appuie davantage sur les exportations et le secteur privé, l'expansion de ce dernier devient bien plus nécessaire encore,

Encadré 7-4 Brésil : Des prêts pour de petits éleveurs de volailles et de porcs

Des éleveurs brésiliens bénéficieront d'une ligne de crédit de 50 millions de dollars ouverte par la SFI pour financer des équipements et des aménagements dans des unités intégrées d'élevage de volailles et de porcs. Au départ, des montants à hauteur de 25 millions de dollars au total pourront être tirés sur la ligne de crédit par plus de 500 éleveurs associés à Ceval Alimentos S.A., client de la SFI, pour construire ou agrandir des éleveuses de volailles de chair, construire des enclos de reproduction, des loges de mise bas et des étables d'engraissement pour les porcs, moderniser le matériel d'alimentation, et améliorer l'utilisation de l'énergie et de l'eau ainsi que les systèmes de traitement des déchets. Le solde de la ligne de crédit sera utilisé par d'autres exploitants opérant en relation avec d'autres clients de la SFI et d'autres entreprises de ce secteur d'activité.

En raison de l'extension vers le Nord des zones céréalières, la Société Ceval et d'autres unités intégrées de transformation de la viande entreprennent des projets dans les régions défavorisées du Centre-Nord et du Nord-Est du Brésil, où il existe peu de « systèmes commerciaux intégrés de petits exploitants » — c'est-à-dire de réseaux reliant les petits éleveurs aux unités de transformation de la viande.

Les éleveurs brésiliens ont des difficultés à se procurer des ressources longues à des taux raisonnables pour financer leurs équipements. Ils financent généralement eux-mêmes leurs fonds de roulement grâce aux contrats successifs qu'ils concluent avec la société intégratrice. La ligne de crédit envisagée permettra d'atténuer les contraintes de financement qui brident le développement de l'élevage de la volaille et des porcs, et elle complétera les investissements récents de la SFI dans les grandes entreprises de ce secteur au Brésil.

Compte tenu des problèmes que soulève le traitement de plus d'un millier de dossiers de petits emprunteurs, le prêt de la SFI sera octroyé via Unibanco, client de la SFI et l'une des premières banques du pays, qui dispose d'un vaste réseau de succursales dans les régions agricoles. Unibanco, qui est l'emprunteur officiel, financera les prêts secondaires et administrera les fonds octroyés aux agriculteurs sélectionnés par les promoteurs en fonction de critères fixés d'un commun accord avec la Société. Les promoteurs garantiront les remboursements à Unibanco et à la SFI.

et les opportunités dans ce domaine se sont sensiblement accrues. Les entrées de capitaux privés permettent de satisfaire une partie des besoins de financement du secteur, mais elles restent modestes compte tenu de la taille de l'économie brésilienne (2 % du PIB en 1996) ; ces capitaux jouent en outre un rôle minime dans un certain nombre de domaines vitaux pour le développement du pays, tels que l'élargissement de la participation des entreprises privées dans le secteur de l'infrastructure, l'expansion des marchés financiers nationaux, le renforcement des entreprises de second rang et des PME, et la poursuite du développement du Nord-Est. De ce fait et aussi en raison de la taille de l'économie, les demandes adressées à la SFI en vue d'obtenir son concours ont atteint un niveau sans précédent. Pendant l'exercice 97, la Société a approuvé des investissements au Brésil dans des projets très variés, allant de l'expansion de l'industrie de la chaussure et de la pétrochimie à l'élevage de volailles (encadré 7-4). Elle a accepté de contribuer au financement d'une usine de textile pour produire des cotonnades dans la

région moins développée du Nord-Est dans le cadre du projet Wentex. Elle a aussi accepté de financer la première centrale hydroélectrique entièrement privée du Brésil pour le projet hydroélectrique de Guilman Amorim, et a approuvé un investissement dans la Companhia de Telecomunicações do Brasil Central, dans le cadre d'un autre projet d'infrastructure du secteur privé. Elle a par ailleurs mobilisé 200 millions de dollars au profit d'une importante firme agro-industrielle, Sadia, en procédant à la première opération de titrisation de créances jamais effectuée au Brésil et, ce faisant, a suscité l'intérêt de compagnies d'assurances des États-Unis, qui sont devenues une nouvelle source de financement des investissements à long terme. La SFI a accepté de structurer un fonds de capital-risque régional établi au Brésil, Terra Capital Fund, et de prendre une participation dans ce fonds, qui investira dans des entreprises ayant un effet bénéfique sur la diversité biologique parce qu'elles emploient des méthodes agricoles écologiquement viables, pratiquent l'aquaculture, l'aménagement forestier ou l'écotourisme. Un don de 5 millions de dollars du



L'UN DES ÉTATS LES PLUS PAUVRES DU MEXIQUE, LE CHIAPAS, VA VOIR SES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES S'AMÉLIORER GRÂCE À UN FONDS DE CAPITAL-RISQUE CRÉÉ AVEC L'APPUI DE LA SFI ET DESTINÉ À SOUTENIR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT LOCALS

Fonds pour l'environnement mondial devrait permettre de mobiliser un investissement de 20 à 50 millions de dollars au profit de Terra capital Fund.

La reprise économique rapide du Mexique a permis à celui-ci d'atteindre un taux de croissance global de 5,1 % en 1996. Elle s'est également traduite par une forte expansion des exportations et des importations en volume et par une progression importante de l'investissement public. De leur côté, les marchés financiers ont été dynamisés par le retour de la confiance du public. Mais beaucoup de PME mexicaines restent lourdement endettées. Parmi les projets de la SFI pendant l'exercice 97, citons le soutien à la production combinée de chaleur et d'électricité dans un complexe pétrochimique, et le concours apporté à un producteur de farine de maïs. Dans le cadre du projet Cifunsa et de la poursuite de l'intégration du marché automobile nord-américain, la Société a contribué à financer l'agrandissement des capacités de production du principal fabricant mexicain de blocs moteurs en fonte et de têtes de cylindres. Elle a également apporté son concours à une banque de crédit hypothécaire de second rang et à la restructuration de PME par le biais d'une ligne de crédit.

Pour le projet Fondo Chiapas, elle a fourni aux PME des États méridionaux une assistance technique et financière dans le cadre de l'action lancée par le Groupe de la Banque pour promouvoir la croissance du Sud du Mexique.

Dans la région andine, la SFI a approuvé un financement pour l'exploitation d'un gisement de nickel au Venezuela, pour une société de crédit-bail en Colombie, un mécanisme de rétrocession de prêts basé sur du papier commercial au Pérou et une entreprise agro-industrielle en Équateur. Elle a poursuivi diverses missions de conseil dans ces pays, qui sont examinées ci-après. En Amérique centrale, la Société a financé l'agrandissement d'une cimenterie et celui des installations d'un producteur d'outils agricoles en El Salvador ; une centrale géothermique, la modernisation d'une aciérie et l'exploitation de réserves de pétrole au Guatemala ; une ligne de crédit pour financer de nouvelles hypothèques et la titrisation des hypothèques existantes par une entreprise de second rang au Panama ; et l'expansion des capacités de production d'une fabrique de savon et de détergents au Honduras (encadré 7-3). Dans les Caraïbes, elle a financé un mécanisme de prêts pour les petits et moyens projets par le canal de la Bank of Nova Scotia (encadré 7-5), et elle a organisé une syndication en faveur d'un projet de production d'électricité en Jamaïque.

Assistance technique et services-conseils

Au Brésil, la SFI a aidé la compagnie des eaux de l'État de São Paulo (SABESP) à structurer et à attribuer un contrat de construction-exploitation-transfert pour l'alimentation en eau potable de la région métropolitaine de São Paulo. Elle a également fourni des services d'assistance technique portant sur la technologie des tunnels et les techniques de construction des pipelines, l'identification des zones écologiquement sensibles, la gestion des nappes phréatiques, et la maîtrise des coûts. Dans le domaine des transports, la Société a fourni des conseils à la Companhia do Metropolitano de São Paulo (Metro) en préconisant la participation du secteur privé à la construction de la quatrième ligne de transport en commun de la ville. Dans le secteur de l'électricité, elle a entrepris de fournir

des conseils à la Companhia Energética do Ceará (COELCE) et aux autorités de Ceara sur la manière de structurer leur projet de centrale électrique de Pecém dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-propiété dans le Nord-Est du Brésil.

La SFI a assumé une fonction de conseil auprès des autorités de l'Équateur en vue de la privatisation de la compagnie nationale des télécommunications, Emetel. Cette compagnie doit être scindée en deux sociétés d'exploitation régionales qui seront cédées à des opérateurs privés ou à des consortiums qualifiés et aux employés d'Emetel. Toujours en Équateur, la Société a entrepris une étude de faisabilité comportant une évaluation technique et financière et une première étude d'impact environnemental des installations portuaires commerciales dont le secteur agro-industriel aurait besoin pour les transports en vrac.

Au Venezuela, la SFI a entrepris deux missions de conseil pour le Fondo de Inversiones de Venezuela (FIV) : une mission générale de conseil consistant à élaborer une stratégie pour la restructuration et la privatisation des compagnies d'électricité ; et une mission pour la préparation de la cession d'Isla Margarita Power System.

La Société a assuré une fonction de conseil auprès des autorités colombiennes au titre d'opérations de titrisation, portant en particulier sur des créances hypothécaires. Elle a également fourni à la commission des opérations de bourse des conseils sur la réglementation des agences de notation. Au Guatemala, elle a aidé des chefs d'entreprise locaux à préparer une étude de faisabilité pour une nouvelle société de titrisation d'hypothèques, à mettre au point le contrat pour la réalisation de cette étude, et à la superviser. Au Pérou, la SFI a contribué à créer des fonds d'épargne et d'investissement inspirés du Programa de Participación Ciudadana (PPC).

Le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) a fait porter l'essentiel de ses activités sur l'Amérique centrale et les Caraïbes. En

Encadré 7-5 Un mécanisme de prêt pour les Caraïbes

L'arrangement conclu avec la Bank of Nova Scotia (BNS) pour la mise en place du Caribbean Loan Facility (CLF) de 50 millions de dollars permettra de fournir des financements à long terme, qui font cruellement défaut, en vue de la réalisation de petits et moyens projets dans les pays membres de la SFI dans les Caraïbes. La BNS gèrera ce mécanisme de prêt par l'intermédiaire de ses agences locales et de ses filiales dans les Caraïbes, et elle financera ces prêts à hauteur de 50 % par le biais d'autres filiales. La SFI et la BNS apporteront l'une et l'autre une dotation de 25 millions de dollars au mécanisme de prêt, dans le cadre d'une structure de prêts A et de prêts B.

La BNS sera chargée d'identifier et d'évaluer les projets et de s'assurer qu'ils répondent aux normes environnementales. Elle sera également chargée de négocier les conditions de chaque prêt et de les superviser jusqu'à ce qu'ils soient amortis, conformément à des critères arrêtés d'un commun accord avec la SFI. Le CLF a pour objet de permettre à la SFI d'accorder des prêts, par l'intermédiaire du réseau d'agences de la BNS, à des projets de taille trop modeste pour pouvoir obtenir un financement direct de la Société, tout en maintenant les coûts de traitement des dossiers et de supervision à un niveau raisonnable. Il encouragera également la BNS à accorder des crédits en devises à moyen et long terme, ce qu'elle ne pourrait faire autrement. Les projets sélectionnés seront surtout des projets susceptibles de procurer des recettes en devises fortes, et les financements seront accordés aussi bien à des projets entièrement nouveaux qu'à des projets d'extension. La BNS assurera les opérations commerciales du mécanisme par le biais de ses agences locales, de ses sociétés apparentées et de ses filiales.

Au départ, le mécanisme couvrira Antigua, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Haïti, la Jamaïque, la République dominicaine, Saint-Kitts, Sainte-Lucie et la Trinité-et-Tobago. La plupart des projets devraient néanmoins se situer en Jamaïque, à la Trinité, à la Barbade et en République dominicaine.

El Salvador, il a aidé les autorités à élaborer un nouveau projet de loi sur l'investissement et fourni des conseils portant sur la stratégie et l'organisation d'une nouvelle agence de promotion des investissements à laquelle participent les secteurs public et privé. Il a également aidé le Costa Rica à mettre au point une stratégie pour attirer les investissements directs étrangers dans le secteur électronique. À Sainte-Lucie, qui faisait pour la première fois appel à ses services, le FIAS a aidé les autorités à créer un organisme chargé de la promotion des investissements.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
**PROJETS APPROUVÉS DURANT
L'EXERCICE 97**
(MILLIONS DE DOLLARS)

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ARGENTINE								
Acindar Industria Argentina de Aceros S.A.	Fournir un financement supplémentaire pour un important programme de modernisation d'une aciérie	25,00		15,00		50,00	90,00	105,0
Banco del Suquía S.A.	Fournir des éléments de fonds propres de la catégorie 2 pour financer le développement des opérations bancaires commerciales à Córdoba et dans les provinces voisines			10,00			10,00	10,0
Banco Roberts NoA Credit Line	Mettre en place des lignes de crédit en vue de fournir des ressources à moyen terme aux entreprises intermédiaires de second rang et à celles qui viennent d'être privatisées dans la province de Tucumán et d'autres provinces du Nord du pays	30,00					30,00	30,0
First Argentine Mortgage Corp.	Structurer et organiser un mécanisme d'entreposage d'hypothèques titrisées			0,40	35,00	65,00	100,40	100,4
Friar S.A.	Moderniser les installations, lancer des produits plus prisés et adapter le système de distribution d'une entreprise de second rang spécialisée dans la transformation de la viande	10,00		2,50		7,00	19,50	38,5
Guipeba-Ceval S.A.	Étendre, moderniser et diversifier les installations de trituration d'oléagineux et agrandir les entrepôts	15,00		5,00		20,00	40,00	47,5
Kleppe S.A.	Agrandir les installations d'entreposage et de conditionnement d'une entreprise fruitière produisant et conditionnant des pommes, des poires et des fruits à noyau pour l'exportation	6,00					6,00	13,5
Máxima S.A. AFJP	Exercer des droits de souscription en vue de l'acquisition d'une nouvelle société de gestion de fonds de pension pour le projet de l'exercice 95		4,20				4,20	28,5
Milkaut S.A.	Accroître la capacité de transformation, regrouper et rationaliser les installations de production d'une coopérative laitière	20,00				5,00	25,00	44,5
T6 Industrial S.A.	Construire, sur un terrain adjacent au Terminal 6, une usine de trituration de fèves de soja d'une capacité de 4 000 tonnes par jour	10,00		5,00		30,00	45,00	61,1
Terminal 6, S.A.	Accroître la capacité du poste à quai et des entrepôts du terminal utilisé pour les exportations céréalières de manière à fournir à l'installation adjacente de trituration de fèves de soja des possibilités de stockage au port	10,00				13,00	23,00	27,8

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
ARGENTINE, suite								
Transportadora de Gas del Norte, S.A.	Augmentation du montant d'un prêt B en vue de l'extension d'un gazoduc privatisé (projet de l'exercice 96)					10,00	10,00	*
Vicentín S.A.I.C.	Moderniser et agrandir les installations d'entrepôt et de transformation pour les activités de trituration d'oléagineux d'une entreprise diversifiée de taille moyenne	25,00				10,00	35,00	60,0
BRÉSIL								
Bompreço S.A. Supermercados do Nordeste	Fournir une aide au programme d'expansion et de modernisation de la chaîne de supermarchés	25,00		5,00			30,00	180,6
Companhia de Telecomunicações do Brasil Central	Moderniser et développer les réseaux de téléphonie fixe et cellulaire dans le Centre du Brésil	35,00				150,00	185,00	425,4
Companhia Petroquímica do Sul S.A.	Accroître la capacité annuelle de craquage de naphta d'un producteur d'oléfines pour produire 1,1 million de tonne d'éthylène et 0,6 million de tonne de propylène	40,00				180,00	220,00	727,9
Concessionaria da Rodovia Presidente Dutra S.A.	Remettre en état et allonger l'autoroute Rio-São Paulo dans le cadre d'un contrat de concession d'une durée de 25 ans accordé par le gouvernement brésilien	35,00				80,00	115,00	535,5
Duratex, S.A.	Accroître le montant d'un prêt B accordé à un projet approuvé durant l'exercice 96 pour mettre en place la première fabrique d'agglomérés de densité moyenne du pays et moderniser d'autres installations					20,00	20,00	*
Guilman-Amorin	Construire et exploiter une centrale hydroélectrique de 140 MW sur la Piracicaba pour satisfaire la demande d'électricité des deux promoteurs du projet	30,00				90,00	120,00	148,0
Ipiranga Petroquímica S.A.	Diversifier les opérations et agrandir les usines pétrochimiques en vue de produire 150 000 tonnes de polyéthylène et 150 000 tonnes de polypropylène	35,00	0,32	5,00		150,00	190,32	399,7
Lightel Servicos de Tecnologia da Informação S.A.	Exercer les droits de préemption de la SFI par le biais d'une souscription portant sur 9,2 millions de titres		8,17				8,17	73,2
Sadia Concórdia S.A. Indústria e Comércio (SADIA)	Fournir un concours financier à l'agrandissement et à la modernisation des installations et développer les circuits de distribution d'un producteur de volailles, de viande de porc et de boeuf, de produits carnés et d'huiles alimentaires	30,00		10,00		160,00	200,00	505,4
Samarco Mineração S.A.	Construire une centrale hydroélectrique de 25 MW et équiper une entreprise d'extraction et de pelétisation de minerai de fer de dispositifs de lutte contre la pollution	23,00				16,00	39,00	44,8

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
BRÉSIL, suite								
São Paulo Alpargatas S.A.	Fournir un appui financier au programme de modernisation d'une fabrique de chaussures pour lui permettre de faire face à l'augmentation de la demande, accroître sa productivité, et réduire ses coûts unitaires fixes et variables	25,00		5,00		30,00	60,00	117,2
Sucorrico S.A.	Installer une usine de transformation moderne produisant du jus d'orange congelé à base de concentré	15,00					15,00	44,0
União de Bancos Brasileiros S.A.- Unibanco	Ouvrir une ligne de crédit pour les petits et moyens éleveurs de volailles et de porcins associés à Ceval Alimentos S.A. dans le Nord du pays	50,00					50,00	50,0
Wentex Textil S.A.	Ouvrir une filature pour produire 2 000 tonnes par mois d'étoffes de bonneterie en coton pour le marché intérieur	15,00	10,00			20,00	45,00	113,8
CHILI								
Agrisouth (Chile) S.A.	Développer une entreprise d'exportation de fruits verticalement intégrée, comportant une plantation, une usine de conditionnement et des installations d'entreposage conventionnel et en atmosphère contrôlée	10,00				5,00	15,00	57,1
Moneda Asset Management S.A.	Émettre des droits de souscription (fonds de placement ayant fait l'objet d'un projet approuvé durant l'exercice 94)		0,14				0,14	0,8
COLOMBIE								
Corporación Financiera de Santander S.A. (Corfinansa)	Accorder un financement à long terme pour permettre à des sociétés colombiennes de taille moyenne de procéder à des opérations de crédit-bail en vue de moderniser leurs installations ou de développer leurs opérations	30,00					30,00	30,0
Industria Colombiana de Llantas, S.A.	Exercer des droits de souscription (fabrique de pneus ayant fait l'objet d'un projet approuvé durant l'exercice 95)		0,46				0,46	16,0
EL SALVADOR								
Cemento de El Salvador, S.A. (CESSA)	Contribuer au financement d'une expansion très importante d'une cimenterie privée	20,00	5,00			24,00	49,00	102,9
Implementos Agrícolas Centroamericanos, S.A. de C.V.	Restructurer la dette à court terme et moderniser les installations d'un fabricant d'outils manuels agricoles (Fonds pour la petite entreprise)	2,00					2,00	4,4
ÉQUATEUR								
Agrocapital, S.A.	Établir une exploitation horticole devant produire 30 millions de roses par an pour l'exportation	3,50					3,50	14,0
GUATEMALA								
Basic Petroleum International Ltd.	Mettre en valeur les réserves d'un producteur de pétrole pour accroître la production de 8 000 barils par jour et construire un oléoduc d'une longueur de 106 km	12,00	1,83			12,00	25,83	73,0

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
GUATEMALA, suite								
Orzunil S.A.	Construire, au moyen des technologies d'Ormat, une centrale géothermique de 24 MW dont la production sera intégralement vendue à la compagnie d'électricité nationale	14,50	2,30			13,00	29,80	66,7
Siderúrgica de Guatemala, S.A.	Fournir des ressources à long terme pour aider une usine sidérurgique à construire sa propre centrale électrique et réaménager d'autres installations à Escuintla en vue de réduire ses coûts, d'améliorer la qualité de sa production et d'accroître la productivité	18,00				14,00	32,00	58,7
HONDURAS								
Corporación Cressida, S.A. de C.V. and Cressida International Investment Corp.	Aider un fabricant de savon, de détergents et de produits à base de tomate à développer et à moderniser ses opérations	15,00		10,00		30,00	55,00	83,7
JAMAÏQUE								
Jamaica Energy Partners	Fournir un prêt B pour un générateur diesel monté sur barge (projet de l'exercice 95)					48,00	48,00	48,0
MEXIQUE								
Banco Bilbao Vizcaya-México, S.A.	Contribuer à la restructuration du secteur des entreprises intermédiaires et fournir un appui à la restructuration du secteur bancaire, deux éléments essentiels du programme élaboré par la SFI pour faire face à la crise du peso	80,00		30,00			110,00	110,0
Cifunsa S.A. de C.V.	Développer les opérations et améliorer la performance environnementale d'un fabricant de moulages de blocs moteurs pour le marché nord-américain des moteurs diesel	21,00				11,00	32,00	65,0
Comercializadora la Junta, S.A. de C.V.	Construire et exploiter une gare maritime pour les céréales et les huiles alimentaires	3,50		2,50		7,50	13,50	24,0
Enertek S.A. de C.V. and Cinergy S. de R.L. de C.V.	Construire une centrale électrocalogène à Altamira qui fournira 105 MW d'électricité et 800 000 lb/h de vapeur à diverses entreprises	17,80		1,00		38,00	56,80	75,3
Fondo Chiapas S.A. de C.V. Sociedad de Inversión de Capitales	Fournir un appui à une société de gestion financière et une assistance technique et financière à des PME dans l'État du Chiapas		0,02	5,00			5,02	12,1
General Hipotecaria	Aider le principal établissement privé de crédit hypothécaire au logement du Mexique à développer des marchés secondaires pour les prêts hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires		2,50				2,50	10,0
Grupo Financiero BBV-Probursa, S.A. de C.V.	Exercer des droits de souscription (groupe financier ayant fait l'objet d'un projet approuvé durant l'exercice 96)		0,60				0,60	76,6

Pays/client	Description	Prêt SFI	Participation SFI	Quasi-participation SFI	Autre SFI	Syndications	Financement total	Coût total
MEXIQUE, suite Grupo Minsa, S.A. de C.V.	Contribuer au financement des plans d'expansion d'un producteur de farine de maïs et, notamment, la construction de nouvelles installations, une augmentation des fonds de roulement, et une réduction de son endettement à court terme	20,00	10,00			30,00	60,00	80,0
México Partners Trust	Établir un fonds de participation privé de rachat/achat à hauteur de 500 millions de dollars pour effectuer des investissements dans des entreprises intermédiaires mexicaines produisant pour l'exportation		20,00				20,00	300,0
Terminal Marítima de Altamira S.A. de C.V.	Installer une gare maritime et des installations auxiliaires pour les céréales, les minéraux en vrac et les substances chimiques solides	3,00		2,10		10,40	15,50	20,4
PANAMA Banco General S.A.	Ouverture d'une ligne de crédit pour financer de nouveaux prêts hypothécaires au Panama	25,00					25,00	25,0
PÉROU Banco Internacional del Perú	Fournir un financement à moyen et long terme aux entreprises intermédiaires privées poursuivant des projets visant à regrouper, moderniser et étendre leurs opérations, et appuyer une croissance axée sur les exportations	20,00				100,00	120,00	120,0
VENEZUELA Compañía Anónima Nacional Teléfonos de Venezuela	Accroître le montant d'un prêt B pour financer l'expansion de réseaux de télécommunications câblés ou cellulaires (projet de l'exercice 96)					10,60	10,60	*
Minera Loma de Niquel, C.A.	Mettre en valeur le gisement de nickel latéritique de Loma de Niquel; bâtir sur le site une fonderie de Nickel-fer et construire un gazoduc de 17 km pour alimenter celle-ci	65,00	2,40	7,10		50,00	124,50	430,0
Telecomunicaciones Movilnet C.A.	Étendre et moderniser le réseau de téléphonie cellulaire du pays au cours des deux prochaines années	35,00				40,00	75,00	178,4
RÉGION Scotiabank Multicountry Loan Facility	Mettre en place un mécanisme de prêt sur plusieurs pays par l'intermédiaire du réseau d'agences de la Bank of Nova Scotia pour permettre à la SFI de consentir des prêts à des PME dans la région des Caraïbes	25,00				25,00	50,00	50,0
Scudder Latin American Trust For Independent Power II	Investir dans un deuxième fonds de participation privé pour financer des projets privés de production d'électricité dans la Région		10,00				10,00	250,0
Terra Capital Fund and Terra Capital Fund Management Co.	Mettre en place un fonds de participation privé dont les opérations cibleront des projets favorisant la diversité biologique dans toute l'Amérique du Sud		5,05				5,05	50,5

* La transaction n'augmente pas le coût initial du projet

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
 SERVICES-CONSEILS DURANT
 L'EXERCICE 97**

Pays	Domaine	Description
BARBADE	Marchés financiers	Participer à l'élaboration de la structure organisationnelle d'un fonds de participation régional
BRÉSIL	Infrastructure – secteur privé	Fournir des conseils à la Compagnie des eaux de l'État de São Paulo pour accroître l'approvisionnement en eau de la région par le biais d'un contrat de construction-propriété-transfert (TATF)
	Infrastructure – secteur privé	Assurer une fonction de conseil auprès du gouvernement de Ceará pour l'aider à structurer un contrat de construction-exploitation-transfert pour un projet de centrale électrique du secteur privé (TATF)
	Infrastructure – secteur privé	Fournir des conseils à la Companhia do Metropolitano de São Paulo (Metro) sur la structuration de la quatrième ligne de métro dans le cadre d'un contrat de construction-propriété-transfert ; ce projet est l'un des premiers donnant lieu à la participation du secteur privé à l'extension et à l'exploitation du réseau métropolitain de São Paulo
COLOMBIE	Marchés financiers	Assurer une fonction de conseil auprès du gouvernement dans les domaines de la titrisation des hypothèques et de la réglementation des agences de notation
COSTA RICA	IDE	Contribuer à la formulation d'une stratégie nationale en vue du renforcement du secteur électronique du pays (FIAS)
EL SALVADOR	IDE	Fournir une aide en vue de la formulation d'une nouvelle législation en matière d'investissement (FIAS)
	IDE	Fournir une aide en vue du renforcement du rôle de l'institution de promotion de l'investissement et de la formulation d'une stratégie nationale en ce domaine (FIAS)
ÉQUATEUR	Infrastructure/ privatisation	Assurer une fonction de conseil auprès du gouvernement dans le cadre de la vente d'une participation stratégique dans la société nationale de téléphone ; cette opération de privatisation sera la première concernant l'infrastructure nationale
	Transports	Préparer une étude de faisabilité pour évaluer les aspects techniques, financiers, et environnementaux de la construction d'installations commerciales portuaires conçues, principalement, pour répondre aux besoins des agro-industries et assurer la manutention des produits en vrac (TATF)
GUYANA	Marchés financiers	Préparer une étude de faisabilité de la constitution de la Guyana Bank for Trade and Industry en banque d'affaires qui serait la première de ce type dans le pays ; cette étude donnera lieu notamment à l'évaluation du cadre réglementaire, des risques et de la concurrence dans le secteur financier et de l'impact de cette opération sur les clients potentiels
HAÏTI	Privatisation	Assurer, avec la BIRD, une fonction de conseil auprès du gouvernement en vue de la privatisation de certaines entreprises d'État
MEXIQUE	Pêcheries	Préparer des études de faisabilité et d'impact environnemental pour évaluer les effets de la création d'une nouvelle opération d'élevage de crevette, y compris la construction d'une usine de transformation de la production de l'entreprise considérée et de celle d'autres sociétés de pêche et entreprises piscicoles (TATF)
PÉROU	Marchés financiers	Contribuer à la mise en place de fonds d'épargne et d'investissement
SAINTE-LUCIE	IDE	Aider à définir un cadre institutionnel et examiner les stratégies de promotion de l'investissement qui pourraient être adoptées (FIAS)
VENEZUELA	Infrastructure/ privatisation	Assurer une fonction de conseil auprès du Fondo de Inversiones de Venezuela dans le cadre de la formulation d'une stratégie pour la restructuration et la privatisation des compagnies d'électricité
	Infrastructure/ privatisation	Fournir des conseils en vue de la vente d'une compagnie d'électricité intégrée du secteur public (Isla Margarita) destinée à servir de modèle pour les privatisations futures

FIAS Service-conseil pour l'investissement étranger

IDE Investissement direct étranger

TATF Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique





revenu net de la SFI pour l'exercice 97 a atteint le chiffre record de 432 millions de dollars. Ce montant, qui représente un rendement de l'actif net moyen de 9,7 %, est supérieur de 25 % à celui

de l'exercice précédent. La SFI doit cette performance aux excellents résultats qu'elle a obtenus pour ses principaux produits et au fait qu'elle a continué de maîtriser ses dépenses administratives. Le revenu net du portefeuille de prêts (déduction faite du coût des emprunts, des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques et des frais administratifs) s'est établi à 40 millions de dollars. Le revenu net du portefeuille de participations et de quasi-participations (déduction faite des actifs improductifs, des provisions pour pertes spécifiques et des frais administratifs) a atteint 249 millions de dollars grâce au niveau substantiel des plus-values réalisées sur les cessions de participations arrivées à maturité (196 millions de dollars) et des dividendes perçus (148 millions de dollars). Le revenu net de l'actif net investi et des opérations de trésorerie s'est chiffré au total à 203 millions de dollars, déduction faite des frais administratifs.

Pendant l'exercice 97, la SFI a reçu 153 millions de dollars au titre des souscriptions de ses pays membres à l'Augmentation générale et à l'Augmentation spéciale du capital approuvées par le Conseil des Gouverneurs en 1991 et 1992, respectivement, et au titre des allocations spéciales de parts. Ses emprunts ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt, le montant total des nouveaux emprunts, contractés presque exclusivement sur les marchés internationaux, s'élevant à 3,9 milliards de dollars (dont 3,3 milliards de dollars au titre du programme de financement de l'exercice 97 et 0,6 milliard de dollars au titre de l'autorisation de préfinancement pour l'exercice 98).

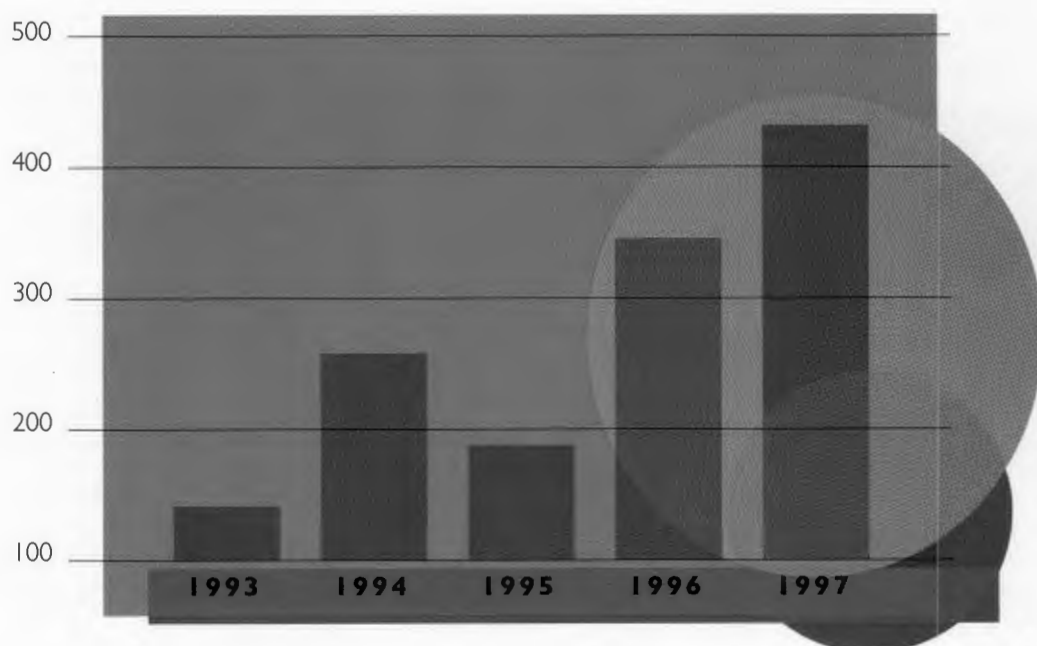
Résultats financiers des principaux produits de la SFI

Le niveau record atteint par le revenu net de la SFI pour l'exercice 97 est le fruit des solides résultats affichés par l'ensemble des principaux produits de la Société, et correspond à la stratégie suivie par celle-ci pour élargir la base de ses actifs rémunérateurs, tout en maîtrisant la progression de ses frais administratifs et en continuant d'assurer l'efficacité de ses opérations. La valeur du portefeuille décaissé a augmenté de 8 % pour passer de 7,8 milliards de dollars durant l'exercice 96 à 8,4 milliards de dollars durant l'exercice 97. Les frais administratifs ont diminué de 4 % pour s'établir à 176 millions de dollars. Les approbations de nouveaux investissements pour le propre compte de la SFI ont porté au total sur 3,3 milliards de dollars, et un montant additionnel de 3,4 milliards de dollars a été approuvé au titre des syndications de prêts. Les charges administratives liées aux investissements sont tombées à 2,0 % du montant moyen du

Tableau 8-1 Sources de revenu (millions de dollars)

	Ex. 97	Ex. 96
Intérêts et commissions financières	580,2	520,5
Dividendes et participation aux bénéfices	147,7	87,4
Plus-values réalisées sur cessions de participations	195,9	154,7
Commissions de services	75,0	63,3
Produits des dépôts et titres	411,0	348,3
Revenus (pertes) divers	7,2	1,3
Total	1 417,0	1 175,5

Figure 8-1 **Revenu net, Ex. 93-97** (millions de dollars)



portefeuille décaissé, au lieu de 2,2 % pour l'exercice 96.

Le portefeuille de prêts (à l'exclusion des quasi-participations de type prêt), principal produit financier de la SFI, est resté performant au cours de l'exercice 97, progressant de 5 % pour atteindre 5,9 milliards de dollars, contre 5,6 milliards de dollars pour l'exercice précédent. Le revenu net de ce portefeuille (déduction faite du coût des emprunts, des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques et des frais administratifs) s'est élevé à 40 millions de dollars, ce qui représente un rendement de 69 points de base sur le portefeuille décaissé. Le portefeuille de participations et de quasi-participations, qui est, en importance, le deuxième produit financier de la SFI, a augmenté de 13 % pour atteindre 2,5 milliards de dollars (1,8 milliard de dollars sous forme de participations directes et 0,7 milliard de dollars sous forme de quasi-participations de type prêt). Le revenu net du portefeuille de participations et de quasi-participations (déduction faite du coût des actifs improductifs,

des provisions pour pertes spécifiques et des frais administratifs) a été de 249 millions de dollars, soit un rendement de 11 % sur le portefeuille décaissé de l'exercice 97, grâce essentiellement à la réalisation de plus-values de 196 millions sur les cessions de participations et à la perception de 148 millions de dividendes.

Les provisions pour pertes générales et spécifiques constituées pour l'exercice 97 se sont chiffrées à 266 millions de dollars, soit un montant supérieur de 76 % à celui de l'exercice 96. La dotation à la provision pour pertes représentait 12,8 % du montant des prêts décaissés et en cours en fin d'exercice, contre 11,2 % pour l'exercice 96.

Capital et bénéfices non distribués

L'actif net de la SFI recouvre les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le montant total des souscriptions reçues durant l'exercice 97 étant de 153 millions de dollars, le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,2 milliards de dollars, tandis que les bénéfices non distribués

ont augmenté de 432 millions de dollars pour atteindre 2,5 milliards de dollars.

Durant l'exercice 97, le taux de souscription à l'Augmentation générale du capital (AGC) de 1991 a atteint 96 % du total des parts attribuées. La cinquième et dernière période de paiement de l'échéancier pour cette AGC a été prolongée jusqu'au 1er août 1998 ; au total, les montants versés durant l'exercice 97 se sont chiffrés à 153 millions de dollars, ce qui a porté le total des paiements effectués au titre de l'AGC à 833 millions de dollars, soit 88 % de la valeur des parts souscrites (947 millions de dollars). Quant au total des paiements effectués au titre de l'Augmentation spéciale du capital (ASC), il a atteint 115 millions de dollars, ce qui représente 88 % de la valeur des parts souscrites (131 millions de dollars).

Le Cambodge est devenu membre de la Société durant l'exercice 97, suivi de l'ex-République soviétique du Turkménistan, dernier des 15 pays de la CEI et des États baltes à adhérer à la SFI, de sorte que celle-ci compte maintenant 172 membres. Au 30 juin 1997, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan) s'établissait à 48 %. Bien supérieur au minimum de 30 % défini au titre des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994, ce ratio reflète la solidité de l'assise financière de la SFI au regard des risques qu'impliquent ses opérations. Le ratio d'endettement (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,1 à 1, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à 1).

Gestion des opérations de financement

Durant l'exercice 97, les emprunts de la SFI ont atteint l'équivalent de 3,9 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de dollars de plus que pour l'exercice précédent (y compris un montant de 0,6 milliard de dollars mobilisé au titre de l'auto-

risation de préfinancement pour l'exercice 97). Comme par le passé, ils ont été levés en quasi-totalité sur les marchés financiers internationaux, le montant emprunté à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en vertu de l'Accord cadre de prêt entre les deux institutions étant très faible. Au cours de l'exercice 97, la SFI a aussi racheté et amorti un montant de 389 millions de dollars sur l'encours de sa dette, qu'elle a refinancé pendant l'exercice. Elle a en outre procédé à deux émissions de warrants indexés.

La SFI a émis des titres dans 12 monnaies différentes, notamment en couronnes slovaques et en pesos philippins. Par ces transactions, qui constituent pour elle une première sur les marchés en question et qui sont parmi les premières à associer des emprunteurs non résidents, la SFI continue, comme elle a pour principe de le faire, d'emprunter dans la monnaie des marchés émergents pour favoriser le développement des marchés financiers de ses pays membres. Au total, les emprunts de la SFI en monnaies de marchés émergents ont représenté environ 13 % de l'ensemble de ses emprunts pour l'exercice 97.

La SFI a levé des montants relativement importants dans le cadre de transactions structurées et sur les marchés financiers japonais. Les transactions structurées, principalement le placement d'obligations apparentées à des actions sur les marchés financiers espagnols et italiens, ont représenté environ 22 % du total des emprunts, tandis que les obligations spécifiquement destinées aux investisseurs individuels japonais en constituaient environ 38 %. Durant l'exercice 97, la SFI a de nouveau réussi à obtenir des financements d'un coût extrêmement attractif, et est demeurée l'un des emprunteurs qui obtiennent les meilleures conditions au monde en termes du LIBOR (taux interbancaire offert à Londres).

Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux flottant afin de financer des prêts qui, à la demande des clients, sont pour l'essentiel libellés en dollars et assortis d'un taux variable. Ces swaps, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR,

et les profits dégagés par le programme de rachat de dettes et d'émission de warrants ont largement contribué à abaisser le coût de financement de la SFI et à accroître sa rentabilité pour l'exercice 97.

Gestion des liquidités

L'expansion rapide des activités d'investissement de la SFI s'est accompagnée d'un accroissement de ses actifs liquides, qui ont augmenté de 1,5 milliard de dollars pendant l'exercice (24,6 %) pour atteindre 7,6 milliards de dollars. L'essentiel du portefeuille de liquidités était placé en dollars des États-Unis (97 %) ; la plus grande partie du solde était en deutsche mark. Le portefeuille d'actifs liquides a dégagé, au total, un revenu net de 118 millions de dollars (dont 19,6 millions de dollars de marges bénéficiaires sur les actifs adossés et 101 millions de dollars de revenus totaux des liquidités de l'actif net), contre 106 millions pour l'exercice 96 (dont 17 millions de dollars de marges bénéficiaires sur les actifs adossés et 89 millions de dollars de revenus totaux des liquidités de l'actif net).

Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations à forte cote émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales. À cet effet, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion du portefeuille eu égard au risque de marché (de taux d'intérêt) et au risque de crédit.

Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont regroupées dans trois portefeuilles distincts. Le premier recouvre les actifs adossés, comme le produit des emprunts à taux variable de la SFI que celle-ci place à des taux variables correspondants jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi de réaliser un gain sur ce portefeuille sans encourir de risque de marché. Au cours de l'exercice 97, la SFI a réalisé un profit de 36,0 points de base, contre 37,3 points de base pour l'exercice 96. Le deuxième porte-

feuille correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Durant l'exercice 97, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé de nouveaux principes directeurs proposés par la direction pour la gestion de ce portefeuille, qui ont principalement pour effet de rallonger la durée du portefeuille et d'établir un indicateur de référence d'une durée de trois ans (à la place du précédent indicateur de 12 mois). Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 97, la SFI a engagé le processus consistant à rallonger progressivement la durée du portefeuille, le passage complet à une période de trois ans devant être achevé au premier semestre de l'exercice 98.

Le troisième portefeuille comprend des fonds empruntés à des taux variables qui sont confiés à des gérants externes et font l'objet d'une gestion active sur la base du LIBOR à six mois en dollars des États-Unis comme indicateur de référence. Ce portefeuille a été établi au début de l'exercice 96 avec l'attribution, par la SFI, d'un montant global de 205 millions de dollars aux cinq gérants externes. En octobre 1996, la Société a présenté un bilan détaillé de la première année de ce programme au Conseil qui, au vu des résultats concluants de cette première expérience, a autorisé la direction à accroître ce portefeuille. Au début de 1997, la SFI a ainsi porté à 350 millions de dollars le montant total sous gestion au titre du programme à revenu fixe, et lancé un autre programme dans le cadre duquel quatre nouveaux gérants sont chargés de gérer activement un total de 170 millions de dollars de titres gagés par des hypothèques. En accordant son autorisation, le Conseil a posé comme condition que le montant total des fonds confiés à des gérants externes ne dépasse pas 10 % de l'ensemble du portefeuille de liquidités. Durant l'exercice 97, le rendement net moyen pondéré des fonds de la SFI confiés à des gérants externes a été de 23 points de base au dessus du LIBOR, après commissions, contre 34 points de base pour l'exercice 96.

Risque de crédit

La SFI assure une coordination étroite entre ses politiques de crédit et celles de la BIRD, qui fixent des critères d'éligibilité et l'imposition de

plafonds de crédit aux contreparties. Les plafonds spécifiques définis pour chaque contrepartie sont fonction de la notation et de la taille de la contrepartie, ainsi que des limites fixées par la politique de diversification de la SFI.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion des contrats relatifs à des produits dérivés, la SFI a conclu, avec un grand nombre de contreparties, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché. En vertu de ces accords qui, au 30 juin 1997, couvraient environ 85 % du total des engagements potentiels de la SFI sous forme de produits dérivés, une contrepartie est tenue de présenter une garantie à la SFI lorsque le risque que court la Société pour ladite contrepartie dans des opérations sur produits dérivés dépasse un plafond déterminé, qui diminue en fonction de la notation de cette dernière. Grâce à ces dispositions, la Société est mieux à même de gérer dans le temps ses engagements envers ces contreparties, en particulier si leur cote de crédit diminue et si elles ne sont plus admises à entre-

prendre de nouvelles opérations sur produits dérivés avec la SFI.

Risque de marché

La SFI a pour principe de réduire au minimum les engagements pour lesquels elle court des risques de marché. Ses prêts sont financés par des engagements présentant les mêmes caractéristiques sur le plan des devises et des taux d'intérêt. Cette politique d'adossement lui assure une bonne protection contre les risques de marché. Par contre, la SFI est exposée à quelques risques de change au niveau de son portefeuille de prêts, du fait des marges bénéficiaires qu'elle perçoit dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis ou d'autres aléas. Elle court aussi des risques de taux d'intérêt du fait que des déclassements, des remboursements anticipés ou des rééchelonnements peuvent progressivement créer des distorsions dans les caractéristiques d'actifs qui avaient fait l'objet d'une harmonisation totale au début de l'opération de prêt. En conséquence, la SFI suit et gère ces engagements à l'échelon de tout le portefeuille afin de réduire le plus possible les décalages.



9 LE PORTEFEUILLE



Le portefeuille d'engagements de la SFI est passé de 9,8 milliards de dollars pour l'exercice 96 à 10,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice 97, soit un accroissement de 7 %. Il comprenait 8,3 milliards de dollars de prêts, soit près de 79 %, et 2,2 milliards de dollars de participations. La SFI a également assuré le portage et l'administration de 8,5 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte de participants. Le tableau 9-1 résume la composition du portefeuille au 30 juin 1997.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille a enregistré un accroissement net de 667 millions de dollars. Les remboursements de prêts se sont élevés à 1,1 milliard de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 143 millions de dollars.

Le portefeuille décaissé pour le compte de la SFI a augmenté de 8 %, passant de 7,8 milliards de dollars pour l'exercice 96 à 8,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice 97. Pendant cette période, les portefeuilles de prêts et de participations décaissés ont progressé, respectivement, de 7 et 10 %.

À la fin de l'exercice 97, le portefeuille d'engagements se composait de prêts et de participations dans 1 047 entreprises de 102 pays. Au moins 31 de ces entités sont des institutions financières régionales, et 13 des institutions financières ou des fonds d'investissement d'envergure mondiale. Pendant l'exercice, 158 entreprises sont venues grossir le portefeuille de la SFI, et 96 en ont été retirées parce qu'elles avaient remboursé la totalité de leurs emprunts ou parce que la Société

avait cédé ses participations ou passé des investissements par pertes et profits.

La plupart des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissés au 30 juin 1997 est indiquée dans les *Notes sur les états financiers*. À la clôture de l'exercice, les montants contractuels globaux engagés au titre des instruments hors bilan et les montants équivalents-prêts engagés au titre des produits dérivés pour 46 clients de 23 pays et une institution financière régionale s'élevaient à 290 millions de dollars.

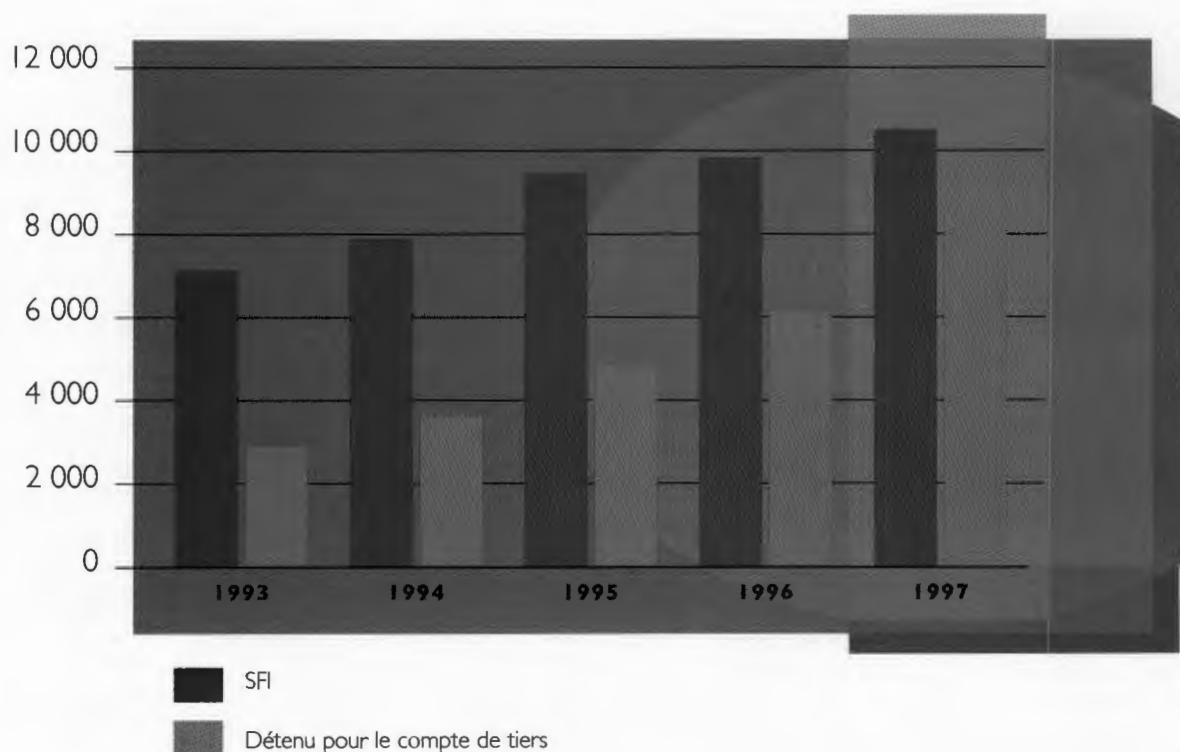
Engagements et décaissements

Le rythme des engagements est resté soutenu durant l'exercice 97 en raison de la forte demande dont les concours financiers de la SFI continuent de faire l'objet et de la réussite des efforts déployés pour convertir les investissements approuvés en avoirs productifs. En volume,

Tableau 9-1 **Portefeuille de la SFI au 30 juin 1997**
(millions de dollars)

Total du portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	10 521
Prêts	8 291
Prises de participation	2 230
Total du portefeuille décaissé	8 423
Total du portefeuille non décaissé	2 098
Total du portefeuille d'engagements détenus pour le compte de participants	8 471
Engagements hors bilan	290

Figure 9-1 **Portefeuille d'engagements, Ex. 93-97** (millions de dollars)



l'augmentation des engagements est à mettre principalement au compte des régions Amérique latine et Asie, où un certain nombre de grands projets ont été financés dans les secteurs de l'infrastructure et de la pétrochimie. En nombre de projets, c'est en Afrique subsaharienne et en Amérique latine que les engagements ont été le plus élevés, la SFI ayant poursuivi ses efforts en vue d'encourager le développement par le biais d'investissements intérieurs privés dans les petites entreprises. Au cours de l'exercice, la SFI a pris ses premiers engagements pour des projets au titre de l'initiative visant à élargir son champ d'action, et elle a, en outre, porté à 25 millions de dollars ses engagements par le biais du Fonds pour l'entreprise en Afrique, qui avaient été en moyenne de 14 millions de dollars au cours des trois exercices précédents. Les efforts menés par la Société pour renforcer l'impact de son action

en faveur du développement se sont également reflétés dans le volume record d'engagements pris au titre de projets dans les agro-industries durant l'exercice.

L'élan donné par les niveaux record d'augmentation des engagements de la SFI lors des deux exercices précédents s'est poursuivi durant l'exercice 97, au cours duquel les nouveaux engagements ont atteint 2,4 milliards, contre 2,1 milliards pour l'exercice 96. Les engagements de prêts se sont chiffrés à 2,1 milliards de dollars et les prises de participations à 285 millions de dollars. Ces nouveaux engagements concernent surtout l'Amérique latine et les Caraïbes (39 %) et l'Asie (28 %), et portent en majeure partie sur les services financiers (27 %), l'infrastructure (20 %) et l'industrie agro-alimentaire (13 %). En outre, la SFI a effectué des engagements dans

plusieurs pays dans lesquels elle n'avait encore jamais investi, dont l'Angola, la Géorgie, la Moldova, la Mongolie et le Tadjikistan.

Bien que légèrement en retrait par rapport au chiffre de 2,1 milliards de dollars réalisé durant l'exercice précédent, les décaissements sont restés soutenus durant l'exercice 97, avec un montant de 2 milliards de dollars. Cela reflète le volume substantiel des nouveaux engagements ainsi que le volume important des décaissements en instance de règlement à la clôture de l'exercice 96 (2,0 milliards de dollars). Les décaissements au titre des prêts ont atteint 1,7 milliard de dollars et les décaissements au titre des participations 321 millions de dollars, soit 16 % du total des décaissements. La SFI a également décaissé 3,1 milliards de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués. Un élément ayant eu pour effet de contraindre la croissance du portefeuille décaissé est le montant accru de remboursements anticipés enregistré

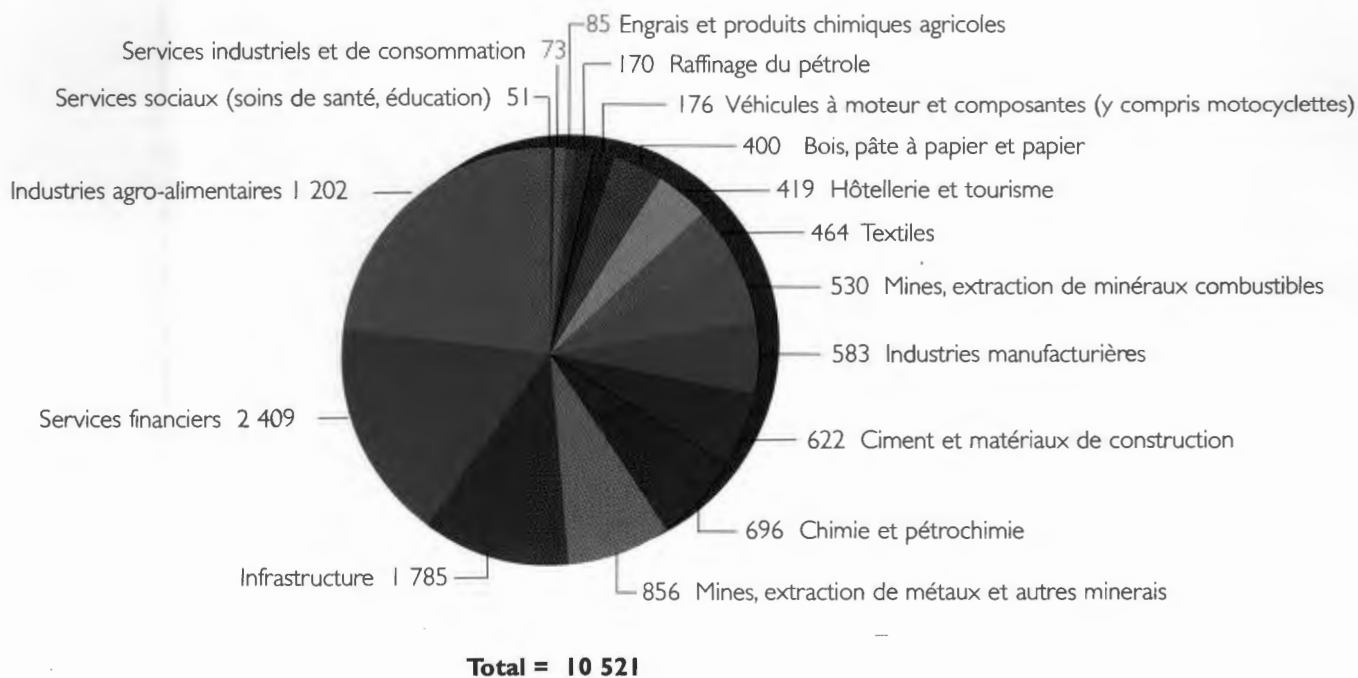
durant l'exercice, qui témoigne du fait que l'accès d'un certain nombre de pays en développement aux sources de financement privées s'est amélioré de manière spectaculaire.

Gestion du portefeuille

Le portefeuille a conservé son haut degré de qualité durant l'exercice 97, en dépit de la croissance record enregistrée ces dernières années et de l'aspect novateur des investissements réalisés par la SFI dans des régions et secteurs nouveaux. Afin de donner une priorité accrue aux questions de portefeuille, la haute direction de la SFI a été réorganisée durant l'exercice 97 et la responsabilité de la gestion de ce portefeuille a été confiée à l'un des deux vice-présidents chargés des activités opérationnelles.

Pour maintenir le haut degré de qualité de son portefeuille, la SFI veille au respect des accords d'investissement, effectue régulièrement des missions sur le lieu des projets pour vérifier l'état

Figure 9-2 **Portefeuille : Engagements par secteur au 30 juin 1997** (millions de dollars)





DE JEUNES GARÇONS
FONT DE LA MUSIQUE AU
SOMMET DES COLLINES
ENTOURANT LA RÉSERVE
DE NGORONGORO, EN
TANZANIE

d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions pour les projets qui posent des problèmes. Elle envisage de faire plus largement appel au personnel local des missions résidentes pour le travail de supervision du portefeuille, particulièrement dans le cadre du renforcement de certains bureaux extérieurs comme ceux de Moscou et de New Delhi.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le service des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. En pareil cas, la Société s'attache à négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir les responsabilités, de manière à régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les parties ne peuvent mener à bien les négociations, la SFI prend toutes les mesures nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

Au cours de l'exercice 97, les revenus du portefeuille tant de participations que de prêts (924 millions de dollars) ont largement dépassé les estimations prévisionnelles (784 millions de dollars). La qualité du portefeuille de prêts a continué de s'améliorer entre le 30 juin 1996 et le 30 juin 1997. Le taux de recouvrement des intérêts est passé de 94,8 % à la clôture de l'exercice 96 à 95,7 %. L'encours des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé, a été ramené de 5,6 % au 30 juin 1996 à 4,9 % au 30 juin 1997. L'accroissement du portefeuille de prêts décaissés et l'amélioration du taux de recouvrement des intérêts ont contribué à une forte progression du montant des intérêts perçus.

La solidité des marchés boursiers a été à la base des bons résultats enregistrés par le portefeuille de participations durant l'exercice 97. Des plus-values de 196 millions de dollars ont été réalisées sur 47 investissements, soit une hausse par

rapport au chiffre de 155 millions de dollars réalisé au cours de l'exercice 96. La valeur marchande estimative des investissements de participation de la SFI n'en est pas moins restée stable, témoignant de l'amélioration globale des marchés ainsi que de la solidité de ce portefeuille.

Les provisions pour pertes ont été accrues de 1,1 milliard de dollars pour l'exercice 97, et représentent 12,8 % du portefeuille décaissé,

contre 11,2 % pour l'exercice 96. Cet accroissement résulte d'un provisionnement pour pertes de 266 millions de dollars, d'un ajustement monétaire de 21 millions de dollars sur les provisions pour pertes non libellées en dollars des États-Unis et de l'inscription par pertes et profits de 46 millions de dollars. Les provisions pour pertes comprennent des provisions spécifiques constituées pour les investissements et une provision générale qui couvre les risques inhérents à l'ensemble du portefeuille.





sont les 172 pays membres qui décident de l'orientation générale des programmes et activités de la SFI par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration. Chaque

pays membre nomme un gouverneur, généralement le ministre des Finances ou le titulaire d'une fonction équivalente, et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie au Conseil d'administration. Un Secrétariat est chargé de faciliter le processus de prise de décisions qui incombe au Conseil d'administration, d'aider le Président à s'acquitter de son mandat et d'assurer une fonction de liaison avec la direction. Les 24 administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington. La SFI est basée à Washington et a des représentants ou des agents dans plus de 36 pays.

Le Groupe de la Banque mondiale, qui comprend la BIRD, l'IDA, la SFI et l'AMGI, est dirigé depuis juin 1995 par M. James D. Wolfensohn, son président. M. Jannik Lindbaek, en qualité de vice-président exécutif de la SFI, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société. Le Groupe de direction, composé des six vice-présidents de la SFI, participe avec lui à la prise de décisions et à la planification des activités futures. Au cours de l'exercice 97, la SFI a procédé à des remaniements dans sa structure interne afin de promouvoir des normes de qualité optimales pour les services fournis aux clients et aux pays membres, et d'améliorer la coordination au sein de la Société et du Groupe de la Banque. Jusqu'ici, la constitution d'une base de connaissances sur les pays et la fourniture de services aux clients ont surtout été assurées de façon centralisée, à partir de Washington, mais l'établis-



sement d'une présence opérationnelle dans certaines régions, voire toutes, selon les opportunités qui se présentent, constituera désormais un axe stratégique important pour la Société. En Asie et en Europe, deux régions dans lesquelles les marchés connaissent un développement rapide et où la SFI couvre un grand nombre de pays, la présence de la Société sur le terrain est renforcée par la mise en place de centres régionaux.

Opérations

Les deux vice-présidents chargés des opérations supervisent les activités des départements régionaux et spécialisés. Les activités opérationnelles sont réparties entre les départements régionaux, les départements spécialisés, le département central des marchés financiers et un département des services de conseils financiers aux entreprises. Au 1^{er} juillet 1997, les départements des investissements régionaux étaient au

JANNIK LINDBAEK, VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE LA SFI (ASSIS, AU CENTRE), ENTOURÉ DES VICE-PRÉSIDENTS : JEMAL-UD-DIN KASSUM, CHRISTOPHER BAM, CAROL LEE, SHENGMAN ZHANG, ASSAAD JABRE, ET BIRGITTA KANTOLA

CI-CONTRE : LE NOUVEAU SIÈGE DE LA SFI, SUR WASHINGTON CIRCLE, À WASHINGTON

nombre de sept : Afrique subsaharienne ; Asie I ; Asie II (basé à New Delhi) ; Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord ; Europe I ; Europe II (basé à Moscou) ; et Amérique latine et Caraïbes.

Ces départements régionaux ont pour mission de formuler des stratégies de développement pour les pays membres de leur région et de promouvoir les entreprises, d'entretenir des relations avec les gouvernements et de coordonner leur action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale. Ils s'occupent en outre de tous les projets du secteur manufacturier en général, ainsi que des projets qui ne sont pas pris en charge par les départements spécialisés, et ils supervisent les services de conseil aux petites et moyennes entreprises. Chaque département comprend une division des marchés financiers, qui est chargée de mettre au point les projets d'investissement nécessitant l'intervention d'institutions financières. Les départements spécialisés sont au nombre de cinq :

- Agro-industries
- Chimie, pétrochimie et engrais
- Électricité
- Pétrole, gaz et mines
- Télécommunications, transports et services d'infrastructure

Ces départements s'occupent de projets relevant de secteurs que la SFI, grâce aux travaux de ses experts dans les domaines financier et technique, peut considérablement contribuer à développer. Ils sont chargés de nouer des contacts avec les entreprises opérant dans leur secteur d'activité, d'exécuter des projets d'investissement et de fournir, à l'occasion, des services de conseil dans toutes les régions en développement.

Le Département des services de conseils financiers aux entreprises fournit des services consultatifs payants aux entreprises publiques et aux gouvernements sur les opérations de privatisation et la mise au point de contrats du type construction-exploitation-transfert.

Le Département central des marchés financiers travaille avec les départements régionaux afin de

promouvoir le développement de ces marchés. Il leur fournit des services spécialisés dans les domaines clés, coordonne les services-conseils aux États membres, suit les marchés des valeurs émergents et tient à jour la Base de données constituée à ce sujet par la SFI. Il s'occupe en outre de la mise au point de produits et services nouveaux et des projets de portée mondiale ou interrégionale concernant les marchés financiers.

Finances et planification

Le vice-président Finances et planification assure les fonctions de directeur financier de la SFI et supervise trois départements, deux services, ainsi que le Bureau du Conseiller financier principal.

Le Département du contrôle financier et du budget prépare et administre le budget ; supervise la comptabilité des investissements, les décaissements et les facturations ; assure le suivi des résultats financiers et opérationnels ainsi que du portefeuille de prêts et participations de la Société ; et prépare les états financiers.

Le Département de la planification interne et de la politique financière est chargé de planifier la stratégie à long terme de la SFI au moyen de plans triennaux, et de suivre les progrès réalisés vis-à-vis des objectifs fixés dans chaque plan d'activité ou pour chaque exercice. C'est lui qui s'occupe : de promouvoir le rôle de la SFI dans le développement du secteur privé en diffusant les principaux enseignements de l'expérience acquise dans le cadre des transactions qu'il a menées et en faisant jouer les synergies entre ses activités et celles du Groupe de la Banque mondiale ; de gérer le Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique de la SFI, et d'entretenir les relations découlant de sa mise en oeuvre avec les organismes et pays donateurs ; et d'assurer la fonction de politique financière, qui inclut la gestion des risques pour la Société et la responsabilité des relations avec les pays de la Première partie.

Le Service informatique est responsable de l'ensemble des applications technologiques de la Société, afin d'assurer à ce niveau une intégration complète et de permettre à la SFI de répondre

aux besoins de ses départements opérationnels et d'appui. C'est lui qui met au point et exploite, dans l'ensemble de la SFI, les systèmes d'information et bases de données, les réseaux locaux et les dispositifs de sécurité d'accès, qui définit les normes applicables aux ordinateurs de bureau et fournit l'appui correspondant, qui assure la coordination, au sein du Groupe de la Banque mondiale, pour les systèmes et ressources utilisés par le personnel de la SFI, et qui fournit les moyens d'accès et d'échange d'informations avec l'extérieur. Tous ces services sont adaptés aux procédures internes de la SFI, et les besoins spécifiques sont définis sur la base d'échanges de vues permanents avec les hauts responsables de chaque département et de la Société.

Département juridique

Sous la direction du vice-président et conseiller juridique et du conseiller juridique adjoint, le Département juridique assure une fonction de conseil auprès de la direction, des départements opérationnels et du complexe financier pour aider à définir les grandes orientations de l'action de la SFI, et il leur apporte son concours lors des transactions concernant les investissements. En sa qualité de responsable juridique, le vice-président et conseiller juridique émet des avis sur toutes les questions qui se posent à la SFI au regard de ses Statuts ainsi que sur la conformité des opérations proposées avec les politiques et pratiques institutionnelles.

Les juristes de la SFI et leurs assistants s'occupent de structurer et de négocier les conditions d'investissement, en collaboration avec les départements régionaux et spécialisés. Ils sont chargés de rassembler les documents nécessaires à tous les investissements, notamment prises de participation, prêts pour le propre compte de la SFI, garanties de prêts, prêts syndiqués et opérations sur titres, en coordination, pour certaines opérations, avec des juristes spécialisés dans les transactions internationales.

Le département aide activement à élargir la gamme des activités de trésorerie, qu'il s'agisse d'émissions obligataires, de swaps, d'opérations sur produits dérivés, de gestion des liquidités ou

d'opérations de titrisation. Il fournit également une assistance juridique au Service des opérations spéciales pour trouver une solution aux projets à problèmes.

Services techniques et environnement

Le Département des services techniques et de l'environnement a trois fonctions principales, à savoir :

- fournir des connaissances techniques et sectorielles spécialisées dans le cadre des opérations d'investissement des départements régionaux, et exercer un contrôle fonctionnel sur les spécialistes de secteurs d'activité donnés au sein des départements spécialisés,
- étudier et contrôler l'ensemble des projets entrepris par la SFI pour veiller à ce qu'ils soient conformes aux principes établis dans le domaine environnemental et social, et promouvoir la participation de la Société à des projets environnementaux,
- assurer les fonctions d'examen des questions d'assurance pour l'ensemble des projets de la SFI.

Les activités proprement environnementales sont du ressort de la Division de l'environnement, qui comprend deux principaux services :

- le Service des études environnementales, qui évalue et contrôle les incidences environnementales et sociales des projets, pour s'assurer du respect des règles fixées par la SFI et les pays d'accueil, et
- le Service des projets environnementaux, qui joue un rôle moteur dans l'élaboration de projets novateurs destinés à essayer de résoudre des problèmes environnementaux donnés, et qui sert d'organe d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les projets mettant en jeu le secteur privé.

Autres services d'appui opérationnel

Le Département économique aide les départements des investissements à passer en revue les avantages économiques des projets proposés. Il évalue les risques-pays et réalise des études sur des secteurs d'activité spécifiques. Il est également chargé du renseignement économique de la Société.

Le Groupe d'évaluation des opérations étudie de façon sélective les programmes, les investissements, les services-conseils et les politiques et procédures de la SFI, pour juger des résultats obtenus et déterminer si les objectifs ont été atteints et si les opérations ont eu l'impact souhaité au plan du développement. Il formule aussi des recommandations à l'intention de la direction de la SFI, et diffuse les enseignements tirés de ses travaux pour aider celle-ci à améliorer ses performances.

Le Service des opérations spéciales est chargé de traiter, au niveau du portefeuille de la SFI, le cas des sociétés qui connaissent de sérieuses difficultés. Lorsque cela est possible, la solution de ces problèmes passe par une restructuration de l'entreprise concernée et des mesures tendant à accroître la valeur de l'investissement et à maximiser l'impact de la SFI sur le plan du développement.

Personnel et administration

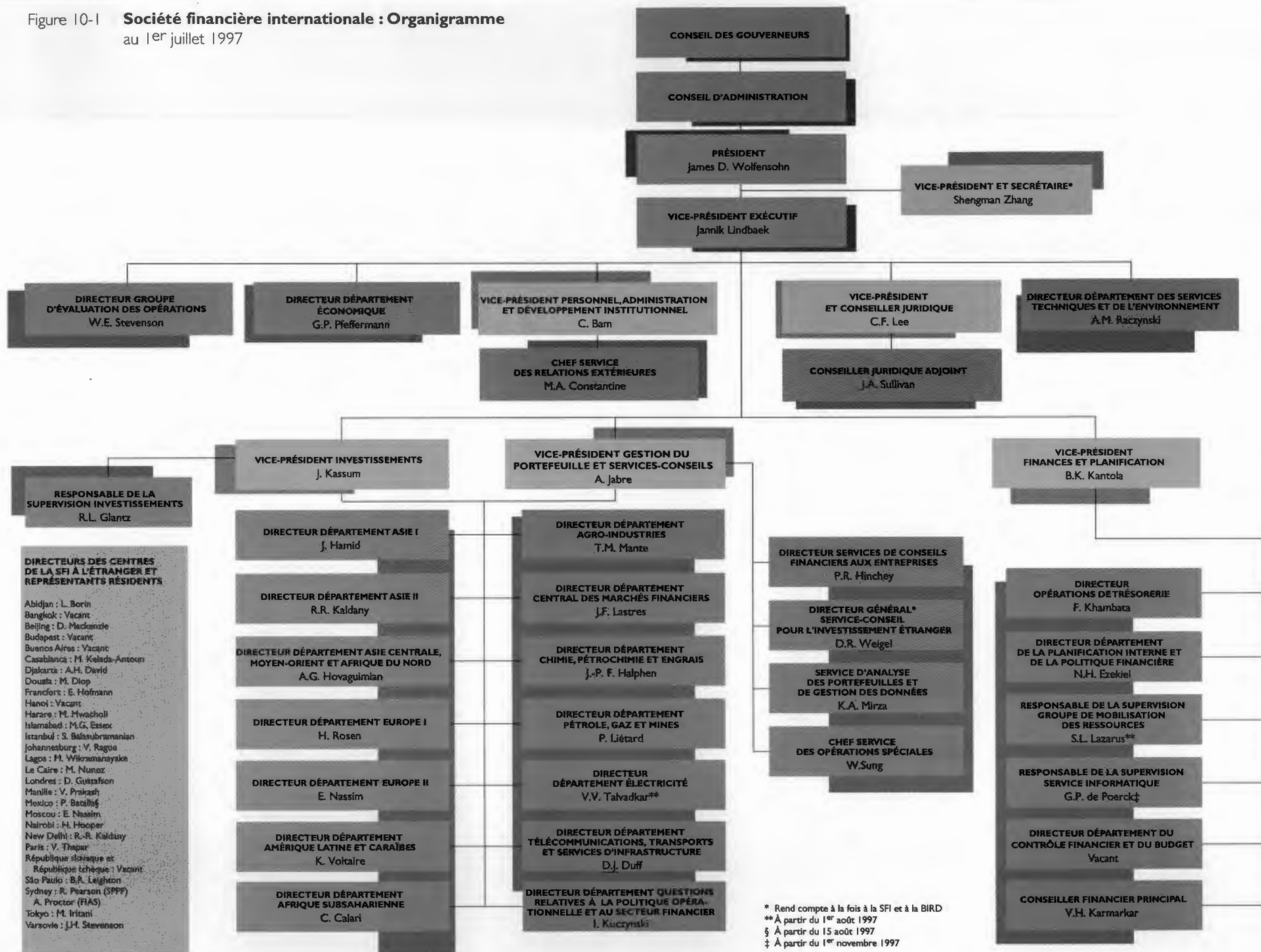
La vice-présidence Personnel, administration et développement institutionnel est responsable du recrutement, de la formation du personnel et de l'évolution des carrières, ainsi que de la gestion du personnel de la SFI, conformément aux politiques du Groupe de la Banque mondiale en la matière. Ce service est également chargé de toutes les questions relatives à l'administration,

aux relations extérieures et aux publications. En outre, le vice-président conseille le vice-président exécutif pour les questions touchant à l'organisation et au développement de la Société.

Le personnel de la SFI comprend des ressortissants de 110 pays. Au 30 juin 1997, la Société comptait 880 agents permanents ou titulaires d'un contrat à durée déterminée. À la fin de décembre 1996, l'effectif total du personnel était de 1 335 agents¹, y compris les consultants sous contrat de longue durée, les temporaires et les agents des missions résidentes, lesquels sont généralement des nationaux des pays d'accueil. Pour faire face à l'expansion de ses activités, la SFI s'est beaucoup développée ces dix dernières années. Son nouveau siège lui permet de regrouper tous ses services dans un même bâtiment et de disposer de l'espace voulu pour son développement futur. Les travaux de construction ont été achevés dans les délais prévus et dans les limites du budget, et la SFI a emménagé en mars 1997 dans ce nouvel immeuble, situé au 2121 Pennsylvania Avenue à Washington. Les *Notes sur les états financiers* donnent des détails sur les aspects financiers de l'opération.

¹ Compte non tenu du personnel en mission spéciale ou en congé ou détachement sans solde.

Figure 10-1 Société financière internationale : Organigramme au 1^{er} juillet 1997



SOCIÉTÉ
FINANCIÈRE
INTERNATIONALE

ÉTATS FINANCIERS

30 JUIN 1997

RAPPORT DES RÉVISEURS
COMPTABLES

127

BILAN

128

COMPTE DE RÉSULTAT

129

ÉTATS DES FLUX DE
TRÉSORERIE

130

ÉTATS DES VOIX ATTRIBUÉES
AUX ÉTATS MEMBRES,
DES SOUSCRIPTIONS ET
CONTRIBUTIONS

131

ANNEXES AUX ÉTATS
FINANCIERS

133



**RAPPORT DES RÉVISEURS
COMPTABLES**

Price Waterhouse
(International Firm)

The Hague
Beijing
Hong Kong
London

New York
Tokyo
Washington

Price Waterhouse



Le 28 juillet 1997

Au Président et au Conseil des Gouverneurs
Société financière internationale

A notre avis, les états financiers figurant en pages 128 à 148 du présent rapport donnent une image fidèle, en dollars des Etats-Unis, de la situation financière de la Société financière internationale aux 30 juin 1997 et 1996, ainsi que du résultat de ses activités et des variations de sa trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis et aux Normes Comptables Internationales. Les états financiers sont établis sous la responsabilité de la Direction de la SFI. Notre travail consiste à émettre une opinion sur ces états financiers après en avoir effectué la révision. Nos examens ont été effectués conformément aux normes de révision comptables généralement admises, et aux Normes Comptables Internationales, selon lesquelles notre révision doit nous permettre de vérifier, avec un degré de certitude raisonnable, que les états financiers ne comportent aucune erreur significative. La révision des comptes comprend l'examen, à partir d'un échantillon de transactions, des faits qui correspondent aux montants et informations figurant dans les états financiers, et l'évaluation des principes comptables utilisés et des estimations les plus importantes faites par la direction, ainsi que de la présentation générale des états financiers. A notre avis, notre révision fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-dessus.

Price Waterhouse
(International Firm)

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES CLOS AU 30 JUIN 1997 ET AU 30 JUIN 1996

	milliers de dollars US	
	1997	1996
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS SUR PRÊTS ET PARTICIPATIONS :		
Décaissements sur prêts et participations	\$ (2 002 855)	\$ (2 053 457)
Remboursements de prêts et de participations	1 169 553	858 422
Cessions de participations au prix de revient	115 288	519 039
TRÉSORERIE NETTE UTILISÉE POUR LES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	718 014	(675 996)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT :		
Produits des émissions	3 925 815	3 106 703
Remboursement d'emprunts	(2 112 227)	(1 515 002)
Paievements au titre des souscriptions au capital	152 689	201 517
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	1 966 277	1 793 218
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS :		
Résultat net	431 937	345 768
Rapprochement du résultat net et de la trésorerie d'exploitation :		
Provision pour pertes	266 436	151 480
Ecart de conversion	(826)	(3 332)
Variation des produits à recevoir sur prêts, dépôts et titres	(46 019)	(19 178)
Variation des montants à payer et autres passifs	866 684	368 795
Variation des montants à recevoir et autres actifs	(559 868)	(146 419)
TRÉSORERIE NETTE D'EXPLOITATION	958 344	697 114
Variation des liquidités	2 206 607	1 814 336
Effet des fluctuations de taux de change sur les liquidités	(56 140)	(33 502)
Variation nette des liquidités	2 150 467	1 780 834
Liquidités en début d'exercice	6 581 486	4 800 652
Liquidités à la clôture de l'exercice	<u>\$ 8 731 953</u>	<u>\$ 6 581 486</u>
Comprenant :		
Banques	\$ 70 370	\$ 39 389
Dépôts à terme	3 793 178	3 438 476
Dépôts et titres de placement	1 364 247	944 989
Dépôts et titres de transaction	3 504 158	2 158 632
	<u>\$ 8 731 953</u>	<u>\$ 6 581 486</u>
Informations complémentaires		
Variation des soldes de clôture afférents aux mouvements de change		
Prêts en cours	\$ (74 843)	\$ (100 700)
Emprunts	(559 443)	(674 775)
Swaps de devises	(466 229)	(557 156)

Les notes sur les états financiers font partie intégrante de ces derniers.

ÉTATS DES VOIX ATTRIBUÉES AUX ÉTATS MEMBRES,
DES SOUSCRIPTIONS ET CONTRIBUTIONS

AU 30 JUIN 1997

Membres	Souscriptions (milliers de dollars US)		Voix attribuées		Membres	Souscriptions (milliers de dollars US)		Voix attribuées	
	Montant versé	% du total	Nombre de Voix	% du total		Montant versé	% du total	Nombre de Voix	% du total
Afghanistan	\$ 111	*	361	0,02	Emirats Arabes Unis	4 033	0,18	4 283	0,19
Afrique du Sud	15 948	0,72	16 198	0,71	Equateur	2 161	0,10	2 411	0,11
Albanie	1 188	0,05	1 438	0,06	Erythrée	935	0,04	1 185	0,05
Algérie	3 788	0,17	4 038	0,18	Espagne	37 026	1,66	37 276	1,64
Allemagne	117 701	5,28	117 951	5,19	Estonie	1 308	0,06	1 558	0,07
Angola	1 353	0,06	1 603	0,07	États-Unis	533 271	23,93	533 521	23,48
Antigua et Barbuda	13	*	263	0,01	Ethiopie	116	0,01	366	0,02
Arabie Saoudite	20 693	0,93	20 943	0,92	Fédération de Russie	81 342	3,65	81 592	3,59
Argentine	34 813	1,56	35 063	1,54	Fidji	287	0,01	537	0,02
Arménie	992	0,04	1 242	0,05	Finlande	15 697	0,70	15 947	0,70
Australie	31 895	1,43	32 145	1,41	France	110 492	4,96	110 742	4,87
Autriche	18 024	0,81	18 274	0,80	Gabon	931	0,04	1 181	0,05
Azerbaïdjan	2 367	0,11	2 617	0,12	Gambie	94	*	344	0,02
Bahamas (Les)	335	0,02	585	0,03	Georgie	861	0,04	1 111	0,05
Bahraïn	1 746	0,08	1 996	0,09	Ghana	4 630	0,21	4 880	0,21
Bangladesh	8 251	0,37	8 501	0,37	Grèce	6 898	0,31	7 148	0,31
Barbade (La)	361	0,02	611	0,03	Grenade	74	*	324	0,01
Belgique	50 610	2,27	50 860	2,24	Guatemala	878	0,04	1 128	0,05
Bélize	93	*	343	0,02	Guinée-Bissau	18	*	268	0,01
Bénin	119	*	369	0,02	Guinée	339	0,02	589	0,03
Biélorussie	4 708	0,21	4 958	0,22	Guinée équatoriale	43	*	293	0,01
Bolivie	1 571	0,07	1 821	0,08	Guyane	1 392	0,06	1 642	0,07
Bosnie et Herzégovine	620	0,03	870	0,04	Haïti	306	0,01	556	0,02
Botswana	113	0,01	363	0,02	Honduras	370	0,02	620	0,03
Brésil	36 046	1,62	36 296	1,60	Hongrie	10 932	0,49	11 182	0,49
Bulgarie	1 789	0,08	2 039	0,09	Inde	74 268	3,33	74 518	3,28
Burkina Faso	786	0,04	1 036	0,05	Indonésie	28 539	1,28	28 789	1,27
Burundi	100	*	350	0,02	Iran (Rép. islamique d')	1 444	0,06	1 694	0,07
Cambodge	339	0,02	589	0,03	Iraq	147	0,01	397	0,02
Cameroun	885	0,04	1 135	0,05	Irlande	1 290	0,06	1 540	0,07
Canada	81 342	3,65	81 592	3,59	Islande	42	*	292	0,01
Cap-Vert	15	*	265	0,01	Israël	2 135	0,10	2 385	0,10
Chili	11 710	0,53	11 960	0,53	Italie	81 342	3,65	81 592	3,59
Chine	24 500	1,10	24 750	1,09	Jamaïque	4 282	0,19	4 532	0,20
Chypre	2 139	0,10	2 389	0,11	Japon	141 174	6,33	141 424	6,23
Colombie	12 606	0,57	12 856	0,57	Jordanie	941	0,04	1 191	0,05
Comores	14	*	264	0,01	Kazakstan	2 031	0,09	2 281	0,10
Congo (Rép. dém. du)	2 159	0,10	2 409	0,11	Kénya	4 041	0,18	4 291	0,19
Congo (Rép. du)	131	0,01	381	0,02	Kiribati	12	*	262	0,01
Corée (Rép. de)	14 558	0,65	14 808	0,65	Koweït	9 947	0,45	10 197	0,45
Costa Rica	952	0,04	1 202	0,05	Kyrgyzistan (Rép. du)	1 720	0,08	1 970	0,09
Côte d'Ivoire	3 544	0,16	3 794	0,17	Laos (Rép. dém. pop. du)	278	0,01	528	0,02
Croatie	2 882	0,13	3 132	0,14	Lesotho	71	*	321	0,01
Danemark	18 554	0,83	18 804	0,83	Lettonie	2 150	0,10	2 400	0,11
Djibouti	21	*	271	0,01	Liban	118	0,01	368	0,02
Dominique	39	*	289	0,01	Libéria	83	*	333	0,01
Egypte (Rép. arabe d')	12 360	0,55	12 610	0,56	Libye	55	*	305	0,01
El Salvador	11	*	261	0,01	Lituanie	2 135	0,10	2 385	0,10

**ÉTATS DES VOIX ATTRIBUÉES AUX ÉTATS MEMBRES,
DES SOUSCRIPTIONS ET CONTRIBUTIONS
AU 30 JUIN 1997**

Membres	Souscriptions (milliers de dollars US)		Voix attribuées		Membres	Souscriptions (milliers de dollars US)		Voix attribuées	
	Montant versé	% du total	Nombre de Voix	% du total		Montant versé	% du total	Nombre de Voix	% du total
Luxembourg	2 139	0,10	2 389	0,11	République slovaque	4 457	0,20	4 707	0,21
Macédoine (Rép. féd. yougoslave de)	270	0,01	520	0,02	République tchèque	8 913	0,40	9 163	0,40
Madagascar	432	0,02	682	0,03	Roumanie	2 429	0,11	2 679	0,12
Malaisie	15 222	0,68	15 472	0,68	Royaume-Uni	121 015	5,43	121 265	5,34
Malawi	1 346	0,06	1 596	0,07	Rwanda	306	0,01	556	0,02
Maldives	16	*	266	0,01	Saint Kitts and Nevis	638	0,03	888	0,04
Mali	451	0,02	701	0,03	Sainte-Lucie	74	*	324	0,01
Maroc	9 037	0,41	9 287	0,41	Salomon (Iles)	24	*	274	0,01
Marshall (Les Iles)	663	0,03	913	0,04	Samoa Occidentales (les)	35	*	285	0,01
Maurice (Ile)	1 665	0,07	1 915	0,08	Sénégal	1 777	0,08	2 027	0,09
Mauritanie	214	0,01	464	0,02	Seychelles	27	*	277	0,01
Mexique	25 562	1,15	25 812	1,14	Sierra Leone	83	*	333	0,01
Micronésie, États fédérés de	744	0,03	994	0,04	Singapour	177	0,01	427	0,02
Moldavie (Rép. de)	744	0,03	994	0,04	Slovénie	1 585	0,07	1 835	0,08
Mongolie	144	0,01	394	0,02	Somalie	83	*	333	0,01
Mozambique	322	0,01	572	0,03	Soudan	111	*	361	0,02
Myanmar	666	0,03	916	0,04	Sri Lanka	6 514	0,29	6 764	0,30
Namibie	404	0,02	654	0,03	Suède	24 539	1,10	24 789	1,09
Népal	822	0,04	1 072	0,05	Suisse	41 580	1,87	41 830	1,84
Nicaragua	652	0,03	902	0,04	Swaziland	684	0,03	934	0,04
Niger	147	0,01	397	0,02	Tadjikistan	1 212	0,05	1 462	0,06
Nigéria	21 643	0,97	21 893	0,96	Tanzanie	1 003	0,05	1 253	0,06
Norvège	16 071	0,72	16 321	0,72	Thaïlande	10 941	0,49	11 191	0,49
Nouvelle-Zélande	3 583	0,16	3 833	0,17	Togo	808	0,04	1 058	0,05
Oman	1 187	0,05	1 437	0,06	Tonga	34	*	284	0,01
Ouganda	735	0,03	985	0,04	Trinidad et Tobago	3 754	0,17	4 004	0,18
Ouzbékistan	3 873	0,17	4 123	0,18	Tunisie	3 255	0,15	3 505	0,15
Pakistan	19 380	0,87	19 630	0,86	Turkménistan	810	0,04	1 060	0,05
Panama	1 007	0,05	1 257	0,06	Turquie	13 280	0,60	13 530	0,60
Papouasie-Nouvelle-Guinée	490	0,02	740	0,03	Ukraine	8 907	0,40	9 157	0,40
Paraguay	436	0,02	686	0,03	Uruguay	3 569	0,16	3 819	0,17
Pays-Bas	51 250	2,30	51 500	2,27	Vanuatu	55	*	305	0,01
Pérou	6 898	0,31	7 148	0,31	Venezuela	27 588	1,24	27 838	1,23
Philippines	11 405	0,51	11 655	0,51	Vietnam	446	0,02	696	0,03
Pologne	7 236	0,32	7 486	0,33	Yémen (République du)	652	0,03	902	0,04
Portugal	8 324	0,37	8 574	0,38	Zambie	1 286	0,06	1 536	0,07
République arabe syrienne	72	*	322	0,01	Zimbabwe	2 120	0,10	2 370	0,10
République centrafricaine	67	*	317	0,01	Total au				
République dominicaine	1 187	0,05	1 437	0,06	30 juin 1997	\$2 228 851	100,00+	2 271 851	100,00+
					Total au				
					30 juin 1996	\$2 076 162	100,00+	2 118 662	100,00+

* Moins de 0,005%.

+ Les écarts éventuels existant entre le total et la somme des pourcentages sont dus aux arrondis.

Les notes sur les états financiers font partie intégrante de ces derniers.

ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

OBJET

La Société Financière Internationale (la Société) est une organisation internationale, créée en 1956 dans le but de promouvoir le développement économique des États membres en encourageant la croissance de l'entreprise privée. La Société fait partie du groupe de la Banque mondiale, qui comprend également la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (IDA) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). Les activités de la Société concourent aux objectifs de développement global des autres institutions du groupe de la Banque mondiale, qu'elles complètent. La Société, de concert avec les investisseurs privés, apporte une assistance financière à la création, à l'amélioration et au développement d'entreprises privées, par voie de prêts et de participations, lorsque le capital privé fait défaut à des conditions raisonnables. Son capital social est apporté par les États membres. Elle lève l'essentiel des fonds destinés à ses opérations d'investissement par émission de bons, obligations et autres titres de créance sur les marchés financiers internationaux. La Société facilite, par ailleurs, le financement de projets en mobilisant des fonds complémentaires auprès d'autres investisseurs et prêteurs, par cofinancement, par prêts syndiqués, garanties ou cautions. Outre le financement de projets et la mobilisation de ressources, la Société conseille les entreprises privées des pays en développement, sur les plans financier et technique, en vue d'accroître leurs chances de réussite, mais aussi les États sur la manière de créer un environnement propice à la croissance du secteur privé et de l'investissement étranger.

NOTE A — RESUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

Les méthodes appliquées par la Société en matière de comptabilité et de présentation des informations financières sont conformes aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (PCGR-US) ainsi qu'aux Normes comptables internationales (NCI).

Au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997, la Société a adopté la NCI 32, « Instruments financiers : Publication et présentation ». La NCI 32 porte sur la publication de certaines informations concernant divers éléments de risque liés aux instruments financiers, figurant dans les notes B, D, G et K.

En 1996, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié la norme comptable SFAS 125 « Comptabilisation des transferts d'actifs, gestion des actifs financiers et extinction du passif » qui porte obligation d'appliquer de nouvelles normes de comptabilisation et d'information aux cessions et titrisations, de procéder à la gestion des montants à recevoir et autres actifs financiers, et à l'extinction du passif. La norme est entrée en vigueur début 1997 et n'a pas eu d'effet sensible sur les états financiers de la Société. Les dispositions relatives aux transferts portant sur des contrats de mise/prise en pension et au prêt de valeurs pour transfert d'actifs financiers n'entreront en vigueur qu'au début de 1998. L'adoption de ces dispositions ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les états financiers de la Société.

Présentation des états financiers — Certain montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de respecter la présentation adoptée cette année.

Utilisation des estimations — Pour dresser les états financiers conformément aux PCGR-US et aux NCI, la direction est tenue de faire des estimations et des hypothèses qui déterminent les montants déclarés de l'actif et du passif et la présentation des engagements hors-bilan à la date des états financiers ainsi que les montants déclarés au titre des produits et charges pour la période concernée. Les résultats réels peuvent présenter un écart par rapport aux dites estimations.

Écarts de conversion — Les actifs et passifs non libellés en dollars des États-Unis (dollars U.S. ou \$), à l'exception des participations décaissées, sont convertis en dollars des États-Unis aux taux de change en vigueur aux 30 juin 1997 et 30 juin 1996. Les participations décaissées sont exprimées en dollars des États-Unis au taux de change en vigueur à la date du décaissement. Les produits et charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inscrits au compte de résultat.

Participations et prêts — Les investissements sont inscrits à l'actif une fois décaissés. Les prêts sont comptabilisés à hauteur des encours. Il est dans les usages de la Société de demander des sûretés telles que des hypothèques ou des garanties de tiers. Les participations sont enregistrées à leur coût. La Société peut, de temps à autre, conclure des contrats d'options de vente et d'achat liés aux titres de participation.

Dotation à la provision pour pertes — La Société estime qu'un prêt présente des risques de non-recouvrement lorsque, sur la base des informations disponibles et des événements en cours, elle considère qu'il lui sera probablement impossible de recouvrer la totalité des montants dus aux termes des conditions contractuelles y afférentes. L'adoption, au cours de l'exercice clos au 30 juin 1996, de la norme comptable SFAS 114, publiée par le FASB et intitulée « La comptabilisation par le créancier d'un prêt présentant des risques de non-recouvrement », telle que modifiée par la norme SFAS 118, intitulée « La comptabilisation par le créancier d'un prêt présentant des risques de non-recouvrement — Comptabilisation et publication des produits » n'a pas eu d'effets sensibles sur les états financiers de la Société. La dotation à la provision pour pertes reflète l'évaluation, par la direction, de la valeur actuelle des cash-flow futurs attendus, actualisée par application du taux d'intérêt effectif du prêt, ainsi qu'une estimation des pertes qui ne sont pas particulièrement identifiables. Cette dotation annuelle à la provision pour pertes est prélevée sur les produits. Les investissements dépréciés, ainsi que tout recouvrement ultérieur, sont déduits de la provision pour pertes ou ajoutés à cette dernière.

Comptabilisation des produits — Sont comptabilisés comme des produits les dividendes et participations perçus en devises librement convertibles. Les plus-values de cession de participations sont évaluées par rapport au coût moyen des participations cédées et sont enregistrées dans les produits une fois perçus en devises librement convertibles.

Les intérêts et commissions d'engagement sont comptabilisés comme des produits selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutes les autres commissions sont comptabilisées une fois perçues en devises librement convertibles. La Société ne comptabilise pas les intérêts courus sur les prêts dont le recouvrement est incertain ou pour lesquels le retard dans le paiement du principal et des intérêts dépasse soixante jours, sauf si la direction estime que les montants impayés seront recouverts à brève échéance. Tous les intérêts courus sur un prêt immobilisé sont déduits du produit actuel et ne sont comptabilisés comme tel que lorsqu'ils sont effectivement perçus. Les intérêts qui, sans avoir été comptabilisés, ont été capitalisés dans le cadre du rééchelonnement d'une dette, sont imputés aux produits constatés d'avance et ne sont repris dans le résultat que lorsque le principal de la dette y afférent est effectivement perçu. Les frais et commissions liés au montage de prêts sont enregistrés au fur et à mesure, la différence entre les deux montants n'étant pas significative.

Liquidités — Dans le cadre de sa stratégie de gestion de portefeuille, visant à diversifier son risque de crédit auprès des banques de dépôt et à obtenir des rendements plus élevés, la Société investit en titres d'Etat, en dépôts à terme et en titres adossés à des actifs conformément à sa politique en matière de risque de crédit et de durée. Les valeurs d'Etat comprennent des obligations de premier rang, des bons, des effets et d'autres titres émis ou assortis d'une garantie inconditionnelle par des Etats ou par d'autres institutions publiques, telles que les organismes officiels ou les organisations multilatérales. La Société convertit ces titres d'Etat à taux fixe en instruments à taux variable en dollars des Etats-Unis par le biais de swaps de devises et de taux d'intérêt.

Le 31 décembre 1995, la Société a transféré tous ses titres d'investissement sur un portefeuille de titres à la vente. Ce transfert exceptionnel a été fait suite à l'adoption du rapport spécial du FASB, « A Guide to the Implementation of Statement 115 on Accounting for Certain Investments in Debt and Equity Securities. »

Le 1er juillet 1997, la Société a transféré 978 millions de dollars US de ses dépôts et titres, classés sous la rubrique Titres de placement, sur le portefeuille de titres à la vente.

Les titres que la Société entend et peut détenir jusqu'à leur échéance, ont été classés sous la rubrique Titres d'investissement et comptabilisés à leur coût historique, corrigés de l'amortissement des primes et de l'accroissement des décotes. Les titres classés sous la rubrique A la vente, à savoir ceux qui peuvent être cédés avant l'échéance dans le cadre de la gestion de trésorerie ou en réponse à d'autres facteurs, sont enregistrés à leur juste valeur, toute variation de ladite juste valeur étant incluse dans un élément séparé du capital. Les titres classés sous la rubrique Titres de placement sont comptabilisés à leur valeur de marché, toute variation de la juste valeur étant incluse dans les Produits des dépôts et des titres. Les intérêts et dividendes sur titres, ainsi que l'amortissement des primes et l'accroissement des décotes sont inclus dans les Produits des dépôts et des titres. Les plus ou moins-values réalisées sur les dépôts et les titres, classés A la vente ou Titres de placement, qui sont généralement comptabilisés selon la méthode du dernier entré-premier sorti, sont inclus dans les Produits des dépôts et des titres. Etant donné la nature des dépôts et titres par elle détenus et ses pratiques concernant le niveau et l'utilisation de ces actifs, la Société considère les postes Banques, dépôts à terme, et dépôts et titres (liquidités) comme des disponibilités dans l'Etat des variations de trésorerie.

Contrats de mise/prise en pension — Aux termes d'un contrat de mise en pension, la partie qui cède des titres, accepte simultanément de les racheter à une date ultérieure spécifiée et à un prix fixe. L'opération inverse est la prise en pension. Les titres pris en pension, ainsi que les titres donnés en pension et montants à payer pour les cautions liquides reçues sont valorisés à la valeur de marché qui avoisine le coût de revient.

Emprunts — La Société emprunte dans plusieurs devises afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses emprunts. Ceux-ci sont, en règle générale, convertis simultanément par la Société en emprunts à taux variable en dollars des Etats-Unis, dans le cadre de swaps de devises et de taux d'intérêt. Aux termes de ses contrats d'emprunt, la Société ne peut constituer d'hypothèque ni de sûreté sur ses actifs (autres que des sûretés garantissant un solde dû au titre d'une participation) sans faire bénéficier les détenteurs d'obligations d'une garantie équivalente.

Produits financiers dérivés — Pour gérer ses risques de marché, la Société est amenée, dans l'exercice normal de ses activités, à recourir à des produits financiers dérivés. Ces instruments comprennent des swaps de taux d'intérêt et de devises, des swaps indexés sur matières premières, des options indexées sur matières premières et des contrats à terme de gré à gré, pour son propre compte et pour des clients, des garanties pour des tiers, des contrats à terme, des ventes à découvert et des contrats à terme couverts de gré à gré. La Société émet également des bons de souscription et, en contrepartie, achète des options hors-cote lui permettant de couvrir ses transactions. Les produits et charges afférents aux contrats de swap de taux d'intérêt et de devises, aux contrats à terme de gré à gré et aux contrats indexés sur matières premières sont comptabilisés sur la durée de vie de l'instrument et imputés aux Frais liés aux emprunts, aux Commissions ou aux Produits des dépôts et titres selon la finalité de l'instrument utilisé. Les plus ou moins-values sur les contrats à terme et les ventes à découvert sont incluses dans les Produits provenant des dépôts et titres. La valeur des règlements en numéraire des bons de souscription et des options correspondantes est enregistrée au bilan, à son montant brut, dans les autres actifs et passifs. Les produits et les charges liés aux bons de souscription et aux options correspondantes sont imputés aux Frais liés aux emprunts. A l'exception des contrats à terme et des swaps de devises et de taux d'intérêt du portefeuille-titres à la vente, qui sont inscrits au bilan sur la base de la juste valeur, tous les produits financiers dérivés sont pris en compte sur la base de la comptabilité d'exercice.

Lorsque la Société agit en qualité d'intermédiaire dans le cadre de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré, elle minimise son risque de crédit, en procédant à une étude de solvabilité des clients, ainsi que les risques de change et de taux d'intérêt, en prenant des positions de compensation grâce à des swaps, des options ou des contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dont la signature est d'excellente qualité.

NOTE B — DÉPOTS ET TITRES

Titres de placement et produits financiers dérivés correspondants

On trouvera ci-dessous une synthèse du portefeuille de titres de placement au 30 juin 1997 et au 30 juin 1996 et pour les exercices clos à cette date :

	30 juin 1997				
	millions de dollars US				
	Juste valeur		Moins-values nettes de l'exercice	Durée moyenne (années)	Rendement moyen (%)
A la clôture	Solde moyens journaliers				
Titres d'État	\$ 1 270	\$ 1 028	\$ (1)	4,1	6,0
Titres adossés à des actifs	94	24	—		
Sous-total	1 364	1 052	(1)		
Produits financiers dérivés correspondants:					
Montant nets à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	—	—	—	—	5,8
Total, net des produits financiers dérivés	\$ 1 364	\$ 1 052	\$ (1)		
	30 juin 1996				
	millions de dollars US				
	Juste valeur		Moins-values nettes de l'exercice	Durée moyenne (années)	Rendement moyen (%)
	A la clôture	Solde moyens journaliers			
Titres d'État	\$ 945	\$ 802	\$ (9)	3,1	5,8
Produits financiers dérivés correspondants:					
Montants nets à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	1	—	—	—	4,2
Total, net des produits financiers dérivés	\$ 946	\$ 802	\$ (9)		

Titres à la vente et Produits financiers dérivés correspondants — Le coût amorti, les plus ou moins-values latentes brutes, la juste valeur et le rendement moyen des dépôts et titres classés dans la rubrique Titres à la vente sont les suivants :

	30 juin 1997				
	millions de dollars US				
	Coût amorti	Plus-values latentes brutes	Moins-values latentes brutes	Juste valeur	Rendement moyen (%)
Titres d'État	\$ 3 384	\$ 138	\$ (18)	\$ 3 504	4,8
Produits financiers dérivés correspondants:					
Montants à recevoir sur swaps de devises	2 290	2	—	2 292	5,9
Montants à payer sur swaps de devises	(2 468)	11	(134)	(2 591)	4,8
Montants à recevoir sur swaps de taux d'intérêt	—	2	—	2	5,5
Montants à payer sur swaps de taux d'intérêt	—	9	(8)	1	5,9
Montants à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	1 047	—	—	1 047	5,8
Montants à payer sur contrats à terme couverts de gré à gré	(1 075)	—	—	(1 075)	3,1
Total, net des produits financiers dérivés	\$ 3 178	\$ 162	\$ (160)	\$ 3 180	
	30 juin 1996				
	millions de dollars US				
	Coût amorti	Plus-values latentes brutes	Moins-values latentes brutes	Juste valeur	Rendement moyen (%)
Titres d'État	\$ 2 133	\$ 51	\$ (26)	\$ 2 158	6,1
Produits financiers dérivés correspondants:					
Montants à recevoir sur swaps de devises	1 055	3	—	1 058	5,6
Montants à payer sur swaps de devises	(1 059)	16	(40)	(1 083)	6,1
Montants à recevoir sur swaps de taux d'intérêt	—	1	—	1	5,6
Montants à payer sur swaps de taux d'intérêt	—	14	(10)	4	6,1
Montants à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	222	—	—	222	5,4
Montants à payer sur contrats à terme couverts de gré à gré	(219)	—	—	(219)	2,9
Total, net des produits financiers dérivés	\$ 2 132	\$ 85	\$ (76)	\$ 2 141	

Les montants à recevoir et à payer sur les swaps de devises et de taux d'intérêt ainsi que sur les contrats à terme couverts de gré à gré classés dans les Titres à la vente sont imputés, respectivement, aux postes Montants à recevoir ou à payer sur les swaps de devises et de taux d'intérêt, et aux postes Montants à recevoir ou à payer sur les contrats à terme couverts de gré à gré du bilan.

Échéances — Les échéances présumées des dépôts et titres relevant du portefeuille Titres à la vente, net des produits financiers dérivés, sont les suivantes (millions de dollars US):

	30 juin 1997		30 juin 1996	
	Coût amorti	Juste valeur	Coût amorti	Juste valeur
A moins d'un an	\$ 814	\$ 810	\$ 603	\$ 606
Entre 1 et 2 ans	831	830	457	457
Entre 2 et 5 ans	1 203	1 210	750	756
Entre 5 et 10 ans	330	330	322	322
Total	\$ 3 178	\$ 3 180	\$ 2 132	\$ 2 141

Le portefeuille de dépôts et titres est essentiellement libellé en dollars des Etats-Unis ; les instruments libellés dans des devises autres que le dollar des Etats-Unis, hors produits financiers dérivés correspondants convertissant des titres en devise locale en titres libellés en dollars des Etats-Unis, représentaient 3,0 % du portefeuille au 30 juin 1997 (contre 5,6 % au 30 juin 1996). Le taux de rendement annualisé des titres de placement pour l'exercice clos au 30 juin 1997, était de 6,0 % (contre 5,4 % au 30 juin 1996). Le taux de rendement annualisé des titres à la vente (qui, avant le 31 décembre 1995, étaient classés sous la rubrique Titres d'investissement) détenus durant l'exercice clos au 30 juin 1997, s'élevait à 5,7 % (5,8 % également pour l'exercice clos au 30 juin 1996).

Après incidence des swaps de devises et de taux d'intérêt, les dépôts et titres se revalorisent généralement au bout d'un an.

Les produits sur les dépôts, les titres et les dépôts à terme pour les exercices clos au 30 juin 1997 et 1996 sont résumés dans le tableau ci-dessous (milliers de dollars US):

	30 juin 1997	30 juin 1996
Titres de placement		
Intérêts perçus	\$ 128 272	\$ 105 034
(Moins) plus-values nettes		
Réalisées	(791)	6 802
Latentes	(298)	(16 264)
Titres d'investissement		
Intérêts perçus	—	121 011
Titres à la vente		
Intérêts perçus	296 038	125 593
(Charge) Produit net (nette) sur les prises en pension et les mises en pension	(12 212)	6 089
Total	\$ 411 009	\$ 348 265

NOTE C — EFFETS À RECEVOIR ET AUTRES ACTIFS

Le montant des effets à recevoir et autres actifs s'analysent comme suit (milliers de dollars US) :

	30 juin 1997	30 juin 1996
A recevoir sur la vente de titres de placement	\$ 429 410	\$ 25 715
Produits à recevoir sur dépôts et titres	132 105	102 741
Produits à recevoir sur les swaps	358 640	355 759
Produits à recevoir sur les investissements sous forme de prêts	124 952	110 476
Siège social :		
Terrain	89 208	89 208
Construction, net	173 417	117 452
Charges différées et autres actifs	171 988	139 493
Total des montants à recevoir et autres actifs	\$ 1 479 720	\$ 940 844

Les intérêts encourus pendant la construction du siège destiné à l'utilisation propre de la Société ont été immobilisés au titre de coûts liés au projet ; au 30 juin 1997, 24 millions de dollars US (contre 16 millions de dollars US au 30 juin 1996) étaient ainsi immobilisés.

NOTE D — PRÊTS ET PARTICIPATIONS — PROVISION POUR PERTES

Les investissements approuvés par le conseil d'administration de la Société mais non encore signés et les engagements signés mais au titre desquels aucun décaissement n'a encore été effectué sont résumés ci-après (millions de dollars US):

	30 juin 1997	30 juin 1996
Investissements approuvés mais non encore engagés :		
Prêts	\$ 2 745	\$ 2 102
Participations	745	613
Total des investissements approuvés mais non encore engagés	<u>3 490</u>	<u>2 715</u>
Investissements engagés mais non encore décaissés :		
Prêts	1 717	1 570
Participations	381	457
Total des investissements engagés mais non encore décaissés	<u>2 098</u>	<u>2 027</u>
Total des investissements approuvés mais non encore décaissés	\$ 5 588	\$ 4 742

Au 30 juin 1997, les prêts à taux fixe représentaient 31 % (contre 33 % au 30 juin 1996) du portefeuille des prêts décaissés, le solde étant à taux variable. Au 30 juin 1997, le montant en devises et le rendement moyen des prêts décaissés en cours s'établissaient comme suit :

	Montant (millions de dollars US)	Rendement moyen (%)
Dollar américain	\$ 5 909	8,6
Deutsche mark	370	8,0
Yen japonais	112	7,0
Franc suisse	76	6,8
Franc français	67	10,0
ECU	16	7,0
Autres	24	11,6
Total prêts décaissés et en cours	<u>\$ 6 574</u>	8,6

Les prêts décaissés et en cours dans toutes les devises sont remboursables au cours des exercices clôturant au 30 juin des années 1998 à 2002 et au-delà comme suit (millions de dollars US) :

	1998	1999	2000	2001	2002	Au-delà	Total
Prêts à taux fixe	\$ 384	\$ 259	\$ 233	\$ 268	\$ 187	\$ 719	\$ 2 050
Prêts à taux variable	641	690	676	628	527	1 362	4 524
Total	<u>\$ 1 025</u>	<u>\$ 949</u>	<u>\$ 909</u>	<u>\$ 896</u>	<u>\$ 714</u>	<u>\$ 2 081</u>	<u>\$ 6 574</u>

Les prêts à taux variable décaissés et en cours de la Société se réindexent généralement dans un délai d'un an.

Les prêts improductifs s'élevaient à 322 millions de dollars US au 30 juin 1997 (contre 345 millions de dollars US au 30 juin 1996). Les intérêts non comptabilisés et dus au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997 sur cette catégorie de prêts ont représenté 24 millions de dollars US (contre 26 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996). Au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997, la Société a recouvré 7 millions de dollars US (contre 11 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996) d'intérêts relatifs à des prêts non productifs au titre de l'exercice en cours et des exercices précédents. Les investissements enregistrés sous forme de prêts représentant des risques de non-recouvrement s'élevaient, au 30 juin 1997, à 886 millions de dollars US (contre 546 millions de dollars US au 30 juin 1996).

Les variations de la provision pour pertes, au titre des exercices clôturant au 30 juin des années 1997 et 1996 sont résumées ci-après (milliers de dollars US) :

	30 juin 1997	30 juin 1996
Solde en début d'exercice	\$ 876 206	\$ 776 635
Investissements passés en charges	(45 662)	(51 535)
Investissements recouvrés	90	3 367
Ecarts de change	(20 878)	(3 741)
Dotations de l'exercice	266 436	151 480
Solde à la clôture de l'exercice	<u>\$ 1 076 192</u>	<u>\$ 876 206</u>

Les gains des conversions, soit 20,9 millions de dollars US (contre 3,7 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996), ont été compensés par des pertes de conversion équivalentes sur les couvertures de change. Les deux montants ont été enregistrés sous la rubrique Ecarts de conversion du Compte de résultat.

NOTE E — PARTICIPATIONS

La Société mobilise des fonds auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières par le biais de participations à ses prêts. Ces participations sont vendues, sans possibilité de recours, par la Société qui les gère pour le compte des participants. La Société a ainsi appelé et décaissé 3 107 millions de dollars US de fonds (contre 1 751 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996) pour le compte de ces participants au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997. Au 30 juin 1997, les fonds décaissés par les participants et en cours s'élevaient à 6 570 millions de dollars US (contre 4 505 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996), et les montants engagés et non décaissés par les participants s'élevaient à 1 656 millions de dollars US (contre 1 649 millions de dollars US au 30 juin 1996). De plus, la Société a négocié le placement, auprès de participants, d'investissements s'élevant à 4 061 millions de dollars US (contre 4 020 millions de dollars US au 30 juin 1996), approuvés par le conseil d'administration mais non encore signés au 30 juin 1997.

Le 6 juillet 1995, la Société a titrisé et cédé des prêts à taux variable, libellés en dollars des Etats-Unis, à un fonds (le Fonds), à leur valeur nominale. Simultanément, la Société a accordé une ligne de crédit de 20 millions de dollars US au dit Fonds et acquis, pour un montant de 20 millions de dollars US, des certificats de catégorie C émis par le Fonds. Le solde en cours des certificats de catégorie C émis par le Fonds s'élevait à 15 millions de dollars US au 30 juin 1997 (contre 19 millions de dollars US au 30 juin 1996). Les certificats de catégorie C sont comptabilisés dans les participations et la facilité de crédit dans les autres actifs. La Société a prévu une provision pour pertes de 15 millions de dollars US au 30 juin 1997 (contre 19 millions de dollars US au 30 juin 1996) au titre de ces instruments. Certains prêts titrisés sont garantis par des biens mobiliers et immobiliers. L'encours total des prêts titrisés s'élevait, au 30 juin 1997, à 245 millions de dollars US (contre 338 millions de dollars US au 30 juin 1996).

NOTE F — EFFETS À PAYER ET AUTRES PASSIFS

Les montants à payer et autres passifs de la Société sont résumés ci-dessous (milliers de dollars US) :

	30 juin 1997	30 juin 1996
Charges à payer sur emprunts	\$ 283 725	\$ 298 115
Charges à payer sur swaps	261 465	203 361
Obligations liées à l'achat de titres	611 966	369 901
Montants à payer, charges constatées d'avance et autres charges	117 306	105 646
Total des montants à payer et autres passifs	<u>\$1 274 462</u>	<u>\$977 023</u>

NOTE G — EMPRUNTS

L'encours des emprunts sur le marché et des swaps de devises et de taux d'intérêt de la Société, déduction faite des primes d'émission et des décotes non amorties, est résumé ci-dessous :

	30 juin 1997							
	Emprunts sur le marché		Swaps de devises A payer (à recevoir)		Swaps de taux d'intérêt A payer (à recevoir)		Obligations nettes en devises	
	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant notionnel (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)
Dollar américain	\$ 2 232	6,4	\$ 7 688	5,4	\$ 2 051 (2 051)	5,6 (6,3)	\$ 9 920	5,5
Yen japonais	1 477	4,8	(1 477)	(4,8)	—	—	—	—
Peseta	1 024	5,0	(1 024)	(5,0)	—	—	—	—
Dollar australien	751	6,9	(751)	(6,9)	—	—	—	—
Dollar de Hong Kong	736	7,1	(736)	(7,1)	—	—	—	—
Drachme	648	12,5	(648)	(12,5)	—	—	—	—
Livre sterling	517	6,3	(517)	(6,3)	—	—	—	—
Lire italienne	455	8,1	(455)	(8,1)	—	—	—	—
Franc luxembourgeois	337	6,3	(337)	(6,3)	—	—	—	—
Deutsche mark	306	5,7	(240)	(5,1)	—	—	66	2,6
Rand	321	14,3	(321)	(14,3)	—	—	—	—
Dollar canadien	282	7,8	(282)	(7,8)	—	—	—	—
Couronne tchèque	157	11,0	(157)	(11,0)	—	—	—	—
Florin néerlandais	107	3,4	(107)	(3,4)	—	—	—	—
Franc suisse	104	4,8	(104)	(4,8)	—	—	—	—
Peso des Philippines	99	10,3	(99)	(10,3)	—	—	—	—
Nouveau zloty	77	18,5	(77)	(18,5)	—	—	—	—
Couronne slovaque	66	12,6	(66)	(12,6)	—	—	—	—
Couronne suédoise	52	10,6	(52)	(10,6)	—	—	—	—
Valeur nominale du principal	\$ 9 748		\$ 238				\$ 9 986	
Moins : décotes non amorties nettes	223							
Total emprunts sur le marché	<u>\$ 9 525</u>							

30 juin 1996

	Emprunts sur le marché		Swaps de devises A payer (à recevoir)		Swaps de taux d'intérêt A payer (à recevoir)		Obligations nettes en devises	
	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant Notionelle (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)	Montant (millions de dollars US)	Coût moyen pondéré (%)
Dollar américain	\$ 2 049	7,3	\$ 6 131	5,1	\$ 2 093 (2 093)	5,2 (6,7)	\$ 8 180	5,3
Yen japonais	2 038	4,9	(2 038)	(4,9)	—	—	—	—
Lire italienne	713	9,8	(713)	(9,8)	—	—	—	—
Dollar de Hong Kong	633	7,2	(633)	(7,2)	—	—	—	—
Drachme	619	13,5	(619)	(13,5)	—	—	—	—
Dollar australien	444	7,9	(444)	(7,9)	—	—	—	—
Dollar canadien	342	7,8	(342)	(7,8)	—	—	—	—
Deutsche mark	297	5,7	(222)	(5,2)	—	—	75	2,9
Peseta	253	9,5	(253)	(9,5)	—	—	—	—
Franc luxembourgeois	191	7,2	(191)	(7,2)	—	—	—	—
Couronne suédoise	182	10,4	(182)	(10,4)	—	—	—	—
Florin néerlandais	139	3,8	(123)	(3,5)	—	—	16	6,0
Franc suisse	129	4,8	(129)	(4,8)	—	—	—	—
Couronne tchèque	109	10,2	(109)	(10,2)	—	—	—	—
Escudo	70	12,0	(70)	(12,0)	—	—	—	—
Rand	57	13,0	(57)	(13,0)	—	—	—	—
Nouveau zloty	37	18,5	(37)	(18,5)	—	—	—	—
Valeur nominale du principal	\$ 8 302		\$ (31)				\$ 8 271	
Moins : décotes non amorties nettes	137							
Total Emprunts sur le marché	\$ 8 165							

Le coût moyen pondéré des emprunts effectués sur le marché après swaps de devises et de taux d'intérêt était de 5,5 % au 30 juin 1997 (contre 5,2 % au 30 juin 1996). La durée moyenne pondérée des emprunts sur le marché représentait 6,6 ans au 30 juin 1997 (contre 7,4 ans au 30 juin 1996).

Les 238 millions de dollars US à payer sur les swaps de devises au 30 juin 1997 (contre 31 millions de dollars US à recevoir au 30 juin 1996), figurant au tableau ci-dessus, correspondent à la différence entre les montants nets à recevoir et à payer sur les opérations de swaps, soit respectivement 7 800 millions de dollars US (contre 6 344 millions de dollars US au 30 juin 1996) et 8 038 millions de dollars US (contre 6 313 millions de dollars US au 30 juin 1996), inscrits au bilan sous les postes Montants à payer et à recevoir sur swaps de devises et de taux d'intérêt.

On trouvera résumés au tableau ci-après les emprunts en cours auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en millions de dollars US :

	30 juin 1997	30 juin 1996	30 juin 1997	30 juin 1996
	Principal (millions de dollars US)		Coût moyen pondéré (%)	
Deutsche mark	\$ 189	\$ 280	6,8	6,9
Dollar américain	182	188	6,8	6,9
Yen japonais	106	131	6,1	6,1
Franc suisse	57	90	5,8	5,8
Franc français	51	85	8,5	8,7
Autres devises	13	17	8,0	8,1
Total emprunts auprès de la BIRD	\$ 598	\$ 791		

La durée moyenne pondérée des emprunts auprès de la BIRD était de 10,7 ans au 30 juin 1997 (contre 10,1 ans au 30 juin 1996).

De plus, les soldes non décaissés sur les emprunts contractés auprès de la BIRD s'établissaient, au 30 juin 1997, à 3 millions de dollars US (contre 12 millions de dollars US au 30 juin 1996). Pour l'exercice clos au 30 juin 1997, les charges au titre des prêts accordés par la BIRD s'élevaient à 48 millions de dollars US (contre 61 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996). La commission d'engagement, payable sur les soldes non décaissés, est fixée à un taux annuel de 0,75 %. Ces commissions qui représentaient, pour l'exercice clos au 30 juin 1997, un total de 2 millions de dollars US (contre 1 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996), sont incluses dans les charges d'emprunt.

Les montants remboursables, au titre du principal des emprunts en cours, toutes devises confondues, y compris les primes et les décotes, pour la période allant de l'exercice clos le 30 juin 1998 à l'exercice clos le 30 juin 2002 et au-delà, s'établissent comme suit (millions de dollars US) :

	1998	1999	2000	2001	2002	Au-delà	Total
Emprunts sur le marché	\$ 1 301	\$ 2 580	\$ 1 200	\$ 1 432	\$ 1 027	\$ 2 208	\$ 9 748
Emprunts auprès de la BIRD	<u>120</u>	<u>118</u>	<u>78</u>	<u>58</u>	<u>45</u>	<u>180</u>	<u>599</u>
Total emprunts brut	<u>\$1 421</u>	<u>\$2 698</u>	<u>\$1 278</u>	<u>\$1 490</u>	<u>\$1 072</u>	<u>\$2 388</u>	<u>\$10 347</u>

Après effet des swaps de taux d'intérêt et de devises, les emprunts de la Société se revalorisent généralement au bout d'un an.

NOTE H — CAPITAL SOCIAL

Le 4 mai 1992, le Conseil des gouverneurs a approuvé une résolution portant augmentation du capital autorisé de la Société, de 1 300 millions de dollars US à 2 300 millions de dollars US, dont millions de dollars US sont à souscrire par les Etats Membres pendant la période prévue à cet effet et venant à expiration le 1er août 1997. Lesdits Etats membres peuvent régler leur souscription en totalité ou opter pour des versements échelonnés, le dernier règlement devant intervenir le 1er août 1997.

Le 10 décembre 1992, le Conseil des gouverneurs a entériné une résolution à la seule fin d'augmenter de 150 millions de dollars US le capital autorisé de la Société, le portant ainsi à 2 450 millions de dollars US, afin d'obtenir un nombre suffisant de parts pour permettre la participation pleine et entière des anciennes républiques soviétiques et répondre à toute demande supplémentaire de membres existants.

NOTE I — INTÉRÊTS ET COMMISSIONS SUR LES PRÊTS ET LES PARTICIPATIONS

Les intérêts et commissions sur les prêts et les participations s'établissent comme suit (milliers de dollars US):

	30 juin 1997	30 juin 1996
Intérêts perçus	\$ 538 421	\$ 486 924
Commissions d'engagement	11 788	11 996
Autres commissions	<u>30 036</u>	<u>21 613</u>
Total des intérêts et commissions	<u>\$580 245</u>	<u>\$520 533</u>

NOTE J — CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES SPÉCIAUX

Le Conseil d'administration approuve, de temps à autre, des recommandations autorisant la Société à contribuer à des programmes spéciaux tels que le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF), le Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique sud (SPPF), le Service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS), le Service de soutien des entreprises en Afrique (ESSA) et le Service de promotion et de développement des investissements dans le Mekong (MPDF). Durant l'exercice clos au 30 juin 1997, les contributions versées à ces programmes par la Société se sont élevées à 4,9 millions de dollars US (contre 4,3 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996).

NOTE K — PRODUITS FINANCIERS DÉRIVÉS ET RISQUE DE CRÉDIT

Les produits financiers dérivés comprennent des risques de marché et de crédit en plus des montants figurant au bilan. Le risque de crédit représente la perte comptable potentielle maximale en cas de non-respect des dispositions prévues au contrat par les contreparties. Le risque de marché correspond à la perte potentielle due à une dépréciation de l'instrument financier hors-bilan, elle-même essentiellement imputable à des fluctuations de taux d'intérêt et de change. Comme la Société est très rigoureuse dans le choix de ses contreparties, le non-respect des dispositions prévues au contrat ne constitue pas, selon elle, un risque important. Pour ces instruments financiers, elle traite, par ailleurs, avec un nombre restreint d'intermédiaires agréés et de contreparties figurant sur une liste. Les limites de crédit pour chaque contrepartie sont définies en fonction du type d'instrument et de l'échéance ; des garanties ont été contractées avec des contreparties afin de minimiser davantage le risque de crédit encouru par la société. Aux termes de ces accords, la Société peut accepter des garanties sous forme de liquidités ou autres titres liquides approuvés de la part de contreparties individuelles afin de diminuer son risque de crédit.

Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des montants contractuels et notionnels des produits dérivés et autres instruments financiers (millions de dollars US) :

	30 juin 1997	30 juin 1996
Swaps de devises		
Liés aux emprunts	\$ 7 800	\$ 6 168
Effectués en qualité d'intermédiaire	244	382
Gestion de trésorerie	269	204
Dépôts et titres		
A d'autres fins que la transaction	<u>2 290</u>	<u>1 059</u>
Total Swaps de devises	<u>\$10 603</u>	<u>\$7 813</u>
Swaps de taux d'intérêt		
Liés aux emprunts	\$ 2 051	\$ 2 093
Effectués en qualité d'intermédiaire	890	741
Gestion de trésorerie	184	148
Dépôts et titres		
A des fins de transaction	—	28
A d'autres fins que la transaction	<u>886</u>	<u>951</u>
Total Swaps de taux d'intérêt	<u>\$ 4 011</u>	<u>\$3 961</u>
Garanties aux clients		
Signées	\$ 43	\$ 111
Emises et en cours	17	64
Autres contrats		
Dépôts et titres		
A des fins de transaction		
Contrats à terme couverts de gré à gré	\$ 11	\$ 102
Contrats à terme et contrats d'options	21	1 018
A d'autres fins que la transaction		
Contrats à terme couverts de gré à gré	1 059	219
Contrats indexés sur matières premières	65	112
Caps de taux d'intérêt	303	361
Garanties sur swaps	157	157
Autres swaps de taux d'intérêt	<u>291</u>	<u>372</u>
Total autres contrats	<u>\$ 1 907</u>	<u>\$2 341</u>

Il n'y avait pas de valeur de règlement au comptant pour les options d'achat ou les bons de souscription d'options de vente aux 30 juin 1997 et 1996. Le tableau ci-dessous présente un résumé du risque de crédit hors-bilan, c'est-à-dire le coût de remplacement maximum estimé des produits financiers dérivés dégageant des bénéfices, aux taux du marché (millions de dollars US) :

	30 juin 1997	30 juin 1996
Swaps de devises	\$ 364	\$ 413
Swaps de taux d'intérêt	114	102
Autres contrats:		
Dépôts et titres		
A des fins de transaction	—	1
A d'autres fins que la transaction	28	2
Autres	<u>19</u>	<u>33</u>
Risque de crédit total	<u>\$ 525</u>	<u>\$551</u>

Durant les exercices clos au 30 juin pour les années 1998 à 2002 et au-delà, les échéances présumées des swaps de devises, swaps de taux d'intérêt et autres produits financiers dérivés sont les suivantes (millions de dollars US) :

	1998	1999	2000	2001	2002	Au-delà	Total
Swaps de devises:							
Liés aux emprunts							
A payer en dollars							
U.S. taux variable	\$ 953	\$ 2 079	\$ 1 101	\$ 1 432	\$ 485	\$ 1 750	\$ 7 800
Effectués en qualité							
d'intermédiaires	117	16	74	10	9	18	244
Gestion de trésorerie	18	65	30	45	66	45	269
Dépôts et titres							
A recevoir en dollars							
US taux variable	683	642	528	111	296	30	2 290
Total Swaps de devises	<u>1 771</u>	<u>2 802</u>	<u>1 733</u>	<u>1 598</u>	<u>856</u>	<u>1 843</u>	<u>10 603</u>
Swaps de taux d'intérêt :							
Liés aux emprunts							
A recevoir en dollars US taux fixe,							
à payer en dollars US taux variable	347	500	100	—	542	562	2 051
Effectués en qualité d'intermédiaires	20	33	151	167	125	394	890
Gestion de trésorerie	30	29	77	5	5	38	184
Dépôts et titres							
A recevoir en dollars US taux variable	164	95	164	318	130	15	886
Total Swaps de taux d'intérêt	<u>561</u>	<u>657</u>	<u>492</u>	<u>490</u>	<u>802</u>	<u>1 009</u>	<u>4 011</u>
Autres contrats	<u>1 261</u>	<u>133</u>	<u>100</u>	<u>161</u>	<u>136</u>	<u>116</u>	<u>1 907</u>
Total produits financiers dérivés	<u><u>\$3 593</u></u>	<u><u>\$3 592</u></u>	<u><u>\$2 325</u></u>	<u><u>\$2 249</u></u>	<u><u>\$1 794</u></u>	<u><u>\$2 968</u></u>	<u><u>\$16 521</u></u>

NOTE L — ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La plupart des instruments financiers de la Société étant hors marché, puisqu'il s'agit de transactions de plein gré entre vendeurs et acquéreurs, les estimations et calculs de la valeur actuelle des cash-flows à venir, utilisés pour déterminer ladite juste valeur, sont subjectifs. La détermination des cash-flows futurs pour en estimer la juste valeur, conformément aux dispositions de cette norme, est une opération à la fois subjective et imprécise car la moindre variation des hypothèses et méthodes retenues peut modifier sensiblement la valeur ainsi estimée. L'écart positif ou négatif entre le montant comptabilisé et la juste valeur ne permet pas nécessairement de déduire la valeur de réalisation car, dans la plupart des cas, la Société conserve les prêts et autres instruments financiers jusqu'à échéance en vue d'obtenir la valeur à laquelle ils ont été comptabilisés.

Les estimations de juste valeur se fondent sur les taux d'intérêt en vigueur aux 30 juin 1997 et 1996, abstraction faite de toute variation desdits taux avant ou après ces dates. La juste valeur obtenue peut varier sensiblement selon les taux d'intérêt appliqués, notamment pour certains instruments financiers à taux fixe. On peut difficilement faire des comparaisons sur ce point entre institutions financières tant les techniques d'évaluation et les estimations à effectuer sont nombreuses, en l'absence de cours sur les marchés secondaires. Ce manque de repère ajoute à la subjectivité de ces justes valeurs estimées ou calculées. Il convient, par conséquent, de se montrer prudent dans l'utilisation de ces informations, dont la communication est obligatoire, pour évaluer la situation financière de la Société. Les justes valeurs de chacun des instruments ne représentent pas la juste valeur de la Société dans son ensemble.

Les méthodes et les principales hypothèses ayant servi à l'estimation des justes valeurs aux 30 juin 1997 et 30 juin 1996 sont résumées comme suit :

Liquidités — La juste valeur estimée des titres de placement et titres à la vente est calculée à partir des prix de marché et la valeur actuelle des cash-flows futurs estimés à l'aide de taux d'actualisation appropriés.

Produits financiers dérivés — La juste valeur a été, dans chaque cas, établie comme suit : pour les swaps de taux d'intérêt et de devises, en déterminant la valeur actuelle des cash-flows futurs estimés à l'aide des taux d'actualisation appropriés ; pour les contrats à terme couverts de gré à gré, à l'aide des taux de change à terme des marchés boursiers ; pour les contrats indexés sur matières premières, sur la base de matrices d'évaluation ; pour les options d'achat, également sur la base de matrices d'évaluation, et pour les bons de souscription d'options de vente, à partir des cours du marché boursier.

Prêts et engagements de prêts — La Société, qui accorde des prêts à des sociétés du secteur privé dans les pays membres en voie de développement, ne cède généralement pas ses prêts, et il n'existe pas de marché secondaire comparable. La juste valeur des engagements et prêts à taux fixe a été calculée à l'aide de la méthode d'actualisation des cash-flows, par application d'un

taux d'actualisation constitué du spread du prêt à taux fixe plus le coût estimé des fonds à l'échéance. Les taux afférents aux engagements et prêts à taux variable étant revus tous les trois ou six mois, la valeur comptable corrigée du risque de crédit, a été considérée comme la meilleure estimation de la juste valeur. La Société détient également des options lui permettant de convertir des prêts en participations dans certaines des sociétés dans lesquelles elle a investi. La juste valeur de ces options de conversion est calculée sur la base des cours de Bourse ou sur d'autres valeurs des titres sous-jacents.

Participations — La juste valeur a été calculée à l'aide des prix du marché, le cas échéant, des prix des options de vente, de la valeur comptable ou du coût de revient, après actualisation, dans certains cas, compte tenu des estimations de la valeur nette réalisable, effectuées par la direction. En l'absence de prix de marché ou lorsque d'autres techniques de valorisation ne pouvaient être appliquées, le coût a été considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. L'estimation de ladite juste valeur par la direction tient compte du manque de liquidité relatif des participations, de la volatilité des marchés, ainsi que des contraintes commerciales globales propres aux marchés émergents dans lesquels la Société investit.

Emprunts et engagements — La juste valeur a été déterminée selon la méthode d'actualisation des cash-flows, basée sur des taux représentant les coûts estimés encourus par la Société pour mobiliser des fonds dans des conditions identiques et avec des échéances similaires.

On trouvera au tableau ci-dessous la juste valeur estimée de chacun de ces éléments (millions de dollars US) :

	30 juin 1997		30 juin 1996	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ACTIF				
Banques	\$ 70	\$ 70	\$ 39	\$ 39
Dépôts à terme	3 793	3 793	3 439	3 439
Dépôts et titres				
Titres de placement				
Dépôts et titres	1 364	1 364	945	945
Produits dérivés - actifs	11	11	103	103
Produits dérivés - passifs	(11)	(11)	(102)	(102)
Titres à la vente				
Dépôts et titres	3 504	3 504	2 158	2 158
Produits dérivés - actifs	3 341	3 341	1 281	1 281
Produits dérivés - passifs	(3 665)	(3 665)	(1 297)	(1 297)
Prêts	6 574	6 714	6 139	6 266
Participations	1 849	2 541	1 678	2 209
Provisions pour pertes	(1 076)	(1 076)	(876)	(876)
Actif financier net	<u>7 347</u>	<u>8 179</u>	<u>6 941</u>	<u>7 599</u>
Montants à recevoir, en qualité d'intermédiaire, au titre de swaps de devises ou de swaps indexés sur matières premières	244	131	382	408
Montants à recevoir sur les swaps de taux d'intérêt et de devises entrant dans le cadre de l'activité gestion de trésorerie	269	321	204	234
PASSIF				
Emprunts auprès de la BIRD et sur le marché	\$ 10 124	\$ 10 835	\$ 8 956	\$ 9 385
Montants à recevoir sur les swaps de taux d'intérêt et de devises	(7 534)	(8 968)	(6 168)	(6 977)
Montants à payer sur les swaps de taux d'intérêt et de devises	<u>8 033</u>	<u>8 447</u>	<u>6 306</u>	<u>6 776</u>
Emprunts nets	<u>10 623</u>	<u>10 314</u>	<u>9 094</u>	<u>9 184</u>
Montants à payer, en qualité d'intermédiaire, au titre de swaps de devises ou de swaps indexés sur matières premières	244	137	382	406
Montants à payer sur les swaps de taux d'intérêt et de devises entrant dans le cadre de l'activité gestion de trésorerie	247	289	204	225

	30 juin 1997		30 juin 1996	
	Valeur contractuelle/ notionnelle	Juste valeur	Valeur contractuelle/ notionnelle	Juste valeur
AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS				
Engagements de prêt	\$1 717	\$1 741	\$1 569	\$1 601
Engagements d'emprunt	3	3	12	13
Swaps de taux d'intérêt pour lesquels la Société agit en qualité d'intermédiaire, client	445	1	370	(2)
Swaps de taux d'intérêt pour lesquels la Société agit en qualité d'intermédiaire, contrepartie	445	2	370	3
Contrats indexés sur matières premières, client	32	(5)	112	(14)
Contrats indexés sur matières premières, contrepartie	32	5	112	14
Autres swaps de taux d'intérêt	291	—	372	74
Caps de taux d'intérêt	303	—	361	60
Garanties sur les swaps	157	11	157	2

NOTE M — SITUATION MONÉTAIRE

La Société, qui effectue ses opérations de prêt, dépôts, titres et emprunts dans plusieurs devises, s'emploie à réduire le risque de change au minimum, en faisant concorder rigoureusement la devise de ses actifs (autres que les participations et quasi-participations) et passifs à l'aide d'instruments de couverture. Les prises de participation de la Société dans des entreprises appartenant à des pays membres en développement sont habituellement faites en monnaie locale. La Société comptabilise le risque de change des participations et finance ces investissements à partir du capital et des bénéfices non distribués.

On trouvera résumé au tableau ci-dessous le risque de change de la Société dans les principales devises au 30 juin 1997 et au 30 juin 1996 (millions de dollars US).

	30 juin 1997				
	Dollar des Etats-Unis	Deutsche mark	Yen japonais	Autres devises	Total
Actif					
Liquidités	\$ 4 849	\$ 316	\$ 1 485	\$ 2 082	\$ 8 732
Titres en pension	16	—	—	—	16
Prêts décaissés et en cours	5 909	369	112	184	6 574
Prises de participation décaissées et en cours	—	—	—	1 849	1 849
Total investissements	5 909	369	112	2 033	8 423
Moins provisions pour pertes	(316)	(126)	(12)	(622)	(1 076)
	5 593	243	100	1 411	7 347
Montants à recevoir sur swaps de taux d'intérêt et de devises	2 805	422	1 472	5 643	10 342
Montants à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	1 058	—	—	—	1 058
Montants à recevoir et autres actifs	1 000	(12)	43	449	1 480
Total Actif	\$ 15 321	\$ 969	\$3 100	\$9 585	\$28 975
Passif					
Emprunts	\$ 2 418	\$ 497	\$ 1 585	\$ 5 623	\$ 10 123
Montants à payer sur swaps de taux d'intérêt et de devises	8 171	415	480	2 029	11 095
Montants à payer sur contrats à terme couverts de gré à gré	(16)	(25)	970	157	1 086
Autres passifs	1 268	70	68	(73)	1 333
Titres donnés en pension et montants à payer pour les cautions liquidées perçues	601	—	—	—	601
Total Passif	\$ 12 442	\$ 957	\$3 103	\$7 736	\$24 238

30 juin 1996

	Dollar des Etats-Unis	Deutsche Mark	Yen japonais	Autres devises	Total
Actif					
Liquidités	\$ 4 818	\$ 351	\$ 364	\$ 1 048	\$ 6 581
Titres en pension	39	—	—	—	39
Prêts décaissés et en cours	5 368	397	123	251	6 139
Prises de participation décaissées et en cours	—	—	—	1 678	1 678
Total investissements	5 368	397	123	1 929	7 817
Moins provisions pour pertes	(683)	(135)	(9)	(49)	(876)
	<u>4 685</u>	<u>262</u>	<u>114</u>	<u>1 880</u>	<u>6 941</u>
Montants à recevoir sur swaps de taux d'intérêt et de devises	1 522	459	2 080	3 752	7 813
Montants à recevoir sur contrats à terme couverts de gré à gré	412	4	1	(92)	325
Montants à recevoir et autres actifs	<u>616</u>	<u>47</u>	<u>46</u>	<u>232</u>	<u>941</u>
Total Actif	<u>\$12 092</u>	<u>\$1 123</u>	<u>\$2 605</u>	<u>\$6 820</u>	<u>\$22 640</u>
Passif					
Emprunts	\$ 2 235	\$ 580	\$ 2 175	\$ 3 966	\$ 8 956
Montants à payer sur swaps de taux d'intérêt et de devises	6 406	393	319	844	7 962
Montants à payer sur contrats à terme couverts de gré à gré	173	88	65	(5)	321
Autres passifs	598	62	46	327	1 033
Titres donnés en pension et montant à payer pour les cautions liquides reçues	<u>210</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>210</u>
Total Passif	<u>\$ 9 622</u>	<u>\$1 123</u>	<u>\$2 605</u>	<u>\$5 132</u>	<u>\$18 482</u>

NOTE N — RÉGIME DE RETRAITE

Le groupe de la Banque mondiale dispose d'un régime de retraite à cotisations déterminées (le Régime) qui couvre la quasi-totalité du personnel de la Société ainsi que de celui de la BIRD et de l'AMGI. Les prestations sont calculées sur la base du nombre d'années de cotisations et de la rémunération moyenne la plus élevée sur trois ans ouvrant droit à une retraite, comme défini par ledit régime. Les employés cotisent à hauteur d'un pourcentage fixe de leur rémunération ouvrant droit à retraite, tandis que le groupe de la Banque mondiale finance le solde du coût, calculé selon la méthode actuarielle, des retraites à venir. L'actuaire du régime détermine, au début de chaque exercice, la valeur actuelle actuarielle des prestations de retraite au titre de ce régime pour toute l'année. Le montant total des cotisations de la Société à ce régime est calculé d'après un système de capitalisation collective. Toutes les cotisations versées à ce régime et tous les produits et autres éléments d'actif détenus aux fins dudit régime de retraite sont gérés séparément des autres actifs et produits du groupe de la Banque mondiale. Ils ne peuvent être utilisés qu'au profit des participants et de leurs ayants-droit et ce, jusqu'à ce que tous les montants échus aient été versés ou aient fait l'objet d'une provision. Les actifs de ce régime consistent essentiellement en des actions et obligations, les avoirs liquides, immobiliers et autres immobilisations n'en constituant qu'une faible part.

Les charges nettes périodiques affectées à la Société à ce titre pour les exercices clos aux 30 juin 1997 et 1996 s'établissent comme suit (millions de dollars US) :

	1997	1996
Frais de gestion facturés au titre de l'exercice	\$ 28	\$ 36
Charges financières au titre des prestations de retraite prévues	51	60
Rendement réel des actifs du plan	(221)	(153)
Amortissement net et report	<u>127</u>	<u>73</u>
Charges (produits) nettes périodiques au titre des retraites	<u>\$(15)</u>	<u>\$ 16</u>

Au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997, le groupe de la Banque mondiale a réévalué ses estimations de dépenses au titre de la retraite. Conformément à cette réévaluation, la Société a comptabilisé la part des produits lui revenant au titre de la retraite, soit 14 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1997 (contre 16 millions de dollars US de dépenses pour l'exercice clos au 30 juin 1996) dans les Frais administratifs.

Le tableau ci-après montre l'état de financement du régime au 30 juin 1997 et au 30 juin 1996 (millions de dollars US) :

	1997	1996
Valeur actuelle actuarielle des prestations de retraite		
Droits cumulés		
Acquis	(\$3 760)	(\$3 543)
Non acquis	(49)	(36)
Sous-total	<u>(3 809)</u>	<u>(3 579)</u>
Effet des niveaux de rémunération prévus	<u>(1 783)</u>	<u>(1 718)</u>
Prestations de retraite prévues	(5 592)	(5 297)
Actifs du plan à leur juste valeur	<u>8 698</u>	<u>7 033</u>
Actifs du plan excédant les prestations prévues	<u>3 106</u>	<u>1 736</u>
Solde des actifs de transition nets non constatés	(78)	(91)
Frais de cotisation antérieurs non constatés	66	74
Gains nets non constatés découlant de l'expérience passée autres que ceux prévus ou dus à des modifications d'hypothèses	<u>(2 881)</u>	<u>(1 719)</u>
Charges liées à la retraite payées d'avance	<u>\$ 213</u>	<u>\$ —</u>

Sur les 213 millions de dollars US de charges payées d'avance au titre de la retraite au 30 juin 1997 (contre 0 \$ au 30 juin 1996), 27 millions de dollars US (contre 0 \$ au 30 juin 1996), correspondant à la part de la Société, ont été inclus dans les Effets à recevoir et autres actifs.

Pour l'exercice clos au 30 juin 1997, la cotisation totale versée par le groupe de la Banque mondiale était de 94 millions de dollars US dont 12 millions de dollars US est affectée à la Société et est inclus dans les Frais de gestion facturés au titre de l'exercice de 27 millions de dollars US.

Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer la valeur actuelle actuarielle des prestations de retraite prévues était de 7,5 % au 30 juin 1997 (7,5 % également au 30 juin 1996). L'effet des niveaux de rémunération prévus a été calculé d'après un barème établissant un taux dégressif pour les hausses de salaires, en fonction de l'âge, en commençant à 11,0 % à 20 ans pour diminuer jusqu'à 5,5 % à l'âge de 64 ans. Le taux de rendement à long terme prévu sur les actifs était de 9 % au 30 juin 1997 (9 % également au 30 juin 1996).

Les frais de gestion versés par la Société à la BIRD au titre de ce régime, pour l'exercice clos au 30 juin 1997, était de 3 millions de dollars US (3 millions de dollars US également au 30 juin 1996).

NOTE O — CAISSE DES PRESTATIONS DES EMPLOYÉS RETRAITÉS

Le groupe de la Banque mondiale compte également une Caisse des prestations des employés retraités qui assure une assurance-vie et le remboursement des frais médicaux au personnel retraité. Tout le personnel de la Société adhérant aux programmes d'assurance, encore en activité et qui répondent à certaines conditions, ont droit aux prestations correspondantes lorsqu'ils atteignent l'âge normal de la retraite ou de la préretraite et qu'ils travaillent encore au sein de la Société. La Caisse des prestations des employés retraités couvre également le personnel de la BIRD et de l'AMGI.

Les retraités versent une cotisation fixe au titre de l'assurance-vie, déterminée d'après l'étendue de la couverture. Les cotisations des retraités au titre des frais médicaux sont calculées d'après leurs années d'activité et leur âge au moment du départ à la retraite. La Société verse annuellement le solde du coût des prestations à venir calculé sur une base actuarielle. La valeur actuelle actuarielle de la Caisse des prestations des employés retraités, sur l'ensemble de l'exercice, est déterminée au début de l'exercice, par l'actuaire de ladite caisse. Toutes les contributions au régime des prestations pour personnel retraité et tous les autres actifs et produits détenus aux fins dudit régime sont gérés séparément des autres actifs et revenus du groupe de la Banque mondiale et ne peuvent être utilisés qu'au profit du personnel à la retraite et ses ayants-droit jusqu'à ce que tous les montants échus soient payés ou provisionnés. Les actifs de la Caisse des prestations des employés retraités consistent essentiellement en obligations et actions.

La part de ces dépenses affectée à la Société et incluse dans les Frais administratifs pour l'exercice clos au 30 juin 1997, est de 3 millions de dollars US (3 millions de dollars US également au 30 juin 1996).

NOTE P — DIVERS

Commissions de service et de soutien — La BIRD fournit à la Société des services généraux et administratifs dans les domaines où ils peuvent être efficacement rendus. Il s'agit notamment du partage des frais relatifs aux conseils des gouverneurs et aux conseils d'administration, ainsi que d'autres prestations telles que la communication, le contrôle de gestion interne, les services administratifs, l'occupation de bureaux, les fournitures et les assurances. Le paiement de ces services est acquitté par la Société à la BIRD sur la base de commissions préalablement négociées, de facturations directes et de l'affectation des charges lorsque la facturation directe est impossible. Ces charges avaient une valeur totale de 20,6 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1997 (contre 21,8 millions de dollars US pour l'exercice clos au 30 juin 1996).

Fonds en fidéicomis — La Société fait appel aux services de la BIRD pour administrer, pour le compte d'adhérents, des fonds affectés à des usages spécifiques tels que l'assistance technique (études de faisabilité et préparation de projets), les programmes internationaux et régionaux, et les programmes de recherche et de formation. Ces fonds sont regroupés en trust et ne sont pas compris dans l'actif de la Société. La tâche de la Société consiste à fournir des services qu'elle assure habituellement, à savoir la mise en place de projets ainsi que l'approvisionnement en biens et services. Au cours de l'exercice clos au 30 juin 1997, la Société a comptabilisé 2,7 millions de dollars US (contre 0,5 millions de dollars US au 30 juin 1996) au titre des honoraires afférents à ces services, montant qui a été inclus dans les Autres produits au compte de résultat. Le tableau ci-dessous donne une répartition des actifs du Fonds par agent d'exécution (millions de dollars US) :

	30 juin 1997		30 juin 1996	
	Total de l'actif du Fonds	Nombre de fonds en activité	Total de l'actif du Fonds	Nombre de fonds en activité
Exécuté par la Société	\$ 77	400	\$ 65	377
Exécuté par le bénéficiaire	<u>9</u>	<u>5</u>	<u>7</u>	<u>4</u>
Total	<u>\$ 86</u>	<u>405</u>	<u>\$ 72</u>	<u>381</u>

PORTFEUILLE D'INVESTISSEMENTS

(MILLIONS DE DOLLARS)

	Au 30 juin 1997			Au 30 juin 1996		
	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations	Prêts	Participations (au prix de revient)	Total des prêts et participations
Pour le compte de la SFI						
Total	\$ 8 291	\$2 230	\$10 521	\$ 7 709	\$2 135	\$ 9 844
Montants non décaissés	1 717	381	2 098	1 570	457	2 027
Montants décaissés	6 574	1 849	8 423	6 139	1 678	7 817
Pour le compte de participants^a						
Total	\$ 8 471	—	\$ 8 471	\$ 6 492	—	\$ 6 492
Montants non décaissés	1 656	—	1 656	1 649	—	1 649
Montants décaissés	6 815	—	6 815	4 843	—	4 843
Total du portefeuille détenu pour le compte de la SFI et de participants						
Total	\$16 762	\$2 230	\$18 992	\$14 201	\$2 135	\$16 336
Montants non décaissés	3 373	381	3 754	3 219	457	3 676
Montants décaissés	13 389	1 849	15 238	10 982	1 678	12 660

a. Les chiffres indiqués pour les totaux et les montants versés aux 30 juin 1997 et 1996 incluent les prêts par émission de titres — voir la Note E des États financiers.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS CUMULÉS

AU 30 JUIN 1997

Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Engagements cumulés ¹ (milliers de dollars)			Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Engagements cumulés ¹ (milliers de dollars)		
		SFI	Syndications	Total			SFI	Syndications	Total
Afghanistan	1	\$ 322	\$ —	\$ 322	Gambie	6	\$ 6 174	\$ —	\$ 6 174
Afrique du Sud	9	41 121	—	41 121	Géorgie	1	2 800	—	2 800
Algérie	1	10 000	—	10 000	Ghana	29	207 956	212 000	419 956
Angola	1	1 500	—	1 500	Grèce	7	26 006	41 107	67 113
Argentine	138	1 911 869	1 962 086	3 873 955	Grenade	1	6 000	—	6 000
Australie	2	975	—	975	Guatemala	8	104 029	69 000	173 029
Bangladesh	6	15 329	6 155	21 484	Guinée	6	29 916	—	29 916
Barbade	3	8 625	—	8 625	Guinée-Bissau	3	6 888	—	6 888
Belize	2	16 000	11 000	27 000	Guyana	1	2 000	—	2 000
Bénin	5	1 924	—	1 924	Haïti	1	1 500	—	1 500
Bolivie	14	149 282	36 000	185 282	Honduras	6	37 332	72 401	109 733
Bosnie-Herzégovine	4	33 000	7 366	40 367	Hongrie	23	308 617	71 420	380 037
Botswana	3	1 876	—	1 876	Inde	112	1 581 689	458 241	2 039 931
Brésil	105	2 132 564	1 583 232	3 715 796	Indonésie	62	875 396	998 623	1 874 018
Bulgarie	1	5 000	—	5 000	Iran, République islamique d'	7	34 343	8 193	42 536
Burkina Faso	1	542	—	542	Israël	1	10 500	—	10 500
Burundi	1	5 878	—	5 878	Italie	1	960	—	960
Cameroun	17	117 179	184 000	301 179	Jamaïque	13	67 907	926	68 833
Cap-Vert	2	1 960	—	1 960	Jordanie	11	134 014	70 250	204 264
Chili	31	699 140	387 733	1 086 872	Kazakhstan	3	19 520	30 000	49 520
Chine	17	337 043	342 157	679 200	Kenya	41	176 076	35 667	211 742
Chypre	5	14 307	597	14 904	Lesotho	2	454	—	454
Colombie	48	433 102	294 574	727 677	Lettonie	3	24 807	—	24 807
Congo, République démocratique du	8	49 249	—	49 249	Liban	15	142 754	148 100	290 854
Congo, République du	6	104 764	25 000	129 764	Libéria	2	9 203	—	9 203
Corée, République de	32	240 749	36 938	277 687	Lituanie	1	10 721	—	10 721
Costa Rica	10	38 381	14 709	53 090	Macédoine, ex-République yougoslave de	1	10 631	—	10 631
Côte d'Ivoire	32	146 078	40 000	186 078	Madagascar	9	45 238	—	45 238
Croatie	2	59 849	48 796	108 645	Malaisie	11	54 912	5 389	60 301
Dominique	1	701	—	701	Malawi	11	34 641	—	34 641
Égypte, République arabe d'	33	377 215	122 265	499 480	Maldives	1	6 000	—	6 000
El Salvador	4	32 975	38 500	71 475	Mali	7	72 655	25 000	97 655
Équateur	11	67 860	6 236	74 096	Maroc	24	304 210	206 232	510 442
Espagne	5	19 048	1 685	20 733	Maurice	11	38 505	98	38 603
Estonie	6	28 311	—	28 311	Mauritanie	4	15 364	9 558	24 922
Éthiopie	4	21 849	1 719	23 568	Mexique	78	1 655 452	1 454 212	3 109 663
Fédération de Russie	19	234 980	45 000	279 980	Moldova	1	9 051	—	9 051
Fidji	6	22 809	2 500	25 309	Mongolie	1	1 750	—	1 750
Finlande	4	1 233	1 915	3 148	Mozambique	6	17 498	—	17 498
Gabon	4	105 249	110 000	215 249					

Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Engagements cumulés ¹ (milliers de dollars)			Pays, région ou zone	Nombre de sociétés	Engagements cumulés ¹ (milliers de dollars)		
		SFI	Syndications	Total			SFI	Syndications	Total
Namibie	1	\$ 11 500	\$ —	\$ 11 500	Vanuatu	1	\$ 5 478	\$ —	\$ 5 478
Népal	3	39 995	—	39 995	Venezuela	28	443 506	441 411	884 916
Nicaragua	3	8 543	929	9 472	Viet Nam	11	116 937	128 875	245 812
Niger	1	2 267	—	2 267	Yémen, République du	5	22 552	1 099	23 651
Nigéria	30	192 484	99 017	291 501	Zambie	15	93 165	24 045	117 210
Oman	3	26 550	57 000	83 550	Zimbabwe	44	235 521	99 000	334 521
Ouganda	22	41 961	1 588	43 549	Investissements régionaux				
Ouzbékistan	2	2 530	—	2 530	Afrique	5	19 023	1 940	20 963
Pakistan	73	965 655	555 413	1 521 068	Asie	10	149 627	—	149 627
Panama	5	85 100	35 000	120 100	Europe	16	122 264	25 000	147 264
Papouasie-Nouvelle- Guinée	2	13 300	—	13 300	Amérique latine	7	100 341	—	100 341
Paraguay	4	15 008	—	15 008	Investissements d'envergure mondiale	16	301 322	184 204	485 526
Pérou	22	170 734	47 621	218 355	Divers ²	22	226 919	95 883	322 802
Philippines	53	620 065	442 879	1 062 944	Total	<u>1 879</u>	<u>\$21 214 370</u>	<u>\$14 678 322</u>	<u>\$35 892 692</u>
Pologne	37	332 927	119 088	452 016					
Portugal	8	51 887	11 000	62 887					
République dominicaine	10	83 999	52 400	136 399					
République kirghize	2	40 300	—	40 300					
République tchèque	13	240 113	238 143	478 256					
Roumanie	3	13 990	—	13 990					
Rwanda	2	2 029	—	2 029					
Sainte-Lucie	2	9 940	—	9 940					
Samoa-Occidental	2	485	—	485					
Sénégal	13	58 801	755	59 556					
Seychelles	5	19 507	2 500	22 007					
Sierra Leone	3	25 050	—	25 050					
Slovénie	11	226 653	54 027	280 680					
Somalie	2	1 351	—	1 351					
Soudan	6	26 511	6 489	33 000					
Sri Lanka	13	51 747	23 672	75 419					
Swaziland	8	38 883	—	38 883					
Tadjikistan	1	7 500	—	7 500					
Tanzanie	26	64 233	13 386	77 619					
Thaïlande	53	920 965	1 701 374	2 622 339					
Togo	5	12 427	—	12 427					
Trinité-et-Tobago	6	70 759	205 000	275 759					
Tunisie	18	74 293	2 324	76 617					
Turquie	81	1 150 956	760 682	1 911 638					
Ukraine	1	3 500	—	3 500					
Uruguay	9	69 916	20 000	89 916					

1 Les engagements cumulés se composent des montants décaissés et des montants non décaissés. Ces derniers sont réévalués au cours actuel alors que les montants décaissés correspondent au coût réel de l'engagement au moment du décaissement.

2 Sur ce montant, 9,8 millions de dollars correspondent à des investissements effectués à une époque où les autorités de Taiwan représentaient la Chine à la Société financière internationale. Le solde correspond à des investissements effectués en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui n'a pas encore rempli les conditions d'adhésion à la SFI, et en Cisjordanie et Gaza.

ANNEXES

- A GOUVERNEURS ET SUPPLÉANTS
- B ADMINISTRATEURS ET SUPPLÉANTS AVEC INDICATION DU NOMBRE DE VOIX DONT ILS DISPOSENT
- C GROUPE CONSULTATIF BANCAIRE
- D GROUPE CONSULTATIF DE LA BASE DE DONNÉES SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS
- E GROUPE CONSULTATIF DES AFFAIRES
- F DIRECTION
- G ADRESSES

- GLOSSAIRE



A GOUVERNEURS ET SUPPLÉANTS

AU 30 JUIN 1997

État membre	Gouverneur	Suppléant
Afghanistan	Abdul Hadi Arghadiwal	Mohammad Ehsan
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Gill Marcus
Albanie	Arben Malaj	Edmond Leka
Algérie	Abdelkrim Harchaoui	Ali Hamdi
Allemagne	Carl-Dieter Spranger	Juergen Stark
Angola	Emmanuel Moreira Carneiro	Sebastiao Bastos Lavrador
Antigua-et-Barbuda	John E. St. Luce	Ludolph Brown
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Jobarah Al-Suraisry
Argentine	Roque Benjamin Fernandez	Pedro Pou
Arménie	Vahram Avanesian	Bagrat Asatryan
Australie	Peter Costello	Andrew Thomson
Autriche	Rudolf Edlinger	Hans Dietmar Schweisgut
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	Fuad Akhundov
Bahamas	Hubert A. Ingraham	Ruth Millar
Bahreïn	Ibrahim Abdul Karim	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	Shah A.M.S. Kibria	Masihur Rahman
Barbade	Owen S. Arthur	Erskine R. Griffith
Bélarus	Pyotr P. Prokopovich	Vladimir N. Shimov
Belgique	Philippe Maystadt	Alfons Verplaetse
Belize	Manuel Esquivel	Yvonne S. Hyde
Bénin	Albert Tevoedjre	Felix Adimi
Bolivie	Juan Fernando Candia Castillo	Gonzalo Afcha
Bosnie-Herzégovine	Hasan Muratovic	Drago Bilandzija
Botswana	Festus G. Mogae	O.K. Matambo
Brsil	Pedro Sampaio Malan	Gustavo J. Laboissiere Loyola
Bulgarie	Muravei Radev	Plamen S. Iltchev
Burkina Faso	Tertius Zongo	Patrice Nikiema
Burundi	Niyibigira Gerard	Minani Evariste
Cambodge	Keat Chhon	Sun Chan Thol
Cameroun	Edouard Akame Mfoumou	Isaac Njiemoun
Canada	Paul Martin	Huguette Labelle
Cap-Vert	Antonio Gualberto do Rosario	Jose Ulisses Silva
Chili	Eduardo Aninat	Joaquin Vial
Chine	Liu Zhongli	Liu Jibin
Chypre	Christodoulos Christodoulou	Antonis Malaos
Colombie	Jose Antonio Ocampo	Cecilia Lopez
Comores	Mohamed Ali Soilihi	Ali Boina Mze
Congo, République démocratique du	(vacant)	(vacant)
Congo, République du	Nguila MOUNGOUNGA-NKOMBO	George Tsiba
Corée, République de	Kyong Shik Kang	Kyung Shik Lee
Costa Rica	Francisco de Paula Gutierrez	Rodrigo Bolanos Zamora
Côte d'Ivoire	Daniel Kablan Duncan	N'Goran Niamien
Croatie	Bozo Prka	Josip Kulisic

État membre	Gouverneur	Suppléant
Danemark	Poul Nielson	Ellen Margrethe Loj
Djibouti	Mohamed Ali Mohamed	Hawa Ahmed Youssouf
Dominique	Julius C. Timothy	Gilbert Williams
Égypte, Rép. arabe d'	Atef Mohamed Mohamed Ebeid	Yousef Boutros Ghali
El Salvador	Manuel Enrique Hinds	Jose Roberto Orellana Milla
Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohamed Khalfan bin Kharbash
Équateur	Carlos Davalos-Rodas	Ernesto Perez-Cajiao
Érythrée	Haile Woldense	Gebreselassie Yosief
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Jose Manuel Fernandez Norriella
Estonie	Mart Opmann	Agu Lellep
États-Unis	Robert E. Rubin	Joan E. Spero
Éthiopie	Sufian Ahmed	Girma Birru
Fédération de Russie	Anatoly Chubais	Yevgeni Yasin
Fidji	Berenado Vunibobo	Tevita K. Banuve
Finlande	Sauli Niinisto	Pekka Haavisto
France	Jean Arthuis	Jean Lemierre
Gabon	Jean Ping	Richard Onouviet
Gambie	Dominic Mendy	Yusupha A. Kah
Géorgie	David Iakobidze	Vladimer Papava
Ghana	Richard Kwame Peprah	Kwesi Amissah-Arthur
Grèce	Yannos Papantoniou	Christos Pachtas
Grenade	Keith Mitchell	Linus Spencer Thomas
Guatemala	Jose Alejandro Arevalo Alburez	Willy W. Zapata Sagastume
Guinée	Ousmane Kaba	Cellou Dalein Diallo
Guinée-Bissau	Issufo Sanha	Paulo Gomes
Guinée équatoriale	Baltasar Engonga Edjo	Antonio Nve Ngu
Guyana	Bharrat Jagdeo	Michael Sheer Chan
Haïti	Fred Joseph	Jean Erick Deryce
Honduras	Guillermo Bueso	Juan Ferrera
Hongrie	Peter Medgyessy	Almos Kovacs
Inde	P. Chidambaram	Montek Singh Ahluwalia
Indonésie	Mar'ie Muhammad	Boediono
Iran, Rép. islamique d'	Morteza Mohammad-Khan	Aliakbar Arabmazar
Iraq	Issam Rashid Hwaish	Hashim Ali Obaid
Irlande	Charlie McCreevy	Paddy Mullarkey
Islande	Halldor Asgrimsson	Fridrik Sophusson
Israël	Jacob A. Frenkel	Shmuel Slavin
Italie	Antonio Fazio	Mario Draghi
Jamaïque	Omar Lloyd Davies	Wesley Hughes
Japon	Hiroshi Mitsuzuka	Yasuo Matsushita
Jordanie	Rima Khalaf Hunaidi	Nabil Ammari
Kazakhstan	Alexander S. Pavlov	Umizrak E. Shukeev
Kenya	W. Musalia Mudavadi	Simeon S. Lesrima
Kiribati	Beniamina Tinga	Kaburoro Ruaia
Koweït	Nasser Abdullah Al-Roudhan	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	Leketekete Victor Ketso	Esselen Motiatsi Matekane
Lettonie	Roberts Zile	Guntars Krasts
Liban	Fuad A.B. Siniora	Nabil Al-Jisr
Libéria	Francis M. Carbah	Lasanah V. Kromah
Libye	Mohamed A. Bait Elmal	Bashir Ali Khallat
Lituanie	Algirdas G. Semeta	Jonas Niaura
Luxembourg	Marc Fischbach	Yves Mersch
Macédoine, ex-République yougoslave de	Taki Fiti	Zlatka Popovska
Madagascar	Pierrot J. Rajaonarivelo	Constant Horace
Malaisie	Anwar bin Ibrahim	Clifford Francis Herbert

État membre**Gouverneur****Suppléant**

Malawi	Aleke K. Banda	Kalonga Stambuli
Maldives	Fathulla Jameel	Adam Maniku
Mali	Soumaila Cisse	Ibrahima Konate
Maroc	Mohamed Kabbaj	Abdelfettah Benmansour
Marshall, Îles	Ruben R. Zackhras	Michael Konelios
Maurice	Rajkeswur Purryag	Dharam Dev Manraj
Mauritanie	Mohamed Ould Amar	Mohamed Lemine Ould Deidah
Mexique	Guillermo Ortiz	Martin M. Werner
Micronésie, États fédérés de	John Ehsa	Sebastian L. Anefal
Moldova	Valeriu Sergiu Kitsan	Dumitru Ursu
Mongolie	Puntsagiin Tsagaan	Jigjid Udenbat
Mozambique	Adriano Afonso Maleiane	Luisa Dias Diogo
Myanmar	Win Tin	Soe Lin
Namibie	Saara Kuugongelwa	Usutuaije Maamberua
Népal	Rabindra Nath Sharma	Ram Binod Bhattarai
Nicaragua	Esteban Duque Estrada	Mario De Franco
Niger	Amadou Boubacar Cisse	Ahmadou Mayaki
Nigéria	Anthony A. Ani	Umaru A. Alkaleri
Norvège	Jens Stoltenberg	Kari Nordheim-Larsen
Nouvelle-Zélande	Winston Peters	Murray J. Horn
Oman	Ahmed Bin Abdulnabi Macki	Mohammed Bin Musa Al Yousef
Ouganda	Jehoash S. Mayanja-Nkangi	Richard H. Kaijuka
Ouzbékistan	Bakhtiyar S. Hamidov	Akram Mukhidov
Pakistan	Sartaj Aziz	Javed Burki
Panama	Guillermo O. Chapman, Jr.	Miguel Heras
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Christopher Haiveta	Isaac Lupari
Paraguay	Miguel Angel Maidana Zayas	Jose Ernesto Buttner Limprich
Pays-Bas	Gerrit Zalm	Johannes Pieter Pronk
Pérou	Jorge Camet	Alfredo Jalilie Awapara
Philippines	Roberto F. de Ocampo	Gabriel C. Singson
Pologne	Hanna Gronkiewicz-Waltz	Witold Kozinski
Portugal	Antonio de Sousa Franco	Fernando Teixeira dos Santos
République arabe syrienne	Mohammed Khaled Al-Mahayni	Adnan Al-Satti
République centrafricaine	Christophe Breamidou	Anicet-Georges Dologuele
République démocratique populaire lao	Xaysomphone Phomvihane	Phiane Philakone
République dominicaine	Hector Manuel Valdez Albizu	Luis Manuel Piantini M.
République kirghize	Talaybek J. Koichumanov	Askar I. Sarygulov
République slovaque	Sergej Kozlik	Vladimir Masar
République tchèque	Ivan Kocarnik	Jan Vit
Roumanie	Mircea Ciumara	Vladimir Soare
Royaume-Uni	Clare Short	Gordon Brown
Rwanda	Jean Berchmans Birara	Jean-Marie Karekezi
Saint-Kitts-et-Nevis	Denzil Douglas	Timothy Harris
Sainte-Lucie	Kenny D. Anthony	Cletus Springer
Salomon, Îles	Edmund Andresen	Snyder Rini
Samoa-Occidental	Tuilaepa S. Malielegaoi	Epa Tuioti
Sénégal	Papa Ousmane Sakho	Papa Salla Mboup
Seychelles	(vacant)	Emmanuel Faure
Sierra Leone	Thaimu Bangura	Samura Kamara
Singapour	Richard Hu Tsu Tau	Ngiam Tong Dow
Slovénie	Mitja Gaspari	Stanislava Zadravec Caprirolo
Somalie	(vacant)	(vacant)
Soudan	Abdel Wahab Osman	Izzedin Ibrahim Hassan
Sri Lanka	Chandrika Bandaranaika Kumaratunga	B.C. Perera

État membre	Gouverneur	Suppléant
Suède	Erik Asbrink	Pierre Schori
Suisse	Jean-Pascal Delamuraz	Flavio Cotti
Swaziland	Albert Shabangu	Musa D. Fakudze
Tadjikistan	Yakyo N. Azimov	Murotali M. Alimardanov
Tanzanie	Nassoro Malocho	Raphael O. Mollel
Thaïlande	Thanong Bidaya	M.R. Chatu Mongol Sonakul
Togo	Kwassi Klutse	Kossi Assimaidou
Tonga	Kinikinilau Tutoatasi Fakafanua	Aisake V. Eke
Trinité-et-Tobago	Brian Kuei Tung	T. Ainsworth Harewood
Tunisie	Mohamed Ghannouchi	Taoufik Baccar
Turkménistan	Hudaiberdy A. Orazov	Ovez Agaev
Turquie	Mehmet Kaytaz	Cuneyt Sel
Ukraine	Roman Shpek	Vasiliy Gureyev
Uruguay	Luis Mosca	Ariel Davrieux
Vanuatu	Willie Jimmy	Malachai Russel
Venezuela	Luis Raul Matos Azocar	Teodoro Petkoff
Viet Nam	Cao Sy Kiem	Le Duc Thuy
Yémen, République du	Abdul Kader Bajamal	Mutahar A. Al-Saeedi
Zambie	Ronald Damson Siame Penza	Benjamin Mweene
Zimbabwe	Herbert M. Murerwa	Leonard Ladislas Tumba

ANNEXE

B ADMINISTRATEURS ET SUPPLÉANTS AVEC INDICATION DU NOMBRE DE VOIX DONT ILS DISPOSENT

AU 30 JUIN 1997

Administrateur	Suppléant	États au nom desquels vote chaque administrateur	Total de voix	% du total
Nommés				
Jan Piercy	Michael Marek	États-Unis	533 521	23,49
Atsuo Nishihara	Rintaro Tamaki ^a	Japon	141 424	6,23
Gus O'Donnell	David Stanton	Royaume-Uni	121 265	5,34
Helmut Schaffer	Erika Wagenhöfer	Allemagne	117 951	5,19
Marc-Antoine Autheman	Olivier Bourges	France	110 742	4,88
Élus				
Luc Hubloue (Belgique)	Namik Dagalp (Turquie)	Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie	119 179	5,25
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	98 752	4,35
Enzo Del Bufalo (Venezuela)	Roberto Jimenez-Ortiz ^b (El Salvador)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Venezuela	96 296	4,24
Leonard Good (Canada)	Winston Cox (Barbade)	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie	92 933	4,09
Surendra Singh (Inde)	Syed Ahmed (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	89 783	3,95
Ruth Jacoby ^c (Suède)	Jorgen Varder (Danemark)	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	82 496	3,63
Andrei Bugrov (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	81 592	3,59
Pieter Stek (Pays-Bas)	Mioara Ionescu (Roumanie)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	78 081	3,43
Juanita D. Amatong (Philippines)	Murilo Portugal (Brésil)	Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	69 215	3,05
Jean-Daniel Gerber (Suisse)	Jan Sulmicki (Pologne)	Azerbaïdjan, Pologne, Ouzbékistan, République kirghize, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	60 548	2,67
Juan Cariaga (Bolivie)	Julio Nogues (Argentine)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	60 497	2,66

Administrateur	Suppléant	États au nom desquels vote chaque administrateur	Total de voix	% du total
Jannes Hutagalung (Indonésie)	Sun Vithespongse (Thaïlande)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	59 912	2,64
Joaquim R. Carvalho (Mozambique)	Godfrey Gaoseb (Namibie)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	58 118	2,56
Young-Hoi Lee (République de Corée)	Christopher Y. Legg (Australie)	Australie, Cambodge, Corée (République de), Kiribati, Marshall (Îles), Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon (Îles), Samoa-Occidental, Vanuatu	55 542	2,45
Kacim Brachemi (Algérie)	Abdul Karim Lodhi (Pakistan)	Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran (République islamique de), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	43 792	1,93
Khalid M. Al-Saad (Koweït)	Mohamed W. Hosny (Égypte, République arabe d')	Bahreïn, Égypte (République arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	33 877	1,49
Li Yong (Chine)	Zhao Xiaoyu (Chine)	Chine	24 750	1,09
Khalid H. Alyahya (Arabie saoudite)	Ibrahim M. Al-Mofleh (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	20 943	0,92
Ali Bourhane (Comores)	Luc-Abdi Aden (Djibouti)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Togo	20 372	0,90

Outre les administrateurs et suppléants mentionnés dans la liste ci-dessus, les personnes dont le nom figure ci-dessous ont également exercé leurs fonctions après le 31 octobre 1996 :

Administrateur	Fin du mandat	Suppléant	Fin du mandat
Huw Evans (Royaume-Uni)	14 mars 1997	Sergiy Kulyk (Ukraine)	31 mai 1997
Peter W.E. Nicholl (Nouvelle-Zélande)	31 mai 1997	Mustafiqur Rahman (Bangladesh)	17 décembre 1996
		Zhu Guangyao (Chine)	31 décembre 1996

Note : La Somalie (333 voix) n'a pas participé à l'élection ordinaire des administrateurs en 1996.

a. Remplacé par Akira Kamitomi (Japon) à partir du 14 juillet 1997.

b. Remplacé par Inigo Fernandez de Mesa (Espagne) à partir du 1^{er} juillet 1997.

c. Remplacée par Ilkka Niemi (Finlande) à partir du 5 août 1997.


GROUPE CONSULTATIF BANCAIRE
 1997

Le Groupe consultatif bancaire, composé de hauts dirigeants d'institutions financières internationales de premier plan, se réunit régulièrement avec la direction de la SFI pour discuter des orientations, activités et politiques de la Société.

M. Abdlatif Y. Al-Hamad

Directeur général/Président du Conseil
 Fonds arabe de développement économique
 et social
 Safat, Koweït

M. John Bond

Directeur général
 HSBC Holdings plc
 Londres, Royaume-Uni

M. Georges Blum

Président du Conseil d'administration
 Société de Banque Suisse
 Bâle, Suisse

M. Jan Ekman

Vice-président
 Svenska Handelsbanken
 Stockholm, Suède

M. Richard Fisher

Président
 Morgan Stanley and Company, Inc.
 New York, New York, États-Unis

M. Toyoo Gyohten

Président
 Institute for International Monetary Affairs
 Tokyo, Japon

M. Jürgen Sarrazin

Président
 Dresdner Bank AG
 Francfort, Allemagne

M. Walter V. Shipley

Président-directeur général
 The Chase Manhattan Corporation
 New York, New York, États-Unis

M. Gerrit Tammes

Président
 Pactual Capital International
 Londres, Royaume-Uni

M. Marc Viénot

Président-directeur général
 Société Générale
 Paris, France

**D GROUPE CONSULTATIF DE LA BASE DE
DONNÉES SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS**

En 1993, la Base de données sur les marchés émergents (EMDB) a créé un groupe indépendant ayant pour rôle de lui fournir des conseils dans divers domaines (établissement d'indices, normes et usages professionnels, besoins des marchés). Huit des dix membres de ce groupe consultatif sont issus des milieux financiers internationaux. Les deux membres représentant la SFI sont le Directeur du Département des marchés financiers et le Chef de l'EMBD.

Allan Conway

Directeur, Global Emerging Markets
LGT Asset Management
Londres, Royaume-Uni

Janice Harding

Directeur, Russell Data Services
Frank Russell Company
Seattle, Washington, États-Unis

Ross Hikida

Directeur, Emerging Markets Strategies
BZW Barclays Global Investors
San Francisco, Californie, États-Unis

Peter Leahy

Directeur général, International Structured Products
State Street Global Advisers
Boston, Massachusetts, États-Unis

Mark Mobius

Directeur général
Templeton Investment Management
Singapour

Robert Saffer

Directeur, Equity Derivative Sales
BZW Securities
Londres, Royaume-Uni

Stephen B. Satchell

Professeur, Department of Applied Economics
Cambridge University
Cambridge, Royaume-Uni

Hideo Tanaka

Administrateur général
Daiwa International Capital Management
Tokyo, Japon

E GROUPE CONSULTATIF DES AFFAIRES

Le Groupe consultatif des affaires est composé d'éminents industriels, banquiers et hommes d'État du monde entier. Lors de leur réunion annuelle en mai 1997, les membres du Groupe consultatif, sur la base de leurs expertises, ont fait part à la direction de la SFI de leurs avis sur des questions financières.

M. S. Babar Ali

Conseiller
Packages Limited
Lahore, Pakistan

M. Rashed Al-Rashed

Président-directeur général
Al-Rashed Al-Humaid Group
Riyad, Arabie saoudite

M. John E. Avery

Ex-Président
Americas Society & Council of the Americas
New Jersey, États-Unis

M. Mahmoud Abdel Aziz

Président
National Bank of Egypt
Le Caire, Égypte

M. Frank Balanc

Vice-président, Finance
SAVA Rubber and Chemical Ind., d.d.
Kranj, Slovénie

M. Y. Alain Bambara

Président
Cosmivoire
Abidjan, Côte d'Ivoire

M. Ferenc Bartha

Président-directeur général
TriGranit Development Corporation
Budapest, Hongrie

M. Yavuz Canevi

Président
Turk Ekonomi Bankasi (TEB)
Istanbul, Turquie

M. Louis Casely-Hayford

Président
Louis Casely-Hayford and Associates
Accra, Ghana

M. Oliver Clarke

Président
Jamaica National Building Society NCB
(Investments) Limited
Kingston, Jamaïque

M. Jose Antonio Fernandez

Président-directeur général
Fomento Economico Mexicano, S.A. de C.V.
FEMSA
Monterrey, Mexique

M. Oscar Garcia Mendoza

Président
Banco Venezolano de Credito, SACA
Caracas, Venezuela

M. Jaime Garcia-Parra

Président
J. Garcia y Cia.
Santa Fe de Bogota, Colombie

M. Kazuo Haruna

Président du Conseil d'administration
Marubeni Corporation
Tokyo, Japon

M. Utomo Josodirdjo

Directeur
P.T. Bahana Pembinaan Usaha
Djakarta, Indonésie

M. Il Kyu Kang

Président
Korea Credit Finance Corporation
Séoul, Corée

M. Roberto Mathies

Président
Cemento de El Salvador, S.A.
San Salvador, El Salvador

M. Jérôme Monod

Président-directeur général
Lyonnaise des Eaux
Nanterre, France

M. James Mulwana

Président
Uganda Manufacturers Association
Kampala, Ouganda

M. Wiseman L. Nkuhlu

Président
Development Bank of Southern Africa
Midrand, Afrique du Sud

M. Andrzej Olechowski

Président du Conseil de supervision
Central Europe Trust
Varsovie, Pologne

M. Jorma Ollila

Président
Nokia
Helsinki, Finlande

M. Rosolino Orlando

Vice-président
SMI-Societa Metallurgica Italiana S.p.a.
Milan, Italie

M. Sergey K. Ovsianikov

Président-directeur général
Mezhcombank
Moscou, Russie

M. Deepak S. Parekh

Président
Housing Development Finance Corporation Limited,
India (HDFC)
Mumbai, Inde

M. Enrique Ruete

Président-directeur général
Roberts S.A. de Inversiones, Roberts Group
Buenos Aires, Argentine

M. Thomas Schmidheiny

Président
Holderbank
Glaris, Suisse

Khun Chartsiri Sophonpanich

Président
Bangkok Bank Public Company Limited
Bangkok, Thaïlande

M. O. François Tankpinou

Président
Société Fruitex Industrie
Cotonou, Bénin

M. Gary Wendt

Président
GE Capital Services
Connecticut, États-Unis

M. Gordon Y. S. Wu

Président-directeur général
Hopewell Holdings Limited
Wanchai, Hong Kong

M. Wang Xuebing

Président-directeur général
Bank of China
Beijing, Chine

M. Tomas Zinner

Président et membre du Conseil d'administration
Unibanco
São Paulo, Brésil

A N N E X E

F D I R E C T I O N

Président ^a	James D. Wolfensohn
Vice-président exécutif	Jannik Lindbaek
Vice-président, Finances et planification	Birgitta Kantola
Vice-président, Investissements	Jemal-ud-din Kassum
Vice-président, Gestion du portefeuille et services-conseils	Assaad J. Jabre
Vice-président et Conseiller juridique	Carol Lee
Vice-président, Personnel, administration et développement institutionnel	Christopher Bam
Vice-président et Secrétaire ^a	Shengman Zhang

D É P A R T E M E N T S R É G I O N A U X

Directeur, Département Asie I

Chef pays, Division 1 Chine, Corée (République de), Îles du Pacifique, Mongolie

Javed Hamid
Ravinder Bugga

Chef pays, Division 2 Cambodge, Îles Marshall, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam

Khanh Nguyen

Chef, Division des marchés financiers

Kumiko Yoshinari

Directeur, Département Asie II^b

Chef Bangladesh, Bhoutan, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Myanmar, Népal, Sri Lanka

Rashad-Rudolf Kaldany

Sami Haddad

Chef, Division des marchés financiers

Hany Assaad

Directeur, Département Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord

André G. Hovaguimian

Chef pays, Division 1 Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Kazakhstan, Koweït, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen (République du)

(vacant)

Chef pays, Division 2 Algérie, Cisjordanie et Gaza, Égypte (République arabe d'), Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République arabe syrienne, Tunisie

(vacant)

Chef, Division des marchés financiers

Iyad Malas

Directeur, Département Europe I

Chef pays, Division 1

Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Portugal, Roumanie, Slovénie, Turquie

Harold Rosen

Khosrow K. Zamani

Chef pays, Division 2

Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque

Kenneth Assald^d

Chef, Division des marchés financiers

Monish Dutt

Directeur, Département Europe II^c

Chef

Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Géorgie, Ukraine

Edward Nassim

Richard Ranken

Chef, Division des marchés financiers

Mary Ellen Iskenderian

Directeur, Département Amérique latine et Caraïbes

Responsable de la supervision

Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

Karl VoltaireBernard Pasquier^d

Division de la stratégie et de la coordination

Bernard Sheahan

Chef pays

Amérique centrale et Caraïbes

Hugh Henry-May

Chef, Division des marchés financiers

Haydee Celaya

Directeur, Département Afrique subsaharienne

Directeur associé

Cesare Calari

André Cracco

Chef pays, Division 1

Afrique du Sud, Botswana, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Namibie, Ouganda, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

Udayan Wagle

Chef pays, Division 2

Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Togo

Guy C. Antoine

Chef, Division des marchés financiers

Bahadurali Jetha

DÉPARTEMENTS SPÉCIALISÉS

Directeur, Département agro-industries

Chef

Tei Mante

Sulyporn Kulsrethsiri

Directeur, Département central des marchés financiers

Chef, Division Développement de produits nouveaux

Chef, Service de la Base de données sur les marchés émergents

Chef, Service des relations, des conseils, de l'assistance technique et des spécialistes

Julio F. Lastres

Syed Aftab Ahmed

Robert Shakotko

Rudolf van der Bijl

Directeur, Département chimie, pétrochimie et engrais

Directeur associé

Chef

Jean-Philippe Halphen

Richard Parry

Jerome Sooklal

Directeur, Département des services de conseils financiers aux entreprises

Chef

Paul Hinchey

Bruce MacLeod

Directeur, Département des questions relatives à la politique opérationnelle et au secteur financier

Irving Kuczynski

Directeur, Département électricité

Directeur associé

Vivek Talvadkar

Jean-Paul Pinard

Directeur, Département pétrole, gaz et mines

Chef, Division 1

Pétrole et gaz

Chef, Division 2

Mines

Conseiller spécial du Directeur

Philippe Liétard

(vacant)

Sakdiyiam Kupasrimonkol

Claus A. Westmeier

Directeur, Département télécommunications, transports et services d'infrastructure

Chef, Division 1

Transports et services d'infrastructure

Chef, Division 2

Télécommunications

Declan J. Duff

Francisco Tourelles

Kent E. Lupberger

DÉPARTEMENTS D'APPUI

Directeur, Département du contrôle financier et du budget

Chef, Division de la comptabilité

Chef, Division du budget

(vacant)

(vacant)

(vacant)

Directeur, Département de la planification interne et de la politique financière

Chef

Chef, Division de la planification et de la politique financières

Chef, Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

Nissim Ezekiel

Dileep Wagle

Teng-Hong Cheah

Gary E. Bond

Chef des services d'information

Chef

Guy-Pierre De Poerck

Tom Schipani

Responsable de la supervision, Groupe de mobilisation des ressources

Suellen Lazarus

Directeur, Département économique, et Conseiller économique en chef

Guy Pierre Pfeffermann

Directeur, Groupe d'évaluation des opérations

William E. Stevenson

Conseiller juridique adjoint, Département juridique

Conseiller en chef
Conseiller en chef
Conseiller en chef
Conseiller en chef
Conseiller en chef
Conseiller en chef

Vice-Président et Directeur, Personnel, administration et développement institutionnel

Chef, Administration
Chef, Service des relations extérieures
Chef, Personnel
Chef, Services du recrutement
Chef, Équipe du projet de construction

Directeur, Département des services techniques et de l'environnement

Chef, Service de l'environnement
Chef, Services techniques
Chef, Services techniques
Chef, Service des textiles

Directeur, Département de la trésorerie**DIVERS**

Chef, Service-conseil pour l'investissement étranger
Chef, Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes
Chef, Afrique, Asie et Pacifique
Chef des programmes régionaux (Sydney, Australie)
Chef, Service des opérations spéciales
Conseiller financier principal
Chef, Service d'analyse des portefeuilles et de gestion des données

SERVICES DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS**Coordinateur, Service de promotion et de développement des investissements en Afrique**

Chef régional, Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)
Chef régional, Afrique australe (Harare, Zimbabwe)
Chef régional, Afrique de l'Ouest (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Chef, Afrique du Sud (Johannesburg, Afrique du Sud)

Chef régional, Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud (Sydney, Australie)**Jennifer Sullivan**

Fernando Cabezas
David d'Adhemar
Carlos Fernandez-Duque
E. Andres Hernandezorena
Marwan Nsouli
Hugo J. Waszink

Christopher Bam

Gordon A. Macdonald
Mark A. Constantine
Ann Rennie
Cornelis de Kievit
Richard Moss

Andreas M. Raczynski

Martyn J. Riddle
Juan C. Callieri
Gopi Nath Puri
Hassan Oteifa

Farida Khambata

Dale R. Weigel
Joel Bergsman
Boris Velic
Andrew Proctor
Woonki Sung
Vasant H. Karmarkar
Khalid A. Mirza

Macodou N'Daw

Mischek Ngatunga
Kalada Harry
Macodou N'Daw
John James

Richard R. Pearson

Représentants et missions régionales

Représentant spécial à Tokyo
Représentant spécial en Europe (Francfort, Allemagne)
Représentant spécial en Europe (Londres, Royaume-Uni)
Représentant spécial en Europe (Paris, France)
Directeur résident, Europe II (Moscou, Fédération de Russie)
Directeur résident, Asie II (New Delhi, Inde)
Représentant régional à Bangkok, Thaïlande
Représentant régional en Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)
Représentant régional à Islamabad, Pakistan
Représentant régional à Djakarta, Indonésie
Représentant régional à Manille, Philippines
Représentant régional au Moyen-Orient (Le Caire, Égypte)
Représentant régional en Afrique australe (Harare, Zimbabwe)
Représentant régional en Afrique centrale (Douala, Cameroun)
Représentant régional en Afrique du Nord (Casablanca, Maroc)
Représentant régional en Afrique de l'Ouest et
Afrique centrale (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Représentant résident en Argentine (Buenos Aires)
Représentant résident au Brésil (São Paulo)
Représentant résident en Chine (Beijing)
Représentant résident au Mexique (Mexico)
Représentant résident au Nigéria (Lagos)
Représentant résident en Turquie (Istanbul)
Représentant résident en Afrique du Sud (Johannesburg)
Conseiller de la SFI, Australasie (Sydney, Australie)
Conseiller de la SFI, Scandinavie (Oslo, Norvège)

Morinobu Iritani
Ernst Hofmann
Douglas Gustafson
Vikas Thapar
Edward Nassim
Rashad-Rudolf Kaldany
(vacant)
Michael Hooper
Michael Essex
Antonio H. David
Vipul Prakash
Manuel Nuñez
Mwaghazi Mwachofi
Mouhamadou Diop
Mansour Kelada-Antoun
Luciano Borin

(vacant)
Bruce R. Leighton
Davin Mackenzie
Pedro Batalla
Mohan R. Wikramanayake
S. Balasubramanian
Vincent Rague
Neil J. Paterson
Torstein Stephansen

- a. Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.
- b. Basé à New Delhi.
- c. Basé à Moscou.
- d. Date d'entrée en fonction annoncée ultérieurement.

ANNEXE

G A D R E S S E S

Siège

Washington
2121 Pennsylvania Ave., N.W.
Washington, DC 20433, États-Unis
Téléphone : (1-202) 473-1234
Télécopieur : (1-202) 974-4384

Abidjan

Coin des rues Booker Washington &
Jacques Aka Cocody
01 B.P. 1850
Abidjan, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 44-3244/6550
Télécopieur : (225) 44-4483

Accra

150a Roman Road
Roman Ridge
Accra, Ghana
P.O. Box 02638, Cantonments
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 77-8109/9804
Télécopieur : (233-21) 77-6245
Mobitel : (233-27) 55-4552

Addis-Abeba

Africa Avenue
Bole Road
Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : (251-51) 514-200
Télécopieur : (251-51) 511-411

Almaty

c/o Banque mondiale
Samal-1, Bldg. N° 36, 3rd Floor
Almaty, Kazakhstan 480099
Téléphone : (7-3272) 543-516/543-696
Télécopieur : (7-327) 581-1581

Bangkok

Harindhorn Bldg. Unit 7E, 7th Floor
54 North Sathorn Road
Bangkok 10500, Thaïlande
Téléphone : (66-2) 266-3230/5
Télécopieur : (66-2) 266-3229

Beijing

Unit 3711, 37/E, Jing Guang Ctr.
Hu Jia Lou, Chaoyang District
Beijing 100 020, PR Chine
Téléphone : (86-10) 6501-5171
Télécopieur : (86-10) 6501-5176

Budapest

Bank Center, Granite Tower
6th Floor
Budapest V. Kerület
Szabadsag ter - 5-7
H-1944 Budapest, Hongrie
Téléphone : (36-1) 302-9593
Télécopieur : (36-1) 302-9597

Buenos Aires

Edificio Pirelli
Maipu 1300, Piso 12
1006 Buenos Aires, Argentine
Téléphone : (54-1) 315-1666/1707
Télécopieur : (54-1) 312-9435

Casablanca

8, Rue Kamal Mohamed
Casablanca 2000, Maroc
Téléphone : (212-2) 48-4686/87
Télécopieur : (212-2) 48-4690
Adresse électronique : sfi@winner.net.ma

Cisjordanie et Gaza

c/o Banque mondiale
P.O. Box 54842
Jérusalem, Israël
Téléphone : (972-2) 574-7151
Télécopieur : (972-2) 574-7150

Dakar

c/o Banque mondiale
Immeuble S.D.I.H.
3 Place de l'Indépendance
B.P. 3296
Dakar, Sénégal
Téléphone : (221) 229-561
Télécopieur : (221) 237-993

Dhaka

c/o Banque mondiale
3A Paribagh (GPO 97)
Dhaka, Bangladesh
Téléphone : (880-2) 861-056/069
Télécopieur : (880-2) 867-521

Djakarta

Lippo Life Bldg., 8th Floor, Ste. 805
Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-10, Kuningan
Djakarta 12940, Indonésie
P.O. Box 1324/JKT
Djakarta 10001, Indonésie
Téléphone : (62-21) 252-6089/6152/3289
Télécopieur : (62-21) 252-2438

Douala

96 Rue Flatters, Suites 304 & 305
Immeuble Flatters
Bonanjo, B.P. 4616
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 42-8033/9451
Télécopieur : (237) 42-8014

Francfort

Messeturm, Box 23
60308 Francfort, Allemagne
Téléphone : (49-69) 9754-4613
Télécopieur : (49-69) 9754-4923

Hanoi

Suite 706
Metropole Center
56 Ly Thai To
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 824-7892
Télécopieur : (84-4) 824-7898

Harare

101 Union Avenue, 7th Floor
Union Ave., P.O. Box 2960
Harare, Zimbabwe
Téléphone : (263-4) 79-4860/68/69
Télécopieur : (263-4) 79-3805

Islamabad

20 A, Shahrah e Jamhuriat
Ramna 5 (G 5/1), P.O. Box 3033
Islamabad, Pakistan
Téléphone : (92-51) 27-9631/81-9781
Télécopieur : (92-51) 82-4335

Istanbul

Mete Caddesi No. 24/3
Taksim, Istanbul, Turquie
Téléphone : (90-212) 243-2126/2593
Télécopieur : (90-212) 249-2476

Johannesburg

Ground Floor, Victoria Gate West
Hyde Park Lane, Hyde Park 2196
P.O. Box 41283, Craighall 2024
Johannesburg, Afrique du Sud
Téléphone : (27-11) 325-0720/8
Télécopieur : (27-11) 325-0582

Kampala

1 Lumumba Avenue & 4 Nakasero Road
P.O. Box 4463
Kampala, Ouganda
Téléphone : (256-41) 242-139/230-094
Télécopieur : (256-41) 230-092

Lagos

No. 1 Mekunwen Road
Off Oyikan Abayomi Drive
Ikoyi, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 269-0434/3175
Télécopieur : (234-1) 269-4700

Le Caire

World Trade Center
1191 Corniche El Nil, 12th Floor
Boulac, Le Caire, Égypte
Téléphone : (20-2) 579-5353
579-9900/6565
Télécopieur : (20-2) 579-2211

Londres

4 Millbank
Londres SW1P 3JA, Royaume-Uni
Téléphone : (44-171) 222-7711
Télécopieur : (44-171) 976-8323

Manille

3rd Floor, Corinthian Plaza
121 Paseo de Roxas
Makati, Metro Manila, Philippines
Téléphone : (63-2) 811-3226/3231
Télécopieur : (63-2) 811-3293

Maputo

c/o Banque mondiale
Ave. Kenneth Kaunda, 1224
Maputo, Mozambique
Caixa Postal 4053
Maputo, Mozambique
Téléphone : (258-1) 492-841
Télécopieur : (258-1) 492-893/494-649

Mexico

Montes Urales 760-202
Col. Lomas de Chapultepec
Mexico D.F., 11000, Mexique
Téléphone : (52-5) 520-6191
Télécopieur : (52-5) 520-5659

Moscou

Schepkin Theater School Bldg.
2 Pushechnaya Street
103012 Moscou, Russie
Téléphone :
(Int'l) (7-501) 883-7054/755-8818
(Local) (7-095) 913-7054
Télécopieur :
(Int'l) (7-501) 883-7053
(Local) (7-095) 923-2742/913-7053

Mumbai

No. 25 Maker Chambers VI
Nariman Point
Mumbai, 400 021, Inde
Téléphone : (91-22) 204-6869/285-5262
Télécopieur : (91-22) 285-5272

Nairobi

Hill Park Building, Upper Hill Road
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 26-0300/0400
Télécopieur : (254-2) 26-0383

New Delhi

No. 1 Panchseel Marg
Chankyapuri
New Delhi 110 021, Inde
Téléphone : (91-11) 611-1306
Télécopieur : (91-11) 611-1278/1281

Paris

66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Téléphone : (33-1) 4069-3060
Télécopieur : (33-1) 4720-7771

Prague

Husova 5
110 00 Praha 1, République tchèque
Téléphone : (420-2) 2440-1402
Télécopieur : (420-2) 2440-1410

São Paulo

Rua Guararapes, 2064 - Conj. 104
04561-004 São Paulo - SP, Brésil
Téléphone : (55-11) 5505-1629
Télécopieur : (55-11) 5505-3073

Sydney (FIAS)

Level 15, CML Building
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7155
Télécopieur : (61-2) 9223-7152

Tachkent

c/o Banque mondiale
43 Academician Suleimanova Street
Tachkent, Ouzbékistan 700 017
Téléphone : (7-3712) 336-205/394-988
Télécopieur : (7-3712) 406-215/330-551

Tokyo

Fukoku Seimei Building, 10th Floor
2-2-2, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100, Japon
Téléphone : (81-3) 3597-6657
Télécopieur : (81-3) 3597-6698

Varsovie

Warsaw Corporate Ctr., 8th Floor
ul. Emilii Plater 28
Varsovie 00-688, Pologne
Téléphone : (48-22) 630-3444
Télécopieur : (48-22) 630-3445

**SERVICE DE
PROMOTION ET DE
DÉVELOPPEMENT DES
INVESTISSEMENTS**

**Service de promotion et de
développement des investissements
en Afrique (APDF)**

APDF-Abidjan
Immeuble CCIA, 17^e étage
B.P. 8669, Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 21-9697
Télécopieur : (225) 21-6151

APDF-Accra

150A Roman Road
Roman Ridge
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 77-6245
Télécopieur : (233-21) 77-4961

APDF-Harare

Southampton House, 5th Floor
68-70 Union Ave., P.O. Box UA 400
Harare, Zimbabwe
Téléphone : (263-4) 73-0967/8/9
Télécopieur : (263-4) 73-0959
Télex : 22350

APDF-Nairobi

International House, 6th Floor
Mama Ngina Street, P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 21-7370
Télécopieur : (254-2) 33-9121/33-7490

**Service de conseil aux entreprises
pour les Caraïbes et l'Amérique
centrale (BAS)**

ENTERPRISE DEVELOPMENT LIMITED (EDL)

BAS-Port of Spain

The Mutual Centre
16 Queen's Park West, P.O. Box 751
Port of Spain, Trinité
Téléphone : (868) 628-5074
Télécopieur : (868) 622-1003
Adresse électronique : edl@trinidad.net

ASESORÍA EMPRESARIAL
CENTROAMERICANA (ASECA)

BAS-San José

Apartado Postal D98-1250
Escazu, Costa Rica
Téléphone : (506) 228-6963/4124
Télécopieur : (506) 289-8327

**Service de promotion et de
développement des investissements
dans la vallée du Mékong (MPDF)**

Hanoi

Suite 706
Metropole Center
56 Ly Thai To
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 824-7892
Télécopieur : (84-4) 824-7898

**Service de promotion et de
développement des investissements
dans le Pacifique Sud (SPPF)**

Sydney

Level 8, 89 York Street
Sydney, NSW 2000, Australie
GPO Box 1612
Sydney, NSW 2001, Australie
Téléphone : (61-2) 9299-2500
Télécopieur : (61-2) 9299-2551

G L O S S A I R E , N O T E S E T D É F I N I T I O N S

ACDI	Agence canadienne de développement international
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
AMSCO	Société de services de gestion pour l'Afrique
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
BAFD	Banque africaine de développement
BASD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAMENA	Région Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord
CFA	Communauté financière africaine
CLF	Caribbean Loan Facility
EMDB	Base de données sur les marchés émergents
ESSA	Service d'appui à l'entreprise en Afrique
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger
FMI	Fonds monétaire international
IDA	Association internationale de développement
IDE	Institut de développement économique
MFMP	Fonds multilatéral pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal
MPDF	Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEG	Groupe d'évaluation des opérations
PIIF	Fonds d'investissement pour les îles du Pacifique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SFI	Société financière internationale
SPPF	Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique Sud
TATF	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Abréviations

IDE	investissement direct étranger
LIBOR	taux interbancaire offert à Londres
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PNB	produit national brut

Notes et définitions

1. L'exercice de la SFI va du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice 97 a ainsi commencé le 1^{er} juillet 1996 et s'est achevé le 30 juin 1997.
2. L'appellation Banque mondiale englobe la BIRD et l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, la SFI et l'AMGI.
3. Quelles que soient les monnaies initialement utilisées, le montant des investissements est exprimé en dollars des États-Unis. Le montant des investissements libellés dans d'autres monnaies est réévalué au dernier jour du mois durant lequel ils ont été approuvés.
4. Les chiffres indiqués au titre du financement des projets peuvent se rapporter aux :
 - Approbations — Prêts, prêts syndiqués, garanties, participations et quasi-participations, et garanties d'émissions approuvées par le Conseil d'administration durant l'exercice 97.
 - Engagements — Prêts et participations pour lesquels des accords ont été signés par la SFI durant l'exercice 97.
 - Décaissements — Prêts et participations effectivement décaissés durant l'exercice 97.
5. Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, les chiffres ayant été arrondis.
6. Dans les tableaux d'assistance technique, l'utilisation de l'infinifit présent pour décrire les projets ne signifie pas nécessairement que les projets en question se soient pourvus au delà du 30 juin. Beaucoup de projets ont en fait été achevés au cours de l'exercice 97, y compris ceux du FIAS.
7. Les accords de prêt conclus entre la SFI et les emprunteurs stipulent en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Les prêts de la SFI comprennent en général deux éléments :
 - Le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt.
 - Le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.

La SFI et les participants assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'organisme de développement multilatéral.

Rédaction et production

Chef de projet : Kathleen A. Lynch

Rédactrice : Sally Gelston

Collaborateurs : Chitra Alwis, Paul Crystal, Rob Wright

Secrétaires de rédaction : Yvonne Jackson, Julie Stack, Abigail Tamakloe

Webmaster : Michael J. Trucano

Traduction et correction

Édition chinoise : China Financial and Economic Publishing, Beijing ;

éditions espagnole et française : Division de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale, Washington (à l'exception des pages 126 à 148)

Pages 126 à 148 : Price Waterhouse, Beijing, Bogota et Paris

Conception graphique

Patricia Hord.Graphik Design, Alexandria, Virginie

Impression

The John D. Lucas Printing Company, Baltimore, Maryland

Photographies

- iv © Andrew D. Lautman Photography, Washington
- v © Andrew D. Lautman Photography, Washington
- vii © Dennis Brack, Black Star, Washington
- x Pierre B. Bouvery, SFI
- 2 Reproduction autorisée, Makini School Ltd., Nairobi (Kenya)
- 3 Reproduction autorisée, Duncan Gleneagles Hospital, Calcutta (Inde)
- 5 Reproduction autorisée, Concessionária da Rodovia Presidente Dutra S.A., São Paulo (Brésil)
- 6 Reproduction autorisée, Metropolitan Waterworks and Sewerage System, Manille (Philippines)
- 8 Pierre B. Bouvery, SFI
- 13 Peer Stein, SFI
- 17 Maria C. Thomas, SFI
- 22 Anthony Shields, SFI
- 25 Reproduction autorisée, Gencor (Afrique du Sud)
- 26 Reproduction autorisée, Service de promotion et de développement des investissements en Afrique, Nairobi (Kenya)
- 40 Neeraj Jain, SFI
- 45 Neeraj Jain, SFI
- 49 Neeraj Jain, SFI
- 60 James O.C. Kerr, SFI
- 64 James O.C. Kerr, SFI
- 68 James O.C. Kerr, SFI
- 74 Reproduction autorisée, Borcelik Celik Sanayii Ticaret A.S., Istanbul (Turquie)
- 80 Maria C. Thomas, SFI
- 80 Incrustation : Reproduction autorisée, Georgian Glass & Mineral Water Company, N.V. (Géorgie)
- 83 © Moris Maçoro, Istanbul (Turquie)
- 92 Reproduction autorisée, ESA-CNES-Arianespace photo CSG
- 97 Reproduction autorisée, Cemento de El Salvador, S.A. de C.V., San Salvador
- 100 Rob Wright, SFI
- 108 James O.C. Kerr, SFI
- 114 Anthony Shields, SFI
- 118 Anthony Shields, SFI
- 120 © Andrew D. Lautman Photography, Washington
- 121 © Dennis Brack, Black Star, Washington
- 126 Anthony Shields, SFI
- 152 Anthony Shields, SFI





SFI

Société financière internationale
2121 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20433 États-Unis

Téléphone 202-473-7711
Télécopieur 202-974-4384
www.ifc.org

ISBN 0-8213-3937-0